A 31 b

John Carter Brown.

# AFFAIRES
## DE L'ANGLETERRE
## ET DE L'AMÉRIQUE.

JOHN CARTER BROWN

### LETTRE

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 8 Mai 1779.

LA ſeſſion actuelle, Monſieur, touchant à ſon terme, je vais achever ou au moins bien avancer ce qui me reſte à extraire des débats qui l'ont remplie. Vous avez déja pû obſerver que je traite cette matiere dans le deſſein de fournir de bons & ſolides matériaux à l'hiſtoire. En beaucoup moins de pa-

roles je m'attache à dire plus de choſes que les Journaliſtes; & je ſacrifie volontiers des pages de vaines déclamations à quelques lignes de faits intéreſſans, ou de notions élémentaires ſur le commerce, ſur la marine & ſur les finances d'une nation qui nous donne ſi beau jeu pour la bien étudier, & que nous avons ſi grand intérêt de bien connoître. Je me donne la peine de compulſer les diverſes minutes de chaque ſéance, qui ſont produites par différens partis; & je releve avec ſcrupule dans chacune tout ce que je juge propre à augmenter utilement la ſphere de nos connoiſſances. C'eſt un ſoin que ne peuvent point prendre des Ecrivains qui ſe preſſent d'imprimer les débats du Parlement Britannique comme une nouvelle du moment. La premiere copie qui leur parvient eſt toujours celle qu'il leur faut. Auſſi toute uniformité eſt-elle bannie de leur ſyſtême de politique, ſi même ils peuvent en avoir une: auſſi laiſſent-ils échaper tout ce que l'intérêt de tel ou tel parti dont ils ſe font l'écho, lui a ſuggeré de taire: auſſi n'y a-t-il aucune ſuite dans leurs extraits, & au contraire beaucoup de lacunes déſeſpérantes: auſſi quoiqu'on ait eu le plaiſir de parler quelques fois d'après eux, ne s'aviſera-t-on jamais d'écrire d'après eux. Pour moi qui ai eu l'ambition de travailler pour l'hiſtoire, je m'attacherai à ſuivre ce plan, le ſeul qui puiſſe lui convenir.

*Suite des ſéances du Parlement, depuis le 9 Février, juſqu'aux vacations de Pâques.*

*Chambre des Communes.*

*Le Mardi 9 Février.* — Le Lord *Beauchamp* annonça le projet d'un Bill pour faire payer par la Grande-Bretagne les ſix régimens d'infanterie & le régiment de dragons de l'établiſſement d'Irlande, qui ſont employés en Amérique & aux Iſles, & dont la dépenſe excede les facultés de ce Royaume. Quoique le Bureau de la guerre eût produit les états de troupes demandés à cet effet, ce Député réſerva ſa motion pour un jour où l'aſſemblée ſeroit plus nombreuſe.

*Le Jeudi* 11. — Le Chevalier Joſeph *Mawbey* annonça qu'inceſſament il demanderoit que le Lord George Germaine fût renvoyé de la Chambre en vertu d'un acte de la cinquieme année de la Reine Anne, qui exclud de la Chambre toute perſonne à qui ſeroit donnée aucune place lucrative qui viendroit à être créée par la ſuite, & attendu que ſa place de Secrétaire d'Etat des Colonies eſt de cette eſpece. (La création de cette place eſt de l'année 1767 : le Lord Hiliſborough eſt le premier qui l'ait exercée.) Le Lord *Germaine*, qui étoit préſent, laiſſa paroître la plus grande ſurpriſe

de cette attaque imprévue, & la Chambre s'en amuſa pendant quelques inſtans.

*Le Vendredi* 12. — Le Lord *Mulgrave* demanda au nom des Membres qui ont compoſé le Conſeil de guerre de l'Amiral Keppel la réformation de l'acte de la vingt-deuxieme année de George II, qui défend qu'aucun des Membres d'un Conſeil de guerre de marine puiſſe ſortir pendant la durée du procès, du vaiſſeau (dans ce dernier cas c'étoit une maiſon) où doit s'inſtruire le procès; gêne à laquelle ne ſont point aſtreints les Juges ni dans un Conſeil de guerre de terre, ni dans tout autre Tribunal, & contre laquelle avoient inutilement reclamé les Juges de l'Amiral Byng. — Cette motion fut admiſe unanimement. Il eut occaſion d'apprendre à la Chambre que le Vice-Amiral Palliſer n'étoit plus du Bureau de l'Amirauté, ſa démiſſion ayant été reçue le matin.

Le Colonel *Barré* demanda qu'il fut fait des remerciemens par la Chambre à l'Amiral Keppel pour la ſage & valeureuſe conduite par laquelle il avoir protégé le commerce de ſa nation dans le cours de l'Eté dernier, & ſoutenu l'honneur du pavillon Britannique dans l'affaire du 27 Juillet. Cette motion paſſa avec de bruyantes acclamations. Il n'y eut qu'un ſeul oppoſant, M. Strutt, Député pour Malden, qui ſe contenta de

confirmer ſa négative, en s'inclinant profondément devant l'Orateur.

Le Chevalier Philipp Jennings *Clerke* préſenta à la Chambre une motion qu'il n'avoit pas pu faire admettre l'année derniere (elle avoit été rejettée par une pluralité de quatre ou cinq voix) pour exclure d'une place dans la Chambre toute perſonne qui directement ou indirectement auroit part à quelque marché de fournitures avec le Gouvernement, & pour que ces marchés fûſſent toujours adjugés dans des encheres publiques. Malgré l'oppoſition du Lord *North*, ſoutenu de l'Alderman *Harley*, qui a pluſieurs de ces marchés, la motion fut admiſe par une pluralité de quinze voix, ſavoir cent cinquante-huit, contre cent quarante-trois. — Le Chevalier Jennings en vouloit principalement aux Entrepreneurs de la fourniture des camps en Angleterre, qui ont des aſſociés & des cautions dans la Chambre. — Il reprocha à l'Alderman Harley que dans l'année derniere il avoit gagné ſur les ſiens juſqu'à 43,000 liv. ſterling. — Celui-ci ſoutint non ſeulement qu'on pouvoit avoir des marchés ſecrets avec la Tréſorerie, ſans compromettre ſa liberté & ſes ſentimens; mais que ſi la motion avoit lieu ſuivant toute la rigueur des idées du Chevalier Jennings, les Membres de la Chambre, qui ſont commerçans, ſe trouveroient obligés de renoncer à nombre de branches importantes de commerce, qui les mettoient

en relation avec le Gouvernement : il cita les articles des bois, des draps, des fonderies de canon, des forges, &c. Et il demanda à la Chambre s'il étoit, ſuivant la Conſtitution, que des gens ſur qui rouloient d'auſſi grands intérêts de commerce, fûſſent exclus du nombre de ceux dont la vocation eſt de ſoutenir & de faire fleurir le commerce. Enfin il fit voir que même pour ſe marier on ſeroit obligé de quitter ſa place dans la Chambre, ou de renoncer à en rechercher une, ſi à l'exemple du Comte d'Ashburnham, un des Membres de la Chambre des Pairs, on s'aviſoit d'épouſer la fille de quelque riche Manufacturier.

## *Chambre des Pairs.*

*Le Lundi* 15 *Février.* — Un écrit, ſigné de M. Temple Luttrel, & daté du 23 Décembre, dans lequel M. Luttrel, Membre des Communes, a fait voir que dans l'année 1771 il n'avoit point été juſtifié de l'emploi d'une ſomme de plus de 300,000 livres ſterl. faiſant partie de celle octroyée pour l'ordinaire de la marine, fut dénoncé à la Chambre par le Lord *Radnor* comme un libelle contre le Lord Sandwich, premier Lord de l'Amirauté. Il y eſt prouvé que ſur quarante mille matelots votés, il n'en avoit été employé & payé dans l'année que trente-un mille. — Sur l'avis du Chancelier

& malgré l'oppoſition du Duc de Richmond, qui doutoit des pouvoirs de la Chambre à cet égard, une motion du Lord Radnor fut admiſe, pour que Guillaume Parker, Imprimeur du *Général Advertiſer*, qui a divulgué cet écrit, fût amené devant la Chambre.

Le Duc de *Bolton* fit voir qu'il importoit à la Chambre de ſe faire donner communication (elle lui avoit été refuſée) du mémoire des Juges de l'Amiral Keppel à l'Amirauté, pour obtenir plus de liberté dans les lieux où ſe tiendroient les Tribunaux de marine. Il motiva ſon dire ſur ce que le Lord Mulgrave, chez les Communes, avoit annoncé qu'il préſenteroit un Bill à ce ſujet. La Chambre ordonna que la communication ſeroit demandée.

La Chambre arrêta qu'une adreſſe ſeroit préſentée au Roi pour avoir communication du procès de l'Amiral Keppel. — Ce fut ſur la demande du Duc de *Richmond* qui ajouta que ſi le Lord Sandwich le trouvoit bon, il demanderoit pareillement copie de la correſpondance particuliere de l'Amirauté avec l'Amiral Keppel. — Le Lord Sandwich déclara que cela ne pouvoit point lui déplaire, quoiqu'il déſirât du tems pour y réfléchir. La motion fut remiſe au Jeudi 18.

Le Duc de *Bolton* demanda tous les papiers relatifs à l'adminiſtration de l'Hôtel des Invalides de la Marine (Greenwich). Le

Lord Sandwich s'offrit d'en faire produire encore plus que le Duc n'en demanderoit.

*Chambre des Communes.*

*Le Lundi 15 Février.* — Le Chevalier Joſeph *Mawbey* fit ſa motion précédemment annoncée, » que le Roi ſeroit ſupplié de faire remettre à la Chambre une liſte de tous les gens en place, conſtitués par la Cour depuis l'année 1705, avec l'état de leurs appointemens «. Il rappella qu'une pareille opération s'étoit déja faite en 1730.

Le Lord *North* s'éleva avec force contre cette motion, déclarant que ſi on avoit en vue de faire deſtituer le Lord Germaine, certainement on y échoueroit, parce que ſon nom ne ſe trouveroit pas ſur la liſte.

Nonobſtant cette démonſtration d'humeur du Miniſtre, la motion fut admiſe unanimement.

Le Chevalier *Mawbey*, encouragé par ce ſuccès, ajouta cette nouvelle motion, qu'il ſeroit demandé une pareille liſte des gens en place dans l'année 1775 & de ceux qui y ont été mis depuis, &c. — Nouvel emportement de Milord North, qui déclare que de pareilles liſtes n'étant pas l'affaire d'un jour, elles ne ſeroient pas de ſi-tôt prêtes. La motion paſſa comme la premiere.

M. *Rous* demanda qu'une lettre des Gouverneur & Conſeil du fort Saint George

(Madras) aux Directeurs de la Compagnie des Indes, datée du 5 Juillet 1775, fut produite à la Chambre. » Cette lettre, dit-il, écrite long-tems avant la révolution de Madras, avoit pour objet d'informer les Directeurs, qu'il avoit été fait des offres de séduction aux employés de la Compagnie en faveur du Nabob, pour les porter à faire ce qu'ils avoient fait depuis, malgré le Lord Pigot, dont la fin malheureuse a excité tant de regrets.

La motion fut admise, sous la condition que certains détails secrets seroient retranchés de la lettre.

M. Charles *Fox* fit voir sa surprise de ce que la copie des accusations & procédures dans l'affaire de Keppel, n'avoit point encore été apportée à la Chambre, quoiqu'ordonnée le 12 de ce mois. Il déclara qu'il comptoit faire, d'après cette production, des motions importantes. — Il demanda, en attendant, communication de la correspondance de l'Amirauté avec M. Keppel, relativement au Conseil de guerre.

M. *Buller* répondit que les accusations & procédures, formoient un objet de dix-huit cents pages de copie in-folio, & qu'il n'avoit pas été possible qu'une aussi longue copie se fit en si peu de tems. Il la promit pour le lendemain 16. — La motion de M. Fox fut admise.

Le Lord *Newhaven* en fit une relative à

l'Irlande, pour que la Chambre, en grand Comité le 25 Février, prît en conſidération les loix relatives au commerce de l'Irlande, auquel les priviléges qui lui ont été rendus l'année derniere, étant de trop peu de conſéquence, n'avoient fait aucun profit, vû qu'il auroit fallu joindre à la liberté d'exportation, celle d'importation. Il appuya ſa motion par des récits de la miſere de ce Royaume, qui parurent cauſer une vive émotion dans la Chambre. Il cita la détreſſe d'un pauvre Fermier, ſaiſi, exécuté, évincé, à qui ſon propre Domeſtique, mis en poſſeſſion de ſes effets, avoit refuſé de le nourrir un jour ſeulement lui & ſes enfans, du lait des beſtiaux qu'ils avoient élevés. — Il offrit de prouver que dans les deux années dernieres les dépenſes de l'Irlande s'étoient montées à 1,777,000 liv. ſterl. ce qui étoit 281,000 liv. de plus que ſon revenu.

La motion contrariée par le Chevalier Thomas Egerton, qui aſſura à la Chambre que la détreſſe de l'Angleterre étoit encore plus urgente, ſuccomba, malgré une modification propoſée par le Général Conway, pour changer les mots *commerce de l'Irlande* en ceux-ci, *état de l'Irlande*. L'objet de la motion étoit de faire accorder à l'Irlande une liberté indéfinie de commerce, n'y ayant point d'autre moyen de ſauver l'Irlande ou d'empêcher qu'il n'y éclate une effrayante rébellion.

M. Stanley, le Général Burgoyne & quelques autres ſoutinrent que le danger d'une rébellion ſeroit encore plus imminent en Angleterre, ſi on accordoit à l'Irlande de ſi prodigieux avantages, & une part dans les Manufactures de lainеries & de coton. Ils convinrent pourtant qu'il y a actuellement dans la ſeule ville de Dublin plus de vingt mille ames ſans emploi & ſans moyens de ſubſiſter, le commerce y ayant totalement ceſſé (c'eſt une charité particuliere qui ſoutient ces pauvres pour quelque tems). Il fut convenu que la queſtion pourroit être reprise un autre jour, étant préſentée avec quelque plus de réſerve.

Le Lord *Newhaven* avoit fait entendre les vérités les plus fortes ſur les intérêts du commerce en général & l'abus des entraves qu'on lui donne. — Ses argumens étoient appuyés des remontrances de pluſieurs grandes Villes de ce Royaume, & entr'autres de Dublin & de Limeric. Dans la premiere, il n'y avoit, ſuivant les dernieres lettres, qu'un ſeul vaiſſeau au Quai de la Douane de Dublin, où on viſitoit ſa cargaiſon de retour. Dans l'autre, nulle eſpece de commerce: on n'en exportoit plus que des peignes & des fouets. » Que peut-on exporter d'un pays ou l'importation n'eſt pas également libre, ſur-tout ſi les productions de celui auquel on exporte ſont un article conſidérable dans la conſommation de celui pour lequel l'exportation s'eſt

faite? Point de commerce ſans troc ou échange. L'avantage n'étant plus mutuel & réciproque, il ne peut plus ſubſiſter. Le Vendeur ne peut plus modérer ſes profits : il le feroit s'ils étoient doublés activement comme paſſivement. Il eſt vrai que l'Irlande peut importer du rum ; mais cette liberté elle ne l'a pas pour le ſucre : il faut qu'il ſoit enregiſtré & débarqué dans quelque port de la Grande-Bretagne. Quelle cruelle & fatale partialité contre l'Irlande? Tout vaiſſeau Britannique chargé de ſucre pour l'étranger, n'a beſoin que de toucher à un port de la Grande Bretagne ; mais s'il eſt deſtiné pour l'Irlande, il eſt aſſujetti de plus à la néceſſité de mettre ſon ſucre à terre, ſans parler du danger de traverſer deux fois le canal de Saint George. Ainſi le Dannemarck, la Suede, la Ruſſie & toute l'Almagne peuvent avoir le ſucre Anglois à beaucoup meilleur marché que l'Irlande. Qu'eſt ce que l'Angleterre perdroit à lever cette gêne ſur le commerce d'Irlande ? Environ 9,000 liv. dont 4,000 liv. ſont la part de la ville de Liverpool. Les deux Provinces Méridionales de l'Irlande ſont propres à la culture du chanvre. La Manufacture de toile à voile d'Irlande a l'air d'être encouragée : importée en Angleterre, elle y reçoit une gratification. Mais l'effet de cet encouragement eſt détruit par une loi ſubſéquente, qui accorde à la toile à voile de la Grande-Bretagne une

atification qui équivaut à une prohibition
ntre celle de l'Irlande. Deux ſeules bran-
es de commerce font la richeſſe de l'Ir-
nde: les toiles & les ſalaiſons. La guerre
Amérique les a détruites toutes deux: les
iles, parce que c'étoit l'Amérique qui les
oit : les ſalaiſons, par un embargo qui dure
puis deux ans & plus.— Que doit il réſulter
la détreſſe de l'Irlande ſi ce n'eſt, une ef-
avante émigration après la guerre pour
Amérique, ſoit indépendante, ſoit réunie
ſon ancienne Métropole avec une entiere
berté de commerce. — Dans les années
767 & 1768, les émigrations pour l'A-
érique s'étoient montées au nombre de
ize mille hommes, qui pour la plupart ont
mbattu du côté des Américains. Ce ſera
en autre choſe à la paix : les Manufactures
Royaume paſſeront avec une rapidité in-
ncevable dans cette terre de promiſſion,
our l'humanité opprimée «.

Suivant le Chevalier *Egerton*, qui répondit,
le coton des Iſles Angloiſes pouvoit ar-
ver droit en Irlande où on le manufacture,
ſeroit la même choſe que de donner à
Royaume la Manufacture de Mancheſter.
e Député imputa la miſere de l'Irlande aux
enſions qu'on leve ſur elle & aux places
utiles qu'elle paye. & il prétendit que ſi
lui rendoit la liberté demandée, cela ne
rviroit qu'à y faire proſpérer d'avantage
ſyſtême de corruption du Gouvernement.

Le Lord *Nugent* fit voir combien il étoit ridicule de refuſer à l'Irlande la liberté des Manufactures de coton, tandis qu'il y en a une à Rouen qui égale celle de Manchester & vend à meilleur marché de près d'un tiers ; & que la Hollande, la Suiſſe & l'Allemagne, manufacturent, avec le même avantage, des toiles de coton & fil.

Le Lord *Beauchamp* ajouta au tableau de la miſere de l'Irlande, qu'on n'avoit pas pû y lever les ſommes néceſſaires pour enrégimenter la Milice, ordonnée dans la derniere ſeſſion du Parlement. Que les Peuples s'y étoient armés & équipés d'eux-mêmes, ce qui étoit d'une dangereuſe conſéquence, le nombre d'hommes ainſi armés étant de près de dix-neuf mille.

*Chambre des Pairs.*

*Le Mardi 16 Février.* — Le Duc de *Bolton* rappellant ce qu'il avoit dit la veille, du Mémoire des Juges de Keppel à l'Amirauté, ajouta que ce papier, qui avoit été mis le 3 Février à la Poſte à Portſmouth, ne lui étoit parvenu que le 10 & ouvert. Il ſe plaignit que le Bureau de la poſte ouvroit ſes lettres ; & il exprima le déſir que l'on prît des meſures pour que le Bureau fit le ſervice avec plus de régularité, relativement ſur-tout aux lettres d'Amérique.

Sur une motion du Marquis de *Rockingham*,

il fut voté des remerciemens de la Chambre pour M. Keppel, & le Chancelier fut chargé de les lui adreſſer.

Il y eut quelque altercation entre le Lord *Radnor* & le Lord *Sandwich*, ſur la ſommation faite à l'Imprimeur Parker de paroître devant la Chambre. Le Miniſtre aſſura qu'il ne ſe trouvoit point bleſſé par l'imputation en queſtion, & qu'il ſouhaitoit qu'il ne fût plus queſtion de cette affaire. Il entreprit de juſtifier l'Amirauté dans l'emploi des fonds; mais comme ce n'étoit point la queſtion du moment, le Lord Radnor inſiſta pour que l'Imprimeur, n'ayant point obéi à la ſommation (*a*), fut arrêté par l'Huiſſier de la verge noire. — Cet ordre fut donné, quoique le Lord Chancelier eût produit une lettre où William Parker déclaroit que l'Auteur de l'article en queſtion étoit Temple Luttrel, qui l'autoriſoit à le nommer; & qu'il offroit cette déclaration comme une

---

(*a*) Il avoit répondu à l'Huiſſier, en recevant la ſommation. » Je verrai à ce que j'aurai à faire «. Il a imprimé dans une de ſes Gazettes, qu'il ne reconnoiſſoit point dans la Chambre le droit de le mander ainſi: que c'étoit une autorité uſurpée à laquelle il ne cederoit pas plus que n'avoient fait d'autres Imprimeurs dans des occaſions ſemblables; qu'il n'avoit fait que copier l'article d'après d'autres Gazettes, & que ſi, à ſon occaſion, la Chambre, ou le Miniſtere qui la meut, vouloit empieter ſur les droits du peuple, il reclameroit la protection du Magiſtrat & des loix.

ſatisfaction à la ſommation qui lui avoit été ſignifiée. — Le Lord Radnor propoſa que Temple Luttrel fût demandé aux Communes, & qu'il vint répondre à la Barre de la Chambre des Pairs. Mais à la perſuaſion du Lord Cambden, il retira ſa motion, qui fut jugée prématurée.

L'affaire relative à l'Hôpital de Greenwich entre le ſieur Baillie, ci-devant Lieutenant au Gouvernement, & le Lord Sandwich, fut renvoyée au 24 ou au 27 du mois. On diſcuta la qualité des papiers regardés comme miniſtériels, ſur ce que le Miniſtre déclara que dans la production demandée, il ne pourroit pas joindre une lettre du ſieur Baillie qu'il avoit malheureuſement égarée, mais qu'il aſſuroit n'être qu'une lettre particuliere & non miniſtérielle.

[ Voici en deux mots l'affaire de l'Hôpital de Greenwich, pour les Invalides de la Marine. Le Capitaine Baillie, Lieutenant au gouvernement de cet Hôpital, ſous la direction des principaux Miniſtres d'Etat, a fait imprimer un Mémoire ſur les vices de cette adminiſtration, où il a prouvé que les fonds accordés par la nation n'y étoient pas fidelement appliqués. Cette place lui fut bientôt retirée comme à un homme qui avoit donné des mécontentemens, & on l'avoit même pourſuivi devant les Tribunaux. La lettre égarée par le Lord Sandwich eſt celle

que

que cet Officier lui écrivit le 7 Mars 1778 en lui envoyant ſon Mémoire imprimé.]

La communication demandée par le Duc de Richmond de la correſpondance de Keppel avec l'Amirauté fut ordonnée.

La Chambre s'ajourna au Jeudi 18.

*Chambre des Communes.*

*Le Mardi 16 Février.* M. Buller apporta de la part de l'Amirauté la copie (de dix huit cents pages in-folio) du procès de l'Amiral Keppel, qu'il fut ordonné de laiſſer ſur le Bureau.

Le Lord *Newhaven* annonça que pour ſe conformer aux vues générales de la Chambre, il reſtraindroit ſes propoſitions concernant l'Irlande, & qu'il demanderoit la ſemaine prochaine que ce Royaume pût tirer ſes ſucres en droiture des Iſles Angloiſes.

Le Lord *Mulgrave*, apporta ſon Bill pour donner plus de liberté aux Juges des Conſeils de guerre de Marine. La premiere lecture en fût faite. Il ne conſentit point à le retirer, quoiqu'on lui obſervât que la même affaire étoit entamée chez les Pairs. Il fit voir qu'il en étoit chargé par tout le Conſeil de guerre: qu'il ne pouvoit point s'arrêter après avoir commencé: & qu'au ſurplus il étoit poſſible que chez les Pairs l'affaire n'eût pas été priſe comme il en-

tendoit qu'elle devoit l'être ; c'eſt-à-dire ; pour procurer aux Juges la liberté auſſi entiere qu'il pouvoit convenir.

M. *Rouſe* indiqua les paragraphes de la lettre du Gouverneur & Conſeil de Madras, en date du 5 Juillet 1775, dont il demandoit communication, & dans leſquels il aſſura qu'il ne ſe trouvoit aucune mention des forces Angloiſes dans l'Inde, d'où la France pût prendre connoiſſance des affaires de la Compagnie.

Le Chevalier Joſeph *Mawbey*, voyant arriver le Lord Germaine, ſaiſit ce moment pour faire la motion par laquelle il demanda que la commiſſion qui conſtitue ce Lord un des Secrétaires d'Etat, fut produite devant la Chambre. — Le Lord ſe contenta de répondre qu'il ne s'oppoſoit à la motion que pour faire rectifier ſon nom qui y étoit mal énoncé. Il y étoit appellé du nom de *Sackville* qu'il ne porte plus.

Le même Membre voulut eſſayer d'une pareille tentative contre les trois Députés actuellement ſéants dans la Chambre, qui ont été chargés d'une commiſſion auprès du Congrès, le Lord Howe, le Général Howe & le Gouverneur Johnſtone, mais perſonne ne ſe préſentant pour ſoutenir ſa motion, qui tendoit à faire renvoyer de la Chambre ces Députés, il la retira.

La Chambre s'ajourna au lendemain 17.

*Le Mercredi* 17. — La Chambre vota 5,000 livres ſterl. pour aider la Compagnie du Levant à continuer ſon commerce.

Diſcuſſion entre M. *Fox* & le Lord *Mulgrave*. Celui-ci, un des Lords de l'Amirauté, juſtifia cette Cour concernant les lettres écrites à l'Amiral Keppel, pour ſavoir s'il n'avoit point d'accuſation à intenter contre l'Amiral Palliſer. — M. Fox avoit avancé que l'Amiral Keppel avoit dédaigné d'y répondre, les trouvant trop arrogantes. — Le Lord aſſura qu'elles avoient été écrites ſuivant les anciens protocoles de l'Amirauté. Il annonça que M. Palliſer ayant été accuſé de déſobéiſſance, il ſeroit certainement jugé.

Le Chevalier *Howe* demanda que toute ſa correſpondance avec le Lord Germaine depuis le 2 Août 1775, juſqu'au 16 Mai 1778, fût produite. — C'eſt pour qu'on puiſſe juger ſi effectivement le Miniſtere a donné aux Généraux des forces ſuffiſantes aux moyens qu'on ſe propoſoit, & ſi c'eſt l'invaſion de Philadelphie qui a été cauſe de la mauvaiſe iſſue de leurs opérations.

M. *Fox* déſira que la correſpondance du Général Burgoyne fût produite en même tems, l'affaire de Saratoga étant le principal déſaſtre que l'Angleterre eût eſſuié. Ce Député ſe montra perſuadé que dix fois plus de troupes employées en Amérique n'auroient pas pû y triompher de la force, de la juſtice & de la vérité.

Diſcuſſions ſur les pourſuites commencées contre un jeune homme (M. Mackie) qui a été pris caſſant les vîtres du Chevalier Palliſer. M. Dunning déclara à l'Avocat général que ſi ce jeune homme eſt jugé ſuivant la rigueur de la (*a*) loi, les plus cuiſants remords déchireront l'ame de ceux qui l'auront condamné. — On reprocha à cette occaſion aux Miniſtres leur conduite toute différente envers les ſoulevés d'Edimbourg, à qui ils ſe ſont vus forcés de promettre qu'il ne ſeroit rien changé aux loix contre les Papiſtes.

Ce fut dans ces débats que le Lord *Howe* déclara qu'il ne vouloit plus avoir rien de commun avec les gens actuellement en place. Il ajouta que le Miniſtre lui ayant refuſé & à ſon frere l'approbation qu'ils avoient reçue du Roi, il ne vouloit point ſe retirer ſans honneur, & que pour cette raiſon il donnoit ſa voix à la motion concernant les correſpondances.

Elle paſſa unanimement, le Lord North ayant déclaré qu'il ne l'avoit contrariée que

---

(*a*) C'eſt le *Riot Act* paſſé dans la premiere année de George I. qui porte la peine capitale contre toute perſonne troublant la paix publique par des voies de fait, dans une émeute où il ſe trouvera douze perſonnes aſſemblées. Il fut paſſé à la demande des Whigs pour leur ſureté, qui pendant pluſieurs années avoit été menacée par la faction des Torys.

parce qu'il l'a jugeoit inutile. — Le Gouverneur Johnſtone convint & s'applaudit d'avoir ſuſcité cette recherche, mais il ſe déclara bien plus ſatisfait qu'elle dût ſe faire ſur la demande des deux freres, n'ayant jamais eu l'intention de ſe porter pour leur accuſateur.

*Chambre des Pairs.*

*Le Jeudi* 18. — Le Chancelier fait ſon rapport des remercimens qu'il a adreſſés à M. Keppel de la part de la Chambre : & de la réponſe de cet Amiral, datee du 17 Février.

*Chambre des Communes.*

*Le Jeudi* 18. — L'Orateur adreſſe à l'Amiral Keppel les complimens & remerciemens de la Chambre ſur ſa belle conduite dans l'affaire du 27 Juillet. Ce compliment & la réponſe de l'Amiral ont été imprimés ſur la demande du Colonel *Barré*, dans les votes de la Chambre. — L'Orateur s'étoit un peu écarté de la vérité, en diſant, que l'Amiral avoit été choiſi par le Roi, à la ſatisfaction générale de tous les ordres de citoyens. Les Miniſtres & l'Amirauté n'étoient ſûrement pas de cet avis. Il étoit faux de même que la joie cauſée par ſon triomphe fût générale. Si cela eût été les Hôtels de l'Amirauté & des Miniſtres auroient été illuminées comme les maiſons de tous les habitans de Londres.

Dans ſa réponſe, l'Amiral Keppel ne dit point comme dans ſa lettre à l'Amirauté après le combat, que tous ſes Officiers s'étoient conduits parfaitement : il ſe contenta de dire que ſes efforts avoient été ſecondés avec le plus grand zele par *pluſieurs* d'entr'eux.

Dans la même ſéance, la motion annuelle de M. *Wilkes*, pour le maintien des droits des Francs-tenanciers de la Grande-Bretagne, ſecondée par le Chevalier George Saville, fut rejettée par une pluralité de 202 contre 123.

Le Bill pour révoquer pluſieurs clauſes de celui de la vingt-deuxieme année de George II, relatifs aux Conſeils de guerre de marine, alloit être réprouvé comme abſurde, impropre & inconſéquent, par une pluralité de 26 contre 6, ſi on n'eût pas remarqué qu'il ne reſtoit pas aſſez de Membres pour former une Chambre.

*Chambre des Pairs.*

*Le Vendredi* 19. — Lecture faite du Bill pour amender l'acte relatif aux Conſeils de guerre de Marine, & diſpenſer les Juges d'être renfermés à bord d'un vaiſſeau pendant toute l'inſtruction. La matiere fut diſcutée pendant quelque tems, & le rapport du Bill ordonné.

En l'abſence du Lord Briſtol, retenu chez lui par ſa mauvaiſe ſanté, le Duc de *Rich-*

*mond* demanda. — Qu'il fût donné communication à la Chambre de l'état de la Marine, tel qu'il étoit ſur les regiſtres de l'année 1771.

Cette motion fut combattue par le Lord *Sandwich*, comme préjudiciable au ſervice, par les connoiſſances qu'elle donneroit à l'ennemi. — Le Duc de Richmond ſoutint qu'il n'y avoit point de danger, vu l'éloignement du tems, & que des recherches pareilles devoient être permiſes, n'y ayant pas d'autre moyen, de juger de mauvais Miniſtres. — Malgré l'oppoſition du Miniſtre de la Marine, la motion paſſa & l'adreſſe au Roi fut ordonnée ainſi que les ſuivantes.

Une liſte des vaiſſeaux mis en commiſſion, incluſivement depuis 1751 juſqu'en 1759.

Une pareille depuis 1771 juſqu'en 1778. — Sur chaque liſte, les noms des vaiſſeaux & le nombre des canons.

Les ordres donnés à l'Amiral Byron, tant pour ſon départ que pour ſa premiere deſtination. Le Duc de *Bolton* obtint auſſi la communication de divers états de l'adminiſtration de l'Hôpital des gens de mer, & notamment des perſonnes qui y étoient logées, avec les ordres à cet effet.

*Chambre des Communes.*

*Le Vendredi 19 Février.* — Le parti de l'op-

poſition, par l'organe de M. Fox, demande : que le ſieur Palliſer ſoit rayé de la liſte des Amiraux, comme ayant été flétri par le Conſeil de guerre qui a juſtifié l'Amiral Keppel, en prononçant que cet Amiral avoit été accuſé méchament & ſans fondement. Les Miniſtres furent taxés de favoriſer le Vice-Amiral Palliſer, & de ne lui avoir permis de remettre ſes places de Membre de l'Amirauté, de Lieutenant-Général des troupes de Marine, & de Gouverneur du Château de Scarborough, que parce qu'ils avoient appris qu'on ſe diſpoſoit à le faire demander au Roi par la Chambre. Enfin l'oppoſition ſe montra, perſuadée que quoique rayé du ſervice, M. Palliſer pourroit également demander un Conſeil de guerre : & qu'ainſi dépouillé de ſon rang dans le ſervice, perſonne ne l'accuſeroit, puiſque ce ſeroit uniquement pour demander ſa mort. M. Fox déclara qu'il retireroit ſa motion, s'il pouvoit croire qu'on donnera un Conſeil de guerre au Chevalier Palliſer. M. Burke termina le débat en diſant : que l'oppoſition avoit fait tout ſon poſſible, mais en vain, pour ſauver un malheureux, & qu'elle ſe lavoit les mains quant aux conſéquences, ſi on venoit à verſer ſon ſang.

Dans ce débat M. *Fox* reprocha aux Miniſtres de n'avoir point pris part à la joie publique pour le triomphe de l'Amiral Keppel, qui, après ſon Jugement, n'avoit reçu d'eux qu'une ſimple lettre, pour lui ſignifier

froidement qu'il pouvoit reprendre ſon commandement, ſans y joindre un ſeul mot de félicitation.

M. Hans *Stanley*, voulant pallier la flétriſſure portée au Chevalier Palliſer par le prononcé du Conſeil de guerre, prétendit que le mot de *méchamment*, ne devoit ſignifier qu'une *impulſion ſoudaine d'animoſité*.

M. *Fox* ſe laiſſa perſuader de retirer ſa motion, ſur l'aſſurance qui fut donnée, que ſi le Chevalier Palliſer ne paſſoit point par un Conſeil de guerre, il pourroit la préſenter de nouveau; il proteſta qu'il le feroit, s'il arrivoit que le Conſeil de guerre renvoyât abſous le Vice-Amiral en lui laiſſant ſon rang dans le ſervice, afin qu'aucun brave & honnête Officier ne ſe vît contraint de ſervir avec un homme taxé d'avoir fauſſement & méchamment accuſé ſon Commandant.

Milord *Newhaven* demanda un compte que la Tréſorerie convint de donner. C'eſt celui des droits de commiſſion, dépenſes incidentes, &c. payés à M. Harley & Drummond, pour remettre en Amérique 3,656,000 l. ſt. en eſpeces d'Eſpagne & de Portugal, pour le payement des troupes du Roi.

*Chambre des Communes.*

*Le Lundi 22 Février.* — La Chambre étant en Comité ſur le Bill annuel pour la diſcipline des troupes. — Le Colonel *Barré* avança

la motion qu'il avoit précédemment annoncée pour affranchir d'une ſervitude éternelle les défenſeurs de la liberté Angloiſe. Il propoſa donc d'ajouter au Bill une clauſe qui fixeroit à ſept ans la durée des engagemens des Soldats, ſous certaines conditions & reſtrictions relatives aux tems de guerre & aux lieux d'outremer. — Le Chevalier *Howe* prétendit que ſept années ſuffiſoient à peine pour former un ſoldat, & il propoſa le terme de dix années. M. Conway lui objecta qu'un corps de nouvelles levées qui avoit ſervi avec diſtinction ſous lui-mêmel (M. Howe) en Amérique, lorſqu'il n'étoit que Lieutenant-Colonel, n'avoit pas eu beſoin de plus de ſix mois pour ſe former. — Il fit l'aveu que du vivant du feu Duc de Cumberland, qui eſtimoit que le ſervice du ſoldat ne devoit avoir de terme que ſa mort, il avoit été de la même opinion, mais que trente années d'expérience le faiſoient penſer autrement.

Le Secrétaire de la guerre inſiſta pour que le Colonel Barré réſervât ſa motion pour un tems de paix, obſervant en outre que ſi cet uſage s'introduiſoit, il faudroit augmenter les fonds de la guerre, qui ne ſeroient pas ſuffiſans pour renouveller ſi ſouvent les recrues. — Enfin il triompha de l'opiniâtreté du parti, qui demandoit cette innovation en faiſant voter la queſtion préalable par une pluralité de 122 contre 68.

M. *Herbert*, appuyé de M. Edmond *Burke*,

avança une propoſition qui étoit faite pour embarraſſer & le Parlement & les Miniſtres. C'eſt qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer, vû que l'acte de diſcipline ne donnant de pouvoir au Roi ſur les troupes que pour un an, il étoit ſenſible que le terme des engagemens ne pouvoit pas être plus long. De-là il s'enſuivroit que tous les déſerteurs qui ont été fuſtigés ou mis à mort pour avoir rompu ce qu'on ſupoſoit être leur engagement, ont ſouffert une criante injuſtice. Le parti Miniſtériel prétendit que c'étoit au Roi qu'ils étoient engagés ; mais c'eſt ce qui ne peut pas ſe ſoutenir, puiſque l'eſprit de la Conſtitution eſt d'aſtreindre le Roi à dépendre du Parlement ou de la nation pour ſes troupes, de ſorte que chaque année le Parlement puiſſe juger s'il convient que le Roi ait une armée & la lui accorder ou refuſer ſelon ce qu'il juge à propos. Le droit du Roi ne peut pas être plus grand ſur une partie que ſur la totalité. Il eſt donc clair qu'après l'année révolue il ne lui reſte pas plus de droits ſur un ſeul ſoldat que ſur l'armée entiere.

Il fut obſervé par M. Burke que la perpétuité avoit été donnée à ce ſervice par abus, & jamais formellement, puiſque ſuivant le ſyſtême féodal il étoit de quarante jours : que depuis il a été ſtatué par un contrat à terme entre les parties ; & enfin que le Bill de diſcipline n'ayant de valeur que

pour un an, ſon effet ne pouvoit pas s'étendre plus loin.

Dans la meme ſéance, M. *Fox* annonça que le lendemain 23 il propoſeroit une recherche de l'état des forces navales au mois de Mai 1778, & de la connoiſſance qu'on avoit de celles de la France.

On admit unanimement une motion du Colonel Barré, pour avoir communication de tous les Conſeils de guerre de marine tenus ſur des Officiers brevetés, depuis l'acte de la vingt-deuxieme année de George II. (1749).

*Le Mardi* 23. — M. *Fox* déduiſit ſa motion, par laquelle il demandoit que la Chambre fût informée des connoiſſances que le Miniſtere avoit pû ſe procurer des forces des François à Breſt, au Printems dernier. — Ou ces connoiſſances lui avoient manqué, ou il les avoit eues. Dans le premier cas, c'eſt un Miniſtere imbécille dont on ne peut trop ſe défaire : dans le ſecond, il eſt coupable de trahiſon pour avoir expoſé une flotte Angloiſe de vingt vaiſſeaux contre une Françoiſe de trente deux; & on peut le ſoupçonner en outre d'avoir voulu perdre l'Amiral Keppel. Comment depuis ſix mois & plus ne ceſſoit-il d'aſſurer qu'il ſe trouveroit quarante-deux vaiſſeaux en état de ſortir, & comment l'Amiral Keppel, à ſon premier voyage à Portſmouth, n'en trouva-t-il que ſix de prêts & enſuite quatorze, le tout formant une eſcadre

de vingt vaiſſeaux avec laquelle il eſt ſorti, au riſque d'en rencontrer une de trente-deux ? — L'heureuſe priſe de la *Pallas* & de la *Licorne* ont appris à M. Keppel le danger où il étoit : il eſt revenu promptement dans le port, & il a ſemblé qu'on lui ſût mauvais gré de ſa prudence, puiſque ni le Roi ni les Miniſtres ne lui ont fait connoître ſi on étoit content de ſa conduite. On l'a traité avec la même indifférence quand on lui a annoncé, après ſon jugement, qu'il pouvoit reprendre le commandement de l'eſcadre ; aucune mention n'ayant été faite dans la lettre qui lui a été écrite à ce ſujet, des paſſages qui l'intéreſſoient le plus dans la Sentence du Conſeil de guerre. L'Amiral Keppel confirma toutes les obſervations de M. Fox ſon parent, priant cependant la Chambre d'être aſſurée que ce n'étoit point par lui qu'on avoit pû ſavoir ce qui avoit percé des connoiſſances que lui avoient donnés les papiers de la *Pallas* & de la *Licorne* : qu'il connoiſſoit trop les devoirs d'un Commandant pour faire uſage du ſecret de ſes inſtructions ou de ce qu'il apprenoit par l'exercice de ſon emploi.

M. *Townshend* & les autres Membres de l'Oppoſition, ſe montrerent dans la perſuaſion que bien loin que la marine Angloiſe pût l'emporter ſur les forces réunies de la France & de l'Eſpagne, celles de la France devoit les faire trembler, d'autant que

dans une ſi dure poſition, l'Angleterre n'étoit pas encore aſſurée que les Miniſtres pûſſent empêcher l'Eſpagne de ſe joindre à la France. Il fut avancé par le même parti que dès l'année 1776 le Miniſtere avoit pû être informé des Traités de la France avec l'Amérique, ce qui rendoit ſa négligence encore plus impardonnable.

Le Lord *North* eſſaya de juſtifier la conduite des Miniſtres envers M. Keppel, en diſant que ſi on ne lui avoit pas fait de complimens, au moins on ne l'avoit point blâmé. — Sur l'article des papiers demandés, oubliant que ceux qui étoient relatifs à l'eſcadre du Comte d'Eſtaing avoient été produits dès l'année derniere, il prétendit qu'il y auroit trop de danger à laiſſer voir aujourd'hui ceux qu'on peut avoir ſur l'armement de Breſt en Mai 1778, qu'au ſurplus cela ne raccommoderoit rien, & qu'ainſi on devoit abandonner cette idée. — Le parti Miniſtériel ſe rangeant du même avis, la motion de M. Fox fut rejettée par 134 voix, contre 97.

M. *Fox* annonça qu'inceſſament il propoſeroit une recherche dans la conduite de l'Amirauté pendant l'année derniere.

On avoit arrêté à l'ouverture de la ſéance une adreſſe de félicitation au Roi ſur l'heureuſe délivrance de la Reine & la naiſſance d'un huitieme Prince.

Voici les arrêtés pris dans la même séance pour le subside.

103,127 livres pour les Invalides externes du service de terre pendant l'année 1779.

87,793 livres pour les réformes de terre & de mer dans la même année.

628 livres pour d'anciennes reformes de Cavalerie.

*Chambre des Pairs.*

*Le Mardi 23 Février.* — On admit deux motions du Lord Effingham, modifiées par le Lord Chancelier : l'une pour demander un état des vaisseaux de guerre en commission ou en ordinaire, dans les cinq années qui précéderent celle de 1771 : l'autre pour un compte des sommes octroyées depuis le mois de Décembre 1770 jusqu'en Décembre 1771. Même résolution que chez les Communes pour une adresse de félicitation.

*Chambre des Communes.*

*Le Mercredi 24 Février.* — L'affaire de l'emprunt. (Elle a été traitée séparément dans une lettre, du 12 Avril. Voyez N°. LXIX.)

*Chambre des Communes.*

*Le Jeudi 25 Janvier.* — M. Temple *Luttrel*, employant les termes d'une motion admise au

mois de Février 1774, demanda un compte du nombre d'hommes enregiſtrés & paſſés en revue ſur les vaiſſeaux du Roi, avec les ſtations de ces vaiſſeaux, &c. — Il déclara inadmiſſible le compte ſommaire en une ſeule ligne, produit par l'Amirauté pour l'année 1778. Il impugna de faux ce compte, qui porte à 80,000 hommes le nombre des gens de mer au mois de Novembre dernier. Il fit voir que cette motion ayant déja été admiſe lorſqu'on étoit en guerre avec l'Eſpagne, dans l'attente d'une guerre qui s'effectua un an ou deux après, d'une guerre avec la France & au milieu des inquiétudes que donnoit un prétendant Papiſte; que cette motion étant d'ailleurs néceſſaire à une recherche qui doit être propoſée par M. Fox de l'état de la Nation, elle ne pouvoit point être rejettée. C'eſt cependant le ſort qu'elle éprouva de la part de l'Amirauté, qui l'emporte de 50 voix contre 28, en prétextant le danger d'une telle publicité.

Le Chevalier Charles *Banbury* dénonça à la Chambre l'acte de la vingt-deuxieme année de George II (1749), comme une loi inique qui porte également la peine de mort contre la lâcheté, la mauvaiſe volonté & la négligence; & il conclud à ce que les Conſeils de guerre fuſſent autoriſés à l'interpréter & la modifier ſelon les circonſtances, pour qu'un brave Officier qui auroit manqué en quelque point, par foibleſſe humaine,

n'éprouve

n'éprouve point la rigueur du ſort qui doit punir le traître ou le lâche. La fameuſe cauſe de l'Amiral Byng fut remiſe à cette occaſion ſur le tapis. MM. *Burke*, *Fox* & *Conway*, appuyerent de leur ſuffrage tout ce qui fut dit par M. Byng, neveu de l'Amiral, pour prouver que ſon oncle avoit été traité avec la plus injuſte rigueur par le Roi lui-même, qui, loin d'être diſpoſé à lui faire grace, vouloit ſa mort. Il rappella à la Chambre que Georges II avoit pouſſé l'animoſité juſqu'à indiquer à l'Amirauté les Juges qu'il convenoit de choiſir pour compoſer le Conſeil de guerre, inſinuations que l'Amirauté avoit courageuſement rejettées : que l'Amiral Norris avoit refuſé d'affirmer par ſerment qu'on n'avoit point manœuvré auprès du Conſeil de guerre : & que depuis ce tems-là il avoit toujours été exclu des promotions : que les Miniſtres avoient ſi peur que leurs menées ne perçaſſent dans le public, que contre l'uſage, la ſentinelle avoit été éloignée des portes du Conſeil, pour qu'elle ne pût point entendre les débats qui s'y agitoient. Le Lord Beauchamp fut du même avis, & y ajouta cette obſervation : que la loi de 1749 avoit été portée dans l'effervescence occaſionnée par des ſoupçons de lâcheté contre les Commandans de la flotte Angloiſe dans l'affaire de Toulon : que le reſſentiment de la Nation devant être calmé aujourd'hui, il étoit à propos de revenir ſur une loi qui portoit un

caractere ſi manifeſte de cruauté. Chacun eut lieu de remarquer qu'on avoit en vue le prochain Jugement du Chevalier Palliſer. — La motion fut admiſe ſans lever les voix.

M. *Byng* fit quelques obſervations au Lord North ſur les finances, en l'engageant à ne point choiſir des taxes qui feroient baiſſer le produit des anciennes. — Et ſur-tout à ne point ſurcharger les terres comme il l'avoit fait l'année derniere par l'impôt ſur les maiſons, & en taxant des fermes où n'habitoit point le Fermier, ce que Milord North lui-même avoit déclaré être contre ſes intentions. — M. *Hartley* eſſaya de s'oppoſer au rapport de l'affaire de l'emprunt, aſſurant que la Nation étoit léſée par cette opération de deux millions ſterling au moins; mais Milord North alléguant que le moindre délai expoſeroit ſon excellente affaire à manquer, le premier payement devant ſe faire le Mardi 30 Mars. L'arrêté, après deux lectures faites, fut agréé ſans autre oppoſition.

*Chambre des Pairs.*

*Le Jeudi 25 Février.* — Le Lord Effingham annonce que quand le Bill de l'emprunt ſera apporté à la Chambre, il fera voir que le prix auquel ſe fait cet emprunt eſt exceſſivement uſuraire. — Il démontra que le Préteur auroit un intérêt égal à cinq pour cent à perpétuité, & une douceur d'environ vingt

pour cent ſur toute la ſouſcription. — Il ſupputa ainſi.

Trois pour cent pendant vingt-neuf ans, ſont égaux à deux pour cent à perpétuité.

Deux pour cent par billet de loterie, avec la valeur réelle des trois-quarts pour cent pendant vingt-neuf ans, & de plus l'intérêt additionnel qui court depuis le 5 Janvier, pour un capital qui ne ſera entiérement payé qu'à la fin de l'année, font environ vingt pour cent.

*Chambre des Communes.*

*Le Vendredi 26 Février.* — Premiere lecture du Bill pour empêcher qu'aucun Membre de cette Chambre ne puiſſe être Entrepreneur, ou fourniſſant pour le Gouvernement, par lui-même ou par d'autres, en vertu de marchés faits avec la Tréſorerie, la Marine ou l'Artillerie, ſi leſdits marchés n'ont pas été adjugés en une enchere publique. — M. Philipps Jennings *Clerke*, déclara que le 8 Mars il demanderoit la ſeconde lecture.

L'ouverture du *Budget* eſt remiſe à un autre jour, le Lord North ayant une extinction de voix pour avoir parlé trop long-tems & avec trop de chaleur dans la ſéance du 24, ſur l'affaire de l'emprunt.

Troiſieme lecture du Bill pour la diſcipline des troupes. — Oppoſition du Chevalier Roger *Newdigate*, à la clauſe qui auto-

riſe les Lords-Lieutenans de Comtés & les Officiers Commandans, à réformer des Miliciens ou ſubſtituts de Miliciens, & à ordonner de nouveaux tirages arbitrairement. Souvent on a réformé ainſi des ſujets qui ont été réçus enſuite dans les troupes réglées: & les nouveaux tirages ſont une vexation pour l'habitant. Enfin cette clauſe a été rendue permanente vis-à-vis du ſujet, dans un acte qui ne ſubſiſte que pour un an, ce qui eſt abſurde.

( *N. B.* C'eſt un vice ſemblable à l'engagement perpétuel du ſoldat, dans une Conſtitution où le Souverain n'a jamais des troupes que pour un an ).

La clauſe eſt défendue par le Lord *Beauchamp*, qui s'en déclare l'Auteur. — Elle ne peut être exercée que par le concours de trois Lords-Lieutenans. — D'ailleurs cette pratique eſt néceſſaire: ſi on n'y eût pas eu recours l'année derniere, la Milice ſe ſeroit trouvé compoſée d'hommes abſolument hors d'état de ſervir.

Le Bill eſt renvoyé ſur ce point au Comité, avec pouvoir de recevoir une clauſe d'amendement.

Le Chevalier Philipp Jennings *Clerke*, demande qu'on reſtreigne les pouvoirs des Conſeils de guerre de Régimens. Cinq Officiers ſont un nombre trop petit pour conſtituer un Tribunal: quelquefois il ne s'en trouve que trois, les plus jeunes & les plus écervellés

un Corps. Ils uſent de trop de rigueur, uand ils infligent la peine du fouet, fou- ent pour de légers délits, puiſqu'on a vu es malheureux (il y en a eu un exemple Wincheſter) expirer ſous les coups. Le ombre devroit en être fixé, comme il l'étoit ez les Juifs à trente-neuf, comme il l'eſt our les Negres de la Jamaïque à trente, ſur s galeres de la Tamiſe à trente-ſix, & ſur s vaiſſeaux du Roi à douze. Il n'eſt pas ffiſant pour l'intérêt de l'humanité, que es petits Conſeils de guerre n'ayent pas le droit de vie & de mort : il faut qu'ils e puiſſent pas faire donner plus de deux ents coups de fouet, loin de pouvoir aller ſqu'à mille, ſuivant leur uſage, ce qui fait ingt-ſept mille bleſſures, le martinet étant e neuf cordes, qui chacune ont trois nœuds. — C'étoit une pratique inconnue aux Ro- ains, qui pourtant ont pouſſé très-loin la iſcipline militaire.

Le Secrétaire de la guerre (*Jenkinſon*) & M. Hans *Stanley* trouvent de la difficulté à ecevoir cette clauſe. — Plus d'une fois des oldats ont été ſauvés de la mort, parce qu'on e les a pas livrés à un Conſeil de guerre énéral. — Les cas de l'abus ont été fort rares. l y a des lieux où l'on ne pourroit pas raſ- embler aiſément cinq Officiers; en Irlande, ar exemple, où les cantonnemens ſont diſ- ribués par petits pelottons. — Le Chevalier

Philippe ſe décide avec regret à retirer ſa motion.

Le Chevalier Joſeph *Mawbey* annonce que le 8 Mars il fera ſa motion, pour faire expulſer de la Chambre les Membres en poſſeſſion de places, créées depuis le 30 Octobre 1705.

M. Georges *Grenville* préſente une pétition des Ouvriers en blonde de ſoie & fil, des Comtés de Bucks, de Bedford & de Northampton. Cette Fabrique tombe journellement, parce que les blondes de France, qui ſont prohibées, s'introduiſent en Angleterre ſous le nom de blondes d'Allemagne qui ne ſont pas prohibées. — Cent mille Ouvriers périront de faim ſi cet abus n'eſt pas redreſſé, ainſi que celui qui s'introduit dans le payement de ces Ouvriers. Les Maîtres s'obſtinent à le faire, en marchandiſe, dont ils fixent eux mêmes le prix. Il a été paſſé un acte dans la deuxieme année de Georges II, qui défendoit cette pratique pour certaines matieres. Les Fabriquans de blondes s'en firent exempter; mais l'abus eſt pouſſé aujourd'hui à un tel excès, qu'il a le plus grand beſoin de remede.

La pétition eſt admiſe.

Le Chevalier Herbert *Mackworth* en préſente une de cinq mille Citoyens, priſonniers pour dettes, qui offrent de prendre parti dans les troupes ou de fournir des hommes en leur place, ſi on veut paſſer en leur faveur un

nouvel acte d'insolvabilité. En admettant que sur ce nombre il y ait 4,000 hommes en état de servir, ce seroit une acquisition précieuse pour la Nation dans les circonstances actuelles, & une épargne de vingt mille livres sterling d'argent de levée.

La pétition est admise.

*Le Lundi premier Mars.* — Comité des moyens, dans lequel Milord North fait l'ouverture du *Budget* (Voyez *Affaires d'Angleterre*, N.° LXVIII. Lettre du Banquier du 12 Avril.)

Troisieme lecture du Bill pour les Conseils de guerre de Marine. Ce Bill passe.

M. *Fox* annonce que le Mercredi 3 il fera une motion relative aux opérations de la Marine dans l'Eté de 1778, & qu'ayant quelques éclaircissemens à tirer de M. Keppel, il espere que cet Amiral se trouvera à l'assemblée.

*Chambre des Pairs.*

*Le Mercredi 3 Mars.* — A l'occasion du Bill pour la discipline des troupes, le Duc de *Richmond* parut persuadé de la justesse de l'observation faite chez les Communes, que le Soldat ne pouvoit point être engagé pour un terme plus long que celui de la durée de l'acte; & il déclara qu'on ne pourroit se dispenser de faire l'année prochaine une dis-

poſition qui rende le ſort du Soldat plus certain.

*Chambre des Communes.*

Les papiers apportés par l'Amirauté d'après la demande de M. *Fox*, du 23 Février, ne ſatisfaiſant pas à ſa motion, puiſqu'il y manquoit la dépêche écrite par l'Amiral Keppel en envoyant les papiers de la *Pallas* & de la *Licorne*, qui lui avoient appris qu'il y avoit a Breſt trente-deux vaiſſeaux de ligne & douze frégates, M. Fox entame la diſcuſſion de l'état de la Marine lors du départ de l'eſcadre Angloiſe, en faiſant pluſieurs queſtions à M. Keppel. La néceſſité de prendre par écrit les queſtions & les réponſes, amene un débat dans lequel le parti Miniſtériel fait voir que ce procédé eſt contraire aux formes de la Chambre qui devoit avoir conſenti auparavant à cette enquête. — Une pluralité de 165 voix contre 20, fait décider la difficulté d'après l'opinion de Milord North.

Ce Lord avoit penſé ſoulever toute la Chambre par une aſſertion téméraire contre ſes privileges. Dans la chaleur des débats il lui étoit échapé de dire, *que la Chambre étoit aſtreinte par l'autorité du Directeur dans tous les cas quelconques.* On voulut bien ſe contenter d'une interprétation qui anéantiſſoit la theſe; mais s'il eût prétendu la ſou-

enir, on eût exigé de lui de faire amende
ionorable à la Chambre.

Il conſte par les réponſes de l'Amiral que
orſqu'il s'eſt rendu à Portſmouth en Mars
778, il n'a trouvé que ſix vaiſſeaux prêts
& qui encore étoient en mauvais état : que
orſqu'il a rencontré les frégates Françoiſes
n'ayant que vingt vaiſſeaux, & qu'il s'eſt
lécidé à les prendre, d'après la conduite de
'une d'elles qui avoit tiré ſur l'*América*, il
voit reconnu par leurs papiers la grande
iſproportion qu'il y avoit entre ſon eſca-
lre & celle de Breſt : que l'intérêt de ſon
ays ayant prévalu ſur celui de ſa gloire
ans un moment où il ſe voyoit dénué de
onſeil & d'inſtruction, il n'avoit point héſité
revenir en Angleterre : qu'à ſon grand
étonnement l'important ſervice que par là
l avoit rendu à la nation, n'avoit point
été ſenti des Miniſtres : que dans ſa ſitua-
ion actuelle, à moins qu'il n'eût des amis
lans le Conſeil pour prendre ſa défenſe, il
étoit réſolu à ne plus ſe charger d'un com-
mandement qui mettoit ſa vie & ſon hon-
neur à la diſcrétion de gens de qui il n'étoit
oint aimé.

M. *Fox* ſe permit les plus vives inculpa-
ions contre Milord Sandwich ſur l'abandon
où étoit reſtée la marine, malgré tout ce
qu'il avoit dit tant de fois pour raſſurer à
cet égard la nation & notament en No-
vembre 1777, en afirmant qu'il avoit trente

cinq vaiſſeaux prêts & 42 ſur le point de l'être; & qu'un premier Lord de l'Amirauté qui n'auroit point une armée navale ſupérieure à celles de la France & de l'Eſpagne, étoit indigne de ſa place & méritoit de perdre la tête. Il rappella auſſi que dès l'année 1776, le Miniſtere avoit une telle peur de la guerre, que l'Amiral Keppel avoit été mandé par le Roi pour lui offrir le commandement de l'eſcadre qui s'équipoit alors.

M. Fox indiqua divers autres objets de recherche dans la conduite des Miniſtres.

Pourquoi avoir négligé d'envoyer une eſcadre dans la Méditerranée?

Pourquoi n'avoir pas fait partir plutôt l'Amiral Byron? Il affirma ici que l'Angleterre n'étoit redevable qu'à ſon heureuſe étoile du ſalut de cet eſcadre.

Pourquoi n'avoit-il été envoyé aucuns renforts au Lord Howe?

Pourquoi ce Lord & l'Amiral Keppel ont-ils été traités avec une froideur inſultante, qui fera perdre à la nation les ſervices de deux de ſes meilleurs Officiers?

Pourquoi enfin l'Amiral Keppel a-t-il été envoyé avec vingt vaiſſeaux contre trente-deux, ſans conſidérer que toute la force de l'Angleterre conſiſtoit dans ces vingt vaiſſeaux qui n'eûſſent pas été plutôt détruits qu'elle étoit ouverte de tous côtés aux armes d'un envahiſſeur dont il auroit été impoſſible à ſes Milices de la guarantir. M. Fox fit remarquer ici que la France avoit couru d'in-

niment moindres riſques puiſqu'elle eût pû n être quitte pour la perte de quelques aiſſeaux, tandis que les ſuites d'un tel déaſtre pour l'Angleterre eûſſent été de metre auſſi-tôt la ville de Londres au pouvoir e l'ennemi & de détruire la Marine Angloiſe our pluſieurs ſiecles.

Le Lord *Mulgrave* entreprit la défenſe du Bureau de l'Amirauté, dont il eſt Membre. Un fort indice que l'eſcadre Françoiſe n'étoit pas forte de trente-deux vaiſſeaux au mois de Juin, c'eſt qu'elle n'a pu ſortir que le 8 Juillet. L'Amiral Hawke n'a-t-il pas marché plus d'une fois à l'ennemi, quoique lui étant de beaucoup inférieur en forces ? L'état trouvé ſur la *Pallas* étoit ſans date : il ne prouve point que les trente-deux vaiſſeaux fûſſent prêts au moment où M. Keppel s'eſt décidé à rentrer. Quelques-uns des vaiſſeaux qui ont été comptés le 23 Juillet, pouvoient avoir joint depuis quelques jours l'eſcadre Françoiſe & être venus d'ailleurs que de Breſt. — Milord North appuyant ces obſervations du Lord Mulgrave, ajouta que le Miniſtere avoit eû ſes vues en faiſant ſortir M. Keppel avec vingt vaiſſeaux dans de telles circonſtances : que c'étoit pour proteger les flottes de l'Inde, des Iſles, de la Méditerranée, &c. — Cette aſſertion fit lever M. Keppel pour aſſurer la Chambre qu'il n'étoit pas dit un mot de cette protection dans ſes inſtructions.

M. *Fox* établit ainſi ſa motion : qu'il ſeroit

reconnu que l'Angleterre avoit été expoſée aux plus grands dangers par l'expédition de l'Amiral Keppel avec vingt vaiſſeaux de ligne & quatre frégates contre l'eſcadre de Breſt, ſuppoſée forte de trente-deux vaiſſeaux & qui l'étoit certainement de vingt-ſept & d'un grand nombre de frégates. Les débats ſur cette motion durerent juſqu'à une heure & demie. Enfin le parti Miniſtériel la fit rejetter par une pluralité de 204 contre 170, après que Milord North eût proteſté pour la ſeconde ou troiſieme fois depuis que cette querelle ſubſiſte, que ſi on vouloit faire le procès à Milord Sandwich, il falloit qu'il y fût compris ainſi que tous les autres Miniſtres. Cette diſcuſſion avoit été précédée d'une dénonciation faite par le Lord *Nugent*, à l'appui de ce qu'il a précédemment avancé de la facheuſe ſituation de l'Irlande, & du beſoin qu'a ce Royaume qu'on retire au plutôt toutes les entraves données à ſon commerce. Il déclara que d'après les papiers & états produits à la Chambre, il étoit viſible que dans le cours de l'année derniere (1778) les exportations de la Grande-Bretagne pour l'Irlande étoient diminuées de ſix cents mille livres ſterling.

Par égard pour l'Orateur, dont la ſanté ſe trouvoit un peu indiſpoſée, la Chambre s'eſt ajournée au Lundi 8 Mars.

*Chambre des Pairs.*

*Le Jeudi 4 Mars.* — Seconde lecture du

Bill envoyé par les Communes, pour modifier la loi concernant les Conseils de guerre de Marine. Le Duc de *Bolton* donna des éloges à l'Auteur, le Lord Mulgrave, sur la clause qui impose au Tribunal la nécessité d'examiner la nature de la négligence, & qui lui laisse la liberté de ne point juger comme un délit capital, une faute qui ne seroit point visiblement provenue d'une négligence absolument volontaire. — Il fit voir de graves inconvéniens dans la permission accordée aux Juges de s'absenter pendant l'Instruction, insistant qu'il ne devoit y avoir de motif qu'une maladie bien constatée.

L'affaire de l'Hôpital de Greenwich déja remise plusieurs fois à cause de l'indisposition du Comte de Bristol & du Duc de Richmond, l'est encore pour celle de Duc de Grafton & du Comte de Shelburne. Le jour est pris pour la traiter; & ce sera le Jeudi 11 Mars. — Il fut dit à ce sujet quelque chose de très-remarquable sur l'usage où sont les Pairs du Royaume, de faire donner leurs voix par Procureur. — Le Lord Sandwich, quoique d'accord sur la convenance du nouveau délai, observoit cependant qu'il seroit préjudiciable non-seulement aux témoins appellés, mais aux Membres de la Chambre qui avoient quitté leurs terres exprès pour assister aux débats sur cette affaire, & qu'il y en auroit qui seroient obligés d'envoyer de nouveaux pouvoirs à ceux de leurs Confre-

res qu'ils avoient chargé de voter pour eux: ce nouveau délai devant obliger ceux qui les ont reçus de les faire rafraîchir.

Le Duc de *Richmond* ne laiſſa point échapper une ſi belle occaſion de faire voir combien cet uſage eſt déraiſonnable. « Voici un exemple bien frappant, dit-il, des inconvéniens de ces tranſports de conſcience: ils ont mis dans une ſinguliere contradiction un certain Ambaſſadeur (le Lord Stormont). Nous avons entendu ce Lord affirmer dans un débat du mois de Décembre dernier, qu'il n'avoit aucune notion de l'acte du timbre: qu'il n'avoit eu de part ni à ſa paſſation ni à ſa révocation, & qu'ainſi il pouvoit en parler avec la liberté la plus entiere. Il eſt pourtant vrai que ce Lord avoit donné ſon avis & ſon vote pour la révocation de l'acte du timbre, puiſque ſon nom ſe trouve par Procureur ſur la liſte des Lords qui ont approuvé cette révocation ».

Le Lord Stormont fit une vive & longue réponſe, mais ſa plus apparente raiſon fût l'ancienneté de (*a*) l'abus.

---

(*a*) Le Lord Radnor rapporta, ſur cet abus l'exemple ſuivant.

Dans une queſtion intéreſſante, on a vû du côté du Gouvernement, donner par procuration, à cauſe de l'abſence, la voix du Lord Cathcart, Ambaſſadeur à Péterſbourg, du Lord Stormont, Ambaſſadeur à Vienne, du Lord Harcourt, Ambaſſadeur à Paris, & du Lord Botetourt, Gouverneur de la Virginie, où il venoit de mourir lorſqu'on le faiſoit donner ſon ſuffrage par ſubſtitut dans la Chambre des Pairs.

Le Duc de Mancheſter retira ſucceſſive-
nt deux motions pour l'admiſſion des
mbres des Communes, dans un endroit
la Chambre, d'où ils pûſſent entendre
débats. A cette occaſion le Lord Town-
nd exprima le deſir que les portes de la
ambre fuſſent toujours fermées aux gens
viennent y entendre les débats; pour les
olier tout de travers dans les Gazettes.
Le Duc de Richmond déclara qu'il s'y
oſeroit, aſſurant que les copies des dé-
s qu'il liſoit dans les Gazettes, lui pa-
ſſoient toujours très-corrects & rendus ſans
tialité. Il proteſta que cet uſage lui pa-
ſſoit de la plus grande importance pour
bien de la Nation, qui en recevoit les lu-
eres les plus intéreſſantes. Il ajouta que
on fermoit les portes, les récits des dé-
s ne paſſeroient pas moins dans le public,
is qu'ils ſeroient bien plus incorrects.

*Chambre des Communes.*

Le *Lundi* 8 *Mars.* — Motion de M. *Fox*
our qu'il ſoit reconnu par la Chambre
e l'état de la flotte n'eſt point propor-
nné à ce que la Chambre & la nation
t droit d'attendre, tant d'après les aſſer-
ns des Miniſtres de Sa Majeſté (no-
nent dans les divers diſcours du Roi au
rlement) que d'après les ſommes octroyées
ur la marine, ni aux ſervices importans
xquels les Miniſtres du Roi ſont tenus
pourvoir dans une criſe ſi allarmante «,

Les débats occaſionnés par cette motion furent des plus animés & ne ſe terminerent qu'à minuit & demi. Tout ce que le parti Miniſtériel pût alléguer pour ſa juſtification & pour combattre M. Fox, n'empêcha point ce Député de ſoutenir que ſa motion étoit juſte, fondée, au-deſſus de toute contradiction, & indiſpenſablement néceſſaire.

L'Amiral Keppel qui l'avoit appuyée de tout ſon pouvoir, voyant qu'il avoit fait de vains efforts, ſaiſit le moment où l'Orateur alloit répeter la motion pour les voix, & il déclara qu'il étoit réſolu à ne point reprendre ſon ſervice tant que les Miniſtres actuels reſteroient en place. Le Lord Howe profita auſſi du moment pour faire la même déclaration.

La motion de M. Fox fut rejettée par une pluralité de 74 voix: 246 contre & 174 pour.

Cette même queſtion ayant été agitée, à peu de différences près, dans les précédentes ſéances, on conçoit qu'il y a eu bien des redites. C'eſt pourquoi on ſe contentera de rapporter ici les obſervations ou ſaillies nouvelles qui ſe font remarquer dans les divers diſcours.

M. Fox avoit fait un tableau des dépenſes de la marine dans les tems précédens, comparées à celles du tems actuel. Une année moyenne de l'établiſſement de paix, ſur cinq années, avant la guerre de 1756, ne coû-

toit

oit que 928,000 livres. — L'année moyenne, ur les cinq dernieres années de paix, eſt de ,738,000 livres. Dans l'année 1756, pre-miere année de la dernière guerre, ces dé-penſes ne ſe ſont montées, en y compre-nant l'extraordinaire, qu'à la méme ſomme qui a été octroyée pour 1778, ſans comp-ter l'extraordinaire; & avec cette différence de plus, que la dette de la Marine en 1756 n'étoit que d'un million ſix cens mille livres, au lieu que cette dette en 1778 excédoit de beaucoup deux millions. — Il rappella que dans l'année 1770, la Marine n'étoit pas en meilleur état qu'en 1754 : que ſa dé-penſe en 1756 avoit été d'un demi million moindre qu'en 1778 : que cependant en 1756 l'Angleterre avoit quatre-vingt-neuf vaiſſeaux de ligne : qu'en 1778 à peine avoit-elle la moitié de ce nombre, &c. — Il ajouta aux obſervations par lui faites dans la pré-cédente diſcuſſion ſur le nombre des vaiſ-ſeaux qui s'étoient trouvés prêts à Breſt, que certainement le 8 Juillet l'eſcadre Fran-çoiſe étoit ſortie, forte de trente deux vaiſ-ſeaux de ligne & beaucoup de frégates; & que l'Amiral Keppel avoit quitté le Port le 9, n'ayant que vingt-quatre vaiſſeaux de ligne, quoiqu'on l'eût renforcé de ſix autres avant le 23 du même mois. — Le Lord Mulgrave ayant ſoutenu que l'eſcadre Fran-çoiſe lors de la premiere ſortie de Keppel (le 5 Juin) n'étoit que de dix-ſept vaiſſeaux

de ligne, il lui répondit que s'il convenoit que cette eſcadre, environ quatre ſemaines après, ſe fût trouvée forte de trente-deux vaiſſeaux, il donnoit la plus grande idée de la Marine de France, & la repréſentoit comme bien plus redoutable encore à l'Angleterre s'il lui avoit été poſſible, en un ſi court intervalle, d'augmenter ſes forces de quinze vaiſſeaux de plus.

Le Lord *Mulgrave*, défendant le Miniſtere, ſoutint qu'il falloit moins le juger ſur ſes opérations que ſur leurs effets : que le commerce de France étoit ruiné : que celui de l'Angleterre ſe ſoutenoit & même fleuriſſoit, comme cela étoit arrivé dans toutes les guerres précédentes, par un avantage que la France donne elle-même à ſa rivale, en débutant par porter tous ſes efforts ſur ſa marine militaire aux dépens de ſa marine marchande. — Sur cet article il conclud de l'état actuel des choſes, que puiſque la fortune ſe montroit favorable aux Miniſtres actuels, ce ſeroit faire une très-grande faute de les changer. — Il repeta que la ſeule incertitude ſur la deſtination du Comte d'Eſtaing avoit pu retarder le départ de Byron. Quant à l'abandon où on ſemble laiſſer la Méditerranée, il avoua qu'il n'étoit pas poſſible à l'Angleterre, ayant des poſſeſſions ſi étendues, de les garder toutes, & qu'on ne pouvoit point blâmer les Miniſtres d'appliquer leur attention & leurs ſoins aux ob-

jets les plus importans. — Sur l'article des dépenſes actuelles de la marine & du nombre de vaiſſeaux qui conſtituent aujourd'hui ſa force, relativement à d'autres tems, il pria la Chambre d'obſerver qu'aujourd'hui les vaiſſeaux ſont plus gros en proportion de leur rang nominal : que l'Angleterre avoit en 1750 beaucoup de vaiſſeaux de ſoixante canons: beaucoup plus qu'aujourd'hui de ceux de ſoixante-quatre, qui auſſi étoient plus petits : qu'alors il y avoit très-peu de vaiſſeaux du troiſieme rang, conſtruits ſur les plans actuels des vaiſſeaux de 74 canons ; & enfin que preſque toutes les eſpeces de munitions navales, de bois de conſtruction, &c. étoient hauſſées conſidérablement de prix. — Il nia que dans l'année derniere les forces navales de l'Angleterre eûſſent été partout inférieures à celles de la France : » Nous avons fait au contraire dit il, de merveilleux efforts : ſi le ſuccès n'y a point répondu, c'eſt plutôt l'effet du ſort contraire, que d'aucune faute de notre part. N'eſt-il pas malheureux que l'Amiral Byron ne ſoit pas arrivé en Amérique avant le Comte d'Eſtaing ? N'eſt-il pas malheureux que le Comte d'Eſtaing ait échappé au Lord Howe ? N'eſt-il pas malheureux que ce même Comte d'Eſtaing ait encore échappé à l'Amiral Barrington avant que l'Amiral Byron l'eût joint ? N'eſt-il pas malheureux que le

Comte d'Orvilliers ſe ſoit enfui devant l'Amiral Keppel ? «

L'Amiral *Keppel* offenſé de quelques compliments que le Lord Mulgrave avoit cherché l'occaſion de lui faire, ( & ſans doute de ce dernier trait ſur lequel il ne s'expliqua point) après lui avoir répondu ſéchement ſur l'article des forces des François, lui rétorqua ſes obſervations ſur les malheurs de l'Angleterre, en faiſant voir qu'au contraire elle avoit été ſingulierement heureuſe l'année derniere. » N'eſt ce pas notre heureuſe étoile, dit-il, qui a empêché que le Comte d'Eſtaing n'arrivât quelques jours plutôt à la riviere Delaware, & qu'enſuite il ne reſtât devant Rhode-Iſland ? S'il y fut reſté, c'en étoit fait de notre grande armée & de toute notre marine. N'eſt-ce pas un ſingulier bonheur qu'il ne ſe ſoit pas mis en poſſeſſion de Rhode-Iſland, puiſqu'il auroit pris un à un les vaiſſeaux de l'Amiral Byron, à meſure qu'ils ſeroient rentrés, dans le délabrement où ils étoient ? Combien n'avons-nous pas été heureux aux Indes Occidentales, de ce que le Comte d'Eſtaing n'a pas pris l'eſcadre de Byron à laquelle il étoit ſi ſupérieur en forces? M. Keppel dit auſſi un mot ſur la foibleſſe de l'Angleterre dans la Méditerranée où elles'expoſe au mépris méme des Barbareſques.

*Chambre des Pairs.*

*Le Lundi* 8 *Mars.* — Le Duc de *Richmond* yant obſervé qu'on n'avoit pas produit tous es papiers qu'il avoit déſignés touchant l'af-aire de l'Hôpital de Greenwich, demanda u'on y joignît des copies de la plainte ren-lue contre le ci-devant Lieutenant au Gou-ernement de cet Hôpital. — Ce qui fut or-onné.

*Le Mardi* 9 *Mars.* — De Duc de *Bolton* oit rejetter ſa motion pour reſtraindre aux euls cas de maladie les permiſſions de s'ab-enter, que la clauſe du Bill ſtipulé pour es Juges des Conſeils de guerre de Marine. — Envain ce Seigneur fit voir que par cette dulgence pour les Juges, leur nombre fixé treize par le Statut de 1749, pourroit uvent n'être que de cinq ou ſix: il fut utenu par le parti Miniſtériel que la clauſe bſiſteroit pour d'autres cas indiſpenſables. cette occaſion le Lord Sandwich rappella u'un des Juges de l'Amiral Byng avoit ſouf-rt la contrainte la plus affligeante, puiſ-u'il lui avoit été impoſſible de quitter pour ler voir ſa femme & ſon fils attaqués de aladies graves dans les environs du Con-il de guerre. — La troiſieme lecture du ill eſt ordonnée.

Le Duc de *Richmond* demande de nou-eau l'exhibition de la lettre écrite à Mi-

lord Sandwich par le ſieur Baillie, ci-devant Lieutenant Gouverneur de Greenwich. Il regrettoit d'autant plus le refus qu'on faiſoit de la communiquer, qu'il ſavoit que cette lettre contenoit des dénonciations ſous ſerment d'actes frauduleux & de prévarications de la part de perſonnes employées dans l'adminiſtration de l'Hôpital. Malgré cette aſſertion, qui donnoit évidemment à la lettre le caractere miniſtériel, Milord Sandwich perſiſte à ſoutenir qu'il n'a point pû la regarder comme telle : qu'il ne l'a point gardée, ainſi que mille autres de cette nature, & qu'il ne connoit de lettres miniſtérielles que celles qui parviennent à l'Amirauté ſous l'addreſſe du ſieur Stephens ſon Secrétaire. — Le Duc de Richmond perſiſtant dans ſa demande, l'ordre de la Chambre eſt donné pour l'exhibition de tous les papiers demandés.

La Chambre, à la pluralité de 42 contre 17, rejette la motion du Duc de Mancheſter pour l'admiſſion des Membres des Communes à ſes ſéances, comme auditeurs, parce que ce Duc avoit déclaré qu'il entendoit qu'à la faveur de cette admiſſion il entreroit diverſes autres perſonnes que des Membres du Parlement. Le Lord Townshend, ſoutenu du Chancelier, avoit combattu vivement cette motion.

*Chambre des Communes.*

*Le Mardi 9 Mars.* — M. *Luttrel* parle d'une
notion qu'il ſe propoſe de faire un jour où
aſſemblée ſera plus nombreuſe & où il s'y
rouvera au moins un des Commiſſaires de l'A-
irauté. — LeConſeil de guerre du Chevalier
'alliſer étant indiqué au Jeudi 18 Mars, il de-
andera qu'on produiſe devant la Cham-
re, non ſeulement les charges contre cet
fficier, mais la lettre miniſtérielle qui a dû
avertir de ſe préparer à être jugé. — M.
uttrel déſire de ſavoir quelles imputations
ontre le Chevalier Palliſer auront été tirées
ar l'Amirauté de la défenſe de M. Keppel,
de pouvoir juger ſi l'Amirauté aura été auſſi
artiale envers le Vice - Amiral qu'envers ſon
Commandant?

M. *Burke* eſſaya vainement d'engager M.
uttrel à ne point différer ſa motion. Pour
i il déclara qu'il auroit ſouhaité qu'on ne
t point le procès à Palliſer; mais que puiſ-
u'on s'y eſt décidé, il fera enſorte que
affaire ſe paſſe bien ſérieuſement, & que
e ne ſoit point un ſimulacre de procès.

La motion du Chevalier Mackworth en
veur des débiteurs inſolvables qui demandent
eur liberté ſous la condition de ſervir dans les
roupes ou en y donnant un homme pour eux,
ſt rejettée. — Les oppoſans obſervent que l'ar-
ent qui ſera donné (dix guinées) pour trou-
er un homme, eſt un nouvel impôt ſur

les créanciers, qui en ſupportent déja aſſez en payant les charges publiques : que toutes perſonnes voulant profiter de la loi demandée, l'armée ſe trouveroit remplie de ſujets impropres au métier des armes.

Une motion du Chevalier Roger *Newdigate* éprouve le même ſort. C'eſt celle pour faire retirer du bill *annuel* de la Milice la clauſe qui autoriſe pour toujours les Colonels de Milice & les Députés-Lieutenans de Comté à réformer à leur gré les Miliciens & à demander aux Paroiſſes de nouveaux tirages. — Elle ne fut ſoutenue que de dix-ſept voix contre trente-quatre : pluralité dix-ſept.

*Chambre des Pairs.*

*Le Mercredi* 10 *Mars.* — Ordonné que tous les Lords ſeront ſommés de ſe trouver le lendemain 11 à la Chambre pour délibérer ſur les affaires de l'Hôpital de Greenwich.

*Chambre des Communes.*

*Le Mercredi* 10 *Mars.* — Une motion du Chevalier *Hougton* en faveur des non conformiſtes Proteſtans ( les Preſbytériens, &c. ) paſſe preſque unanimement. En conſéquence il eſt ordonné qu'un Comité prendra connoiſſance de leurs griefs. Le Chevalier Hougton en expoſa pluſieurs, entr'autres l'obligation où ils ſont de ne pouvoir s'approcher

plus près de cinq milles, de toute Ville ou Bourg qui envoye des Députés au Parlement.

Le Chevalier *Bagot* s'y oppoſa de toutes ſes forces, par la crainte que cette affaire n'engage une querelle de religion, au milieu de la criſe politique actuelle de l'Angleterre. Il taxa les non conformiſtes d'être des Apôtres d'Athéiſme & de Déiſme.

M. *Wilkes* prit hautement leur défenſe, & il oſa dire qu'il avoit lu tous les ouvrages des Déiſtes & des Athées, qui depuis vingt ans avoient paru en Angleterre, & que c'étoient les épiſcopans qui en étoient les auteurs, & qui profeſſoient le pur Déiſme. — Il fit voir à la Chambre qu'elle ne pouvoit ſans inconſéquence refuſer aux non conformiſtes proteſtans, les adouciſſemens que l'année derniere elle avoit accordés aux Papiſtes, & dont ils ne lui avoient donné aucun ſujet de ſe repentir.

Le Chevalier *Newdigate* fut du nombre des oppoſans à la motion, à cauſe de l'intolérance des Preſbytériens envers les Epiſcopans, & parce qu'ils ne traîteroient pas ceux-ci avec autant d'indulgence, s'ils avoient de leur côté le pouvoir.

Le Chevalier *Adam Ferguſon* ſoutint que cette imputation étoit fauſſe par rapport à l'Ecoſſe, où le Preſbytérianiſme eſt la Religion dominante, ce qui n'empêche pas que le ſervice divin ne ſoit célébré à Edimbourg

par les Epiſcopans, avec autant de ſplendeur que dans Londres.

M. Montagu déploya les ſentimens les plus généreux ſur la tolérance. « Je déſire, dit-il, qu'elle ſoit univerſelle : qu'elle ne connoiſſe aucunes reſtrictions : s'il exiſtoit des Muſulmans en Angleterre, je voudrois que leur culte fût toléré : s'il exiſtoit des Diſciples de Jacob (*a*) *Boehmes* : des Indiens qui adoraſſent le Soleil, je voudrois qu'on les tolérât.

Le reſte de la ſéance fut rempli par les diſcuſſions qu'occaſionnerent une motion du Lord *Newhaven*, qui demanda que la Chambre ſe formât en Comité pour délibérer ſur les loix relatives au commerce de l'Irlande. Sa motion portoit ſur deux points : le premier, une gratification payée en Angleterre pour l'importation du chanvre du crû de l'Irlande : le ſecond, une permiſſion à l'Irlande d'importer les ſucres bruts des Iſles Angloiſes, ſans toucher à aucun Port de la Grande-Bretagne.

Le parti contraire eſſaya de la faire avorter, en demandant qu'on fît plutôt un examen général des griefs de l'Irlande ; mais malheureuſement pour les vues de ce parti,

(*a*) Jacob *Boehme* eſt un fanatique qui vivoit au ſeizieme ſiecle. Il habitoit Goerlitz dans la haute Luzace où il exerçoit le métier de Cordonnier. Il croioit être inſpiré, & il écrivoit beaucoup de livres preſque inintelligibles par le mêlange de ſes prétendues viſions & de ſa Théologie myſtique.

n'y avoit pas plus de quinze jours qu'il étoit défendu de prendre cette connoiſ-nce général, en deſirant qu'on ſpécifiât plu-ôt quelques objets particuliers : de ſorte qu'il ui fut impoſſible de reculer, puiſqu'on s'é-oit parfaitement conformé aux vues qu'il voit manifeſtées, en ſpécifiant les griefs qui emandoient un prompt redreſſement. — Le ord Newhaven repréſenta que le chanvre e Ruſſie, de Pologne & d'Allemagne, re-evoit virtuellement une gratification à ſon ntroduction en Angleterre, puiſque cette ratification étoit payée pour les cables & es voiles faits de ce chanvre, à leur ſortie lu Royaume. — Les parties méridionales de 'Irlande, où le ſol eſt extrêmement fertile, ont très-propres à la culture du chanvre : ourquoi ne pas prendre tous les moyens oſſibles de la promouvoir? — Quand à l'im-ortation directe des ſucres bruts des Iſles, il n'étoit pas poſſible qu'elle cauſât un préju-dice de plus de dix mille livres ſterling par an à la Grande-Bretagne. — Si le rafineur Anglois appréhende la concurrence du ra-fineur Irlandois, chez l'Etranger, parce qu'en Irlande la main-d'œuvre eſt à meilleur mar-ché, & que de ſes ports on a plutôt gagné la pleine mer, il doit être raſſuré par la loi de l'année derniere concernant les exportations, puiſqu'elle met ſur le ſucre exporté d'Irlande un impôt qui équivaut aux frais plus conſi-dérables du rafineur Anglois; de ſorte que

l'Irlandois ne jouiroit de quelque avantage que pour ſa conſommation intérieure.

Le même Député & ceux qui le ſeconderent, expoſerent à la Chambre des détails curieux, mais affligeants ſur le déclin du Commerce de l'Irlande.

Les exportations de la Grande-Bretagne pour l'Irlande, ordinairement de 2,100,000 livres, ſont diminuées dans l'année derniere de 595,000 liv. — En 1778, dans les mois de Mars & d'Avril, qui ſont ceux où ſe font les plus fortes importations à Dublin, les droits perçus dans ce Port, ne ſe ſont montés qu'à 8,000 liv.; au lieu que dans les mêmes mois de l'année 1777, ils avoient produit quarante mille livres : prodigieuſe diminution, puiſqu'elle eſt de quatre cinquiemes.

Le parti contraire, par l'organe de MM. Pownal, Cruger, &c. prétendit que l'Irlande viſoit à une liberté indéfinie dans ſon commerce : qu'on n'auroit pas plutôt ſatisfait l'Irlande ſur les ſucres & ſur le chanvre, que quelqu'autre perſonne demanderoit pour elle les mêmes faveurs pour le fer, le coton, les toiles peintes, l'avoine & les gros lainages. — M. Pownal informa la Chambre, qu'actuellement la laine ſe vendoit dans la Grande-Bretagne 15 shillings le *tod* ou 7 ſols 6 deniers le *ſtone* (vingt livres), tandis que le *tod* ſe vendoit en Irlande 30 shillings & le *ſtone* 15. — ce qui ne pouvoit s'expliquer que par un fait également vrai, ſavoir; que

s Américains, ſur-tout ceux du Nord, ſont eſque généralement habillés d'un drap d'Ir-nde appellé *friſe*.

Le même parti pria la Chambre d'obſerver ıe l'Irlande ne ſouffroit pas ſeule des ca-mités actuelles: que la quantité de ſucre ut importé pendant l'année derniere à Li-erpool avoit décru de quatre-vingt-quatorze ille quintaux à ſoixante deux mille; & que décroiſſement pour la Grande-Bretagne voit été dans la même période de cent uarante mille muids à ſoixante-quatorze ille, c'eſt-à-dire de près de moitié. Ces ieſſieurs ajouterent que la Grande-Bre-gne n'avoit que deux moyens de tirer quel-n'avantage des pays de ſa dépendance, comme l'Irlande) ou de ſes Colonies: ſa-oir les taxes ou un monopole général de ommerce. Les taxes étant incompatibles vec la Conſtitution, on eſt forcé de mettre n œuvre le monopole. S'il faut y renoncer nſſi, avec quoi la Grande-Bretagne en-etiendra-t-elle des armées pour protéger es divers pays; & ne ſera-t-elle pas plus plaindre que ceux mêmes qui ſont ſous dépendance? — M. Cruger obſerva que la guerre actuelle faiſoit tort à l'Irlande e cinq mille livres ſterling annuels, l'An-leterre y avoit perdu plus de cinq millions erling de revenu.

Le Général *Conway* prêta un appui bien fficace à la motion, en faiſant obſerver à

la Chambre le danger que couroit la Grande-Bretagne de perdre l'Irlande comme elle a perdu ſes Colonies. Déja des aſſociations ſe forment dans toutes les parties de l'Irlande & elles prennent des arrêtés pour ne plus tirer de marchandiſes de l'Angleterre. C'eſt ainſi qu'à commencé la rébellion des Américains. Il y a déja douze mille hommes qui ſe ſont confédérés de la ſorte & qui ſont tous armés : quelles fâcheuſes ſuites ne doit-on pas redouter, puiſque c'eſt par l'impoſſibilité où ſe trouve la Grande-Bretagne de donner des défenſeurs à l'Irlande, que les peuples s'y ſont armés eux-mêmes pour leur propre ſûreté, par des aſſociations abſolument contraires à la loi ? » Ne les pouſſons point au déſeſpoir : ne les précipitons point dans une ſituation qu'ils ont toujours cherché à éviter, en ſupportant depuis plus d'un ſiecle, une eſpece d'oppreſſion & de miſere inconnue à toutes les nations de l'Europe ».

La motion fut admiſe par une pluralité de 47 contre 42.

*Chambre des Pairs.*

*Le Jeudi* 11 *Mars.* — Arrêté de recevoir le Bill de l'Evêque de Landaff pour réprimer l'adultere.

Commencement de l'enquête ſur l'affaire de l'Hôpital de Greenwich. — Quatre Chefs d'accuſation ſont portés par le Duc de Rich-

hond contre le Lord Sandwich. [ Ce qu'il a de particulier à l'adminiſtration intérieure e cet Hôpital, n'étant pas très-eſſentiel à avoir, pour les François & autres qui étu-ient les intérêts de l'Angleterre, on ſe con-entera de rapporter dans les Extraits des ébats ſur cette affaire, quelques notions gé-érales que l'on a jugées intéreſſantes à con-oître ].

Le Duc de Richmond a parlé de cet Hôpi-al comme du plus ſuperbe établiſſement en e genre, qui ſe vît en Europe. [ C'eſt ce que ui alloueront difficilement ceux qui connoiſ-ent l'Hôtel royal des Invalides, & l'Ecole oyale Militaire ]. Il n'y avoit à lui reprocher ue l'excès de ſa magnificence.

Les revenus de cette fondation ſont de 0,000 liv. ſterling. Ils conſiſtent dans le onds des biens de Derventwater, objet de 0,000 liv. ſterling.

| | |
|---|---|
| Dans une retenue de 6 deniers terling par mois ſur la paye des ens de mer, ce qui en tems de uerre fait une ſomme annuelle de rès de ..... | 10,000 |
| Dans les revenus de pluſieurs gros apitaux placés dans les fonds publics. | 40,000 |
| *Total du revenu*..... | 70,000 |

Ce revenu doit entretenir environ deux nille penſionnaires, & ſix ou ſept cents ex-

ternes. Suivant l'ancienne Chartre, les Pairs du Royaume, les douze Grands Juges, les Amiraux, les Secrétaires d'Etat & quelques autres gens en place, ſont les Gouverneurs *nés* de cet Hôpital, & forment la Cour générale.—Par une nouvelle Chartre donnée en 1775, ce nombre eſt conſidérablement reſtraint. L'admiſſion dans l'Hôpital ne dépend plus des Officiers à pavillon, mais d'un Conſeil de Directeurs (l'Amirauté), qui ci-devant n'avoit que le droit du choix parmi les ſujets préſentés. Ce nouveau Conſeil s'eſt emparé de la caiſſe, de l'adjudication des marchés, &c. De-là des abus de tous genres : des hommes qui n'ont point ou que peu ſervi dans la Marine, ſont admis, même aux places d'adminiſtration contre le vœu de l'inſtitution. Les fournitures ſe font par des frippons, autoriſés & ſoutenus, parce qu'ils ſont des prête-noms des Directeurs. Ceux-ci encouragent l'uſage de donner les ſubſiſtances en argent, parce qu'ils gagnent ſur les valeurs. Enfin dans la foule des abus introduits par le nouveau régime, s'eſt manifeſtée une diſtinction fatale à l'inſtitution, c'eſt un Corps d'épée, compoſé de tous les vrais Marins, & un Corps de plume que forment les Commis, les Intendans, les Valets, &c. —Il y avoit bien dans tout cela de quoi former les quatre griefs, qui ſont la baſe de la dénonciation du Duc de Richmond. Ce Seigneur a fait remarquer à la Chambre, que

fondation ſeroit infiniment plus utile ſi
n donnoit à chaque ſujet ſes 7 liv. 10 ſ. ſt.
nr an, à dépenſer où il voudroit, & que
établiſſement fût anéanti. Il a prétendu que
ar ce moyen & avec le même fonds la
ation récompenſeroit huit mille ſujets au
eu de deux mille.

La rigueur dont le Conſeil d'adminiſtra-
on en a uſé envers le Capitaine *Baillie*, a
é un des chefs de l'accuſation. Cet Offi-
er, qui étoit Lieutenant au gouvernement
e cet Hôpital, a été deſtitué par ce Con-
il, pour avoir dénoncé au Miniſtere & en-
ite dévoilé au public tous ces abus qu'il
voit obſervés dans la geſtion. Le Lord Sand-
vich ſe défendit d'avoir voulu ſuborner par
offre d'une penſion ce Dénonciateur. Il ré-
rimina même à ce ſujet contre lui ; mais
e Lord Chancelier fit voir que n'étant point
ccuſé formellement (le Duc de Richmond
voit eu ſoin d'avertir qu'il ne garantiſſoit
ien, mais qu'il demandoit ſeulement une
nquête) il prématuroit ſa juſtification.

La Chambre ſe forma en Comité ſur cette
ffaire & quelques témoins furent entendus.

*Chambre des Communes.*

*Le Jeudi* 11 *Mars.* — M. Temple *Luttrel*
ait ſa motion pour demander communica-
ion des charges portées contre le Vice-Ami-
al Palliſer.

M. *Buller*, de l'Amirauté, promet cette communication, en annonçant à la Chambre que le Vice-Amiral a demandé un délai un peu plus long, & qu'en conſéquence ſon affaire ne commencera point le Jeudi 18.

Motion du Chevalier Joſeph *Mawbey* pour obliger le Lord Germaine à quitter ſa place dans la Chambre, conformément à la loi portée ſous la Reine Anne pour reſtreindre l'influence de la Couronne ſur le Parlement, en empêchant qu'aucune perſonne ayant des places de nouvelle création, c'eſt-à dire qui n'auroient pas exiſté avant 1705, puſſent y être admiſes. — Grandes diſcuſſions pour ſavoir ſi la place du Lord Germaine eſt nouvelle ou ne l'eſt pas. Il n'y a, diſent les uns, eſſentiellement qu'un Secrétaire d'Etat. Selon les circonſtances, le Roi en diviſe les fonctions entre pluſieurs perſonnes ſous le même titre. Plus d'une fois on en a compté trois & quatre: Edouard VI en avoit trois, quoique juſqu'à Henri VIII il n'y en eût jamais eu plus d'un. Ce même Prince, vers la fin de ſon règne, en prit deux. Sous George II, il y en eut juſqu'à quatre, parce qu'il en emmenoit deux avec lui en Allemagne. On en a vû auſſi deux pour l'Ecoſſe, quoiqu'il y en eût déja deux pour l'Angleterre (*a*). Malgré cela il n'en eſt point des

(*a*) Cela étoit ainſi après l'union de l'Ecoſſe avec l'Angleterre lorſque le premier Parlement Britannique s'aſſembla.

crétaires d'Etat comme des Commiſſaires, tre qui eſt partagée une grande place; elle de grand Amiral, par exemple, celle e grand Tréſorier ou de Chancelier. Alors s affaires ſe décident par la pluralité ou n *quorum* des Membres de cette Commiſſion. Mais les Secrétaires d'Etat agiſſent chacun éparément; & quand le Roi nomme un Secrétaire d'Etat de plus, il ne gagne qu'une oix dans la Chambre, lorſque ce Secrétaire 'Etat y a place comme *Commoner*. C'eſt ce ui fait que le Roi, qui peut multiplier ſon ecrétaire d'Etat, n'augmenteroit point le ombre des places miſes en commiſſion: au urplus il eſt convenable pour l'expédition es affaires qu'il y ait un Secrétaire d'Etat ans la Chambre: & Milord Germaine qui 'y trouve en cette qualité, rempliroit au eſoin les fonctions de ſes deux collégues uoique ſon département ſoit l'Amérique.— Le Lord Germaine, appuyé de toutes ces aiſons, aſſez bonnes en apparence, aſſura la Chambre qu'il ignoroit, comme l'avoient avancé quelquesuns du parti contraire, que bientôt il dût être appellé à la Chambre Haute: que quand le Roi daigneroit lui faire cette grace il la recevroit avec reſpect & reconnoiſſance; mais qu'il ſeroit toujours perſuadé que c'eſt par le droit le plus légitime qu'il occupe une place dans la Chambre, & que l'acte de la Reine Anne n'a point en vue les Sécrétaires d'Etat, ni l'objet de bor-

ner le Roi à n'en avoir que deux, l'un pour le Nord, l'autre pour le Midi.

La motion du Chevalier Mawbey fut rejettée par une pluralité de 244 contre 1 qui étoit M. James Luttrel.

Le Chevalier *Jennings* demanda que la Chambre ſe formât en Comité, pour délibérer ſur l'excluſion des Membres qui par eux-mêmes ou par des Agents auroient obtenu des marchés ou entrepriſes autrement qu'à l'enchere publique.

Quoique cette motion fût vivement ſoutenue par M. Fox, par M. Luttrel & d'autres aigles du parti, le Lord North vint à bout d'empêcher que le Comité n'eût lieu, & même qu'il ne pût en être queſtion dans le cours de cette ſeſſion, en faiſant prendre un arrêté qui renvoye la délibération à trois mois. — Il y eut pour le Miniſtere 165 voix & 124 contre.

L'Oppoſition mit inutilement dans le jour le plus clair tous les abus qui réſultoient du ſecret avec lequel ſe donnoient ces marchés. Ils ſervent inconteſtablement de récompenſe à ceux qui votent pour les réſolutions qui conviennent à la Cour, à ceux qui ſoutiennent qu'il y a quarante-deux vaiſſeaux armés quand il n'y en a que ſix: que les François n'ont pas trente-deux vaiſſeaux quand l'Amiral Keppel n'en a que vingt. Il y a de plus, ce danger, que s'il eſt expédient pour la nation de reſter en paix ou de la faire, les

rniſſeurs & entrepreneurs opineront tou-
rs pour la guerre : que même le Miniſtere,
r juge naturel, leur paſſera tous les avan-
es, & ſouvent toutes les déprédations qu'ils
udront, ſans oſer les contredire. Tous ces
ngers n'auroient pas lieu ſi l'adjudication
faiſoit en public. Mais il y a auſſi des
ſons bien fortes, au moins ſuivant le parti
niſtériel, pour laiſſer les choſes comme
es ſont : voici les plus frappantes. » La
olicité des encheres dévoilera à l'ennemi
projets : qui ſait ſi le Miniſtere de France,
ayant connoiſſance, n'apoſteroit pas des
ns pour ſe les faire adjuger, qui enſuite
tains d'une bonne récompenſe, manque-
ent à leurs engagemens au moment du
oin & ſe déroberoient par la fuite à la
nition ? — Si le marché eſt donné à un Mem-
du Parlement, il eſt contenu par la
nte d'une punition plus forte que celle
on infligeroit à un homme obſcur. S'il
varique ou s'il manque à ſa parole, la
ambre peut le deshonorer en l'expulſant
ſon ſein. — Dans un marché public, la
tion donnée eſt la ſeule garantie que puiſſe
ir la nation. S'il eſt ſecret, le Chancelier
l'Echiquier, qui a choiſi l'homme, eſt
cié à ſa reſponſabilité. Pour ſon propre
érêt il ne traitera qu'avec des gens dont
era bien ſûr. Qu'elle cruauté ne ſeroit ce
nt d'ailleurs d'exclure de la Chambre des
s honnêtes par la ſeule raiſon qu'ils ſe-

roient des Marchands opulens, les colonnes de l'Etat? On ne tarderoit pas à les y rappeller, comme on y a rappellé les gens de loi qui en avoient été retranchés. Enfin, pourſuivit M. Onſlow, car c'étoit lui qui ſecondoit ainſi les efforts du Miniſtre, ſi on excluoit de la Chambre les Entrepreneurs & Fourniſſeurs, ils y auroient leurs ſubſtituts; & certainement ce ſeroit un mal pire que le premier: il vaut mieux qu'ils y ſoient eux-mêmes & qu'on les y laiſſe «. Dans la chaleur de la diſcuſſion il échappa à M. Onſlow de dire: » Si j'étois Miniſtre «. Cette expreſſion excita un éclat de rire général. Il faut cependant avouer que plus d'une fois les Miniſtres ont fait rejetter ou paſſer des motions, avec de moins bonnes raiſons.

*Chambre des Pairs.*

*Le Vendredi* 12 *Mars.* — La Chambre étant en Comité pour l'affaire de l'Hôpital de Greenwich, il eſt arrêté que ſur chaque chef d'accuſation les témoins ſeront entendus. Sur l'article de la nouvelle Chartre, ſubſtituée en 1775 à l'ancienne, avec des changemens importans. M. Baillie, ci-devant Vice-Gouverneur de Greenwich, fut obligé de convenir, contre ce qu'il avoit avancé, que l'avis du Procureur Général & de l'Avocat Général avoit été pris, ſur le nouveau projet, & que même il avoit été communiqué à une

Cour générale de Gouverneurs, avant que
'être envoyé au grand ſceau.

Le ſieur Evereſt, Procureur de l'Hôpital,
Rédacteur de la nouvelle Chartre, donna des
éponſes ſi peu ſatisfaiſantes à la Chambre,
ur les motifs dans la vue deſquels il a fait
es divers changemens, que le Duc de Rich-
nond, ſans l'oppoſition du Lord Chance-
ier, l'auroit dénoncé à la Chambre, pour
nanque de reſpect envers elle & pour par-
ure. Il tergiverſa ſur le point eſſentiel : pour-
quoi la nouvelle Chartre tranſporte au Con-
eil ou Bureau des Directeurs (l'Amirauté)
e droit que donnoit l'ancienne aſſemblée gé-
nérale d'admettre les ſujets, ainſi que de nom-
ner aux différentes places d'adminiſtration.
Ce qu'on tira de plus clair de lui, c'eſt qu'il
ne s'étoit pas apperçu qu'il faiſoit ces chan-
gemens, & il répondit qu'il ne ſavoit rien
ou qu'il avoit oublié, quand on lui demanda
s'ils lui avoient été ſuggérés par quelqu'un
en place. Il lui fut ordonné de ſe repréſenter
le Lundi 15, avec les papiers des Archives
de l'Hôpital.

*Chambre des Communes.*

*Le Vendredi* 12 *Mars.* — Avant d'entamer
l'affaire des taxes nouvelles, indiquée par
l'ordre du jour, M. *Pownall* demanda que la
Chambre ſe fît communiquer le compte des
importations des Indes occidentales en An-

gleterre dans les trois dernieres années — L'objet de cette motion étoit de faire juger quel ſacrifice l'Angleterre auroit à faire ſi l'Irlande obtenoit l'importation directe des ſucres.

M. Th. *Townshend* inſiſta auprès de M. Pownall pour qu'il retirât ſa motion, lui faiſant entendre qu'elle étoit inutile, puiſque toutes les créatures du Miniſtre étoient décidées à la faire avorter. A cette occaſion il exhorta Milord North à prendre garde à l'Irlande, prête à ſe livrer au déſeſpoir, & qui, pour ſa propre conſervation, ne connoîtroit plus que les funeſtes expédiens auxquels l'Amérique s'eſt vue obligée de recourir.

Le Lord *North*, en réponſe, ſe fit beaucoup valoir pour les ſervices qu'il prétendoit avoir rendus à l'Irlande. Les places, dans ce Royaume, qu'on étoit dans l'uſage de donner aux Anglois, ſont remplies aujourd'hui par des Irlandois. Il n'a point augmenté ſa liſte de penſions, malgré les grands beſoins de l'Etat. Dans la derniere ſeſſion, il a ſecondé les vues de ceux qui s'intéreſſoient à ſon commerce. Perſonne ne deſire plus que lui de contribuer à la proſpérité de l'Irlande; mais il a à propoſer pour cela un plan beaucoup plus avantageux que l'importation directe des ſucres, qui ne pourroit qu'irriter contr'elle l'Angleterre.

M. *Pownall* vit bien qu'il ne pouvoit mieux

ire que de retirer ſa motion qui n'avoit
é ſecondée par perſonne.

M. *Burke* fit une ſortie vive contre le Mi-
iſtre. — « Il prétend affectionner l'Irlande :
u'il le prouve donc. Il eſt vrai que les *pen-*
*ons* données ci-devant à des Anglois, ſont
oſſédées aujourd'hui par des Irlandois ; mais
ourquoi y en a-t-il de ces penſions? On
interrompit ici pour lui faire remarquer que
Milord North avoit dit des *places* : Je m'en-
ens bien, reprit-il, mais des *places* ſans fonc-
ons, qu'eſt-ce autre choſe que des pen-
ons? » Il parla beaucoup d'une levée d'onze
ille hommes armés, qui vient de ſe faire
n Irlande à l'inſçu du Gouvernement, qui
ncore n'oſoit pas ſe faire éclaircir un ſi fin-
ulier événement. Enfin preſſé par l'Orateur
e la Chambre, & quoiqu'il n'y fût point pré-
aré, il fit une motion pour une enquête,
oncernant cette levée d'onze mille hom-
es en Irlande. Mais il la retira ſur le champ,
réſervant pour un moment plus opportun.
On diſcuta enſuite l'affaire des taxes ; ce
i donna lieu à l'oppoſition de dire les cho-
s les plus fortes contre l'intérêt uſuraire
l'emprunt, qui fut regardé comme un des
neſtes effets de la guerre d'Amérique, com-
e une marque du peu de confiance qu'a-
ient les Capitaliſtes dans le Miniſtre des
ances, & comme une indice que bientôt
us les propriétaires ſeroient ruinés & leurs
ens engagés aux Capitaliſtes. Le ſol pour

livre ſur l'acciſe, devant porter ſur la taxe annuelle de la dréche & étant un impôt perpétuel, il fut arrêté que la Chambre délibéreroit de nouveau en Comité, pour remédier à cette contradiction. Il y a une partie d'impôt ſur la dréche de l'année 1760 qui eſt perpétuelle auſſi, & que cette obſervation ne peut pas regarder. Elle ne tombe que ſur l'impôt annuel, dont le produit eſt évalué communément 750,000 liv., mais qui n'en rapporte guères que 600,000 liv.

Ajournement au Lundi 15.

*Chambre des Pairs.*

*Le Lundi* 15 *Mars.* — Troiſieme lecture du Bill de l'emprunt qui excite encore l'animadverſion du Lord Effingham. Ce Seigneur démontra par le calcul que l'intérêt étoit de vingt pour cent. En conſéquence il demanda que le Bill fût renvoyé à quatre mois; mais ſa motion fut rejettée, comme il devoit bien s'y attendre.

On reprend l'affaire de Greenwich. M. Eden, Membre des Communes, Auditeur de l'Hôpital, prend ſur lui la reſponſabilité. Il rend compte des motifs du renouvellement de la Chartre, qui, dans certains cas, ne donnoit pas les pouvoirs ſuffiſans pour une bonne adminiſtration. Il fait voir l'utilité des changemens qu'il y a faits, même en remettant à l'Amirauté ſeule le droit d'admettre

es ſujets. Il produit une liſte des employés ctuels, & de ceux qui l'étoient dans l'an- ien ſyſtême, parmi leſquels il y avoit comme ujourd'hui des gens qui n'étoient pas ma- ins. Ces détails furent confirmés par le Se- crétaire de l'Hôpital & par pluſieurs témoins. Ceux ci renvoyés, la Chambre s'ajourna, après que le Duc de Richmond eût déclaré qu'il avoit encore ſeize ou dix-ſept objets à éclaircir.

*Chambre des Communes.*

*Le Lundi* 15 *Mars.* — Arrêté, qu'il ſeroit fait un Bill pour excepter de l'acte de navi- gation, pendant la durée de la guerre avec a France, les marchandiſes importées par les Etrangers ſur des navires de conſtruction Angloiſe.

M. *Wilkes* ſomme le Lord Avocat d'Ecoſſe (M. Henri *Dundas*), de faire la motion qu'il a annoncée, vers la fin de la derniere ſeſ- ſion, pour l'adouciſſement du ſort des ca- tholiques d'Ecoſſe. Il excite l'attention de la Chambre ſur la partialité des Miniſtres en- vers l'Ecoſſe, où les émeutes de la plus dan- gereuſe nature contre les Catholiques ont été tolérées, tandis qu'à Londres on a été ſur le point d'infliger la peine de mort pour quelques vîtres caſſées, dans les réjouiſſances pour le triomphe de l'Amiral Keppel.

Le Lord Avocat répond qu'il a vu en

Ecoſſe les eſprits dans une ſi effrayante fermentation à ce ſujet, qu'il croit plus ſage de laiſſer dormir cette affaire, & que c'eſt auſſi l'avis des Catholiques Romains du pays.

M. *Dunning* fait deux motions, pour qu'il ſoit dit que l'Amirauté eſt obligée de délibérer ſur les demandes de Conſeils de guerre qui lui ſont adreſſées. — A l'appui de cette motion, il cita pluſieurs exemples. L'autre, pour que l'Amirauté ſoit cenſurée, pour n'avoir point délibéré avant d'obtempérer à la demande faite par le Vice-Amiral Palliſer, le 9 Décembre dernier.

Ceux qui précédemment avoient ſoutenu que l'Amirauté n'avoit point ce pouvoir, ſe rétracterent; mais ils ſoutinrent qu'elle eſt dans l'uſage de ne l'exercer que pour les cas de grande importance, & que dans celui de M. Palliſer où ſe trouvoient compromis ſon honneur & ſon état, l'Amirauté avoit bien fait de ne point uſer de ſa faculté de délibérer, ſi elle adhèreroit ou non à ſa demande.

La queſtion préalable fut propoſée par l'Avocat Général, & l'emporta de 228 contre 135.

La motion de cenſure fut rejettée à la pluralité de 218 contre 121.

L'affaire de la nouvelle taxe ſur la dréche fut miſe ſur le tapis. — Milord North demanda que l'impôt perpétuel de cinq pour cent de l'année 1760, établi pour payer l'intérêt d'un emprunt de huit millions, fût

hargé ſur ſon produit net d'une taxe de uinze pour cent, ce qui équivaudroit à cinq our cent additionel ſur ledit impôt perpé-el, & à pareille ſomme ſur celui auſſi de nq pour cent qui eſt annuel. — Il convint u'une taxe *annuelle* ne pouvoit pas être hargée d'une addition perpétuelle.

M. *Whitbead* lui objecta l'aſſurance qu'il voit donnée de ne point ſurtaxer la ſubſiſ-nce du pauvre. Il fit voir à la Chambre, u'à tort le Miniſtre prétendoit ne point taxer bierre, quand il taxoit la dréche ; & il ntra dans un examen des profits des Braſ-urs, aſſurant qu'ils n'étoient point auſſi pro-gieux qu'on ſe le figuroit. Ses obſervations empêcherent point la motion de paſſer.

*Chambre des Pairs.*

*Le Mardi 16 Mars.* — Une Commiſſion du oi, donne le conſentement de Sa Majeſté divers Bills, du nombre deſquels ſont le ll de l'emprunt & de la Loterie, le Bill nuel de la diſcipline des Troupes, — le ll interprétatif & modificatif de celui pour duire en un ſeul acte toutes les Ordon-nces Parlementaires pour la Marine, — le ll pour la ſubſiſtance & entretien des Mate-s, &c.

*Chambre des Communes.*

*Le Mardi 16 Mars.* — Arrêté en Comité

ſur les moyens pour le ſubſide, que l'impôt perpétuel mis ſur la dréche en 1760, ſera porté à quinze pour cent.

Qu'un impôt additionel de cinq pour cent ſera mis ſur tous les droits d'acciſe, excepté la dréche, la bierre, le ſavon, les chandelles & les cuirs. M. Temple *Luttrel* fit une motion, pour que la Chambre ſe fît rendre compte des magaſins de bois de la Marine. Il parla d'une *décadence rapide* de la Marine, dont Milord North lui défia de produire des preuves. Cela ne l'empêcha point d'aſſurer à la Chambre que depuis deux années ſeulement, par la mauvaiſe qualité des bois, la Nation avoit perdu quarante-trois vaiſſeaux. Il eût une vive altercation avec M. Rigby, Tréſorier des Troupes, à qui il fit un crime des énormes profits de ſa place. Ces MM. ſe dirent des perſonnalités piquantes. Mais des explications réciproques les arrangerent. La Chambre n'étant point aſſez nombreuſe, M. Luttrell retira ſa motion.

*Chambre des Pairs.*

*Le Mercredi 17 Mars.* — Affaire de Greenwich. Les témoins atteſtent que dans le nombre des Membres du Conſeil, il y en a cinq qui n'ont point ſervi ſur Mer. Ce Conſeil doit être compoſé du Gouverneur, du Lieutenant au Gouvernement, de l'Auditeur ou Secrétaire, de quatre Capitaines, de hui

eutenans, de deux Chapelains, d'un Mé-
cin & de l'Econome. — Le Secrétaire, les
ux Chapelains, le Médecin & l'Econome,
nt ceux qui ne ſont point Marins, & qui,
vant les ſtatuts, devroient comme les au-
es avoir ſervi ſur les vaiſſeaux. Il fut dé-
aré auſſi que des particuliers avoient de
rtes penſions ſur les biens de Derventwater,
ns avoir jamais été utiles à l'Hôpital, en-
autres l'Ecrivain *Scot*, Auteur de l'*Anti-*
*jan*. La troiſieme charge du Duc de Rich-
ond concernant l'infidélité dans les four-
tures & ſubſiſtance, eſt prouvée pareille-
ent, ainſi que l'eſpece de connivence de
dminiſtration à ces infidélités : un Bou-
er, renvoyé & amendé, ayant obtenu de
uveau l'entrepriſe pour dix ans. — La
hambre s'ajourne au 18.

*Chambre des Communes.*

Le *Mercredi* 17 *Mars*. —— M. Frederick
*ontagu* propoſa le Bill de tolérance envers
Miniſtres Proteſtans non conformiſtes.
Il éprouve une vive oppoſition de la part
Chevalier *Baggot*, qui eſſaya de faire voir
e l'intime connection qui ſubſiſtoit actuel-
nent entre l'Egliſe & la Conſtitution, ne
rmettoit point qu'il fût fait le moindre
angement dans l'un ou l'autre, puiſque leur
rmonie pourroit en être dérangée. — M.
n. *Townshend* lui obſerva que cependant

le même Gouvernement légal ſoutenoit deux Egliſes très-différentes, celle d'Angleterre & celle d'Ecoſſe, ſans qu'il en réſultât aucun inconvénient. M. Burke, le Chevalier Younge & le Chevalier Saville, firent remarquer qu'il y auroit la plus grande inconſéquence, à refuſer à des Proteſtans une faveur qui a été accordée l'année derniere aux Catholiques d'Angleterre & d'Irlande. Il fut décidé par une pluralité de 76 voix contre 6, que le Bill ne ſeroit point renvoyé à quatre mois, ſuivant que le deſiroit le Chevalier Baggot.

*Chambre des Pairs.*

*Le Jeudi* 18 *Mars.* — Continuation de l'affaire de Greenwich. Quelques abus ſont dénoncés par M. Baillie, entr'autres celui de donner les ſubſiſtances en argent. Mais les témoins favorables à l'adminiſtration, expliquent que par ce moyen il ſe forme un fonds annuel de 2000 liv., qui aide à élever cent quarante enfans de plus. — L'adminiſtration eſt excuſée pareillement ſur divers points relatifs aux fournitures, aux logemens, &c.

*Chambre des Communes.*

*Le Jeudi* 18 *Mars.* — M. *Burke* demanda une indemnité pour les Catholiques Romains qui ont ſouffert des pertes dans la derniere émeute

neute d'Ecoſſe. — Le Lord *North* fit paſſer queſtion préalable, après avoir informé la hambre que les Magiſtrats d'Edimbourg font leur affaire. — Le Lord Georges *Gor-n* & le Lord Frederick *Campbell* aſſurerent 'il y auroit le plus grand danger à pré-ndre faire violence aux peuples d'Ecoſſe r ce point, & à révoquer les loix pénales ortées contre les Papiſtes. Ils proteſterent u'aucun des quarante-cinq Membres Ecoſ-is dans le Parlement n'y donneroit ſa voix. . Fox convint que ce ſeroit une opération azardeuſe, quoiqu'il ne niât point que ces ix pénales ne fûſſent auſſi ſéveres, ſinon ſſi cruelles que celles de *Draco*. — M. empſter, quoique de l'avis de ne point con-aindre les répugnances des Ecoſſois dans moment actuel, & juſqu'à ce qu'on eût it quelque choſe pour les Miniſtres non con-rmiſtes, donna des éloges à la conduite es Catholiques Romains en Ecoſſe. Ils ont ffert de lever un Régiment; mais la Cour 'a point accepté cette offre. Leur nom-re, dit M. Dempſter, dans cette partie de Grande-Bretagne, eſt d'environ 12 ou 3,000.

M. David *Hartley* annonça, qu'après les acations de Pâques, il feroit une motion pour emander une explication de l'endroit du iſcours du Roi, à l'ouverture de la Seſſion ui eſt relatif aux armemens de quelques Puiſ-ances d'Europe, d'après leſquels Sa Majeſté

a déclaré qu'elle jugeoit à propos d'augmenter ſes forces de terre & de mer. — L'objet de M. Hartley eſt de ſavoir ſi c'eſt de l'Eſpagne que le Roi a voulu parler; & quelles ſont les diſpoſitions actuelles de cette Cour envers l'Angleterre.

*Chambre des Pairs.*

*Le Jeudi 19 Mars.* — Débats ſur la forme des ſemonces envoyés de la part de l'Amirauté, aux témoins qui doivent être entendus dans l'affaire du Vice-Amiral Palliſer, dont le procès doit commencer à s'inſtruire le 12 Avril. — Le Duc de Richmond fit remarquer de la partialité dans l'Amirauté pour cet Officier, en ce qu'il ſemble que l'examen de ſa conduite ſera limité à l'inſtant du combat du 27 Juillet. Il inſiſta auſſi pour que les charges contre lui fuſſent articulées, & qu'on ne les tirât point des minutes du précédent Conſeil de guerre. Sa motion portoit qu'il ſeroit demandé des copies de toutes les pieces relatives au Conſeil de guerre, donné au Vice-Amiral Palliſer. Elle fut admiſe après des débats aſſez animés, dans leſquels Milord Shelburne attaqua perſonnellement Milord Sandwich, comme n'ayant point les connoiſſances néceſſaires à ſon département. Il avança que Milord Chatham avoit toujours été d'avis que c'eſt à un Marin qu'il faut donner la Marine à conduire. Cependant, ſui-

ant l'obſervation du Lord Gower, ce même
liniſtre la fit confier par Georges II à ſon
eau-frere, Milord Temple qui n'étoit pas
lus Marin que Milord Sandwich. Il eſt vrai
u'il lui donna pour ſucceſſeur l'Amiral An-
on, l'Amiral Saunders & l'Amiral Hawke.

*Chambre des Communes.*

*Le Vendredi 19 Mars.* — Motion du Lord
*lorth*, en conſéquence d'un meſſage du Roi,
our ſoulager l'Irlande, de la paye & en-
etien de trois mille hommes de ſon éta-
liſſement actuellement employés en Amé-
que. La motion eſt envoyée au Comité de
ubſide, après quelques débats ſur une de-
ande du Lord John Cavendish, pour con-
oître les dépenſes des établiſſemens civil &
ilitaire d'Irlande, ainſi que les penſions à
charge de ce Royaume depuis 1766. On
emande le grand Comité ſur le Bill pour
mportation directe des ſucres en Irlande.
— Quelques bonnes raiſons que pûſſent ap-
orter M. *Sawbridge*, pour faire voir l'ab-
rdité & les inconvéniens de toutes les loix
rohibitives dans le commerce, & M. Burke
ui alla juſqu'à dire que s'il dépendoit de
i, le commerce même des laines d'Irlande
roit rendu libre, & que ce ne ſeroit qu'an-
ciper ce que les François obligeront l'An-
eterre de faire; la motion fut renvoyée à

quatre mois, par une pluralité de quatre voix : 62 contre 48.

Le Chevalier Meredith oppoſa au Bill deux raiſons plauſibles : l'une, que le droit ſur les ſucres importés en Angleterre (on ſait que ceux pour l'Irlande doivent y débarquer), ſont aliénés aux créanciers publics : l'autre, que ſi l'Irlande obtient l'importation directe, ce ſera au préjudice des Partners que les Planteurs ont en Angleterre, & auxquels ils peuvent devoir de grandes avances, ſans parler des obligations qu'ils leur ont. — M. Cruger, député pour Briſtol, exhorta les amis de l'Irlande à s'exécuter eux-mêmes, s'ils ont tant de deſir de faire du bien à ce Royaume, en remettant leurs groſſes penſions, en retranchant leurs dépenſes, en faiſant des ſouſcriptions pour les pauvres, &c.

Dans cette diſcuſſion, il fut dit par le Chevalier Georges *Younge*, oppoſant au Bill, que le ſeul article du ſucre dans le commerce des Iſles avec l'Angleterre, étoit de 3,500,000 l. par an, qui ſeroient perdues pour les Marchands Anglois, ſi cette faveur étoit accordée à l'Irlande.

Le Lord *New-Haven* ſoutint au contraire que tout le commerce des Iſles n'étant que de 4,000,000 liv., l'article ſeul du ſucre ne pouvoit pas être de 3,500,000 liv. Il rappella la diminution qui ſe fait ſentir dans celui de l'Angleterre avec l'Irlande, qui de-

uis ſix ans eſt de 600,000 liv., & a été le 700,000 liv. dans l'année derniere. — Il jouta que les importations qui ſe font en Angleterre des marchandiſes d'Irlande, ſont iminuées de 150,000 liv.; & le ſeul arti- le des toiles de plus de 70,000 liv.

*Chambre des Communes.*

*Le Lundi 23 Mars.* — M. *Fox* fit la motion u'il avoit annoncée pour demander que les Miniſtres ſoient déclarés répréhenſibles de e qu'ils n'ont pas renforcé à tems le Lord Howe en Amérique, après le départ du Comte d'Eſtaing. M. Thomas Townshend outint la motion qui fut en quelque ſorte ppuyée par le Gouverneur Johnſtone. Ce Député, en paſſant condamnation ſur l'omiſ- ion d'un renfort, chercha pourtant à faire ntendre que le Lord Howe étoit en état le ſe meſurer avec le Comte d'Eſtaing. Il aiſonna d'après un ſyſtême qui lui eſt par- iculier & ſuivant lequel un vaiſſeau de cin- quante canons & une frégate peuvent com- battre un vaiſſeau de 74 canons, & un bou- et de 24 produit plus d'effet qu'un de 48, parce que ce calibre employe moins de bras. D'après ce calcul le Lord Howe ayant près le quarante frégates à ſes ordres, il faudroit ui faire ſon procès pour n'avoir pas at- aqué & pris l'eſcadre entiere de Toulon. La motion de M. Fox fut rejettée par 209

voix contre 125. — Sans aller aux voix on rejetta de même celle qui regardoit la Méditerranée, où M. Johnſtone prétendoit que les Miniſtres auroient dû envoyer une eſcadre pour empêcher la ſortie du Comte d'Eſtaing.

Dans cette ſéance, le Lord Germaine, s'expliquant ſur la poſition actuelle de l'Angleterre à l'égard de ſes anciennes Colonies, avança qu'il ne la croyoit point tenue d'exécuter les offres qu'elle leur avoit faites & qu'elles avoient refuſées. — Le Général Conway s'éleva fortement contre cette opinion ſe réſervant de la combattre dans une autre ſéance.

*Chambre des Communes.*

*Le Mardi* 23 *Mars.* — Arrêté en grand Comité de délibérer s'il eſt à propos d'établir la culture du tabac en Irlande. — Le Bill porte que les actes prohibitifs contre la culture du tabac ſeront révoqués, & que le tabac de la production de l'Irlande ſera importé dans la Grande Bretagne ſous les mêmes reſtrictions & avec les mêmes priviléges qui avoient lieu pour les Colonies. Le rapport du Bill eſt indiqué au eudi 25.

*Chambre des Pairs.*

*Le Mercredi* 24 *Mars.* — Le Lord *Briſtol* déclare que ſa motion concernant les abus

dans l'adminiſtration de la marine ſera pour
e 16 Avril. — Le Lord *Sandwich* ayant
avancé dans un débat précédent que c'étoit
e Lord Briſtol qui avoit donné lieu au
Conſeil de guerre de l'Amiral Keppel, par
ſon diſcours dans la Chambre le jour de
'ouverture de la ſeſſion, le Lord Briſtol ſe
juſtifia de cette imputation en produiſant un
billet par lequel M. Keppel l'avoit prié d'in-
former la Chambre qu'il étoit réſolu à ne
plus ſervir avec le Vice-Amiral Palliſer, &
en rappellant à la Chambre que le Lord
Sandwich avoit déclaré que ce ne ſeroit point
une enquête partielle, mais une enquête gé-
nérale qui devoit avoir & qui auroit lieu,
par où il eſt évident que l'information ci-
deſſus donnée à la Chambre n'eſt point ce
qui a occaſionné l'enquête partielle relative
à M. Keppel. Explication très-vive entre le
Duc de Grafton & le Lord Chancelier, qui
pour répondre au reproche que lui fait ce
Duc ſur l'obſcurité de ſon origine, rap-
pelle ce mot de Cicéron : *Qu'il aime mieux
que ſa maiſon commence par lui que de finir
à lui.* Une motion du Duc de Richmond pour
que la Chambre prenne connoiſſance de la
conduite du nouveau Lieutenant Gouver-
neur de Greenwich eſt rejettée par 55 voix
contre 20. Il avoit cependant été prouvé que
cet Officier avoit menacé & maltraité des
gens de l'Hôpital, qui étoient venus, ſur
les ſemonces de la Chambre, pour rendre

témoignage. — La querelle entre le Duc de Grafton & le Chancelier s'étoit élevée ſur ce que celui-ci avoit pris ſur lui de changer les termes d'une queſtion faite par le Duc de Richmond à un des témoins.

*Chambre des Communes.*

*Le Mercredi 24 Mars.* — Le parti Miniſtériel fait paſſer, ſans qu'il ſoit néceſſaire de lever les voix, la motion pour prendre à la paye angloiſe trois mille hommes des troupes Irlandoiſes actuellement employées au dehors.

*Chambre des Pairs.*

*Le Jeudi 25 Mars.* — Le Duc de *Richmond* fait part à la Chambre de l'appréhenſion où il eſt, d'après l'énoncé des ſemonces de l'Amirauté aux témoins qui doivent être entendus dans le procès du Chevalier Palliſer, que ce ne ſoit un ſimulacre de procès, & il demande que toutes les pieces de cette affaire ſoient miſes ſous les yeux de la Chambre. La motion paſſe ſans qu'on aille aux voix. — Le Lord *Sandwich* déclara entendre que l'énoncé des ſemonces ne reſtreignoit point l'enquête au moment de l'action du 27 Juillet. Il fit voir auſſi que les charges ne pouvoient être priſes que collatérallement des minutes du Conſeil de guerre de Kep-

el, puiſqu'il n'y avoit point d'accuſateur
ontinuation de l'affaire de l'Hôpital de
reenwich. Le Capitaine Baillie déclara qu'il
oit averti du danger qu'il voyoit que le
u ne prit à la ſalle dite *Taylor's*, comme
y a pris en effet au commencement de
tte année.

La Chambre s'ajourne ſur cette affaire au
ercredi 31.

*Chambre des Communes.*

*Le Jeudi* 25 *Mars.* — Arrêté d'octroyer
e ſomme de 19,484 liv pour lever en
coſſe un nouveau régiment de Volontaires
ts *Fencibles*, & une ſomme de 63,195 liv.
our prendre à la ſolde Angloiſe les trois
nts hommes de troupes Irlandoiſes qui
rvent au dehors.

*Chambre des Communes.*

*Le Vendredi* 26 *Mars.* — Le Lord *Nugent*
clara que depuis que la Chambre ne ſe
ontroit pas diſpoſée à favoriſer l'Irlande
ns ſes exportations & importations, il
roit une motion le Lundi 29 pour obte-
r qu'au moins elle s'occupât d'encourager
productions naturelles de ce Royaume,
permettant dans la Grande-Bretagne l'in-
oduction des grenailles d'Irlande, à des

conditions qui lui ſeroient avantageuſes, ſan
porter préjudice au Cultivateur Anglois.

La Chambre s'étant formée en Comité de ſubſide, M. *Hartley* demanda que le Comité fut autoriſé à ne point admettre dans le compte des dépenſes extraordinaires de l'armée pour l'année derniere, une ſomme de 535,701 liv. 7 ſols 7 d. $\frac{1}{2}$. employée à acheter des eſpeces d'Eſpagne & de Portugal pour l'uſage des Troupes Angloiſes en Amérique, juſqu'à ce que la Chambre eût pris connoiſſance de cette dépenſe & de pieces juſtificatives.

Avant de déduire cette motion, M. Hartley avoit obſervé qu'on voyoit ſur les état de l'armée un corps de ſix mille ſept cent Provinciaux Américains, dont l'exiſtence avoit été celée à la Chambre lorſqu'on lui avoit préſenté les eſtimations du ſubſide. Il ſe plaignit auſſi de l'exceſſive lenteur que l'on met dans la reddition des comptes de l'armée. Il y en a de la guerre derniere qui ne ſont pas encore arrêtés.

Milord *North* & M. *Jenkinſon* ne défendirent le Miniſtere ſur cet article qu'en faiſant voir qu'il étoit impoſſible que cela pût être autrement, & en général qu'il n'étoit pas facile de porter dans les dépenſes d'un pays conſtitué comme l'Angleterre le même ordre & la même économie qu'un Souverain abſolu peut mettre dans les ſiennes. Cett

rniere obſervation fut amenée par la diſ-
ſion qui eut lieu ſur les profits exorbi-
s que le Miniſtere étoit convaincu d'a-
ir alloué, tant en Angleterre qu'en Amé-
ue, aux Fourniſſeurs & Entrepreneurs de
res, tranſports, &c. ſur les traites d'ar-
nt que font *ad libitum* les Gouverneurs,
Généraux & les Intendans des Sauvages,
toutes les eſpeces de fauſſes dépenſes, de
ubles emplois, de droits de banque, &c.
nant au corps de Provinciaux, le Lord
orth ſoutint qu'on n'avoit point laiſſé igno-
ſon exiſtence à la Chambre : que quoi-
'il n'eût pas été ſpécifié par un article par-
ulier ſur les états d'eſtimations, on avoit
rté précédemment un article pour leurs
oillemens & leurs armes ; que même dans
ſeſſion préſente M. Jenkinſon, Secrétaire
la guerre, les avoit compris dans le compte
'il avoit fait des forces de terre & de mer
l'Angleterre. (On peut ſe ſouvenir que
compte, en faiſoit monter le nombre à
ois cents & quelques mille hommes) Le
iniſtre déclara de plus qu'il étoit fâché que
nombre de ces Américains ne fût que de
mille ſept cents : que c'étoient d'excel-
ntes troupes, & dont le ſervice étoit d'au-
nt plus avantageux à l'Angleterre qu'elles
trouvoient portées ſur les lieux ; & que
étoit autant de mille hommes dont les
rces de l'ennemi étoient moindres.

Sur un marché pour du rum, conclu ſe-

cretement à Londres avec précipitation, & à un prix par lequel le Gouvernement étoit lezé de moitié (4 ſols 4 deniers le gallon à la Jamaïque, tandis qu'à Londres il ne vaut que 2 ſols 2 deniers) le Miniſtre prétendit ſe juſtifier en diſant qu'il avoit été preſſé par les circonſtances; mais le Colonel Barré le pria de ſe ſouvenir que le marché avoit été paſſé au mois de Septembre pour des marchandiſes qui ne devoient être envoyées qu'au Printems de l'année ſuivante. Le Lord North ne s'en tira qu'en déclarant que ſi les Fourniſſans avoient abuſé de ſa confiance, on pourroit leur faire rendre gorge. M. Burke marqua ſa ſurpriſe de ce que dans l'année 1777 les proviſions d'Irlande pour l'armée en Amérique n'avoient couté que 416,000 livres, tandis que dans l'année 1778, quoiqu'on eût de moins à nourrir tout le corps de Burgoyne, quoique le théâtre de la guerre fût beaucoup plus reſſerré &que l'armée fût beaucoup moins forte, cette dépenſe avoit été de 621,000 liv.

Le Colonel Barré reprocha de ſon côté au Miniſtre l'étrange inégalité des traitemens faits à certains Officiers d'adminiſtration. L'Inſpecteur général des vivres émbarqués à Cork, a reçu dans une année 5,000 liv. dans un autre 17,000 livres, dans une troiſieme 11,000 liv. On voit ſur les états des ſommes conſidérables pour entretenir des

niſons dans des Villes où il n'y a pas un
nme.

Le Colonel fit lecture d'un état des ex-
ordinaires des guerres dans les années
90, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7. » Pendant
t ce tems, ils ne ſe ſont montés qu'à
mille, quarante mille, & au plus, quatre-
gt dix mille liv. ſterl. En 1698, l'état géné-
de la guerre ne porta le total de cette
penſe extraordinaire qu'à 800,000 livres,
qui faiſoit 130,000 livres par année.
xpédition de Hollande, qui mit Guil-
me III ſur le trône d'Angleterre, n'a
ité que 60,000 liv. La conquête de l'Ir-
de, dans le cours de quatre années, ſeule-
nt deux millions. Les dépenſes extraor-
aires des glorieuſes campagnes de Marl-
rough n'ont pas été plus fortes que celles
90 à 98, ſi ce n'eſt en 1709, qu'elle
monterent à 170,000 liv. ce qui eſt bien
n d'approcher de celles qu'on demande
Parlement pour l'année 1778 : celle-ci
mant, avec le vote de crédit, la ſomme
odigieuſe de trois millions vingt-ſix mille
res ſterling.

Le même Colonel produiſit auſſi le compte
s dépenſes faites pour les Sauvages atta-
és au parti Anglois en Amérique. Milord
rth avoit juſtifié l'énormité de cet article,
obſervant à la Chambre que dans l'an-
e derniere les récoltes de ces Sauvages
ant manqué totalement, il avoit été indiſ-

penſable de les nourrir, pour empêcher qu'ils ne s'uniſſent aux Américains. C'eſt ce qui donna lieu au Colonel, de faire remarquer à la Chambre, toujours d'après les états produits, que cette dépenſe pour la ſubſiſtance des Sauvages s'étoit montée en 1778 à 63,000, tandis que l'article des préſens avoit été de 25,000, après avoir été en 1776 & 1777 de 17,000, & en 1775 de 5000 liv.

Le Général Burgoyne crut devoir informer la Chambre de ce qu'il avoit vû lui-même des abus qui donnoient lieu à cette diſcuſſion. « J'étois préſent, dit-il, lorſqu'on fit l'ouverture des caiſſes qui contenoient les préſens envoyés d'Angleterre pour les Sauvages du Canada. Je trouvai l'aſſortiment ſi ridicule, que je conſeillai à l'Intendant qui alloit en faire la diſtribution, de ſe garder de les offrir, s'il ne vouloit pas qu'on l'en remerciât, en les lui jettant à la tête. Ces préſens conſiſtoient en coûteaux & fourchettes de tables, lacets de corps de femmes, lunettes, &c. Les coûteaux avoient une pointe arrondie, & ne pouvoient ſervir ni à la chaſſe ni pour la guerre. Les fourchettes étoient un meuble très-inutile à des gens qui ne ſavent manger qu'avec leurs doigts. Il n'y a point d'hommes ſur terre qui ayent la vûe plus perçante que ces Sauvages : ils ne liſent jamais, & on leur envoyoit des lunettes. Leurs femmes n'ont jamais porté ni vu de corps, que pouvoient elles faire des lacets? La Cham-

e s'amuſa beaucoup de ce détail, qui met-
t dans le plus grand jour la friponnerie
ceux à qui le Gouvernement confie cette
rtie de ſes dépenſes.

Les profits énormes que l'Alderman Har-
y a faits ſur les piaſtres, depuis le com-
encement de ſon marché en Novembre
70 juſqu'au 18 Décembre 1778, furent
reillement diſcutés. Il lui fut démontré que
r une ſomme de quatre millions ſterling (il
étendoit qu'elle n'excédoit pas 3,656,139 l.
ſ. 1 d. L'oppoſition ſoutenoit qu'elle étoit
4,350,000) envoyés par lui en Améri-
e; il avoit retenu ſur le pied de trois $\frac{3}{4}$ pour
nt, cent cinquante mille livres ſterling. Il
mpte ſes frais de bureau, voiture, aſſu-
nces, &c. ſur le pied de $1\frac{1}{4}$; les $2\frac{1}{2}$ qui
ſtent lui ont fait juſte cent mille liv. ſter.
ns compter l'avantage qu'il a trouvé à diſ-
buer les cinquante mille parmi ſes créa-
res. Il lui fut objecté qu'il n'y avoit pas
Banquier dans Londres, qui, indépen-
mment des frais ſur le pied de $1\frac{1}{4}$, ne prit
ffaire pour $1\frac{1}{2}$ pour cent, au lieu de $2\frac{1}{2}$;
qu'enfin les Marchands qui font le com-
erce des piaſtres, n'ont que $\frac{1}{2}$ pour cent
ur négocier, remettre, & faire accepter
lettres de change de Liſbonne, Séville,
adix, Madrid, Paris, Bilboa, Amſterdam,
ambourg, &c. ayant à courir les riſques
s banqueroutes, tandis que M. Harley,
ur accepter une lettre de change, & don-

ner une assignation sur la banque, empoche souvent avant de déjeûner ses 2500 liv. st. Sur les 3,750,000, avoués par M. Harley; il parut qu'il en avoit envoyés en Amérique 1,700,000 en especes, & 2,000,000 en papier. Il doit avoir gagné prodigieusement sur les especes, parce qu'il n'a fait passer ainsi que des piastres ou portugaises légeres, ce qui devient une perte pour l'Officier & le Soldat payés de cet argent; il résulte le même effet des 2 deniers qui lui sont alloués sur chaque piastre de 4 s. 6 d. qu'il compte 4 s. 8 d., & qui forment les $3\frac{3}{4}$ pour cent montant de son profit. On a répondu pour le justifier à cet égard, que le change étant de 3 liv. 14 s. pour cent en faveur de l'Angleterre, la guinée qui étoit rendue en Amérique, y avoit sa pleine valeur. Mais pourquoi cette différence ne tourne-t-elle pas plutôt au profit de la Nation, qu'à celui de M. Harley? Sans la faveur qu'on veut lui faire, quand le Gouvernement envoye en Amérique 24,000 liv., ce seroit comme s'il en envoyoit 25,000, ou bien le résidu lui seroit porté en profit pour l'année suivante.

Toutes ces attaques portées au Ministere n'empêcherent point que la motion de M. Hartley ne fût rejettée, & que M. Jenkinson ne fit passer, presque sans peine, celle d'un vote de 2,026,000 liv. pour les dépenses extraordinaires de l'armée depuis le 31 Janvier 1778, jusqu'au 31 Janvier 1779.

*Chambre*

*Chambre des Communes.*

*Le Lundi 29 Mars.* — Le Lord Nugent & retira ſa motion pour l'introduc-on des grenailles d'Irlande dans la Grande-retagne. En général on montroit de la onne volonté pour l'Irlande; mais l'un ouloit que l'Ecoſſe fût exceptée, l'autre ne ce fût telle autre province d'Angleterre: ſorte qu'à peine ſeroit-il reſté un quart Royaume où on eût conſenti à recevoir t article des productions de l'Irlande. On pıit en Comité de ſubſide la diſcuſſion oncernant les profits énormes de l'Alder-an Harley ſur les piaſtres, avant d'enten-re le rapport ordonné du vote pour les ex-aordinaires de l'armée en 1778.

Voici en ſubſtance les défenſes de l'Al-erman Harley & de ſon aſſocié M. Drum-ond. — Leur marché a commencé en No-embre 1770. Depuis cette époque juſqu'au 8 Décembre 1778, il leur a été délivré ,510,530 liv. 10 ſ. 10 den. — Ils ont payé ,656,139 liv. 15 1 d. dont ils ont quit-ance de Tréſoriers. Ils leur reſtoit dû au 8 Décembre une ſomme de 145,609 liv. ſ. 3 d. — Dans leurs envois pour l'Amé-ique il n'y a eu en eſpeces que 1,765,659 l. Cette exportation, quoiqu'elle leur ait coûté beaucoup, les a mis en état de regler le change de maniere que les profits qu'ils ont

faits par le change ſur les traites faites ſu
eux, ont ſuffi pour payer le fret, l'aſſuranc
& la commiſſion, de ſorte que cent livre
ſterling payées en Angleterre, produiſen
cent livres ſterling en Amérique. — L'armé
a toujours été payée en piaſtres, évaluée
4 ſols 8 deniers, & ſur ce pied la guinée
produit en Amérique 1 l. 1 ſ. 9 d. $\frac{1}{3}$ éga
à 3 l. 14 ſ. $\frac{8}{9}$ pour cent, profits qui venant
par le change & la piaſtre, ſont un gain pou
la nation.

M. *Huſſey* obſerva que les ſommes qu
étoient votées au Parlement en livres ſter-
ling, étoient payées en Amérique en argen
du pays: que les Banquiers faiſoient par-là
un profit conſidérable dont il étoit indiſ-
penſable que la Chambre eût une connoiſ-
ſance détaillée.

L'Alderman Harley aſſura de nouveau
la Chambre que les quatre pour cent ſur le
change payoient la commiſſion, le fret, &c
ſans le moindre préjudice pour les troupes
qui recevoient guinée pour guinée.

On alloit procéder au rapport du vote des
extraordinaires, lorſque M. *Fox* pria la Cham-
bre de ne point obliger la nation à un
payement auſſi conſidérable pour la guerre
d'Amérique, qui devroit être terminée de-
puis long-tems, ſans ſe faire expliquer par
le Lord Germaine une opinion qu'il avoit
miſe en avant dans la ſéance du Lundi 22,
ſavoir, » que les Américains ayant refuſé

recevoir les conditions qui leur ont été fertes par les Commiſſaires, la Grande-retagne n'eſt plus tenue à leur accorder s mêmes conditions, ni à préſent ni dans cun tems à venir «. M. Fox déclara que le Miniſtere agiſſoit d'après ce principe, honneur de la Grande-Bretagne ſeroit uillé par la violation la plus honteuſe de foi publique.

Le Lord *Germaine* ſoutint ſon opinion avec rmeté, même contre deux des Commiſſaires . *Johnſtone* & M. *Eden*, qui furent d'avis, nſi que M. *Fox*, que ce Miniſtre devoit retracter, ou que les ſuites en ſeroient plus neſtes à l'Angleterre que les plus vigou-uſes tentatives des armées réunies de France d'Amérique.

Le Lord *North* s'expliqua d'une maniere en vague ſur cette difficulté. Tantôt il oyoit que la Grande-Bretagne étoit enga-ée, tantôt qu'elle ne l'étoit pas : puis il pré-ndit qu'elle l'étoit ſeulement vis-à-vis des dividus : le moment d'après qu'elle l'étoit l'égard du Congrès ; & enfin vis-à-vis de out le peuple en général. Cependant il laiſſa onſtament entrevoir qu'il croyoit qu'on ne ourroit revenir en aucun tems ſur la pro-eſſe de ne plus prétendre de droit de ta-ation ſur l'Amérique, attendu qu'elle avoit é faite par acte du Parlement, *non pourtant révocable*. — Il convint qu'il ſeroit expé-ient de tenir tous les autres engagemens ;

mais il nia que ce fût une obligation légale & abſolue. Il convint que les ſuccès des armes Angloiſes dans la Géorgie pouvoient être un premier effet de ces engagemens. Mais ſur ce point on ne manqua pas de lui obſerver que les affaires étoient encore moins avancées que lorſque les troupes Angloiſes étoient en poſſeſſion de Philadelphie, ou lorſque l'armée de Burgoyne campoit ſur la riviere d'Hudſon.

M. *Fox* inſiſta ſur la derniere proclamation qui garantit aux Américains l'effet entier de la commiſſion & l'exécution de toutes les offres qui leur ont été faites, quelques pûſſent être, dans la ſuite de la guerre les ſuccès des armes Britanniques. Il mit en oppoſition vis-à-vis de cette conduite parjure envers les Américains, la fidélité à ſes engagemens, dont la France donne l'exemple, même au milieu des revers que cette guerre a attiré ſur elle, ſans qu'elle ait laiſſé voir la moindre volonté de manquer à ſa parole.

M. *Conway* & M. *Burke* unirent leurs efforts à ceux de M. *Fox* pour obtenir une rétractation formelle du Lord Germaine ou un vote parlementaire qui raſſurât parfaitement les Américains contre la crainte que le Parlement n'adoptât l'abominable ſyſtême du Lord Germaine d'une ſoumiſſion abſolue & ſans réſerve : le Lord North & le Lord Germaine ne repliquerent plus, & ils affec-

ent même la plus grande inſenſibilité à
e ſortie des plus vehementes de M. Thomas
ownshend qui, ſans nommer le Lord Ger-
ine, le peignit ſous les traits du plus mé-
ant hypocrite, du plus indigne & du plus
he coquin qui puiſſe exiſter. » C'eſt cet
mme, dit-il, qui poignarde par des chu-
otemens, des coups-d'œil, des grimaces:
ſt lui qui tout en careſſant les deux Freres
owe, les faiſoit diffamer dans les gazettes,
ſoit dire d'eux qu'ils étoient des imbé-
es & des poltrons, des traitres à leur Sou-
rain & à leur patrie «.

La réclamation de M. Fox ne produiſant
cun effet ſur la Chambre, M. Ord, Di-
teur du Comité, alloit ordonner le rap-
rt ſur les extraordinaires lorſque le Co-
nel *Barré* demanda la permiſſion de dé-
ncer à la Chambre une foule d'abus dans
dminiſtration des finances de la nation:
Voici, dit-il, des millions diſſipés, ſans
on puiſſe ni qu'on veuille produire aucune
ce juſtificative: C'eſt dans quinze, dans
gt ans que les comptes nous en ſeront
ndus: peut-être à nos arrieres neveux:
verront des traites conſidérables, quoique
llement autoriſées, de Gouverneurs en place
hors de place: ils verront 70,000 liv.
rl. payées ſur une traite du Gouverneur
uart de la Dominique, indépendament de
reille ſomme employés par le Bureau de
Artillerie pour défendre une Iſle qui a été

trouvée ſans defenſes. Ils verront une traite non moins conſidérable faite par le ſieur Morris, Gouverneur de l'Iſle Saint Vincent pour une guerre contre les Caraïbes, dont nous n'avons ſeulement pas entendu parler. Ils verront des dépenſes extraordinaires, pour la premiere fois, ſur le compte de la Jamaïque. — Ils verront un petit article de 100,000 livres ſterling envoyés à un autre M. Stuart, Surintendant des affaires des Sauvages, pour des préſens dont ils ne pouvoient faire aucun uſage, & pour des ſubſiſtances, dont rien ne juſtifie la diſtribution. Ils verront un M. Gordon employé à Corke, une année avec 14,000 livres ſterling & l'autre avec 20,000 livres ſterling d'appointemens, pour voir embarquer des proviſions, tandis que la valeur de tous les magaſins où ſont gardées ces proviſions ſe monte à peine à 5,000 livres par an. Ils verront dans l'année 1777 un envoi de proviſions en Amérique pour 400,000 livres, lorſqu'il n'y avoit que 42,000 hommes, & en 1778, pour 628,000 livres, lorſque le nombre des hommes à nourrir étoit réduit à 28,000, de ſorte que la dépenſe pour les proviſions a augmenté exactement dans la proportion de la diminution des conſommateurs.

Le Colonel remit auſſi ſur le tapis les marchés annuels de M. Atkinſon pour le rum, qui ont été en 1775 de 178,000 liv. en 1776, de 400,000 livres; en 1777,

de près de 600,000 livres: en 1778, de 600,000 livres, le tout montant à près de deux millions, ſur leſquels il y avoit eu à faire un profit de 20 pour cent, ajoutant qu'il ne prétendoit point mettre ce profit ſur le compte de M. Atkinſon.

Le Lord North parla pendant près d'une heure pour détruire les impreſſions que le Colonel Barré avoit données à la Chambre. On remarqua que ce Miniſtre n'avoit jamais été écouté avec auſſi peu d'attention depuis onze ans & cinq mois qu'il eſt Chancelier de l'Echiquier; & cependant le rapport des extraordinaires fut ordonné comme il le déſiroit.

M. Burke voulut en faire excepter les articles de 25,000 livres & de 63,000 livres payées pour les Sauvages. Sa motion fut rejettée par une pluralité de 142 contre 78.

Le Chevalier *Howe* demanda que les papiers apportés le Vendredi 19, contenans ſa correſpondance & celle de ſon frere avec le Lord Germaine, fuſſent renvoyés à un grand Comité de la Chambre, qui ſeroit indiqué pour le Jeudi 22 Avril.

La motion fut ſoutenue par le Lord *Howe*. M. George *Onſlow*, quoique ſe diſant mécontent de la conduite des deux freres, s'oppoſa à cette enquête, à cauſe de ſes conſéquences, déſaprouvant d'ailleurs que chacun prétendît ainſi ſe faire juger. — Le Lord

Avocat d'Ecoſſe (M. Dundas) fut du mêm
avis. Cependant la motion fut admiſe.

Encouragé par ce premier ſuccès, le Lor
*Howe* demanda qu'on fit venir pluſieurs Of
ficiers pour être entendus en témoignage
malgré l'oppoſition du parti miniſtériel, qu
ſoutenoit que n'y ayant point de charg
ſpécifique, on ne pouvoit pas faire entendr
des témoins, cette ſeconde motion paſſa pa
une pluralité de 77 contre 66. — Le part
des *Howes* obtint par ſuite qu'il ſeroit de
mandé à la Chambre des Pairs de permet
tre au Lord Cornwallis de paroître au nom
bre des témoins.

Le Général *Burgoyne* profita de cette heu
reuſe veine pour demander que les papier
relatifs à ſon commandement en Amérique
fûſſent renvoyés au même Comité, ce qu
lui fut accordé, non ſans une grande réſi
tance de la part de l'Adminiſtration.

*Chambre des Pairs.*

*Le Mardi* 30 *Mars.* — Le Lord Briſtol an
nonce qu'il ſe propoſe de commencer le 16
Avril ſon Enquête de l'état de la Marine,
ce qui eſt agréé par la Chambre. Le mê
me Lord demande en conſéquence une com
munication de divers papiers, comptes &
états, par leſquels il eſpere faire voir que
le Comte de Sandwich n'eſt nullement pro

pre à l'adminiſtration dont il reſte chargé, & que jamais la marine Angloiſe ne recouvrera ſon ancienne ſplendeur, tant qu'elle aura pour chef un homme qui ſe permet les plus impardonnables négligences. Il juſtifia ſa motion pour les papiers, par l'exemple d'une motion ſemblable qui eût lieu en 1769, au plus fort de la guerre, lorſque l'Angleterre s'attendoit journellement à une invaſion des armées Françoiſes.

Le Lord *Sandwich*, ſoutenu du Duc de *Chandos*, fait voir que les papiers en queſtion ne pourroient pas être produits ainſi en public, ſans que l'ennemi fût informé de divers détails de ſituation qu'il eſt très-important de lui laiſſer ignorer.

Le Duc de Richmond, rappella au Miniſtre, le tems où il diſoit, que les vraies forces de l'Angleterre ne pouvoient jamais être trop bien connues de ſes ennemis : qu'ils n'en ſeroient que plus circonſpects dans leur conduite à ſon égard ; & que c'étoit le meilleur rempart qu'elle pût avoir contre leurs entrepriſes. Ce même Duc reprocha au Miniſtre les dégoûts donnés à l'Amiral Keppel & au Lord Howe, & la néceſſité où le Conſeil du Roi ſe trouvoit, par la retraite de ces deux Officiers, de prendre aux Invalides un homme, qui, depuis vingt ans, n'a pas été à la mer (le Chevalier Charles Hardy, Gouverneur de Greenwich), pour lui con-

fier un commandement d'où dépendoit le ſort de l'Angleterre.

Le Lord Briſtol revenant à la charge, ſoutint encore qu'il étoit très-dangereux, au fort d'une guerre, de laiſſer les affaires de la marine entre les mains de tout autre qu'un homme de mer, qui encore doit avoir d'habiles marins pour aſſiſtans. Il rappella l'exemple du Chevalier Charles Wager, qui en 1739 la guerre avec l'Eſpagne allant éclater, demanda au Chevalier Robert Walpole de lui donner un aide. Le Miniſtre fit choix du Chevalier John Norris, qui même fut admis à délibérer dans le Cabinet ſur les affaires relatives à la Marine.

Toutes ces bonnes raiſons, pour amener une enquête qui devoit faire deſtituer le Lord Sandwich, ne pûrent empêcher que la motion pour les papiers ne fût rejettée par une pluralité de 60 contre 30.

Le Duc de *Mancheſter*, que ce mauvais ſuccès de ſes amis ne décourageoit point, demanda une liſte des bâtimens vivriers deſtinés pour la riviere Delaware, qui étoient partis d'Irlande depuis le premier Janvier juſqu'au premier Juillet 1778, avec les inſtructions expédiées par les Miniſtres pour ces bâtimens.

Le Lord *Weymouth* ſe montroit diſpoſé à laiſſer faire cette communication, & il avoit reçu à ce ſujet un compliment du Duc

e Richmond qui obſerva que ce Seigneur roit le ſeul raiſonnable d'entre tous les Membres de l'Adminiſtration. Mais le Chancelier s'y oppoſa fortement lorſque le même Duc eût déclaré que cette motion avoit pour bjet de vérifier un bruit qui ſe répandoit ue le Lord North, par une bévue des plus ingulieres, avoit donné l'ordre à ces bâtimens d'aller à Philadelphie, après que celui de l'évacuation de cette place avoit été expédié : il prétexta que la motion étoit rop vague, & que modifiée ou non il s'efforceroit de la faire rejetter. Le Duc de Richmond cenſura vivement le Chancelier ſur ce qu'il croiſoit l'opinion d'un autre Membre du Cabinet & même de pluſieurs, car le Lord Gower, Préſident du Conſeil, avoit été du même avis. Le Comte Ferrers & le Lord Townshend s'étoient auſſi rangés du côté du Vicomte Weymouth ; mais la motion du Duc de Mancheſter fut rejettée par une pluralité de 40 contre 28.

*Le Mercredi 31 Mars.* — Le Duc de Richmond forma & retira auſſi-tôt une motion pour faire dire que la conduite de l'Amirauté dans l'affaire de l'Amiral Palliſer étoit irréguliere par le défaut de charges ſpécifiques.

Il y eut de longs débats ſur cette iſſue, mais peu intéreſſans.

Le Duc de *Mancheſter* remit à un autre

jour à demander l'attention de la Chambre ſur une expédition ( ſuppoſée projettée ) des ports méridionaux de France contre une des plus importantes poſſeſſions de la Grande-Bretagne ( Gibraltar ou Minorque ).

*Chambre des Communes.*

*Le Mercredi 31 Mars.* — La Chambre permet au Chevalier Grey Cooper de lui préſenter un bill pour diminuer la contrebande du thé, des liqueurs, &c. qui s'introduiſent clandeſtinement en Angleterre, & qui portent, dit-il, au revenu public un préjudice de plus de deux millions & demi par an. Il obſerva à la Chambre que les Contrebandiers forment aujourd'hui un corps conſidérable, & même une communauté. Il propoſa de ſubſtituer les peines corporelles aux peines pécuniaires portées contre les délinquans, & d'aſſujettir aux peines pécuniaires tant l'acheteur que le vendeur. — Le Chevalier George *Young* y ajouta le conſeil de brûler tous les vaiſſeaux qui auront ſerv à la contrebande. M. *Burke* s'éleva contre l'idée des peines pécuniaires pour l'acheteur ou le vendeur, ainſi que contre la deſtruction d'aucune choſe qui puiſſe être utile au commerce, faiſant voir que rien n'étoit plus contraire à la bonne politique. — [ Si Milord North établit ſon eſpoir pour le prochain ſubſide ſur les profits que fera le revenu par la ſuppreſſion de la contrebande,

& qu'il ſe flatte de tirer par ce moyen deux millions & demi de plus des douanes, il pourra ſe trouver bien loin de ſon compte. Aucunes peines pécuniaires ni corporelles n'empêcheront la contrebande en Angleterre. Elles augmenteront ſeulement beaucoup les embarras de l'adminiſtration, parce que les Contrebandiers prendront leurs précautions en conſéquence des efforts qu'on fera pour les réprimer. Les Miniſtres ſeront bientôt arrêtés par les difficultés, leurs reſſources étant infiniment plus bornées que celles de l'intérêt mercantile. ]

*Chambre des Pairs.*

*Le Jeudi premier Avril.* — Une commiſſion du Roi, après avoir mandé les Communes, donne l'agrément de Sa Majeſté à pluſieurs bills, parmi leſquels celui pour augmenter l'impôt ſur certains articles d'acciſe: celui pour permettre l'importation de certaines marchandiſes par des étrangers ſur des vaiſſeaux de conſtruction angloiſe: celui pour encourager le commerce des toiles d'Irlande. — La Chambre s'ajourna au 14.

*Chambre des Communes.*

*Le Jeudi premier Avril.* — Arrêté qu'il ſera octroyé 500,000 liv. pour retirer pareille ſomme en billets de l'Echiquier, dont l'émiſ-

ſion s'eſt faite par un acte de la dernier
ſeſſion.

40,540 liv. pour remplacer pareille ſomm
au fonds d'amortiſſement.

Arrêté qu'une ſomme de 98,891 liv
ſera priſe du fonds d'amortiſſement pour l
ſubſide.

La Chambre de retour de chez les Pair
où elle a aſſiſté à la paſſation de divers bills
s'ajourne à quinzaine.

*Extrait du N° X. d'une feuille périodique in*
*titulée l'*ENGLISHMAN*, aux Francs-te*
*nanciers de la Grande-Bretagne.*

» Malgré le zele avec lequel j'ai cherch
à vous perſuader de porter votre attentio
ſur tous les événemons qui peuvent ſervir à
vous faire connoître la ſituation de vos af
faires en Amérique, je ne vous demand
pas pour cela de ne vous intéreſſer qu'à ce
qui ſe paſſe dans cette partie du Globe. L
perte de quelques-unes de nos poſſeſſions doi
nous rendre encore plus intéreſſantes celle
qui nous reſtent. L'état actuel de l'Irland
doit faire frémir tout Anglois capable de ré
flexion. Le Comté de *Galloway* vient de pren-
dre la réſolution de renoncer à tout com-
merce avec la ville de Mancheſter; & il a
déclaré que cette réſolution ne faiſoit qu'an
noncer une aſſociation encore plus déciſive
Le Comté de *Louth*, ſans marquer d'humeu

ontre Mancheſter, a pris des réſolutions qui euvent produire les mêmes effets, en con- enant de ne point importer certains arti- les. La ville de *Corck* ſe montre ouverte- nent dans les mêmes diſpoſitions, & lorſ- u'une fois les choſes commencent ainſi, l eſt difficile d'indiquer le point où elles 'arrêteront. Tout le monde ſait que ces mé- ontentemens proviennent de ce que notre 'arlement a rejetté certaines propoſitions aites en faveur de l'Irlande. Les Miniſtres voient d'abord encouragé ces propoſitions ontre leſquels ils ſe ſont enſuite déclarés. Ce n'eſt point ici le lieu d'examiner & en- ore moins de décider s'il falloit où non les ccepter, & juſqu'à quel point la liberté de notre commerce devoit être ou n'être pas étendu «.

» L'*Engliſhman* n'héſite point à déclarer que dans toutes queſtions ſoit de Religion, ſoit de politique ou de commerce, il épouſe a cauſe de la liberté. Il eſt porté à croire que les intérêts d'une Métropole peuvent rarement être contraires à ceux de ſes Co- onies. Il craint peu ou il ne craint point que celle-ci s'agrandiſſent aux dépens de la premiere. En effet, quoique dans l'Hiſtoire nous voyons pluſieurs exemples de Métro- poles qui ont été riches & puiſſantes, tan- dis que ſes dépendances étoient opprimées & miſérables, il n'y eſt point fait mention de pays qui ait été ruiné par l'état floriſ-

ſant de quelqu'une de ſes Provinces. Quelle
que puiſſe être la politique générale de l'An
gleterre ſur ce point, il eſt certain que la
conduite des Miniſtres eſt inexcuſable. Ils on
eu tort d'encourager des propoſitions qu'ils
n'étoient pas réſolus de ſoutenir. Mon in-
tention n'eſt pas de jetter dans vos ames des
appréhenſions imaginaires, mais le plan de
nos Miniſtres, relativement à l'Irlande, me
paroit trop ſemblable à celui qui a été ſuiv
pour l'Amérique. Les gens qui conduiſen
les affaires de ce pays ſont les mêmes. Le
Puiſſances Européennes ſe montrent dans de
diſpoſitions plus inquiétantes pour nous, &
quelqu'un qui s'aviſeroit aujourd'hui de pré
dire la perte de l'Irlande, ſeroit de moiti
plus fondé que ceux qui ont pû annonce
que nous allions perdre preſque ſoudain treiz
Provinces d'Amérique «.

*Dernieres nouvelles d'Amérique.*

» On aſſuroit le 20 Mai que le Gouver
nement avoit reçu quelques dépêches de l
Géorgie : que les nouvelles qu'elles conte
noient étoient mauvaiſes; & que pour cett
raiſon on les tenoit ſecrettes le plus qu'i
étoit poſſible. Néanmoins on débitoit ſou
dement qu'il y avoit eu une ou deux eſcar
mouches entre le Général Prevôt & le Gé
néral Lincoln, dans leſquelles le dernier avo
eu l'avantage. Le Chevalier Henri Clinto
e

e recevant pas de renforts, ne peut par onſéquent ni renforcer le Général Prevôt, i agir offenſivement lui-même. Cette folle & déteſtable guerre d'Amérique qui étoit fondée ſur les principes les plus odieux de tyannie, de brigandage & de deſpotiſme, & qui a été ſoutenue & conduite par les moyens les plus bas de corruption & de perfidie, eſt actuellement réduite à un tel état, par la mauvaiſe conduite des Miniſtres, qu'on ne peut avoir aucune eſpérance de ſuccès & qu'il n'eſt pas poſſible de la continuer «.

» On aſſure que le Colonel Campbell eſt repaſſée en Angleterre par les ordres du Général, pour ſe plaindre de ce que l'on ne lui envoyoit pas de ſecours de New-York, & pour faire ſentir la néceſſité d'envoyer des ordres au Général Clinton à cet effet «.

» L'avis donné par le Colonel Campbell a allarmé nos Miniſtres beaucoup plus que tout ce qu'on a appris d'Amérique depuis ſix-ſept mois: il eſt certain que les Américains aſſemblent leurs forces dans la Caroline Méridionale avec une promptitude qui étonne le Gouvernement & qui ſont tout-à-fait contraires à l'eſpoir dont ils s'étoient flatés d'après la priſe de Savanah. Les Américains ont douze mille hommes de troupes dans la Caroline & ils en attendent tous les jours d'autres que le Congrès doit y faire paſſer «.

» On a appris par le Colonel Campbell

que les Habitans de Charles-Town n'étoien point du tout disposés à se soumettre aux troupes du Roi «.

Le même Colonel Campbell rapporte que l'opinion générale, tant de l'armée que de la Marine dans la Géorgie, est que la campagne en Amérique ne peut être heureuse, à moins que l'on ne fasse les plus grands efforts dans la partie Méridionale, en restant absolument sur la défensive à New-York «.

J'ai l'honneur d'être, &c.

*P. S. du 28 Mai.*

*Extrait d'une lettre de Spithead.*

» Il est impossible de peindre ce qui se passe aujourdhui à bord de tous nos vaisseaux de guerre. Par les changemens qui ont eu lieu, on a mêlé ensemble des hommes dont les principes, les opinions & les affections, sont si opposées, que toute discipline, tout devoir, toute unanimité, tout amour pour le service, se trouvent remplacés par le mécontentement, l'animosité & l'esprit de parti. Lorsqu'on est à terre, on fait des associations, & par tout où va un parti, l'autre ne veut point y aller. Il y a sur le *Robuste* à Torbay un Lieutenant *Lumley* & un Lieutenant *Pitt*, deux jeunes Officiers généralement estimés & dont les principes politiques, avant les derniers Conseils de guerre,

efferroient & affermiſſoient l'amitié qu'ils voient l'un pour l'autre. Les *Amis* (car on e les appelloit pas autrement) ont pris des pinions & des affections tout à fait con-raires: ils ne s'accordent plus que ſur un oint, qui eſt de ne plus ſe parler ou de e plus ſe trouver enſemble. Ce n'eſt là que eſquiſſe de ce qu'on voit aujourd'hui ſur preſ-ue tous les vaiſſeaux. Si pour la deſtruction e la Grande-Bretagne il nous falloit une alamité plus affreuſe encore que la perte de Amérique, ce ne peut être que la déſu-ion parmi nos Officiers de Marine «.

*P. S. du premier Juin.*

VOICI, Monſieur, un phénomène en nance, l'œuvre du fécond génie de Milord oth. Les Boyle, les Walpole, les Pelham, s Legge, n'ont jamais imaginé plus d'un *udget* pour une année. Milord North tou-urs occupé de faire briller ſes reſſources, ous en donne juſqu'à trois l'un après l'autre. ous en avez vû un du 24 Février; puis un cond du 1^er Mars; & il vient enfin d'en oduire un troiſieme qui annulle les deux écédens. C'eſt dans la ſéance du Lundi 31 ai, que la Chambre des Communes a ad-iré ce prodige, & a reconnu avec ſon iniſtre chéri, que ſi un *Budget* étoit une onne choſe, deux *Budgets* valoient encore en mieux, & que trois par conſéquent de-

voient mettre le comble au bonheur de la Nation angloiſe.

Dans ce dernier il a fait une récapitulation de tous les articles de dépenſe de l'année 1779, qui en porte le total à 15,200,000 l. ſterl. Pour y ſatisfaire, il n'a encore que la taxe de 2,750,000 liv. ſur les terres & la dréche, & ſon emprunt de ſept millions. C'eſt donc une ſomme de 5,250,000 liv. qui lui eſt néceſſaire. Il avoit compté trouver un huitieme million dans la bourſe de ceux qui ont fait des profits ſi énormes ſur les ſept qu'ils lui ont prêté. Toutes les complaiſances qu'il a eues pour eux, toutes ſes promeſſes n'ont point pû les toucher; ils ont fait leur coup, ils ſont contents; qu'il s'en tire comme il pourra. Les nouvelles taxes ſur les domeſtiques & ſur les maiſons, n'ont pas rendu ce qu'elles devoient rendre : il trouve une vive oppoſition quant à la derniere, dans la ville de Londres même, qui ne peut point ſe faire à l'idée qu'un jardin n'eſt point de la terre, & qui ſoutient qu'en taxant les jardins à perpétuité, on taxe la terre à perpétuité, tandis qu'elle l'eſt déjà annuellement & ne peut l'être qu'annuellement. Le droit qu'il comptoit lever ſur les batiſtes étrangeres, il eſt obligé d'y renoncer & de faire ſon thême autrement, pour ne pas ſoulever contre lui les villes d'Écoſſe. Toutes ces difficultés l'embarraſſeront-elles? Non. Il anticipera ſur le revenu du fonds d'amortiſſement

& même du ſecond quartier de 1780; par ce moyen le fonds d'amortiſſement lui fournira deux millions. Il lâchera un million & demi de billets de l'Echiquier, pour retirer la même quantité de ceux de l'année derniere, & de plus cinq cent mille livres, pour payer les lots de la loterie, & dont la banque ſe chargera volontiers. Il lui manque encore douze à quatorze cent mille livres. Il auroit bien pû les trouver dans les coffres de la Compagnie des Indes, qui les donneroit pour le renouvellement de ſa chartre; mais de fortes raiſons, ſur leſquelles il ne lui convient point de s'expliquer, le décident à renvoyer cette affaire à l'année prochaine. La banque y ſuppléera ou n'y ſuppléera point; peu lui importe. S'il ne les trouve point de ce côté là, il fera pour quatorze cents mille livres de plus de billets de l'Echiquier, ou de billets de la Compagnie des Indes, & voilà ces cinq millions trois ou quatre cents mille livres trouvés, & même avec un excédant qui ſera le produit de ce qu'on appelle dans le ſtyle élevé qui convient à la finance angloiſe, les *raclures* de l'Echiquier, & cet excédant ſera de 71,000 liv. de plus que les quinze millions des dépenſes.

Milord North a négligé, comme de raiſon, divers points de moindre importance, dont on comptoit qu'il auroit parlé, comme les forces & les préparatifs de la France, les diſpoſitions & les intentions de l'Eſpagne, le

plan de l'Angleterre pour la prochaine campagne en Amérique.

En revanche, M. *Hartley* & M. *Burke* les ont bien diſſertement traités. — Le premier a prouvé que les quinze millions ſterlings de dépenſes annoncées par Milord North pour cette année, paſſeroient vingt millions. Il a prouvé de plus que ſi la guerre finiſſoit, comme il le faudroit bien dès que l'Eſpagne ſe ſeroit déclarée contre l'Angleterre, la dette non-fondée dont celle-ci reſteroit chargée, ſeroit de vingt ou vingt-deux millions ſterl. en ſus de tous les millions qu'elle a fondés, ou autrement pour leſquels elle a établi des impôts, de quatre années de ſon fonds d'amortiſſement, priſes en entier pour cette guerre inſenſée, & de quinze millions que coutera la campagne de 1779.

Il ſoutint que les forces navales de la France étoient preſque égales à celles de la Grande Bretagne en Europe & en Amérique : que l'Eſpagne tenoit la balance, & que le côté pour lequel elle ſe décideroit, ſeroit celui qui l'emporteroit. Il déclara que l'Angleterre ne domineroit plus ſur les mers, qu'autant qu'il plairoit à la Maiſon de Bourbon : que ſi les quarante vaiſſeaux de ligne de l'Eſpagne ſe joignoient à ceux de la France, cette Maiſon auroit une ſupériorité décidée contre l'Angleterre, tant en Europe qu'en Amérique.

Ces aſſertions firent lever le Lord *Nugent*, pour dire avec une ſorte d'emportement,

qu'il ne ſouffriroit jamais qu'on oſât avancer devant lui, que l'Angleterre ne tenoit plus l'empire des mers que ſous le bon plaiſir de la Maiſon de Bourbon.

M. Burke répliqua au Lord Nugent, en déclarant que M. *Hartley* n'avoit rien avancé qui ne fût vrai.

Celui-ci tira de ſa poche deux liſtes de la marine d'Eſpagne, l'une de Septembre 1777 qui faiſoit monter le nombre des vaiſſeaux de Cadix à quarante vaiſſeaux de ligne, & l'autre de la fin de 1778, où l'on voit que dans cette année-là cette marine a été augmentée d'un vaiſſeau de 80 canons, de cinq de 74, & de deux de 64. Il cita le témoignage d'un homme qui a entré dans chacun de ces vaiſſeaux, & il s'offrit à faire paroître cette perſonne pour en certifier la Chambre ſi elle le deſiroit.

M. *Burke* reprit la parole pour appuyer tout ce que venoit de dire M. *Hartley*. Milord North ayant annoncé qu'il comptoit tirer l'année prochaine un million & demi de la Compagnie des Indes, M. *Burke* pria la Chambre d'obſerver que cela dépendoit de l'état où ſe maintiendroit le crédit public; & que ſi les événemens lui étoient contraires, il ſeroit bien impoſſible d'obtenir de la Compagnie un ſecours ſi conſidérable. Il parla des préparatifs de deſcente qui ſe font actuellement en France & qui ſemblent menacer l'Irlande. » Au milieu des troubles qui agitent ce Royaume, dit-il, que ne devons-nous pas craindre s'il

eſt attaqué par l'ennemi? « Quant à l'Eſpagne, il aſſura à la Chambre, que ſa négociation avec l'Angleterre pour une médiation, étoit rompue depuis quelques jours; qu'il la regardoit comme un troiſiéme ennemi de l'Angleterre qui alloit ſe joindre aux deux autres: qu'il étoit certain qu'actuellement l'Eſpagne coopére avec la France pour aſſiſter l'Amérique: qu'il ne déſeſpéroit pourtant point de l'Angleterre ſi le Roi vouloit changer de Miniſtres, mais qu'il doutoit ſeulement qu'on pût jamais réduire l'Amérique. Il défia le Miniſtre de nier tout ce qu'il avoit avancé au ſujet de l'Eſpagne. Mylord North ne proféra pas une parole.

M. *Hartley* ajouta que puiſque M. Burke paroiſſoit ſi certain du nouveau parti qu'a pris l'Eſpagne de ſe joindre à la France en faveur de l'Amérique, il ne pouvoit plus être queſtion de négociation avec les Américains. » Il eſt donc trop tard, dit-il; mais je ſuis pourtant bien sûr qu'on auroit pû le tenter avec ſuccès il n'y a encore que quelques jours «.

La propoſition de Mylord North paſſa ſans aller aux voix, & la Chambre s'ajourna au Mardi premier Juin.

On aſſure que l'eſcadre aux ordres d'*Arbuthnot* & de *Darby*, qui avoit appareillé le 23 Mai & que les vents avoient fait rentrer à Torbay, en eſt partie de nouveau le 29. Mais cette nouvelle n'a pour autorité qu'une

lettre

lettre qui ſe voit au Café de Lloyd. Voici de quels vaiſſeaux conſiſte cette eſcadre.

| | *Vaiſſeaux.* | *Canons.* | |
|---|---|---|---|
| 1 | América..... | 74 | Diviſion d'*Arbuthnot* qui va juſqu'à la Nouvelle-York avec un convoi de plus de trois cents cinquante voiles, dont la plupart attendent depuis le mois de Janvier cette eſcorte. |
| 2 | Centaur..... | 74 | |
| 3 | Robuſt..... | 74 | |
| 4 | Ruſſel..... | 74 | |
| 5 | Europa..... | 64 | |
| 6 | Défiance..... | 64 | |
| 7 | Expériment... | 50 | |
| 8 | Royal George. | 100 | Diviſion de *Darby* qui doit revenir ſe joindre à Spithead vers la fin de Juin aux vaiſſeaux qui y ſont aſſemblés & y former la grande eſcadre aux ordres de l'Amiral Hardy. |
| 9 | London..... | 90 | |
| 10 | Queen..... | 90 | |
| 11 | Thunderer.... | 74 | |
| 12 | Vaillant..... | 74 | |
| 13 | Monarque.... | 74 | |
| 14 | Triumple..... | 74 | |
| 15 | Hector..... | 74 | |
| 16 | Berwick..... | 74 | |
| 17 | Intrepid..... | 64 | |

Etat de la grande eſcadre de l'Amiral *Hardy* qui ſe forme actuellement à Spithead x à qui il ne *manque que cinq ou ſix mille Matelots*, leſquels ſont attendus dans le cours du mois de Juin, ſur la flotte des Iſles ſous e Vent.

| *Vaiſſeaux.* | *Canons.* |
|---|---|
| Victory..... | 110 |
| Britannia..... | 110 |
| Prince George..... | 90 |

| | |
|---|---|
| Namur..... | 90 |
| Duke..... | 90 |
| Union..... | 90 |
| Foudroyant..... | 80 |
| Ramillies..... | 74 |
| Egmont..... | 74 |
| Invincible..... | 74 |
| Défenſe..... | 74 |
| Courageux..... | 74 |
| Alexandre..... | 74 |
| Alfred..... | 74 |
| Shrewſbury..... | 74 |

La nouvelle eſt arrivée hier au ſoir d'un ſoulevement qui a éclaté en Irlande. Tout le monde eſt ici dans la conſternation. Ce Peuple s'eſt enfin laſſé d'être opprimé, ruiné, affamé; & d'être laiſſé ſans aucun eſpoir d'adouciſſement à ſes maux. Ce qui inquiete le plus, c'eſt qu'il y a douze mille hommes armés & diſciplinés & ſur leſquels le Gouvernement n'a aucune autorité.

Le bruit ſe répand auſſi que les cinq vaiſſeaux de M. de la Motte-Piquet ont été rencontrés au Cap Finiſtere, qu'ils emmenoient quelques priſes, & qu'ils ont déclaré qu'ils alloient à la Martinique, où ils comptoient arriver ſous vingt jours.

*Extrait d'une Lettre écrite de Paris le 25 Mai, au Banquier de Londres.*

Les Lettres venues des Ports de la Manche nous ont donné des éclairciſſemens ſur la pê-

te incurſion que le vaiſſeau Anglois de 50
anons, *l'Expériment*, les frégates *la Pallas*,
*Unicorne* & *la Fortune*, & le cutter *le Cabot*
nt faite il y a quelques jours dans la baie de
*Cancale.*

Les bâtimens que les François ont perdus
ans cette occaſion ſont, 1°. la frégate *la Da-*
*aé* de 26 canons de 8 livres de balle, à laquelle
e nombre des bleſſés & des malades qui ſe trou-
oient à bord n'a pas permis au Capitaine de
ettre le feu lorſqu'il a été obligé de l'abandon-
er après avoir réſiſté très-longtems à l'artille-
ie d'un vaiſſeau à deux batteries & de trois
randes frégates ; 2°. Le navire la *Valeur* armé
e quelques canons de 6 & de 4, appartenant
u commerce, & loué par le Roi pour la pro-
ection du cabotage ; Et 3°. la gabare l'*Ecluſe*,
âtiment de charge, employé ſur la côte au
ranſport des bois & autres munitions. Le
uatriéme bâtiment qui ſe trouvoit dans la
aie de Cancale, eſt le cutter du Roi la *Guêpe*,
e 12 canons de 6. La *Valeur* & l'*Ecluſe* ont
té brulées. A l'égard du *Cutter*, quoique les
nglois aſſurent qu'il l'ont laiſſé briſé ſur le
vage, le Capitaine de ce bâtiment qui l'a
onduit depuis à S. Malo, ſe flatte qu'il pour-
a quelques jours prendre ſa revanche avec ce
ême cutter.

La batterie de canons de 12 établie à terre,
ont le Capitaine Chevalier James Wallace
e vante, dans la Gazette de la Cour, d'avoir
teint le feu après *trois quarts d'heure*, conſiſ-
oit en *trois piéces* d'artillerie du calibre de 12;

c'eſt à raiſon d'une piéce par quart d'heure. En vérité ce n'eſt pas peu pour un vaiſſeau à deux batteries monté de 50 *piéces de canons* des calibres de 24 & de 12. Le reſte des bâtimens détruits dans cette expédition, conſiſte en deux barques ou bateaux de la côte.

On mande de S. Malo que la gabare l'*Ecluſe*, à laquelle les Anglois avoient été obligés de mettre le feu, ne pouvant l'emmener, n'eſt pas jugée hors de ſervice ; on travaille à la mettre en état d'être conduite dans un port.

Le Capitaine Chevalier James Wallace, n'a pas craint de faire annoncer à toute l'Europe, par la gazette extraordinaire de la Cour de Londres, qu'il avoit pris ou détruit *trois Frégates & un Cutter*. D'après la vérification la plus exacte, *faite ſur les lieux*, la vérité des faits eſt qu'avec une diviſion d'un vaiſſeau & de trois grandes frégates, dans une baie défendue par trois canons de douze livres, il eſt parvenu, après un combat long & opiniâtre, à s'emparer d'une petite frégate de 26 canons de 8 livres, à détruire par la flâme un navire armé, d'environ 200 tonneaux, & à bruler à moitié un bâtiment de charge.

Quant au *Cutter*, quelque Armateur anglois pourra s'appercevoir un jour qu'il n'eſt pas détruit.

Le ſamedi 29 un exprès eſt arrivé à Londres de la part de l'Amiral Darby. On a ſçu par cet exprès que les 22 vaiſſeaux qui ont été vûs ſur Oueſſant portans ſur l'ouvert de la

Manche

Manche, ne ſont point l'eſcadre de Breſt : que c'eſt une flotte marchande Hollandoiſe revenant chez elle ſous convoi. Mais ſi on eſt certain à préſent que l'eſcadre de Breſt n'étoit point à la mer, & que mal-à-propos on a retenu & renforcé l'Amiral Arbuthnot, qui ne peut plus arriver que vers la fin de Juillet à New-York, on eſt toujours très-inquiet, ſoit qu'il ait appareillé le 29, ſoit qu'il ſoit encore à Torbay. Il circule des lettres de France qui annoncent que l'eſcadre de Breſt, ſans autre délai, appareillera le 3 de Juin : qu'elle eſt forte de 28 vaiſſeaux de ligne complettement armés, & de 12 frégates : qu'elle doit encontrer peu après ſa ſortie, deux vaiſſeaux de ligne de plus venant de Toulon, & qu'elle a eu ordre de ne pas attendre. Si *Arbuthnot* & *Darby* ſont partis avec leurs ſeize vaiſſeaux de ligne, on ne ſait point ſi Darby pourra revenir bien facilement pour ſe joindre à l'Amiral Hardy qui l'attend à Spithead. S'ils ſont encore à Torbay, ne doit-on pas craindre que l'eſcadre Françoiſe ne vienne bruler dans cette baye, les 387 voiles de Marchands & les bâtimens tranſportans à New-York ſept mille hommes de troupes qui y attendent depuis cinq mois le départ du convoi, ou bien ſera-t'il très-aiſé à une flotte ſi nombreuſe de ſortir de la Manche, une eſcadre Françoiſe ſupérieure tenant la mer ? Les inquiétudes redoublent encore ici depuis qu'on a reçu cette nouvelle, parce qu'il y a pluſieurs flottes

conſidérables, qui doivent rentrer inceſſamment ſous de foibles convois, tant des Iſles ſous le vent, que du Canada & de la Méditerranée, & environ ſix ou ſept riches vaiſſeaux de l'Inde.

L'eſcadre de Byron ſe trouvera diminuée de deux vaiſſeaux de ligne & réduite au nombre de vingt (ſans ceux de cinquante canons) lorſque M. de la Mothe-Piquet aura joint M. le Comte d'Eſtaing. Ces deux vaiſſeaux ſont le *Saint Albans*, de 64 canons, & le *Fame*, de 74. Ce dernier avoit été fort maltraité par un coup de vent & ſéparé de Byron lorſqu'il eſt venu de New-York à Sainte-Lucie. L'un & l'autre eſcortent une flotte de deux cents voiles qui a dû partir de Saint Chriſtophe le 5 Mai & qui ne ſera ſûrement pas arrivée juſqu'à la Manche lorſque l'eſcadre Françoiſe ſera ſortie de Breſt. Les vaiſſeaux le *Shrewſbury*, de 74, & le *Ramillies*, auſſi de 74, qui ſont actuellement à Spithead, & tous deux doublés en cuivre, ont ordre de ſortir avec les ſept vaiſſeaux pour l'Inde qui ſe ſont rendus à Spithead depuis quelques ſemaines. Ces vaiſſeaux ſont le *Hawke*, la *Cerès*, le *Truebriton*, le *Walpole*, le *Comte de Sandwich*, le *Prince* & la *Princeſſe-Royale*. Si en effet l'eſcadre de Breſt ſort le 3 Juin, & qu'on l'apprenne ici à tems, le départ de ces vaiſſeaux pourra bien être contremandé. Ils attendront le *Duc de Kingſton*, parti de la Tamiſe le 31 Mai. Celui-ci ne pourra

guere les joindre que le 3 ou le 4 Juin. Si le convoi n'eſt point arrêté & qu'il parte auſſi-tôt, il donnera infailliblement dans l'armée Françoiſe.

La petite eſcadre pour Terreneuve, qui eſt commandée par le Comodore *Edwards* ſur le *Portland*, de 50 canons, eſt expoſée aux mêmes incertitudes.

Il paroît ſe confirmer que l'Amiral *Arbuthnot* eſt en effet parti le 29 Mai. Il y a des lettres de Plymouth où on l'a vû paſſer le 30. S'il a le bonheur de ſortir de la Manche avant que M. le Comte d'Orvilliers ſoit venu en reconnoître l'entrée: le Miniſtere Anglois ſe ſentira ſoulagé d'un furieux poids ſur l'eſtomac. Les bâtimens de tranſport, outre les ſept mille hommes de renfort pour New-York, y portent encore tous les équipages, munitions, &c. ſans leſquelles l'armée Angloiſe ne pourroit y faire aucune opération, & ſeroit plutôt obligée d'évacuer l'Iſle de New-York.

Mais on attend une ſeconde flotte de la Jamaïque trois fois plus nombreuſe que celle qui vient de rentrer & qui n'étoit que de vingt-un bâtimens: en outre, comme je l'ai déja dit, une flotte conſidérable de Saint Chriſtophe & une ſeconde de la Barbade, qui devoit partir le 15 Mai, une de la Méditerranée, une de l'Inde, une de Quebec, &c.

Les fonds baiſſent: on dit ici que c'eſt

d'un coup de la queue du *Budget*. Ils recevront un coup de maſſue quand on ſaura que l'eſcadre de Breſt eſt ſortie.

FIN.

# LETTRE

## *D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 4 Juin 1779.

VOICI, Monſieur, une autre continuation des débats de cette Seſſion Parlementaire qui pourtant va ſe terminer, puiſque toute l'affaire de l'argent eſt enfin reglée.

### *Fin de la Seſſion du Parlement, depuis le 14 Avril juſqu'au 30.*

*Chambre des Pairs.*

*Le Mercredi 14 Avril.* — L'Imprimeur *William Parker* ayant été arrêté conſéquemment aux ordres de la Chambre, donnés ſur la demande du Lord *Radnor*, l'Huiſſier à verge noire en informa la Chambre, pour ſavoir ce qu'il feroit du priſonnier.

Le Lord *Marchmont* repréſenta que le Lord *Radnor* n'étant point encore de retour, non plus que le Lord *Abingdon*, qui s'eſt déclaré défenſeur de Parker, il convenoit de remettre à un autre jour l'examen de cette affaire. Il eſt arrêté que ce ſera le Lundi 19.

On peut ſe ſouvenir qu'il s'agit d'une lettre imprimée par William *Parker* dans une gazette du 29 Janvier, qui accuſe Milord Sandwich d'avoir détourné des fonds donnés en 1770 pour la Marine, & dont M. *Temple Luttrel* s'eſt déclaré l'auteur, pour tirer l'Imprimeur d'embarras.

Le Lord *Shelburne* informe la Chambre qu'une rechute empêche le Comte de Briſtol d'aſſiſter aux aſſemblées & de mettre ſur pied l'enquête qu'il a propoſée de l'état de la nation.

*Chambre des Communes.*

*Le Jeudi 15 Avril.* — La Chambre arrête de délibérer en Comité le Mardi 20 ſur la gratification qu'il convient d'accorder pour le chanvre importé d'Irlande.

La Chambre en Comité fait quelques modifications au Bill qui permettra que le tabac du crû de l'Irlande ſoit importé en Angleterre.

M. *Turner* annonça que dans peu de jours il feroit une motion pour reſtreindre & regler le pouvoir conferé aux Connétables & Officiers de paix, par le dernier acte, pour recruter les troupes de terre & de marine par le moyen d'enroliemens forcés des gens ſans aveu. Il rappella à la Chambre que toutes les fois qu'il avoit été queſtion de ce Bill, il l'avoit déclaré illégal & anti-conſtitutio-

iel, & que probablement c'étoit par cette nême maniere de voir, qu'un homme en- ollé dernierement dans le Comté de Staf- ord, s'étoit permis de faire une réſiſtance our laquelle il venoit d'être exécuté, comme meurtrier.

*Le Vendredi 16 Avril.* — L'Amiral Pigot propoſe à la Chambre quatre arrêtés, tendants à établir que ſon frere le Lord Pigot eſt mort le 9 Mai 1777 dans ſa priſon auprès de Madras, des ſuites de la violence qui lui a été faite par ſon empriſonnement du 24 Août 1776, exécuté ſur les ordres des Membres dudit Conſeil actuellement à Londres, ſavoir, Meſſieurs *Stratton*, *Brooke*, *Floyer & Mégin.*

M. Stratton ſe juſtifie en produiſant les ordres du Conſeil ſuprême de Bengale, & en faiſant voir que ſans la révolution qui avoit entraîné la mort du Lord Pigot, le *Nabob* d'Arcot, dans ſon reſſentiment, ſe ſeroit joint aux Marattes & les auroit aidés à chaſſer les Anglois de toute l'Inde — Un témoin entendu (M. *Dawſon*) déclare que comme on le ſavoit être l'ami du Lord Pigot, le Nabob d'Arcot lui avoit fait faire, par ſes deux fils, l'offre d'environ 40,000 liv. ſterling en pagodes à 7 ſchelings 3 deniers la piece, pour qu'il s'abſentât un certain jour du Conſeil, dont il étoit auſſi membre.

Les quatre projets d'arrêtés ayant été lus

chacun deux fois, ils ſont agréés, *nemine contradicente*.

Il fut allégué par le parti contraire que la Direction avoit ordonné une enquête qui devoit déja être commencée par les ſoins de M. Rumbold, Gouverneur de Madras. Que jamais les affaires de la Compagnie n'avoient été plus floriſſantes que depuis cette révolution, ni l'armée en meilleur état, puiſqu'elle avoit pû partir pour Pondichery dix jours après les ordres arrivés d'Angleterre, où ils avoient été donnés par la Direction. L'Amiral récrimina au ſujet des offres de préſens. Il apprit à la Chambre qu'il en avoit été fait de conſidérables à ſon frere pour l'arrêter dans l'exécution des ordres de la Direction : qu'on avoit été juſqu'à dire qu'il avoit reçu du Rajah reſtitué un diamant d'une grande valeur : mais que la fauſſeté de cette imputation avoit été reconnue à la levée des ſcellés faite par le nouveau Gouverneur : que ſon frere étoit mort au contraire très-endetté, & qu'à peine ſes effets ſatisferoient-ils ſes créanciers en Angleterre.

Comme cette affaire ſera plus d'une fois diſcutée dans le Parlement, le compte rendu de ſon origine par l'Amiral Pigot eſt un morceau intéreſſant qu'il convient de donner en ſon entier.

L'Amiral Pigot fit une eſpèce de détail hiſtorique de tout ce qui s'étoit paſſé d'inté-

reſſant depuis la nomination de ſon frere juſqu'à ſa mort. — L'objet principal, dit-il, pour lequel il avoit été envoyé dans l'Inde, étoit de rétablir le Rajah de Tanjore dans ſes poſſeſſions, dont il avoit été injuſtement dépouillé par les Employés de la Compagnie, & qui avoient été données au Nabab d'Arcot. L'aſſemblée des Directeurs lui avoit donné à cet effet les pouvoirs les plus étendus ; ainſi, autant pour ſe conformer à ſes inſtructions que par l'amour de la juſtice, il prit les meſures les plus efficaces pour rétablir le Rajah ſur ſon trône.

Muni de ces pouvoirs, & montrant des diſpoſitions ſi contraires aux ſentimens & aux intérêts de pluſieurs des Membres du Conſeil de Madras, d'après les avis & les ordres deſquels le Rajah avoit été dépoſé & ſes poſſeſſions remiſes au Nabab d'Arcot, il ſe vit traverſé dans preſque toutes les occaſions ; il s'apperçut qu'il exiſtoit dans l'Inde un pouvoir fort oppoſé aux vues qu'on avoit à Londres, & il ſe trouva dans la néceſſité de prendre un de ces deux partis, ou de remplir les objets de ſa miſſion, ou de repaſſer en Europe.

Il donna en conſéquence les ordres les plus preſſans pour le rétabliſſemeut du Prince détrôné; il requit pluſieurs fois le poſſeſſeur d'alors, le Nabab d'Arcot, de ſe conformer à l'eſprit, ainſi qu'à la lettre, des injonctions de la Compagnie des Indes.

En cherchant à les exécuter, il ne tarda pas à s'appercevoir qu'il avoit à combattre de très-puiſſans adverſaires qui ne formoient pas moins que la majorité de ſon propre Conſeil. Ils ſe croyoient engagés vis à vis du Nabab à faire tout ce qui dépendoit d'eux pour l'aſſiſter. D'un autre côté, le Nabab ſe trouvoit dans les environs du ſiége du Gouvernement (à un mile & demi de Madras), & ſes émiſſaires & amis dans le Conſeil & dehors, augmentoient journellement les difficultés qu'avoit à vaincre le Lord Pigot.

Néanmoins, lorſqu'ils virent que le Lord étoit inéxorable : que ni les menaces ne pouvoient l'intimider, ni la corruption l'empêcher de remplir fidèlement ſes devoirs, on fit naître un incident, qui, à la vérité, ne pouvoit pas empêcher le Rajah dépoſé d'être rétabli, mais qui rendoit preſque nul ſon rétabliſſement. Pluſieurs Membres du Conſeil prétendirent qu'ils avoient prêté une ſomme très-conſidérable au Nabab, hypotéquée ſur les revenus de Tanjore, laquelle ſomme ſe montoit à deux ou trois cent mille livres, dont une grande partie étoit due à un M. Binfield ; & ils prétendirent que les poſſeſſions du Rajah devoient leur répondre des ſommes par eux avancées

Ce fut une nouvelle ſource de diverſité d'opinions, de fréquentes contradictions & d'altercations, juſqu'à ce qu'enfin le Conſeil étant convaincu que le Lord Pigot étoit dé-

terminé à rendre une ample & efficace juſtice au Rajah, forma une conſpiration pour effectuer par la force ce qu'il n'avoit pu faire d'une autre maniere.

L'Amiral dit que Meſſieurs Stratton, Floyer, Macky, Brooke, Meggins & le Colonel James Stuart, après s'être murement conſulté entr'eux, avoient décidé le 23 Août 1776 de faire arrêter le Lord Pigot le lendemain, lorſqu'il ſe rendroit au Mont. En conſéquence, le 24 Août, pendant qu'il faiſoit route avec le Colonel Stuart dans une chaiſe, il fut arrêté bruſquement par un corps de Cypaïes, poſté pour cet effet ſur ſon paſſage. Auſſi-tôt que la voiture fut arrêtée, le Colonel Stuart s'adreſſa au Lord Pigot dans les termes ſuivans: » Vous êtes mon priſonnier, Mylord; j'ai les ordres à cet effet, & il faut que vous me ſuiviez. « Le Lord avoit invité le Colonel à diner avec lui à une heure fixe, & il lui avoit donné ſa montre afin qu'il pût être éxact. Le Colonel étant indiſpoſé, le Lord Pigot l'avoit pris dans ſa propre chaiſe. L'Amiral informa le Comité, que le Lord Pigot étant en route avoit été rencontré par le Colonel Eddington, qui, après s'être approché de la chaiſe, tira ſon épée, & appella à lui les Cypaïes; que le Colonel Lyſaght ſortant précipitament avec un détachement de Cypaïes de derriere quelques arbres, & tenant un piſtolet à la main, s'avança vers

la chaiſe, & dit au Lord qu'il étoit ſon priſonnier.

L'Amiral entra enſuite dans une infinité de détails, relativement au Lord ſon frere pendant ſon empriſonnement, dans la maiſon de campagne appellée le *Mount*, & éloignée d'environ neuf miles de Madras, où il fut gardé juſqu'au 9 Mai ſuivant, jour de ſon décès, par quatre cens ſoldats d'Artillerie, & un détachement de Cavalerie Noire; & pour empêcher toute communication avec lui, ou qu'on entreprît de lui rendre ſon Gouvernement, on avoit fait ſavoir publiquement que s'il ſe commettoit quelque acte de violence pour cet effet, la Vie du Lord répondroit de l'événement; en un mot, qu'on le feroit mourir à la plus légere apparence d'émeute.

*Chambre des Pairs.*

*Le Lundi 19 Avril.* — Le Lord *Abingdon* fit de fortes repréſentations à la Chambre ſur l'empriſonnement de l'Imprimeur *Parker* fait illégalement, puiſque la Chambre avoit été prévenue par lui d'une motion aux fins de révoquer cet ordre, ce qui devoit le ſuſpendre. Après quelques autres obſervations ſur ce qu'on avoit employé la ruſe, moyen peu convenable à la dignité de la Chambre, pour l'arrêter, & violé le ſanctuaire d'un Tribunal où il avoit été appellé pour une autre affaire,

e Lord conclut à ce que Parker fût élargi.

La motion fut rejettée par le moyen de la queſtion préalable; & les allégations du Lord furent combattues même par le Duc de Richmond, qui ne les trouva point fondées. 49 contre 13 pour la queſtion préalable, 49 contre 5 pour le fonds.

Nouvelle tentative du Lord *Abingdon* ſous le prétexte que la Chambre a trop étendu ſa prérogative, & qu'il n'eſt point dans l'eſprit de la conſtitution qu'Elle ſoit Juge & Partie.

Cette queſtion amena de nouvelles diſcuſſions, d'où il réſulta que par une pluralité de 24, ſavoir 40 contre 16, Parker fut envoyé à la priſon neuve (hors des franchiſes de la Cité) pour ne s'être point préſenté à la Chambre, lorſqu'elle l'avoit mandé. Le tems de ſa détention ne fut point limité. — Le Priſonnier s'étoit avancé juſqu'à la Barre en ſe traînant ſur ſes genoux, & il avoit ſupplié la Chambre de conſidérer qu'en ſa qualité d'Anglois, né libre, il avoit droit de reclamer contre la violence qu'on lui faiſoit: qu'il demandoit à être jugé par ſes Pairs: qu'il eſpéroit que la Chambre ſe rappelleroit que l'objet de ſon inſtitution étoit de conſerver les droits & les priviléges des Sujets Anglois & des Citoyens de Londres, & qu'il n'y en avoit pas un ſeul qui ne fût perſuadé, comme il l'avoit été lui-même, qu'il n'étoit point tenu à obéir aux ordres de la Chambre. On n'eut aucun égard à ſes repréſentations.

*Chambre des Communes.*

*Le Lundi 19 Avril.* — Motion de M. *Fox* conſéquente à celles des 3, 8 & 22 Mars, pour faire retirer au Lord Sandwich la conduite des affaires navales. Il prétendit que ſi chaque grief ſéparément n'avoit pu décider la Chambre à faire cette demande au Roi, elle le devoit faire ſur la conſidération du corps des griefs pris enſemble. Il eſt inutile de les répéter : ils ont été rédits tant de fois! M. Fox appuya ſa motion de l'exemple de ce qui s'eſt paſſé pour l'expulſion de M. Wilkes du précédent Parlement. Il n'y eut de nouveau dans ſes griefs que l'imputation d'injuſtice & d'irrégularité relativement aux deux Conſeils de guerre. Il reprocha auſſi à ce Miniſtre, que par ſes intrigues l'Amiral Keppel & l'Amiral Howe étoient bannis du ſervice de leur patrie.

Le Lord *Sandwich* fut défendu par le Lord *Mulgrave*, l'un des Membres de l'Amirauté, & par le Lord *North*. Ils lui prodiguerent les plus grands éloges pour la ſupériorité qu'il eſt parvenu à donner à la Marine d'Angleterre ſur la Marine de France : ſur l'attention qu'il eut, en prenant le miniſtere, de mettre une abondante proviſion de bois, tiré ſoudain de l'Etranger; & de déconcerter les projets des gens qui en faiſoient des affaires, & qui s'arrangeoient toujours de maniere qu'on

en pouvoit point avoir pour plus de ſix
ois : ſur ce qu'actuellement, malgré les trois
cendies que la Marine a eſſuyés, il y a du
ois, &c. amaſſé pour trois ans.

Le Lord *North* blâma hautement les Ami-
ux qui ont ſigné un Mémoire pour empê-
ner la tenue du premier Conſeil de Guerre,
e qui auroit établi l'impoſſibilité de juger un
ommandant en chef.

L'Amiral *Keppel* ſoutint en réponſe, que
ans un Pays libre le droit de repréſentation
toit ouvert à tout le monde.

Le Gouverneur *Johnſtone* blâma l'Amirau-
é de ce qu'elle n'avoit eu que vingt vaiſſeaux
donner à M. Keppel, mais il la loua de l'a-
oir fait ſortir. Il applaudit à la cenſure faite
ar Mylord North du Mémoire des Amiraux,
x appuya de cette anecdote, celle qu'il fit
u refus de M. Keppel & de Milord Howe
e prendre du ſervice : » Le Chevalier
Edouard Hawke & l'Amiral Holbourne s'a-
viſerent, ſous le miniſtere du Lord Anſon,
le parler de donner leurs démiſſions, pour
quelque mécontentement. Le Lord Anſon
es pria de prendre quelque tems pour y ſon-
ger. Il leur déclara que s'ils perſiſtoient à
refuſer de ſervir, il les feroit paſſer par un
Conſeil de guerre, en les accuſant de ce re-
ſus comme d'un crime capital. «

La motion de M. Fox fut rejettée par 224
voix contre 118 : pluralité 106.

M. *Fox* parut n'eſtimer que très-peu la priſe

de Pondichéry & celle de Sainte Lucie, ainſi que les progrès de l'armée angloiſe dans la Géorgie, dont le Colonel Campbell venoit d'apporter la nouvelle. Il déclara n'y voir que les mauvaiſes intentions d'un Miniſtere toujours occupé d'éloigner les moyens de conciliation ; cependant il convint que depuis quelque tems Mylord North paroiſſoit moins ferme qu'au commencement de la ſeſſion dans la réſolution de pouſſer la guerre d'Amérique avec la derniere vigueur.

M. James *Grenville* prouva, par de curieux détails, qu'avec deux fois plus de dépenſe, le Miniſtere n'avoit en 1778 qu'une Marine très-inférieure à ce qu'elle étoit en 1756.

Il eſt arrêté que le Chevalier Guy Carleton, le Lord Balcarras, & le Lieutenant-Colonel Kingſton, paroîtront devant la Chambre le Jeudi 22, pour être examinés ſur les dernieres campagnes en Amériqúe.

De plus, qu'il ſera envoyé un meſſage aux Pairs, pour qu'ils permettent au Comte de Harrington (ci-devant Lord Petersham) de comparoir de même devant la Chambre, & pour le même objet.

[*N. B.* Tout ce qui a été dit dans la Chambre ſur cette affaire, conſiſte en interrogats, & en obſervations qui ſervent à éclaircir les points obſcurs & douteux de la conduite des Généraux en Amérique dans les dernieres campagnes. Le Rédacteur du préſent Recueil réſerve toutes ces diſcuſſions,

ur en employer la ſubſtance dans le Jour-
Chronologique des Affaires de l'Améri-
e, où une ſeule phraſe, & même un ſeul
t, placé à côté de l'événement, ſera bien
s utile à l'Hiſtoire, que ſi on déduiſoit
ces débats dans toute leur longueur. Il eſt
ſible qu'ils ne ſont auſſi longs, que parce
il a fallu rapporter les faits & les circonſ-
ces, ce qui devient inutile, dans le cours
la narration. On auroit ſouhaité pouvoir en
e de même des lettres, mémoires & pieces
duites au Parlement, pour l'inſtruire de l'af-
e des freres Howe. Cela ne ſe pourra que
ur les pieces d'Amérique poſtérieures au 3
tembre, & celles d'Europe poſtérieures au
Octobre 1776. Les précédentes, depuis
75 juſqu'à ces dates, feront un Recueil diſ-
t, qu'on pourra faire relier ſéparément, &
cer en tête du Recueil.

*Chambre des Pairs.*

*Le Mardi 20 Avril.* — Repriſe de l'affaire
l'Hôpital de Greenwich. Il eſt prouvé
l s'eſt fait quelque gain illicite ſur les
es deſtinées aux chemiſes & aux draps
Penſionnaires, quant à l'ampleur & à la
lité. Les pieces de toile de Ruſſie de
nte aulnes, répondant à trente-ſept ver-
& demi angloiſes, devoient ne faire que
nze paires de draps : on étoit dans l'uſage
n faire ſeize. Les chemiſes n'étoient que
rois verges un quart, au lieu de trois

verges & demie. — Sur la viande, on ne donnoit que quatorze onces par homme au lieu d'une livre allouée par les Réglemens.

Un témoin entendu ſur les menaces employées pour détourner les Penſionnaires de prendre parti pour l'homme qui déplaiſoit aux Miniſtres, ne demandoit pas mieux que de donner à cet égard à la Chambre les preuves les plus claires de l'abus que le Lord Sandwich avoit fait de ſon autorité; mais le parti miniſtériel fit décider par les Juges que ce témoin ne parlant que d'après le dire d'un tiers, ſa dépoſition ne pouvoit pas être reçue. — Le Lord *Denbigh* s'étant aviſé d'adreſſer la parole tout bas à ce témoin, pour l'arrêter dans le cours de ſes imputations contre le Lord Sandwich, il fut vivement tancé par le Duc de Richmond, qui mit le Chancelier dans le cas de rappeller au Lord *Denbigh*, que la regle étoit de faire paſſer par le Préſident de la Chambre tout ce qu'on pouvoit avoir à dire à un dépoſant. Le nombre des voix favorables au Lord Sandwich, ſur divers points de cette diſcuſſion, fut 46 contre 19; 44 contre 15; 46 contre 16.

*Chambre des Communes.*

*Le Mardi* 20 *Avril.* — Affaire du Bill pour l'adouciſſement du ſort des Miniſtres & Maîtres d'Ecole non conformiſtes. — Sur une repréſentation de l'Univerſité d'Oxford, My-

d North propoſe d'y ajouter une clauſe,
vant laquelle » ne ſeront admis à profiter
la loi, que ceux qui auront prouvé qu'ils
t Chrétiens, & reconnoiſſent comme non
formiſtes proteſtans la vérité des ſaintes
itures. « Il éprouva quelque oppoſition
la connoiſſance que le Magiſtrat auroit
it de prendre de la foi de chacun; mais
nodification paſſa ainſi: 88 contre 58.

*Chambre des Pairs.*

*e Mercredi 21 Avril.* — Le Comte Shel-
ne annonce que le Vendredi 23, le
nte de Briſtol fera ſa motion ſur l'Etat
a marine.

'affaire de l'Hôpital de Gréenwich, après
lques éclairciſſemens ſur les vexations
ouvées par le ci-devant Lieutenant-Gou-
neur, eſt renvoyée au Lundi 3 Mai.

e Lord Abingdon demande, que l'Im-
neur Parker ſoit retiré de la nouvelle
on, pour être transféré à celle de New-
. Il produit une lettre où ce malheureux
plaint d'être renfermé dans une priſon
outante & mal-ſaine parmi des criminels.
Duc de Bolton ſollicite l'humanité de la
mbre en faveur de Parker, pour obtenir
élargiſſement. Il eſt appuyé par pluſieurs
ds, qui repréſentent que s'il meurt de
adie ou de chagrin dans ſa priſon, la
mbre aura à ſe reprocher ſa mort. Le

Lord *Radnor* & le Lord *Onſlou* ſoutiennent qu'on ne doit avoir pour lui aucune pitié, s'il n'adreſſe point à la Chambre une lettre d'excuſes, ſur ſa conduite paſſée. — Le Lord Abingdon répond qu'il lui conſeilleroit plutôt de ſe laiſſer mourir, pour ſoutenir les droits & les privilèges de ſes Concitoyens. » Par D... dit ce Lord en élevant la voix, je ne dis que ce que je penſe dans le fond de mon cœur, & je ſuis ſi loin de croire que la Chambte montre quelque humanité à l'égard de ce malheureux, que je la juge coupable de la plus atroce tyrannie. «

La motion pour élargir Parker fut rejettée par 28 contre 12: celle pour le changer de priſon, ſans aller aux voix.

*Chambre des Communes.*

*Le Mercredi 21 Avril.* — Le Secrétaire de la guerre propoſe à la Chambre en Comité pour le ſubſide, qu'il ſoit octroyé une ſomme de ſix mille deux cent quarante-ſix livres, pour enrégimenter quelques Compagnies de Dragons Légers déjà levées, & attachées aux Dragons des Gardes, mais qui étant réunies & augmentées de 12 hommes formeroient trois Régimens de 411 hommes ſans autre dépenſe nouvelle que pour un Etat-Major, d'autant qu'elles ont déjà leurs Officiers. — Cette motion paſſa, ſans aller aux voix.

L

*Le Jeudi 22 Avril.* — La Chambre approuve le rapport concernant les Compagnies détachées des Dragons des Gardes, & la dépense, dans laquelle sera compris celle qui est nécessaire pour porter pareillement à 111 hommes chacun des Régimens d'Elliot & de Burgoyne.

De plus, le rapport pour octroyer 4113 livres, qui serviront à augmenter un Corps de Royal Montagnards émigrans actuellement en Amérique.

La Chambre s'étant formée en Comité pour examiner les papiers d'Amérique; savoir, la correspondance officielle avec le Commandant en chef en Amérique; le Chevalier William Howe se leva, & après quelques observations préliminaires, il exposa ce qu'il avoit entrepris de prouver au Comité & à son Pays. — Il dit que dans la conduite de la guerre d'Amérique, il n'avoit rien omis, soit pour la *consultation*, soit pour l'*exécution*, qu'il avoit constament & fidèlement informé le Ministre chargé du département de l'Amérique de l'état de ce Pays & de celui de sa propre armée; qu'il avoit vivement & constament représenté la nécessité de renforcer l'armée Royale, pour effectuer l'objet qu'on avoit en vue, & mettre à exécution le plan de la guerre; qu'il n'avoit jamais négligé ni perdu de vue ces objets, & qu'il ne s'étoit point écarté de ce plan ou des devoirs que lui prescrivoit la nature du service militaire:

qu'il n'avoit jamais induit le Miniſtre à croire, ni mandé *qu'une campagne* ſuffiſoit pour terminer la *guerre* d'Amérique. — Qu'on pouvoit avoir fait quelques fautes dans la conduite d'une guerre auſſi étendue, auſſi difficile & auſſi compliquée, & d'un genre auſſi nouveau; mais qu'il comptoit aſſez ſur le témoignage de ſa conſcience & ſur la juſtice du Comité & de ſon Pays, pour être perſuadé qu'on ne lui imputeroit aucune négligence dans la pourſuite des intérêts de la cauſe publique. — Qu'il n'avoit laiſſé échapper aucune occaſion de tirer parti de ſes connoiſſances militaires & civiles pour ſervir ſon pays. — Que dans la partie militaire, il avoit pourſuivi chaque entrepriſe, juſqu'au point où l'avantage poſſible lui avoit paru proportionné au déſavantage ou au danger qu'auroit entraîné quelque échec eſſuyé par l'armée royale ou quelque diminution eſſentielle dans ſes forces, recevant ſurtout auſſi peu de renforts & de proviſions d'Angleterre, — & que par rapport à la partie civile de ſon commandement, qui, quoi que puiſſent dire ſes calomniateurs, n'étoit à aucuns égards incompatible avec les opérations militaires les plus actives, ſon frere & lui avoient ſtrictement rempli leur commiſſion, toute imparfaite & limitée qu'elle fût.

Il finit par ſommer chaque Membre de la Chambre, ou toute autre perſonne, de for-

quelque accuſation contre lui; & enfin
propoſa d'expoſer lui-même les faits, pour
l'enquête fût commencée, & que le Lord
rnwallis fût appellé pour être examiné.
Le Lord North objecta d'après les formes
lementaires, que les témoins mandés pour
e interrogés ſur les papiers ne pouvoient
e examinés qu'après que cette même lec-
e auroit été faite. Quant à la ſommation
e par le Général à la Chambre ou au
blic, ou à quelque perſonne que ce ſoit,
former une accuſation contre lui, il ne
*voit former ou ſuggérer aucune imputa-*
; que dans la connoiſſance qu'il avoit
le *officiellement* des papiers, il ne lui étoit
ais venu à l'idée qu'il y eût aucun fon-
nent quelconque pour une enquête ou im-
ation.

Après quelques pour-parlers ſur la forme
devoit être obſervée dans les opérations
Comité, le Greffier commença la lec-
e des lettres contenant les inſtructions,
du Lord George Germaine au Général
we, & la continua juſqu'à neuf heures &
nie. Le Comité remit cette lecture au
rcredi 28, jour auquel la Chambre s'a-
rna.

C'EST le Recueil de ces papiers que
us ne tarderons pas à donner, ainſi que
us l'avons annoncé, en cahiers ſéparés,
qu'aux dates des 3 Septembre & 24 Oc-
re 1776, & enſuite dans l'ordre chrono-

logique du Journal depuis cette date juſqu'à la fin de la Collection ; c'eſt-à-dire, juſqu'au retour des freres Howe en Europe. Nous entremêlerons dans cette ſeconde partie tous les faits, dates & obſervations intéreſſantes que l'enquête parlementaire aura fait produire ; & en conſéquence il n'en ſera point queſtion dans la ſuite de l'Hiſtoire de la préſente ſeſſion ; & nous nous contenterons de rapporter les motions, & le nombre de voix ſur lequel elles auront été admiſes ou rejettées. ]

*Chambre des Pairs.*

*Le Vendredi 23 Avril.* — Nous voici à la fameuſe motion du Lord Briſtol, pour que le Roi fût ſupplié de retirer la place de premier Lord de l'Amirauté & la ſéance dans le Conſeil privé au Lord Sandwich. Après des débats très longs, elle fut rejettée par une pluralité de plus de moitié : 88 contre 39.

Le Lord Chancelier a obſervé que dans ces débats, il n'avoit pas été avancé une ſeule aſſertion par un des deux partis qui n'eût été contredite par l'autre. Ce ſeroit donc faire perdre le tems des lecteurs que de leur mettre ſous les yeux d'anciens comptes de dépenſes & dénombremens de vaiſſeaux dont la vérité n'eſt allouée ni d'une part ni de l'autre, ainſi que des états des Marines de France & d'Eſpagne, ſur leſquelles

eſt plus que probable que tous deux ont
es notions peu juſtes. — D'ailleurs la proteſ-
tion du Comte de Briſtol & des Lords
e ſon parti, de laquelle nous donnerons
ne copie, récapitule toutes les aſſertions de
Oppoſition, qui ſont ce qu'il y a de plus
téreſſant à ſavoir, quoiqu'on puiſſe y re-
nnoître ce qui a été déja allégué nombre
fois dans les deux Chambres contre le
iniſtere en général & contre Milord Sand-
ich en particulier. Voici les traits qui nous
t paru les plus remarquables. Milord Briſ-
l a déclaré qu'il n'inſiſtoit pas aujourd'hui
r le renvoi de tous les Miniſtres actuels,
doutant point qu'avant peu le Roi ne s'y
forcé: qu'il ne demandoit que celui du
ord Sandwich, ſans prétendre lui faire
ſiiger aucune punition, vû que ce ſeroit
ffaire du Parlement, qui avoit divers moyens
ur lui faire ſon procès.

Milord *Sandwich*, dans le compte qu'il a
ndu de ſa conduite, a allégué que dans
tems où on prétendoit que la marine
oit ſupérieure à ce qu'elle eſt aujourd'hui,
nombre des vaiſſeaux de 74 canons, &
général de fortes dimenſions étoit moins
nſidérable. Il s'eſt excuſé, quant aux con-
mmations, ſur trois incendies que la ma-
e a ſoufferts, dont deux à Portſmouth &
à Chatham. Il a aſſuré qu'actuellement
marine étoit mieux approviſionnée qu'à
poque ou le Lord Hawke s'étoit retiré de

la place de chef de l'Amirauté. Au lieu d
treize mille voitures (chaque voiture pe
deux mille) de bois, ce qui ne répond qu'
ſix ou ſept mois de conſommation, il y e
a à préſent ſoixante-douze mille voitures, o
pour trois ans : du chanvre pour cinq années
& des autres proviſions en général, comm
fer, poix, goudron & mâts, pour trois ans
ſans compter des marchés faits pour troi
autres années, & pluſieurs milliers de ton
neaux envoyés aux eſcadres dans leurs re
pectives ſtations. — Il expliqua de quelle ma
niere les monopoleurs tenoient le Miniſtere
dans leur dépendance pour la fourniture de
bois, & ſe prévalut de l'en avoir affranchie

Il parla encore du doute où avoit été l
Miniſtere ſur la deſtination du Comte d'Eſ
taing, & qui n'avoit ceſſé qu'après ſa ſortie
du Détroit de Gibraltar. — Sur la premiere
rentrée de l'Amiral Keppel, il déclara ne
prétendre point le condamner, puiſque ſes
inſtructions portoient de revenir s'il trouvoi
l'ennemi plus fort que lui, mais il obſerva
que l'Amiral Hawke avoit déſobéi en pareille
occaſion. Ses ordres portoient de ne croiſer
que quinze jourss'il ſe jugeoit le plus foible ;
& quand il revenoit, après avoir paſſé ce
terme, il répondoit qu'une petite ſupériorité
ne lui avoit pas fait peur. Cette allégation
du Miniſtre étoit relative au nombre des vaiſ-
ſeaux qui ſe trouvoient en état dans Breſt,
lorſque l'Amiral Keppel eût pris les frégates

a *Licorn* & la *Pallas*; on ſait que le parti Miniſtériel ſoutint qu'il étoit moindre de plu-ieurs vaiſſeaux que ne le prétend cet Ami-al. Milord Sandwich convint pour la pre-niere fois que ce nombre des vaiſſeaux fran-ois armés dans Breſt, pouvoit être de ingt-quatre ou vingt-cinq, & par cet aveu, donna un démenti à Milord North qui avoit ffirmé dans l'autre Chambre qu'il n'étoit que e dix ſept ou dix-huit. — Il ſe juſtifia en-ore par les pertes que la marine a ſuppor-ées depuis que la guerre eſt commencée vec l'Amérique. Cinquante-huit de ces vaiſ-eaux de guerre de tous rangs, ont péri ou nt été pris, & dans ce nombre deux vaiſ-eaux de ligne (le *Somerſet* & l'*Auguſta*).

Sur le reproche fait au Miniſtere par le arti de Keppel, que l'eſcadre Françoiſe avoit emis à la mer après l'affaire du 27 Juillet, ix jours plutôt que l'eſcadre Angloiſe, il épondit que c'étoit bien une preuve que eſcadre Angloiſe avoit été plus maltraitée & lus *battue* que celle des François, ce qui eſt n effet l'opinion de toute l'Europe, quoi-ue l'Oppoſition ſe ſoit ſoulevée contre cet veu, que la force de la vérité a arraché à Milord Sandwich, & qu'elle ſe ſoit écriée ue lui ſeul au monde pouvoit dire pareille hoſe.

Le Lord *Briſtol* ſoutint au Miniſtre qu'il 'exiſtoit point de preuve de ces abondantes roviſions dont il parloit, mais que perſonne

ne pouvoit ignorer qu'elles avoient manqué en Juillet 1777 dans tous les articles & de la maniere la plus ſcandaleuſe: que le Lord étoit reſté dans la plus grande diſette de tout: que cette diſette avoit fait retarder de pluſieurs ſemaines le départ de Byron: que la *Victoire* (*a*), le propre vaiſſeau de Keppel, n'avoit pu ſortir qu'avec des mâts jumelés: qu'aujourd'hui encore (23 Avril 1779) elle n'a point les mâts qui lui conviennent: que tous les gros vaiſſeaux n'ont des mâts que de piece & de morceaux. Qu'on n'a ni le nombre ni l'eſpece de matelots néceſſaires: qu'ils ſont mal diſciplinés, mal commandés: qu'il n'y a point aſſez d'Officiers ſubalternes: ce qui fait que chaque Officier eſt continuellement détourné du devoir propre à ſon grade: que les matelots manquent de vêtemens ainſi que de proviſions: que c'étoit le tableau que l'Amiral Harland avoit fait du vaiſſeau le *Queen* dans l'affaire du 27 Juillet (on peut ſe ſouvenir que Milord Briſtol avoit refuſé de monter ce vaiſſeau, le jugeant trop mal armé & équipé: c'eſt ce qu'il n'a pas manqué de rappeller à la Chambre.)

Le Lord *Littleton*, qui vient de quitter les drapeaux du Miniſtere pour prendre parti

---

(*a*) La *Victoire* vient d'eſſuyer une avarie à Spithead: un bâtiment de tranſport l'a abordée & lui a enfoncée quelques côtes. Il a fallu la remettre au baſſin (4 Juin 1779).

ne ſeconde fois ſous ceux de l'Oppoſition, éclara qu'il vouloit avoir ſon franc parler, oûte qui coûte: qu'il voyoit les affaires e ſa nation dans l'état le plus inquiétant, qu'il lui devenoit impoſſible de garder le lence, dût-il même s'expoſer à perdre ſes laces: qu'au ſurplus ce qu'il recevoit d'apointemens n'équivaloit point aux pertes qu'il iſoit comme citoyen par l'anéantiſſement u crédit, par la diminution du prix des rres, &c.

Le Lord *Shelburne* reprocha aux Miniſtres ue l'Amérique Septentrionale, dans toute on étendue, étoit depuis pluſieurs mois ſans éfenſe, ſans un ſeul vaiſſeau de ligne pour écarter l'ennemi: qu'il voyoit aux Iſles ingt-deux vaiſſeaux de ligne dans l'inacon, & un Amiral (Byron) attendant, pour gir, des inſtructions d'Europe: que l'Iſle ainte-Lucie n'eſt qu'un grand hôpital où nguiſſent cinq mille hommes des meilleures oupes qu'il y ait au monde: que dans la éorgie le Général Prevôt eſt à-peu-près dans même ſituation: que le Général Clinton, près avoir long-tems attendu en vain des nforts, a pris le parti de revenir en Aneterre: que les troupes qu'on lui envoye roient dû être en mer dès les premiers jours Mars. (elles ne ſont parties que le 29 Mai), 'elles y arriveront Dieu ſait quand, mais en ſûrement trop tard pour y agir avec quel'efficacité cette année, &c. Il parla auſſi

de l'indiſcipline des équipages ſur l'eſcadre. Le public apprit de la bouche de ce Lord qu'il y avoit eu des ſoulevemens, dans la campagne derniere, ſur chacun des trois vaiſſeaux Commandans : il finit en diſant que le Chevalier Harland avoit reçu des dégoûts en ſe voyant aſſocier les Amiraux Darby & Digby, & que c'étoit le motif qui l'avoit déterminé à quitter.

L'Oppoſition en général ſoutint que l'Angleterre n'ayant aujourd'hui d'autre ſupériorité ſur la France que de neuf vaiſſeaux, (79 contre 70,) l'avantage n'étoit pas ſuffiſant pour la ſûreté de l'Angleterre ; & elle rappela au Lord Sandwich, d'après des minutes priſes à l'inſtant même, qu'il avoit déclaré, qu'un *Lord de l'Amirauté* qui n'auroit pas fait en ſorte d'avoir une Marine ſupérieure aux forces réunies de la France & de l'Eſpagne, méritoit non-ſeulement de perdre ſa place, mais la tête. Le Lord Sandwich eut beau jurer qu'il avoit dit *une Adminiſtration*, & non un premier Lord de l'Amirauté, il y eut plus de dix des Lords qui offrirent de le confondre, en liſant leurs minutes toutes uniformes ſur ce point.

Le Lord Sandwich dévoila dans cette occaſion un des motifs qui ont empêché & qui empêchent encore d'envoyer une eſcadre angloiſe dans la Méditerranée. C'eſt que juſqu'ici, quelque tranquillité que la Cour de Londres ait affecté d'avoir ſur les diſpoſitions de l'Eſpagne, elle n'a pas été un moment ſans

appréhenſion que cette Puiſſance ne prît un parti contraire à ce qu'elle avoit intérêt de ſouhaiter, & qu'en conſéquenee elle auroit cru expoſer à une perte certaine une eſcadre angloiſe qu'on auroit envoyée dans la Méditerranée, ſi l'Eſpagne s'étoit jointe ſoudain à la France, ainſi que ſans doute elle a toujours laiſſé quelque ſujet à l'Angleterre de le craindre, nonobſtant tout ce qu'il a pu convenir aux Miniſtres Anglois de publier de ſes ouvertures, de ſes déclarations & de la prétendue horreur qu'elle avoit de la *perfidie* de la France.

Le Lord *Stormont* ſentit qu'on s'expliquoit avec trop de naïveté ſur les doutes fondés que donnoit la conduite de l'Eſpagne, & il ſe leva pour prier tant les Lords du Miniſtere, que ceux du parti contraire d'être plus réſervés dans ce qu'ils diroient d'une Puiſſance qu'ils avoient tant d'intérêt de ménager.

SUIVANT le *Courier de l'Europe*, (je vais dire tout-à-l'heure pourquoi je cite de préférence cette Gazette,) il prodigua les éloges les plus flatteurs à l'Eſpagne, ſur ſa *bonne foi*, ſur ſa *droiture*, ſur ſon *ſtrict honneur*, ſur ſa *ſage politique*, & il ravala d'autant les qualités morales du Miniſtere de France, même juſqu'à y faire ſervir l'organe de la Cour de Madrid qui, dit-il, avoit donné à l'Angleterre toutes les aſſurances poſſibles qu'elle ne prendroit point part à ſes conteſtations actuelles avec la France à raiſon de *la perfidie*

*ſans exemple* de cette derniere Puiſſance. Il prit auſſi ſur lui de tracer à la France un autre plan de *perfidie* que celui qu'il prétend qu'elle a ſuivi, un plan plus rafiné, (plus Ecoſſois, diroit un Américain.) Il parla de proteſtations d'amitié, de promeſſes de neutralité faites par la France, de vœux qu'elle ſe ſeroit dit former pour le ſuccès des armes britanniques, tandis qu'elle fourniſſoit ſecretement des ſecours aux Colonies rébelles. Il aſſura (toujours ſuivant le même Editeur) que la puiſſance navale de la France, aujourd'hui ſi impoſante, n'eſt qu'un vain phantôme, une ombre, qui avoit fait illuſion quelques inſtans, mais dont le moment étoit paſſé; & il finit en donnant des éloges aux talens rares du Modérateur de cette ombre, à la profonde connoiſſance qu'il a de ſes devoirs, à-peu-près dans les mêmes expreſſions qu'il venoit d'emp'oyer pour conſoler Mylord Sandwich des atteintes portées à ſon honneur & à ſa capacité.

Je viens de copier le Courier de l'Europe, ſinon littéralement, ce qui eût été trop long, au moins en ſubſtance, & ſcrupuleuſement ſuivant la valeur de chaque idée. Chacun en liſant ce morceau, ſe ſera ſenti échauffé de la même indignation dont on a été ſaiſi lorſqu'on l'a lu pour la premiere fois dans le Courier de l'Europe. Pour moi qui avois vû le diſcours du Lord Stormont dans les meilleures Gazettes Angloiſes, on peut juger

ombien j'ai été encore plus révolté lorſ-
u'un ami m'a prié de lire ce même morceau
ans le Courier de l'Europe, & de m'aſſurer
n le collationnant ſur le texte anglois, s'il
toit bien fidellement traduit. » Il n'y a pas
n mot de cela, me ſuis-je écrié: tout ceci eſt
ne fiction, « & auſſi-tôt pieces en main.
'eſt le *Gazetter*, la plus ample des Gazettes,
la plus exacte pour les débats: celui du 27
vril.

Mylord Stormont y dit expreſſément:
qu'il voit avec peine tout ce qui paſſe
ans les Gazettes Angloiſes des débats des
ords, ſurtout lorſque l'animoſité y a fait
cher quelque expreſſion indiſcrette contre
Cour de France ou contre ſon Souverain,
e qui a peut-être plus qu'aucune autre cauſe
ontribué au fâcheux état où en ſont les cho-
s. « — En vérité cette maniere de s'expri-
er du Lord Stormont ſur la Cour de Fran-
e ne reſſemble guere à celle qui eſt rap-
ortée dans le Courier de l'Europe.

Le *Gazetteer*, il eſt vrai, lui fait dire ail-
eurs, » qu'une honnête ſimplicité eſt la meil-
ure politique: que le principe contraire eſt
uſſi dangereux qu'il eſt vicieux: que la poli-
que de la France a été mal aviſée & mau-
aiſe: qu'elle a agi d'abord avec diſſimulation
qu'en perſévérant dans cette conduite,
lle compromet ſa gloire, & marche à ſa
eſtruction & à ſa ruine. « Voilà tout ce que
e Lord paroît s'être permis de plus fort
ontre la France: mais ce n'eſt point là avoir

reproché au Miniſtere François de la duplicité, de la perfidie, des proteſtations trompeuſes, & juſqu'à des vœux pour le ſuccès de ſon éternel ennemi. Ce n'eſt point en avoir mis l'odieuſe & injuſte imputation dans la bouche de l'Eſpagne, envers une Puiſſance ſon étroite alliée par le ſang, comme par les traités. C'eſt tout au plus ſe plaindre d'un manque de confiance, d'une réſerve, dont aſſurément la France, en traitant avec l'Angleterre toujours entreprenante, toujours injuſte, n'a jamais dû ſe départir. C'eſt lui reprocher de n'avoir pas mis le Miniſtere Anglois dans ſon ſecret, de ne l'avoir pas prévenu par des ouvertures d'amitié & de confiance, que la France doit, ſans doute, à l'Eſpagne, mais que l'Angleterre n'a pas le droit de prétendre de ſa part.

Cette ſimplicité honnête, que Mylord Stormont regarde comme le plus sûr principe de la politique, il la verroit s'il n'étoit point préoccupé par une partialité plus que nationale, je veux dire ſon affinité avec le principal Miniſtre en place : il l'admireroit dans la maniere grande & généreuſe dont Louis XVI a déclaré qu'il ſoutiendroit l'indépendance des Américains, ſi naturelle, ſi néceſſaire dans l'ordre général, quelqu'ait pu être à ce ſujet l'aveuglement du Miniſtere Anglois qui l'a provoquée. Quant aux conſéquences qui en réſulteront pour la France, c'eſt ce qui paſſe la ſphere de Mylord Stormont. Ses conjectures & l'événement pourront n'avoir rien

i ſe reſſemble: mais au moins en les haſar-
nt, ſi fâcheuſes qu'il les ſuppoſe, il n'a dit
cune des impertinences que lui prête le
ourier de l'Europe, il n'a point fauſſé la
xime honnête & ſenſée qu'il a cherché à
blir, qu'on ne doit point ſe permettre d'of-
ſer la France ni ſon Souverain, dans des
ats parlementaires, qui paſſent à l'impreſ-
n, & ſe liſent par-tout; maxime par la-
elle il fait la cenſure du feu Lord Suffolk
de Mylord Sandwich lui-même, qui eſt au
ntraire adulé par Mylord Stormont dans
dition du Courier de l'Europe.

Non content de m'être aſſuré que tout ce
rceau du Courier de l'Europe n'étoit
s aucune des Gazettes Angloiſes que j'a-
s lues, j'ai voulu avoir l'avis d'un homme
ſprit très-inſtruit & très-aſſidu à la lecture
Gazettes. Je lui ai demandé s'il connoiſ-
quelque édition angloiſe du diſcours de
lord Stormont, où on l'eût fait parler
i. Voici quelle a été ſa réponſe, que je
luis ici mot à mot. » Vos ſoupçons ſur le
urier de l'Europe me paroiſſent bien fon-
: & je crois que tout ce qui y eſt rap-
té du diſcours de Mylord Stormont eſt
i de la cervelle du Traducteur Ecoſſois. «
ne ſais point ſi *la perſonne chargée de fournir*
*ourier de l'Europe des matériaux pour la réda-*
*des débats*, (v. le Courier p. 276, note,)
ou non un Ecoſſois, mais tout le monde
avec moi que celui qui ſe qualifie Ré-
teur du Courier de l'Europe, devroit un

peu plus ſurveiller ſon Traducteur, quant à la fidélité à laquelle il paroît avoir manqué ici très-groſſièrement, & quant à l'exactitude, qui n'eſt pas non plus ſon fort. Il eſt ſenſible que s'il continue à nous donner ſes rêveries ou ſes (*a*) bévues pour les opinions & les ſentimens des Sénateurs Anglois, il fera tomber ſon papier dans le dernier diſcrédit. J'aurois voulu de tout mon cœur faire paſſer en ſecret au Rédacteur du Courier de l'Europe cet avis ſalutaire : mais on m'a fait voir qu'il convenoit de le rendre public, pour l'honneur même de Mylord Stormont, qui a laiſſé à Paris une réputation chere aux lettres & à toutes les claſſes eſtimables de la Société; ainſi que pour effacer le ſouvenir d'une atroce calomnie contre l'Eſpagne, & pour qu'il ne reſte point ſur le compte d'un Miniſtre zélé, vertueux & ſage, des éloges qui lui ſeroient communs avec Mylord Sandwich, pour qui ils ont plutôt l'air d'être un *perſiflage* qu'un compliment. — Je finis par obſerver que j'ai pris dans le *Gazetteer* la traduction que j'ai oppoſée à celle du Courier de l'Europe. Or ce Gazetteer eſt un des papiers que le Courier de l'Europe conſulte, & où il prend communément ſes extraits des débats; il vient de lui fournir encore celui du diſcours de M. Burke, ſur le troi-

(*a*) On en fera voir deux bien ſingulieres avant de terminer cette lettre.

ſieme

eme Budget dans la ſéance du 31 Mai. ourquoi ne l'a-t-il point copiée pour le diſ- ours de Mylord Stormont, comme il le opie pour les autres? Cette conduite eſt rtainement très-ſuſpecte: même quand pourroit produire une Gazette angloiſe où il auroit tiré ce diſcours tel qu'il nous donné, puiſque l'édition du Gazettéer, i en différoit ſi eſſentiellement, devoit l'a- rtir de s'en défier, & lui faire ſoupçonner l'impoſture.]

Voici la proteſtation que vingt-cinq Pairs mirent dès le même jour contre la déciſion la pluralité, & les motifs que Milord iſtol y ajouta deux jours après.

D'AVIS différent: par les raiſons ſuivantes: mme il convient abſolument à ce grand Con- l de la nation de s'adreſſer à Sa Majeſté pour mander l'éloignement d'un Miniſtre à ſon de négligence dans ſon devoir ou ncapacité, à fin de prévenir par là le pré- ice qui en réſulteroit pour le public, nous eons que la notoriété des faits, mention- dans les débats de ce jour, autoriſe ſuf- ment cette interpoſition & qu'elle eſt même tement requiſe par la préſente ſituation rmante des affaires publiques.

*Signé.*

Abingdon, Courtenay, Craven, King, rteſene, Spencer, Ferrers, Mancheſter,

Rockingham, Briſtol, Scarborough, Radnor, Vycombe, Bolton, Harcourt, Grafton, Fitz-William, Richmond, Stamford, Effingham, Portland, Cambden, Egremont, Pembroke, de Ferrars.

Voici la proteſtation particuliere du Lord Briſtol.

Parce qu'ayant fait la motion à laquelle la proteſtation ci-deſſus eſt relative, je crois être de mon devoir d'inſtruire la poſtérité des motifs particuliers qui m'ont porté à la faire.

1.° Parce qu'il a été accordé depuis l'année 1771 une ſomme de 6,917,872 liv. ſterl. 5 shellings, & un quart de denier pour le département naval de plus qu'il n'a été accordé dans un nombre égal d'années, depuis 1751 juſqu'en 1759 pour l'uſage de la marine, quoique dans ce période de tems nous ayons eu quatre années de guerre avec la France.

2.° Parce qu'il eſt conſtaté que la marine Angloiſe eſt au-deſſous de l'état où elle ſe trouvoit en 1771, lorſque le premier Commiſſaire actuel fut placé à la tête de l'Amirauté, nonobſtant les ſommes immenſes accordées depuis ce tems pour le maintien & l'accroiſſement de ce département.

3.° Parce qu'il paroît qu'après avoir reçu des informations réitérées, comme l'on convient de les avoir reçues depuis le 3 Janvier 1778 juſqu'au 27 Avril ſuivant,

ouchant l'équipement & les progrès de l'eſ-
adre de Toulon, juſqu'à ce qu'elle fit voile
e 13 Avril 1778, c'étoit expoſer la flotte
inſi que l'armée de l'Angleterre, employée
lors en Amérique, à des forces Françoiſes
randement ſupérieures, que de n'avoir pas
nvoyé une eſcadre dans la Méditerranée
our veiller aux mouvemens de cette eſ-
adre Françoiſe & pour tâcher de lui inter-
epter le paſſage du Détroit : ainſi que de
'avoir pas envoyé de renfort au Vice-Amiral
ord Howe, ou même de n'avoir pas dé-
êché le Vice Amiral Byron avant le 9
uin 1778.

4°. Parce qu'il paroît que l'envoi de l'A-
iral Keppel à la hauteur de Breſt le 13
uin avec vingt vaiſſeaux de ligne, tandis
ue les Seigneurs de l'Amirauté ſavoient ou
u moins devoient ſavoir, que la flotte Fran-
oiſe qui ſe trouvoit alors à Breſt & s'ap-
rêtoit pour mettre en mer, conſiſtoit en
2 vaiſſeaux de ligne, outre un grand nom-
e de groſſes frégates, auroit pu produire
s ſuites les plus fatales aux ſeules forces
aritimes de quelque conſidération, que ce
oyaume avoit alors prêtes pour ſa pro-
ction, ainſi qu'au commerce & même aux
orts de ce pays : & que, ſi l'Amiral Kep-
l eût reſté avec ſes vingt vaiſſeaux de
gne à la hauteur de Breſt, il eût dû avec
s vingt vaiſſeaux combattre la flotte Fran-
oiſe de trente vaiſſeaux de ligne, qui fit

voile le 8 Juillet, attendu que l'Amiral Keppel ne put pas ſe procurer de renfort, pas même de quatre vaiſſeaux, pour le joindre avant le 9 Juillet, quoiqu'il fût alors à Sainte Helene pour l'attendre.

5°. Parce qu'il paroît que nous avons perdu cette poſſeſſion précieuſe, l'Iſle de Dominique, faute d'y avoir envoyé un renfort à tems & des inſtructions convenables à l'Amiral Barrington.

6.° Parce que, faute d'avoir envoyé la plus petite force navale en Afrique, nous avons auſſi perdu l'établiſſement précieux du Sénégal, qui pourroit avoir fourni avec le tems, par une attention convenable, de nouveaux débouchés pour nos manufactures dépériſſantes.

7.° Parce qu'il paroît que la conduite de l'Amirauté, en ordonnant avec tant de précipitation & ſans aucune délibération préalable, la tenue d'un Conſeil de guerre pour juger un Commandant en chef d'un haut rang & caractere, comme celui que l'Amiral Keppel poſſede dans la Marine de Sa Majeſté, tendoit à fruſtrer la ſalutaire intention de ce pouvoir de diſcretion que la Conſtitution a placé entre les mains des Seigneurs Commiſſaires établis pour exercer la Charge de grand Amiral de la Grande-Bretagne, pouvoir au moyen duquel toutes accuſations malicieuſes & mal fondées, préſentées par qui que ce ſoit, peuvent être

évitées, ainſi que l'union & la bonne diſcipline dans le ſervice, préſervées de toute interruption.

*Signé*, BRISTOL.

Sur la motion faite par le Lord Carteret le 13 Février 1741, pour la deſtitution du Chevalier Robert Walpole, voici quel fut le partage des voix:

| | | |
|---|---|---|
| Contens 47 : par procuration 12 : total | | 59 |
| Non contens : 89 dito .... 19 dito | | 108 |
| *Majorité*..... | | 49 |

Sur celle du Lord Briſtol le 23 Avril 1779, pour la deſtitution du Lord Sandwich.

| | | |
|---|---|---|
| Contens 38 : par procuration 1 : total | | 39 |
| Non contens 47 dito..... 14 dito. | | 88 |
| *Majorité* ..... | | 49 |

La majorité a été la même dans l'un & l'autre cas. En 1741 il s'en eſt fallu dix que la majorité ne fût le double de la minorité.

En 1779 elle a été de dix au-deſſus du double.

*Chambre des Communes.*

*Le Mercredi 28 Avril.* — Troiſieme lecture & paſſation du bill qui accorde une grati-

fication pour importer le chanvre d'Irlande.

L'amendement fait au bill pour les Prédicants non conformiſtes eſt agréé par une pluralité de 36, ſavoir, 95 contre 59.

Le Lord North conſent à la ſuppreſſion du mot *totalité* dans cette phraſe du ſerment » que les écritures contiennent la totalité de la parole de Dieu revelée «.

Bill préſenté par le Lord North pour confirmer à la Compagnie des Papetiers & aux deux Univerſités le droit excluſif de l'impreſſion des Almanachs en Angleterre, qui rapporte à chaque Univerſité 500 liv. ſterl.

La ſeconde lecture eſt remiſe au Lundi 3 Mai, après une diſcuſſion dans laquelle 129 l'emporterent ſur 42.

Les oppoſans ſoutiennent que c'eſt une loi qui porte atteinte au droit de propriété: qu'elle eſt contraire aux déciſions des Tribunaux, & qu'elle détruira une rivalité utile à l'eſpece d'inſtruction qu'on cherche dans les Almanachs. M. Dempſter ſoutint que par cette raiſon les Almanachs Ecoſſois ſont plus eſtimés que ceux d'Angleterre.

On agite la queſtion de ſavoir ſi la remiſe du droit d'importation ſera accordée à l'exportation du ſucre étranger ou de priſe. Le rapport eſt ordonné pour le lendemain.

Débats ſur les papiers relatifs aux campagnes en Amérique. Le Lord Nugent, du côté des Miniſtres, ſe déclare hautement contre cette enquête & exprime le déſir de

la voir abandonnée, ce qui eſt vivement combattu par le Général Burgoyne.

Nonobſtant l'oppoſitiou du Lord Nugent, la Chambre arrête de s'en occuper le lendemain en Comité.

*Le Jeudi 29 Avril* — Si jamais Adminiſtration fit un plein aveu de ſon incapacité, & mit ſes craintes dans le plus grand jour, ce fut l'Adminiſtration angloiſe dans les débats de cette ſéance. Si jamais la Chambre des Communes ſe dépouilla de ſon droit inhérent & conſtitutionnel d'agir comme le principal Tribunal des Enquêtes de la Nation, ce fut dans cette ſéance; & ſi jamais un Comité de la Chambre s'arrogea un pouvoir qu'il n'etoit point en droit d'exercer, en annullant un ordre arrêté de la Chambre, ce fut encore dans cette ſéance. Le ſujet eſt de la plus haute importance. Je ne prétens point décider quel parti a eu raiſon. Mon objet eſt ſeulement de déduire les preuves produites à l'appui des accuſations d'une part, & l'eſpèce de défenſe de l'autre avec les différens argumens dont elle a été appuyée.

A trois heures & demie, la Chambre s'aſſembla en Comité ſur les papiers d'Amérique, ſuivant l'ordre de la Chambre, pour appeller les témoins. M. Montague ayant pris le fauteuil, le Général Howe demanda

dans les termes de l'arrêté pris par la Chambre, que le Lord Cornwallis fût appellé.

Le Lord *Nugent* pria le Général de dire quelle ſorte d'explication il comptoit avoir avec le Lord Cornwallis. Le Général Howe répondit qu'il l'interrogeroit ſur les points militaires tant particuliers que généraux, & enfin ſur la conduite de la guerre d'Amérique en général. Auſſi-tôt le Lord Nugent demanda que préalablement le Préſident quittât le ſiége, ce qui devoit diſſoudre le Comité, & couper court à l'enquête attendue depuis ſi long-tems.

Voici en peu de mots les raiſons dont il appuya ſa motion : il dit que la ſeſſion étoit trop avancée pour entamer une affaire auſſi importante ; qu'il y avoit des objets d'une très-grande conſéquence qui demanderoient de préférence l'attention de la Chambre, avant qu'elle ſe ſéparât : qu'on ne pouvoit pas ſe flatter d'avoir une aſſemblée aſſez nombreuſe dans un moment auſſi voiſin de la fin de la ſeſſion : Que l'on n'avoit demandé les papiers, & établi l'enquête que pour donner au Général Howe & au Lord ſon frere une occaſion de ſe diſculper des imputations vraies ou fauſſes dont on les chargeoit dans les converſations & les papiers publics : qu'après lecture entiere faite des papiers, & après deux ſéances ſur cet objet, perſonne ne s'étant préſenté pour prouver aucune des prétendues accuſations, c'étoit

ne approbation tacite de la conduite du
Lord & du Général : que le but du Co-
nité étoit donc pleinement rempli ; qu'il
'oppoſoit à toutes eſpèces d'enquêtes parle-
ıentaires, relativement à la conduite des
Iilitaires ; la Chambre ne pouvant point
rononcer d'une maniere compétente ſur
areille matiere ; que ſi quelque partie de
enquête attaquoit l'Adminiſtration, il y
voit des preuves ſuffiſantes ſur le Bureau
our s'en convaincre, mais qu'il ne paroiſ-
it point qu'on eût cette intention, puiſ-
u'il n'avoit été porté aucune accuſation ſpé-
fique contre les Miniſtres : que la conduite
u Lord Howe & du Général ſon frere lui
aroiſſoit, après lecture faite des papiers,
re préciſément telle qu'il s'attendoit à la
ouver ; qu'ils s'étoient comportés en bra-
es & habiles Officiers, & que quand même
en auroit été autrement, c'eût été à un
onſeil de guerre, & non pas à la Chambre
connoître de telle charge ou accuſation
ıe l'on auroit pu porter contre eux.

Le Lord Nugent s'étendit conſidérable-
ent ſur cette matiere, & la préſenta ſous
fférens aſpects, dans leſquels il fit entrer
ıantité de choſes qui ne tenoient point im-
édiatement à ſa motion, telles que la pro-
bilité d'une invaſion en Angleterre, ou
utôt, comme il le croyoit, en Irlande ;
nquiétude où l'on devoit être ſur la deſti-
tion de l'Eſcadre françoiſe ; la néceſſité

qu'il y avoit que les perſonnes employées dans la Milice, & qui étoient Membres de la Chambre, ſe rendîſſent à leurs Camps reſpectifs, &c. Enfin, il proteſta très-ſolemnellement, & prit ſouvent Dieu à témoin que ce qu'il propoſoit ne lui avoit point été ſuggéré par le Lord North ou par quelque autre Membre de l'Adminiſtration, mais qu'il parloit uniquement d'après ſa façon de penſer..... Il dit que ſi on vouloit faire connoître, avant qu'aucun témoin fût appellé à la Barre, les points ſur leſquels on ſe propoſoit de les examiner, & que ſi ces points paroiſſoient de nature à être entendus & jugés par la Chambre, il n'avoit point d'objection à faire ; mais que ſi au contraire, les Militaires étoient appellés à l'effet de dire leurs ſentimens ſur les points qui regardoient leur profeſſion, & ſur la conduite de leurs Officiers ſupérieurs, il s'y oppoſeroit de toutes ſes forces.

Le Général *Burgoyne* ſe leva, & dit : « Quand même l'enquête ſur la conduite du noble Lord, & du Commandant ſon frere ſe termineroit, ſuivant la motion faite par le Lord Nugent, par la diſſolution du Comité, je me flatte qu'on ne m'empêchera pas de prouver mon innocence par rapport aux mauvais traitemens que j'ai éprouvés de la part des Miniſtres, & particulièrement à la maniere indigne dont s'eſt comporté à

on égard le Lord qui eſt à la tête du Dé-
rtement de l'Amérique. »

Il entra enſuite dans un long détail des
ſons qu'il avoit pour demander que ſa
nduite fût examinée, & pour que la Cham-
e & la Nation fuſſent miſes en état de juger
tre lui & le Lord Germaine, & de déter-
iner juſqu'à quel point il a, ou n'a point
érité le traitement qu'on lui a fait eſ-
yer.....

Il obſerva que le plan qu'il avoit remis au
ord Germaine renfermoit une propoſition
pouvoirs pour agir comme il le jugeroit
propos, lorſqu'il auroit fait une certaine
rtie de ſa route, & ſeroit arrivé à ſa deſ-
ation, (nous croyons que c'eſt à Albany)
t en continuant ſa route en droiture en
ſcendant la riviere de Hudſon, pour tour-
r par la gauche, traverſer la Province de
nnecticut & gagner Rhode Iſland, ſoit en
opérant avec le Chevalier William Howe,
on les circonſtances & les événemens.
rſque ſon plan lui fut renvoyé, cette pro-
ſition en avoit été retranchée; & lorſque
même plan a été mis dans ſon abſence
s les yeux du Parlement, on a eu la mau-
ſe foi de le produire ſans ce paſſage. Il
tendit beaucoup ſur la cruauté qu'on avoit
e de l'écarter de la préſence du Roi: &
in il déclara que de tous ces objets il for-
oit une accuſation ſpécifique contre le Lord
argé du Département de l'Amérique.

Le Lord *Germaine* nia qu'on ſe fût ſervi de moyens peu convenables & illégaux, pour empêcher le Général Burgoyne de voir ſon Souverain. Il dit que c'étoit l'opinion générale du Cabinet, & non celle de tel ou tel individu; qu'on avoit jugé ce parti convenable, juſqu'à ce que ſa conduite fût examinée; que comme elle ne pouvoit l'être par un Tribunal Militaire, tant qu'il ſeroit priſonnier, d'après la convention de Saratoga, il s'enſuivoit néceſſairement qu'il ne pouvoit être admis en la préſence du Roi.

Le Lord *Nugent* enfin conſentit à retirer ſa motion tendante à diſſoudre le Comité, à condition qu'on ne demanderoit point au Lord Cornwallis ſon ſentiment ſur les opérations militaires.

M. Dempſter ſe leva pour déclarer qu'il entendoit que chacun auroit la liberté, ainſi que le Général Howe & le Lord ſon frere, d'interroger le Lord Cornwallis.

Le Lord *North*, jugeant le moment favorable pour faire diſſoudre le Comité, ſe ſaiſit de ces paroles de M. Dempſter, & il propoſa qu'en conſéquence de l'obſervation du Général Howe, on fît un changement à la motion. (*N. B.* Propoſer en Comité un changement à une motion ſur laquelle le Comité a été ordonné, c'eſt remettre en queſtion le fonds de l'affaire, pour en venir à faire diſſoudre le Comité; c'étoit là l'intention de Mylord North, qui ſe trouvoit

us fort en nombre de voix dans ce Co-
ité, qu'il ne l'avoit été lorſque la Cham-
e avoit pris l'arrêté en conſéquence duquel
venoit de ſe former.)

L'*Orateur* obſerva que la queſtion, en
nſéquence de ce changement, porteroit,
que le Lord Cornwallis ſeroit mandé &
aminé ſur la conduite *militaire*, *générale &*
*rticuliere* de la guerre d'Amérique. Qu'ainſi
s'agiſſoit de décider ſi les mots *militaire*,
*néra'e & particuliere*, ſeroient partie de la
otion.

M. *Fox* remarqua que le vrai but de cette
ouvelle motion étoit, de la part des Miniſ-
es, de ſupprimer toute recherche ſur leur
nduite. Comment eſt-il poſſible de juger
ls ont opéré *bien* ou *mal*, à moins qu'on
ſoit préalablement *inſtruit* ſi leurs *plans* &
urs *inſtructions* étoient fondés ſur la pru-
ence, ou s'ils étoient praticables par eux-
êmes? Comment peut-on s'en aſſurer, ſi
n'eſt par le ſuffrage des Officiers qui ont
rvi en Amérique, & qui peuvent le mieux
ger juſqu'à quel point les plans étoient pra-
cables, & ſi les forces qu'on y employoit
oient ſuffiſantes? « L'Amérique nous a été
levée: nous y avons perdu trente mille
ommes, & dépenſé quarante millions ſt.: les
rreſpondances qui ſont ſur le Bureau con-
ennent des avis diamétralement oppoſés les
s aux autres: le Commandant en chef dit
ns ſes lettres au Secrétaire du Départe-

ment de l'Amérique : » J'ai beſoin de vingt mille hommes pour la campagne prochaine, & je ne puis pas eſpérer de réuſſir avec un moindre renfort «. Le Lord Germaine répond : « Je ne puis point vous en donner tant : vous en avez aſſez de ſix à ſept mille. Vous allez en Penſylvanie, les habitans de cette Province viendront en foule ſe ranger ſous les drapeaux du Roi : par ce moyen, vous pouvez recruter très ſuffiſamment votre armée. » En conſéquence, le Commandant marche avec des forces qu'il juge bien inſuffiſantes : ſon armée n'eſt point recrutée par des transfuges ainſi que l'avoit annoncé le Secrétaire d'Etat : l'opération échoue. Comment la Chambre peut-elle juger entre l'affirmative d'un côté, & la négative de l'autre ? Ce ne peut être qu'en faiſant décider par les premiers Officiers de l'armée, qui des deux avoit raiſon, celui qui a avancé qu'une telle force étoit ſuffiſante, ou celui qui a dit qu'elle ne l'étoit pas. » Le Lord North, pourſuivit M. Fox, ſait très-bien que la queſtion ſe réduit à ſavoir *ſi les plans étoient praticables, ou ſi les inſtructions étoient telles, qu'on puiſſe les juſtifier.* Mais craignant de ſe compromettre, il a élevé un doute qui doit entraîner la diſſolution du Comité.

« Que préſentent les papiers qui ſont ſur le Bureau ? Une foule de contradictions entre le Général & le Cabinet. Le Lord North, après avoir manqué ſouvent à ſes promeſſes,

après quantité de fauſſes prédictions, a dit la Chambre qu'on appliqueroit à cette uerre toutes les forces de la Nation ; qu'il udroit mettre ſur pied ſoixante-dix mille ommes de troupes, & une Marine propor- onnée. Le Général & l'Amiral ont accepté ces conditions : on a voté ce nombre de oupes & de vaiſſeaux : on a préſenté ſoi- ante-dix mille hommes ſur le papier, tan- is qu'à peine il s'en eſt trouvé plus de ente cinq mille d'effectifs. L'Amérique eſt erdue, & on s'en prend au Général. On le lâme de n'avoir pas fait l'impoſſible, & de 'avoir pas vaincu des difficultés qu'il avoit révues & annoncées à tems. Propoſe-t-on 'éclaircir quel parti a tort, & quel parti a aiſon ? Non, diſent les coupables auteurs e nos infortunes, la vérité ne peut ſe ſavoir ue par une eſpèce particuliere de preuve ue nous ſommes bien réſolus de ne laiſſer mais parvenir juſqu'à vous «.

» Voilà exactement l'affaire du Général Bur- oyne. Il a entrepris de faire une certaine pération avec un certain nombre de trou- es. Il n'a jamais pu en obtenir la moi- é : il a demandé carte blanche, on la ui a refuſée. Il a montré ( dans une lettre ui eſt ſur le Bureau ) de la répugnance ſe ſervir de Sauvages, on l'a forcé à le ire. Le Lord qui a approuvé le plan, qui négligé de remplir la partie de ce plan qui e concernoit, qui en a retranché la clauſe

par laquelle le Général Burgoyne demandoit d'avoir carte blanche, qui a forcé ce Général à ſe ſervir de Sauvages au lieu de vieilles troupes, refuſe le témoignage des Militaires par une excellente raiſon : c'eſt qu'il eſt convaincu que ſi ce ſont des Militaires qui donnent leur avis ſur la queſtion, ils décideront & devront décider contre lui. Les Officiers qui ont ſervi ſous le Général Burgoyne, témoigneront, qu'indépendamment de la barbarie & de la cruauté qu'il y a à ſe ſervir des Sauvages, il s'y joint cet inconvénient, qu'on ne peut pas compter ſur eux ; que les troupes qu'on avoit étoient abſolument inſuffiſantes pour l'opération projettée, & que tous les obſtacles & tous les malheurs qu'on a eſſuyés juſqu'à l'affaire de Saratoga, ne pouvoient s'imputer qu'aux ordres peremptoires auxquels le Général étoit forcé d'obéir, puiſqu'on avoit retranché de ſon plan la clauſe par laquelle il demandoit à pouvoir agir en pleine liberté, & à ne dépendre que des circonſtances «.

Après avoir montré par quantité de preuves que le changement propoſé par le Lord North ameneroit la diſſolution actuelle du Comité, & qu'il impliquoit de la part de l'Adminiſtration, un aveu de ſes torts, puiſque cette diſſolution empêcheroit une information à laquelle l'Adminiſtration craignoit de s'expoſer, il ajouta qu'il vouloit, avant de finir, dévoiler une des fauſſes démarches

des

es Miniſtres qui prouvoit la plus haute ex-
avagance, la plus groſſiere abſurdité, & en
ême tems l'artifice le plus marqué de leur
art.

» D'abord, ils ont approuvé la campagne
e Philadelphie. Enſuite ils ont ſemblé pré-
rer l'expédition du Nord. Avant de ſavoir
quelle de ces deux expéditions promettoit
plus de ſuccès, ils ont rendu la préfé-
nce à la premiere. Lorſqu'ils ont refuſé au
énéral Howe l'augmentation de troupes
'il demandoit, ils ont donné pour motif
leur refus, non une ſimple probabilité,
ais la certitude qu'il recruteroit ſon armée
ſqu'au complet dans la loyale Province de
enſilvanie «.

M. *Dempſter*, après avoir parlé en géné-
l ſur la queſtion, ajouta que ce ſeroit au-
urd'hui la premiere fois qu'on verroit dans
s annales du Parlement que le renvoi d'*un*
*dre de la Chambre* à un Comité auroit été
ſpendu & annullé par un changement fait
cet ordre dans le Comité. L'ordre de la
hambre eſt d'examiner les témoins : le
angement propoſé par le Comité emporte
refus d'exécuter l'ordre, & par conſé-
ent une cenſure dudit ordre. Du conſen-
ment de l'autre Chambre, il a été ordonné
e le Lord Cornwallis ſeroit examiné. Si le
angement qui eſt effectivement une négative
r la préſente queſtion paſſe, ce ſera une

cenſure de l'ordre d'examiner le Lord Cornwallis.

A onze heures & quelques minutes, on préſenta la queſtion ſur l'addition propoſée par le Lord North, conſiſtant en ces mots, » les points militaires, tant généraux que par- » ticuliers. « Il y eut 180 voix pour l'affirmative, 155 pour la négative.

Le débat recommença ſur la queſtion principale, ſavoir ſi le Lord Cornwallis ſeroit appellé, il dura près d'une heure. A minuit & quelques minutes, la Chambre ſe partagea une ſeconde fois. 158 pour l'affirmative, 181 pour la négative (*a*). Il *fut donc décidé que le Lord Cornwallis ne ſeroit point entendu.*

Auſſitôt le Colonel *Barré* propoſa dans les termes portés par l'ordre de la Chambre, » que le Lord Cornwallis ſeroit mandé & examiné ſur le ſujet des papiers préſentés devant le Comité. «

Le Colonel ſoutint avec juſte raiſon que le Comité ne pouvoit pas, ſans violer directement les uſages reconnus & inaltérables du

---

(*a*) C'étoit là le grand point de ce débat. Ceux des Lecteurs du *Courier de l'Europe* qui croyent l'avoir compris, d'après le compte qu'il en a rendu dans ſon N°. XXXVIII, ſont bien dans l'erreur. Voici comme il a conclu : *il fut décidé à la fin que le Lord Cornwallis ſeroit entendu :* & on voit que c'eſt tout le contraire. Il eſt vrai qu'on a les nouvelles bien promptement par le Courier de l'Europe ; mais eſt-on inſtruit ?

Parlement, contredire par un vote fait en comité l'ordre de renvoi donné par la Chambre.

M. *Fox* prit alors la parole : » *Les Généraux* ont fait leur devoir : ils veulent le *prouver*. Le Miniſtere ne peut ſe diſſimuler ſes erreurs & ſes *fautes*. Il cherche à éluder l'enquête, ſachant bien que ſi on en vient là, toute la clique ſera renvoyée & livrée au reſſentiment de la Nation «.

M. *Burke* fit voir qu'il y avoit nombre de points politiques dont le Comité pouvoit connoître : ſçavoir, s'il valoit mieux attaquer Washington lorſqu'il étoit poſté ſi avantageuſement : s'il falloit remonter la riviere du Nord, ou aller en Penſilvanie : ſi l'on devoit repouſſer les Provinciaux à Long Iſland : enfin ſi on devoit arrêter toute pourſuite, lorſqu'on étoit à White-Plains, &c. Empêcher une telle information, par un vote de la Chambre, ce ſeroit arrêter une recherche ſur la conduite de l'Adminiſtration «.

La queſtion ſur la motion du Colonel Barré avoit été préſentée à une heure du matin ; voyant que le parti miniſtériel avoit trop de prépondérance, il la retira ; & celle du Lord Nugent pour la diſſolution du Comité ayant été remiſe, elle paſſa ſans aller aux voix.

*Le Vendredi 30 Avril.* — Débats en Comité ſur l'augmentation de 400 livres annuels, ſalaire de neuf des douze Juges d'An-

gleterre propoſée par le Chevalier George Saville. On obſerva que ſi elle étoit accordée il ſeroit indiſpenſable d'étendre la même grace à ceux du pays de Galles & à ceux d'Ecoſſe. M. Grenville s'y oppoſa, par principe d'économie. La Chambre fut informée à cette occaſion que les appointemens des Juges ſont ainſi qu'il ſuit.

| | |
|---|---|
| Le Chef de la juſtice du Banc du Roi, par année ſans retenue.. | 4,000 l. |
| Le Chef de la juſtice des Plaids Communs..... | 3,000 |
| De plus un caſuel de places à leur nomination qui leur rend annuellement 1,500 chacun. | |
| Le Chef Baron de l'Echiquier. | 2,400 |
| Les neuf autres Juges chacun environ..... | 1,600 |
| Ce qui les met au niveau de ceux qui ont des revenus en fonds de terre de 2,500 | |
| Les Juges de Galles ont la liberté de plaider, — & quant aux Juges d'Ecoſſe leur ſalaire eſt jugé ſuffiſant. | |

M. Townshend ſoutint l'oppoſition de M. Grenville, d'après l'embarras ou les circonſtance actuelles mettent la nation. Il obſerva que ſi les Miniſtres déſiroient procurer aux Juges cette augmentation, ils pouvoient le faire ſur la liſte civile ou le revenu du Roi, mais qu'ils en étoient auſſi

avares qu'ils ſont prodigues de l'argent du public.

Il fut arrêté qu'on augmenteroit ſeulement ceux du Chef Baron de l'Echiquier, & cette augmentation fut fixée à 500 liv. par une pluralité de 17: ſavoir, 50 contre 33. Les motions relatives aux autres Juges ne furent point admiſes; & le Comité fut diſſous par une pluralité de 41 contre 40.

*La ſuite du Journal Parlementaire inceſſament.*

## *Finances d'Angleterre.*

DANS le compte, Monſieur, que je vous ai rendu des premieres opérations de Milord North pour l'année préſente, par ma Lettre du 12 Avril dernier, je vous ai annoncé une partie des événemens qui ſe ſont paſſés depuis. Suivant mes conjectures, le profit immenſe que le Miniſtre avoit abandonné aux prêteurs, ne devoit point être pour lui un gage de l'empreſſement avec lequel ils lui accorderoient de nouveaux ſecours. C'eſt ce qui eſt arrivé beaucoup plutôt encore que je n'avois oſé le prévoir. Le huitieme million qu'ils lui avoient refuſé, & qu'à l'époque du mois d'Octobre prochain il ſembloit avoir droit d'attendre d'eux, il eſt décidé qu'ils ne le lui donneront point; & la réſolution eſt déjà annoncée de le lever,

en surchargeant la place de billets de l'Echiquier, quelque danger qu'il y ait à prodiguer cette ressource, l'unique qui resteroit à l'Angleterre pour se tirer, par un dernier effort, d'une crise imprévue & décisive. C'est ce qu'on appelle l'argent de la poche. La quantité en est limitée. Est-il tout employé, où en prendra-t-on pour un besoin pressant? La place ne peut pas supporter plus de quatre millions de billets de l'Echiquier ou de l'Inde; ou bien le surplus fera baisser leur valeur, leur enlevera la confiance qui les fait circuler comme espèces sonnantes; & alors, on ne sait plus à quelle quantité il faudra les porter, pour faire aller les opérations majeures qui ont besoin de ce ressort. J'ai annoncé que le fond d'amortissement de l'année présente seroit plus foible que ceux des années dernieres; & vous voyez que Mylord North désespere de trouver les deux millions auxquels il le fixe, autrement qu'en anticipant sur les produits de ce fonds jusques au second quartier de l'année 1780. Le Ministre s'étoit flatté, (quel aveuglement ou quelle fanfaronade!) il s'étoit flatté de trouver dans les revenus de l'année même, les moyens de la dépense. Deux mois sont à peine écoulés depuis qu'il a fait ce beau rêve, & déjà il en reconnoit le néant, déjà il abandonne, ainsi que j'ai osé le prédire encore, ce projet absurde & puérile, qui ne pouvoit avoir d'exécution que par la dimi-

nution ou du crédit ou des revenus fonciers, ou du commerce, ſoit qu'on réduisît les intérêts, ſoit qu'on refondît le cadaſtre des terres pour en tirer plus de deux millions, ſoit qu'on mît en acciſe les principaux articles de douanes.

Croiriez-vous, Monſieur, que mes conjectures fondées ſur des évidences ſi palpables, ont trouvé des contradicteurs? Mais que m'a-t-on objecté? que les actions de l'emprunt faiſoient un profit prodigieux ſur la place: qu'il s'étoit rempli avec une facilité merveilleuſe. Eh, c'étoit préciſément ce brillant ſuccès qui amaſſoit ſur la finance angloiſe tous les embarras dont elle va être écraſée. Elle a eu pour le moment les ſept millions qu'elle étoit preſſée d'avoir; mais le huitieme qui lui a été refuſé, pourquoi ne le trouve-t-elle plus? c'eſt qu'il eſt entre les griffes des uſuriers à qui elle l'a fait gagner, & qui ne s'en déſſaiſiront qu'en le lui faiſant acheter au prix de ſon ſang. Si ce n'eût pas été un crédit factice, il ne ſeroit point paſſé comme une ombre, il exiſteroit non-ſeulement pour ce huitieme million, mais pour pluſieurs autres encore. L'avidité avec laquelle chacun a porté ſon argent aux propriétaires de l'emprunt, même au taux extravagant qu'il leur a plu d'y mettre, eſt celle qui, dans les ouragans dont les grands arbres ſont abbattus, pouſſe les Payſans à aller piller les branches caſſées. Chacun donne ſon

tems & ſa peine, pour enlever cette portion de propriété au Seigneur Foncier. En la perdant, il perd encore ce ſoin & cette peine, qui auroient pu être employés à ſon profit. Les troncs d'arbres reſtent à ce Seigneur, & rempliſſent ſes cours de ſa miſere & de ſa ruine. C'eſt ainſi que ſe ſont remplis les coffres de l'Echiquier. C'eſt ce qui me faiſoit dire qu'il ne pouvoit arriver rien de plus malheureux à l'Angleterre, que de ſe procurer avec une ſi perfide facilité les ſept millions en queſtion. J'ai été dans l'obligation de défendre de même mon opinion ſur l'impoſſibilité où ſeroit le Miniſtre Anglois de trouver dans les revenus de l'année, les moyens de la dépenſe, autrement que par le retranchement des intérêts. L'événement juſtifie pleinement ma conjecture; mais je ſuis encore bien plus ſatisfait de la voir ſoutenue de l'opinion d'un homme auſſi éclairé que M. Edmond Burke; & c'eſt ce qui m'encourage à vous donner ici la ſubſtance du diſcours que le troiſieme *Budget* lui a donné lieu de prononcer le 31 du mois de Mai dernier dans la Chambre des Communes.

M. BURKE rendit hommage aux lumieres & au zele de M. *Hartley*. Il déclara que ce Député avoit mis ſous les yeux de la Chambre un état très vrai des moyens de la Nation. » C'eſt avec raiſon, dit-il, que M. Hartley vous a fait voir que la dépenſe de la campagne de 1779 ne coûtera guere

moins de vingt millions ſterling. Ce compte eſt juſte, ſi on y comprend la dette de la Marine, le million de vote de crédit & les ſervices extraordinaires. Je trouve ſeulement que ſon eſtimation de la dette non fondée (pour les intérêts de laquelle il n'a point été créé d'impôt, leſquels intérêts ſe payent par conſéquent ſur les revenus libres) n'eſt pas aſſez forte, & qu'il auroit pu la porter à beaucoup plus de ſeize millions. Je ne ſuis pas non plus parfaitement d'accord avec M. Hartley ſur la maſſe de nouvelles dettes dont nous nous trouverons chargés à la paix. Mon opinion eſt que ſi la guerre ceſſoit aujourd'hui 31 Mai 1779, il nous reſteroit une *queue* de dix millions ſterling de dette non fondée, qui joints aux onze millions déjà portés par M. Hartley, formeroient vingt-un ou au moins vingt millions de dette non fondée qui reſteroient à notre charge. Or la nouvelle dette fondée depuis la guerre d'Amérique, étant déjà de vingt millions, dont l'intérêt eſt de près d'un million par an, lorſqu'on en viendra à fonder de même les vingt millions de dette non fondée, avec un autre million d'intérêt par an, il ſe trouvera que la guerre d'Amérique aura valu à l'Angleterre un accroiſſement de dettes de quarante millions, & de deux millions d'intérêts à perpétuité avec la perte de l'Amérique & des produits de ſon commerce, ſans un ſeul shelling en retour d'une perte auſſi prodigieuſe & auſſi inſoutenable.

» Mylord North nous dit d'un ton tranquille & assuré, qu'il faut essayer encore d'une campagne. Quant aux moyens, ils ne l'embarrassent point. Il y aura un accroissement dans le fonds d'amortissement, qui l'année derniere a dû suppléer à un *deficit* de sept cent mille livres dans le produit attendu de l'impôt sur les maisons & sur les domestiques. L'année prochaine, on tirera une grosse somme d'argent de la Compagnie des Indes : de plus elle se soumettra à payer annuellement un revenu à l'Etat, en forme d'équivalent. Enfin sous deux ans, il doit s'éteindre pour 200,000 livres sterl. d'annuités dont le terme écheoit en 1782. «

» Voilà quel est le langage de Mylord North pour encourager la Chambre & la Nation à continuer la guerre. Mylord ne nous parle plus de nous amener au point que notre revenu annuel suffise à notre dépense (*a*). D'autres rêves nourrissent son espoir, & une

(*a*) C'est ce que le Courier de l'Europe, N.° XLV. rend par cette phrase : *on ne nous parle plus de lever des subsides pour le service de cette année :* qu'elle idée peut-on se faire d'après cela, & des projets qu'avoit Milord North, & du juste blâme dont le couvre M. Burke? Quand on a passé une mortelle heure à lire le Courier de l'Europe, on est bien avancé ! On doit entendre par cette phrase de finance Angloise la possibilité de porter le subside annuel à quelques millions sterling de plus, ou en d'autres termes, d'ajouter quelques millions annuels aux huit millions des impôts déjà subsistans ; de cette maniere on se passeroit d'emprunt.

ſuppoſition impoſſible eſt remplacée dans ſon eſprit par une autre encore plus impoſſible. Ses nouvelles reſſources paroîtront-elles aſſez ſéduiſantes aux Prêteurs, pour lui faire trouver des fonds? j'en doute fort. La campagne nouvelle dans laquelle il s'engage ne chargera-t-elle pas l'Etat de dix millions ſterling de dette de plus? Voilà ce dont on peut être sûr. Quel nouveau profit y ferons-nous, après avoir perdu l'Amérique? Nous ſerons en guerre avec la France & l'Eſpagne, réunies aux Américains. La perſpective eſt très agréable, il faut l'avouer!

» La Chambre a eu de ſuite pluſieurs Comités, dans leſquels elle eſt reſtée aſſemblée juſqu'à minuit, pour examiner des Généraux & Officiers revenus d'Amérique, ſur la probabilité du ſuccès de la guerre que notre Miniſtere s'obſtine à y ſuivre. Ils nous ont déclaré, qu'en général les Peuples nous y déteſtent: qu'à chaque pas qu'on fait dans le Pays, on y trouve des poſtes fortifiés par la nature: que les troupes des Rebelles ſont bien diſciplinées: qu'elles entendent parfaitement la petite guerre & la fortification de campagne: que le Pays eſt tourné de maniere qu'il eſt preſque impoſſible de s'y faire des intelligences: qu'il eſt par tout coupé de rivieres larges, profondes & rapides, & de torrens: qu'il eſt couvert de bois & de marais; enfin qu'il eſt impoſſible d'y faire la guerre avec quelque apparence de ſuccès,

même avec toutes les forces que nous pourrions y envoyer. «

» Ce ne ſont point là de vaines déclamations : ce ne ſont point des ouï-dires, des conjectures : c'eſt le langage que tiennent deux Généraux (Howe & Burgoyne) qui y ont commandé, & que confirment tous les Officiers qui y ont ſervi ſous eux. — Malgré cela, Mylord North eſt d'opinion d'y continuer la guerre, de riſquer au moins encore une campagne, la Chambre, la Nation ſont de ſon avis : tout ce qui lui manque, ce ſont les moyens. Le 24 Février, lorſque Mylord North accoucha de ſon premier Budget, il nous déclara qu'il falloit que cette guerre allât *un petit train*; & auſſi-tôt du creux de vingt gros ventres de Financiers entrepreneurs d'armées, qui l'entouroient, ſortirent ces mots, *grand train, grand train.* — Ainſi il eſt arrêté que ce malheureux pays ſera ſaigné au blanc, qu'il lui ſera ôté juſqu'à ce qu'il n'a pas. Mais, qu'eſt-ce que cela fait aux Financiers, pourvu qu'ils aient de gros ventres. »

Comment Mylord North peut-il ſe faire illuſion ſur les moyens qu'il attend ? Ignore-t-il que ſes nouvelles ſurcharges de douane & d'acciſe, que ſa taxe des chevaux de poſte, que celle dont il vient encore de charger la marque des papiers, ne lui auront pas donné leurs produits au 25 Décembre prochain ? Ignore-t-il qu'au lieu de trouver de l'accroiſ-

ement dans le fonds d'amortiſſement, il y rouvera un déficit de 400,000 livres, valeur e tout l'intérêt à payer pour l'emprunt de 'année préſente ? Quant aux deux cents ille livres d'intérêts qui s'éteindront en 781 & 1782, n'eſt-il pas abſurde d'y ompter pour les dépenſes de l'année 1779 ? — Il obtiendra, dit-il, un revenu fixe de la Compagnie des Indes. D'abord ce revenu 'eſt pas encore règlé. Mais ſuppoſons l'acte aſſé, ſe flatte-t-il que les remiſes d'argent, ue les retours arriveront pour le tems où il audra payer l'intérêt qui ſera dû en 1780 ? e dirai plus, le plan d'un (*a*) revenu fixe de a part de l'Inde eſt impraticable : perſonne 'avancera de l'argent ſur une ſi précaire ûreté. Nos poſſeſſions dans l'Inde ne ſont ropres qu'à nous procurer de certains avan- ages de commerce & de guerre, & rien de lus. N'avons-nous pas déjà eu un revenu de 00,000 livres, qui nous étoit payé par Inde ? Il s'eſt trouvé n'être qu'idéal : nous vons été obligé d'y renoncer ; la Compa- nie, pour nous l'avoir trop exactement ayé, s'eſt vue entraînée dans une banque- oute, & forcée à demander des ſecours à la Chambre. Les grands établiſſemens militaires

(*a*) Voici en quoi conſiſte ce plan. C'eſt un em- tunt à trois pour cent de treize millions pour l'an- ée 1780, à l'intérêt duquel ſera affecté un revenu e 400,000 liv. conſtitué par la Compagnie des Indes.

que l'Inde eſt obligée de ſoutenir abſorbent tout ſon revenu territorial. Je le répète ; ce n'eſt que le commerce qui nous fera recueillir les avantages réels que nous devons en attendre : ce n'eſt que par la conſommation que viendront faire nos Nabobs en Angleterre : ce n'eſt enfin que par le degré de conſidération que ces vaſtes & riches poſſeſſions nous feront prendre ſur les autres Puiſſances. S'il faut que la Couronne s'empare de nos poſſeſſions dans l'Inde, & qu'elles ſoient miſes ſur le pied militaire, attendons-nous à les perdre comme nous avons perdu l'Amérique. »

M. Burke conclud de cet état des choſes que le Miniſtre ne feroit les fonds qu'en anticipant de plus en plus ſur les revenus des années prochaines, & que ce n'étoit pas là ce qu'on pouvoit appeller des moyens pour s'obſtiner à pourſuivre une guerre auſſi funeſte. Il parla enſuite de la rupture de la médiation de l'Eſpagne : il ſuppoſa cette Puiſſance déjà unie avec la France, & inſiſta auprès de la Chambre, pour qu'on fît des efforts pour détacher l'Amérique de leur alliance. Vers la fin de ſon diſcours, il déplora, d'une maniere aſſez originale, l'infériorité des forces britanniques dans la Méditerranée. « Nos deux puiſſantes fortereſſes, dit-il, y ſont à la merci de la Maiſon de Bourbon : & cela eſt ſi vrai, que pour y envoyer un ſeul Officier ou un ſeul hom-

ne, nous ſommes réduits, pour ainſi dire, à
e faire cacher dans un poinçon d'eau-de-
ie. » — M. Burke avoit en vue pluſieurs
riſes qui ont été faites de faux bâtimens
eutres, qui portoient à Minorque & à Gi-
raltar des Ingénieurs & des Commandans
aveſtis. — Ajoutons encore ce trait remar-
uable du diſcours de M. Burke. « Si la
Maiſon de Bourbon obtient la ſupériorité
il venoit de le démontrer par le calcul des
orces de l'Eſpagne) dans les mers de l'Eu-
ope, cette ſupériorité s'étendra bientôt juſ-
ues dans les Indes Occidentales & Orien-
ales, parce qu'ayant la facilité d'arrêter tous
es ſecours qui y ſeroient envoyés en hom-
nes, en artillerie & en munitions, il faudra
éceſſairement que ces parties du monde
econnoiſſent leur pouvoir, même quand
eur ſituation les rendroit égales à eux en
orces.

*P. S. du 16 Juin.*

LES détails parlementaires, Monſieur,
ans leſquels les circonſtances m'entraînent
uelque fois, ne nuiront point au précis que
ai entrepris de vous donner de la ſeſſion
ctuelle ſuivant l'ordre des ſéances. Ainſi je
uis vous rendre compte aujourd'hui des
lus récents débats & ne point vous faire
maginer que j'ai abandonné un travail ſans
equel il ne vous reſteroit dans les papiers

publics que des mémoires très-imparfaits sur la partie la plus eſſentielle de l'hiſtoire du tems. Je vais vous parler d'une certaine ſéance du 11 de ce mois, chez les Pairs, qui a été des plus curieuſes.

*Extrait des débats de la Chambre des Pairs, du Vendredi* 11 *&* *du Lundi* 14 *Juin.*

On alloit faire la ſeconde lecture du Bill pour le vote de crédit d'un million ſterling, lorſque le Lord *Coventry* s'eſt levé, non pas, a t-il dit, pour s'oppoſer au Bill, mais pour en prendre l'occaſion de faire voir que dans les circonſtances actuelles il étoit ſouverainement intéreſſant que le Parlement continuât ſes ſéances & ne fut point prorogé. Outre l'augmentation prodigieuſe dans les dépenſes, & l'intérêt que la nation a d'y apporter ſans ceſſe ſon attention, il y a encore d'autres raiſons du plus grand poids pour empêcher notre ſéparation. Les François ont les armemens de mer les plus formidables. Il s'en faut de beaucoup que nous ſoyons de leur force. L'Epagne va ſe joindre à eux: au moins cela eſt très probable. Leurs armées navales porteront peut-être le théâtre de la guerre aux Indes Orientales ou Occidentales où nous n'oſerons pas les ſuivre. Peut être l'Irlande ſera envahie: il eſt déja preſque certain qu'elle ſe révolte. Dans des circonſtances auſſi critiques, eſt-il ſage

que

ue le Parlement ſe ſépare ? Ces même dan-
ers, dont le Roi, dans ſon meſſage aux
ommunes, fait voir qu'il nous croit me-
acés, ne nous les fait-il pas enviſager ; ne
ous donne-t-il cet effroi que pour avoir
otre argent, ſans ſe ſoucier de nos con-
eils ?

Le Lord *Effingham*, appuyant ces juſtes
bſervations, déclara qu'il ſavoit de ſcience
ertaine, que toutes les forces navales que
Angleterre eſt actuellement (11 Juin) en
at de mettre à la mer, ſe montent à peine
vingt-huit vaiſſeaux de ligne ; tandis que
s armées combinées de la France & de
Eſpagne paſſent les ſoixante : ſuppoſer,
ourſuivit ce Lord, que dans le cours de
ette campagne les forces Eſagnoles ne pour-
ont pas ſe joindre à celles des François, c'eſt
ne abſurdité qui frapperoit un enfant de
x ans. Pour s'abſtenir de ſe joindre à la
rance, il faut que l'Eſpagne exige d'elle
e ſe détacher de l'Amérique. Rien n'eſt plus
ontraire au pacte de famille, que l'Eſpagne
bſerve avec autant de fidélité que ſi ſon
xiſtence devoir en dépendre. — C'eſt une
utre abſurdité de parler d'une deſcente de
ennemi en Irlande. Ce Royaume n'eſt déja
us un pays ennemi pour la France & pour
Eſpagne. Leurs armées y ſeront reçues
omme dans leurs propres états : elles y
pporteront ces ſoulagemens que nous avons
efuſés aux Irlandois avec une ſi ſtupide opi-

niâtreté, & les moyens de tirer vengeance de leurs cruels oppreſſeurs. Si le Parlement reſtoit aſſemblé, il ſeroit poſſible de prévenir un ſi affreux malheur, en accordant à l'Irlande l'égalité la plus entiere relativement à la Grande-Bretagne, les plus libres communications pour ſon commerce, &c.

Cette opinion du Lord *Effingham* ſur les diſpoſitions actuelles de l'Irlande, eſt d'autant plus inquiétante, que le Lord Amherſt, Généraliſſime, le Lord Townshend, Chef de l'artillérie & le Général Deſaguliers, Chef du génie, ont déclaré, qu'il ſeroit très-aiſé à une armée étrangere de dix mille hommes de traverſer l'Irlande. Le Lord Cornwallis, qui y a fait un voyage exprès, pour s'aſſurer de cette effrayante vérité, eſt du même avis. On parle fortement depuis quelques jours d'une réſolution priſe par le Gouvernement pour y lever quarre régimens de Catholiques Romains.

*Le Lundi 14 Juin.*

Le Duc de *Bolton* voulant donner plus de caractere à l'opinion des deux Lords ſur le danger de la prorogation, en fit une motion conçue en ces termes : » que la Chambre feroit repréſenter au Roi par une humble adreſſe, que quiconque pourroit conſeiller à Sa Majeſté, dans les circonſtances actuelles, de proroger le Parlement, ſeroit

puté coupable d'une criminelle indifférence
ennemi de ſon pays «.

Cette motion fut appuyée par le Duc de
*chmond*, le Lord *Effingham*, le Marquis de
*kingham* & autres de ce parti. Ils aſſu-
rent la Chambre que l'eſcadre Françoiſe,
rte de vingt-huit vaiſſeaux de ligne, étoit
rtie de Breſt. Ils firent voir combien la
ande-Bretagne devoit être humiliée de
voir point de forces prêtes à lui oppoſer,
d'être au contraire dans le cas de s'eſti-
r heureuſe de ce que l'Amiral Darby (on
voit vu rentrant dans le Canal) s'étoit gliſſé
long des côtes pour échaper aux Fran-
s, aujourd'hui les maîtres des mers.

Le Lord *Weymouth* ne repouſſa pas très-
oureuſement ces attaques. Il ſe contenta
mettre en avant un récent acte qui au-
iſe le Roi à rompre une prorogation &
convoquer le Parlement ſous quinzaine.

Le Lord *Sandwich* alla plus droit au fait:
s s'embarraſſer des aſſertions contraires
divers Lords, il répondit à la Chambre
la ſupériorité de l'eſcadre Angloiſe ſur
le de Breſt, & quant à l'état de l'arme-
nt, comme s'il avoit lieu de ſuppoſer
on ne l'en croiroit point ſur ſa parole,
offrit de tirer de ſa poche une lettre de
miral Pye (Commandant à Portſmouth)
lui mandoit que l'eſcadre pourroit aller
rade à Sainte Helene le 15: il ajouta que
t-être le ſoir même du 14 y ſeroit-elle;

mais que pour le jour où elle appareilleroit ; c'étoit ce qu'il ne pouvoit dire, puiſque cela dépendoit du vent.

[ Quelques gazettes ont dit, & d'autres pourront dire encore, que Milord Sandwich annonça ces informations comme les tenant d'un Capitaine qui les tenoit de l'Amiral Pye. Cela n'eſt préſenté ainſi que dans quelques papiers peu eſtimés, & qui copient mal les bons. ]

Le Duc de Bolton demanda acte de ce que Milord Sandwich n'avoit point nié que l'eſcadre Françoiſe ne fût ſortie, tandis que celle de l'Angleterre étoit encore dans les ports où elle dépendoit du vent. Il repeta ce qui a été dit tant de fois dans cette ſeſſion & ce qui eſt ſi uſité dans le ſtyle du Parlement Britannique, qu'un Miniſtre coupable d'une pareille négligence eſt un Miniſtre à *pendre*. L'aſſurance de ſupériorité donnée par Milord Sandwich, toucha peu les Lords du parti, qui ſavent à merveille comment le Lord Sandwich peut montrer juſqu'à trente-ſix vaiſſeaux, quand il n'a pas de quoi en armer vingt-huit.

Le Marquis de *Rockingham* ſomma Milord Sandwich de dire s'il ſavoit ou s'il ignoroit que les François fûſſent actuellement maîtres de la mer ? — Point de réponſe.

Enſuite s'adreſſant à la Chambre, il l'informa que le Vendredi 4 il étoit ſorti des ports Anglois une flotte de dix-ſept voiles

our les Iſles de l'Amérique ſous eſcorte
'une ſeule frégate de 20 canons.

Le Lord *Townshend*, parlant pour la pro-
ogation, déclara qu'elle étoit néceſſaire même
la ſûreté de l'Angleterre, ſi elle étoit
ienacée d'une invaſion, parce que chacun
roit à ſon département, aux camps mar-
ués ſur les côtes : que dans un moment ſi
ritique on perdoit un tems précieux à diſ-
ourir & qu'il valoit bien mieux ſonger à
e défendre.

La motion du Duc de *Bolton* fut rejettée
ar une pluralité de 46 contre 20.

LE JEUDI 10. Suivant le rapport d'un
omme croyable, il n'y avoit à Spithead que
ix-ſept vaiſſeaux de ligne en état (cela eſt
rès-vrai), ſix que l'on armoit dans le Port,
& deux que l'on doubloit en cuivre, aux-
uels on travailloit à doubles journées. Il eſt
rai-ſemblable que c'eſt ſur ce témoignage
ue le Lord Effingham a aſſuré les Pairs le
1, que tout au plus y avoit-il vingt-huit
aiſſeaux prêts à partir.

Il eſt pourtant vrai que *le Canada*, de 74
anons, eſt en route de la Tamiſe pour Spi-
head, & qu'il peut s'en détacher : encore
n ou deux de Plymouth, quand ils ſeront
n état, pour porter l'Eſcadre au nombre de
0 vaiſſeaux. Mais il eſt très-douteux que ce
oit pour ſortir le 16 de ce mois, au moins
au nombre de 30.

L'Amiral *Darby* eſt rentré le 10 avec ſa diviſion. Suivant quelques Lettres, il auroit laiſſé deux de ſes huit vaiſſeaux en croiſiere ; mais il y en a d'autres, en plus grand nombre, qui aſſurent que tout eſt rentré, & que les deux vaiſſeaux manquans ſont dans le baſſin pour être réparés, ayant beaucoup ſouffert dans leur courte campagne, parce qu'ils n'étoient pas fort ſains quand ils ſont partis. Ces deux vaiſſeaux ſont *le Thunderer*, de 74 canons, & *l'Intrépide*, de 64.

*Liſte des vaiſſeaux Anglois en état, ſuivant les informations communiquées le 14 Juin à la Chambre des Pairs par le Lord Effingham.*

QUOIQUE le Lord Sandwich eut aſſuré le 11 les Pairs, que l'Eſcadre ſeroit peut-être le ſoir même, mais au plus tard le lendemain 12 à la rade de Sainte-Hélene, il eſt pourtant très-vrai qu'elle n'y étoit point le 14 au matin. Les Lettres de ce jour annonçoient qu'elle pourroit y être le ſoir ou le lendemain 15. Voici les vaiſſeaux dont on ſuppoſe qu'elle doit être compoſée.

*Amiral* HARDY.

| | *Vaiſſeaux.* | *Canons.* |
|---|---|---|
| 1 | Victory..... | 100 |
| 2 | Britannia..... | 100 |
| 3 | Royal George..... | 100 |

| | *Vaiſſeaux.* | *Canons.* |
|---|---|---|
| * | 4 Prince George..... | 90 |
| | 5 Duke..... | 90 |
| * | 6 London..... | 90 |
| | 7 Namur..... | 90 |
| * | 8 Queen..... | 90 |
| | 9 Union..... | 90 |
| | 10 Alfred..... | 80 |
| | 11 Alexandre..... | 74 |
| | 12 Bedford..... | 74 |
| * | 13 Berwick..... | 74 |
| | 14 Centaur..... | 74 |
| | 15 Cumberland..... | 74 |
| | 16 Courageux..... | 74 |
| | 17 Défenſe..... | 74 |
| | 18 Egmont..... | 74 |
| | 19 Foudroyant..... | 74 |
| * | 20 Hector..... | 74 |
| | 21 Invincible..... | 74 |
| * | 22 Monarch..... | 74 |
| | 23 Ramillies..... | 74 |
| | 24 Shrewſbury..... | 74 |
| * | 25 Triumph..... | 74 |
| * | 26 Vaillant..... | 74 |
| | 27 América..... | 64 |
| | 28 Bienfaiſant..... | 64 |

Les vaiſſeaux de la diviſion de *Darby* ſont arqués d'une aſtériſque *. Le *Thunderer* * & *Intrépide* * qui en étoient, ſont dans le baſſin Portſmouth. Il circule des états où l'on oit la *Réſolution* & le *Culloden*, l'un & l'au-

tre de 74 canons. C'eſt peut-être pour remplacer ces deux vaiſſeaux, qui manquent à *Darby*, & faire le nombre de 30. J'ai vu ſur d'autres états le *Blenheim* de 90 canons, & le *Prudent* de 64. Mais s'ils ſe joignent au reſte, ce ſera pour qu'on en retienne quelques autres. D'ailleurs il y a des eſcortes de vaiſſeaux de ligne à donner à diverſes flottes, & quand il s'en trouveroit juſqu'à 34 en rade, on peut toujours être sûr que l'Eſcadre de Hardy ne ſera que de 28 ou 30 au plus; c'eſt ce qu'ont entendu les Lords de l'oppoſition.

Vous remarquerez, Monſieur, dans la liſte que je viens de vous donner les vaiſſeaux le *Centaure* & l'*America*, que je vous avois annoncés comme partis avec *Arbuthnot*. C'eſt qu'ils ont été rappellés ayant déjà mis à la voile. Sans ces deux là, Mylord Sandwich n'auroit pas même eu les 28, lorſque Mylord Effingham lui a fait ſon compte.

On aſſure que les vaiſſeaux de 100 canons de l'Eſcadre Angloiſe en portent 110, & ceux de 90, 98. Je ne prends point ſur moi d'ajouter ce nombre de canons aux Tarifs ordinaires. Je ne ferai pas non plus l'addition du nombre de canons qu'aura l'Eſcadre Angloiſe, puiſqu'on ne ſçait pas encore au juſte de combien de vaiſſeaux & deſquels elle ſera compoſée. C'eſt ce qui m'empêche auſſi de nommer les Capitaines. L'état que l'on vient de voir eſt ſeulement celui des vaiſ-

# LISTE DES BATIMENS

## *QUI COMPOSENT L'ARMÉE*

## DE MONSIEUR LE COMTE D'ORVILLIERS.

### VAISSEAUX.

| NOMS DES VAISSEAUX. | NOMBRE DE CANONS. | DISTINCTION D'ESCADRES. | NOMS DES COMMANDANTS. | GRADES PAR ANCIENNETÉ. |
|---|---|---|---|---|
| La Bretagne | 110 | Blanche | Le Comte d'Orvilliers. | Lieutenant Général. |
| La Ville de Paris | 100 | Blanche & bleue. | Guichon | Chef d'Escadre |
| La Couronne | 80 | Bleue. | La Toiche-Tréville | Idem. |
| L'Auguste | 80 | Blanche. | Victe de Rochechouart. | Idem. |
| Le Saint Esprit | 80 | Blanche & bleue. | Chevalier de Ternay | Idem. |
| Le Neptune | 80 | Bleue. | Hector | Idem. |
| Le Glorieux | 74 | Blanche | Bausset | Idem. |
| Le Conquérant | 74 | Blanche & bleue. | Montéil | Idem. |
| La Victoire | 74 | Idem. | Marin | Capitaine de Vaisseau. |
| L'Actif | 74 | Blanche. | Baraudin | Idem. |
| La Bourgogne | 74 | Bleue. | D'Albert St. Hippolite | Idem. |
| Le Destin | 74 | Blanche. | Cariolis d'Espinouse | Idem. |
| Le Scipion | 74 | Bleue. | Le Comte de Cherizai | Idem. |
| Le Palmier | 74 | Blanche & bleue. | De Reals | Idem. |
| L'Intrépide | 74 | Bleue. | Baussier de Châteauvert. | Idem. |
| Le Zodiaque | 74 | Blanche. | La Porte Vezin | Idem. |
| Le Citoyen | 74 | Blanche & bleue. | Ponte Marquis de Nieul. | Idem. |
| L'Hercule | 74 | Bleue. | Le Marq. d'Amblimont. | Idem. |
| Le Bien-Aimé | 74 | Idem. | d'Aubenton | Idem. |
| Le Pluton | 74 | Blanche. | Destouches | Idem. |
| L'Eveillé | 64 | Blanche & bleue. | Chevalier de Balleroy | Idem. |
| Le Saint Michel | 64 | Blanche. | Chevalier de la Biochait. | Idem. |
| L'Alexandre | 64 | Bleue. | Tremigon l'aîné | Idem. |
| Le Solitaire | 64 | Idem. | Montecler | Idem. |
| Le Prothée | 64 | Blanche & bleue. | Valmenier Caquerai | Idem. |
| L'Indien | 64 | Idem. | La Grandiere | Idem. |
| L'Actionnaire | 64 | Bleue. | L'Archantel | Idem. |
| Le Caton | 64 | Idem. | Seillans Colombs | Idem. |
| Le Bizarre | 64 | Blanche & bleue. | Saint Riveul | Idem. |
| Le Triton | 64 | Blanche. | De la Clocheterie | Idem. |

## FRÉGATES.

| NOMS DES FRÉGATES. | NOMBRE DE CANONS. | DISTINCTION D'ESCADRE. | NOMS DES COMMANDANTS. | GRADES PAR ANCIENNETÉ |
|---|---|---|---|---|
| La Magicienne | 26 de 12 / 6 de 6 | | Brun de Boades | Capitaine de Vaisseau. |
| L'Athalante | Idem | | Baron de Durfort | Idem. |
| La Concorde | Idem | | Chevalier de Cardaillac | Idem. |
| La Junon | Idem | | Bernard de Marigny | Idem. |
| L'Inconstante | Idem | | Chevalier de Ravenel | Idem. |
| La Bellone | Idem | | De Gonidec | Idem. |
| La Médée | Idem | | Kergariou de Lescouet | Idem. |
| La Diane | Idem | | Chambertrand | Idem. |
| La Gloire | Idem | | De Bavre | Lieutenant de Vaisseau. |
| La Surveillante | Idem | | Du Cœdic | Idem. |
| La Gentille | Idem | | Chevalier de Mengaut | Idem. |
| **CORVETTES.** | | | | |
| L'Etourdie | 20 de 6 | | Blachon | Idem. |
| Le Sénégal | 20 de 6 | | Cambis | Idem. |
| La Curieuse | 10 de 4 | | De Maurville | Idem. |
| La Favorite | 10 de 4 | | Chevalier de Kersaint | Idem. |
| **LOUGRES.** | | | | |
| Le Chasseur | 10 de 3 | | Ville Bouquet | Idem. |
| L'Espiégle | 10 de 3 | | Du Clesmeur | Idem. |
| **COTTERS.** | | | | |
| Le Pilote | 14 de 4 | | Chev. de Rocquefeuille | Enseigne de Vaisseau. |
| Le Mutin | 14 de 4 | | Clonard | Idem. |

## *RÉCAPITULATION.*

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Vaisseau de | 110 | 1 | 110 | Total du nombre des Canons. |
| Idem. de | 100 | 1 | 100 | |
| Idem. de | 80 | 4 | 320 | |
| Idem. de | 74 | 14 | 1036 | |
| Idem. de | 64 | 10 | 640 | |
| | | | 2646. | |
| Frégates de | 32 | 11 | 352 | |
| Corvette de | 20 | 1 | 20 | |
| Idem. de | 10 | 2 | 20 | |
| Lougres de | 10 | 2 | 20 | |
| Cotters de | 14 | 2 | 28 | |
| Total du nombre des Bâtimens | | | 48. | |

| BRULOTS. | Officiers auxil. Commandans. |
|---|---|
| Le Daswood | Guiguen. |
| Le London | Heron. |
| Le Ménager | Hue. |

ſeaux Anglois qui ont dû être à la rade de Sainte-Hélene le 15.

*Le Saint-James Chronicle* du 15, contient l'article ſuivant : » La Gazette d'Utrecht, re-» çue aujourd'hui, aſſure que l'Eſcadre Fran-» çoiſe, qu'elle prétend être ſortie, conſiſte » en 64 voiles. Apparemment que dans ce » nombre ſont compriſes les chaloupes. «

Ce doute du Gazettier Anglois mérite d'être éclairci. Il faut lui donner nos chaloupes à compter. Vous allez trouver ici, Monſieur, l'état le plus exact & le plus complet qui ait encore paru de l'Eſcadre Françoiſe ſortie des eaux de Breſt le Vendredi 4 Juin, jour anniverſaire de la naiſſance du Roi d'Angleterre, qui pendant ce tems-là recevoit les révérences des Seigneurs & Dames de ſa Cour, ainſi que des Miniſtres Etrangers.

UN Corſaire Américain, appellé le *Pilgrim* de Salem, a débarqué le 2 Juin en Irande ttente-huit hommes de trois priſes qu'il voit faites. De ce nombre eſt le Lieutenant *Beſt*, Officier du vingt-deuxième Régiment. Suivant ſa déclaration, & celle de quelques utres, tout étoit tranquille à leur départ à la Nouvelle York. Mais l'armée Angloiſe étoit éduite à huit mille hommes, y compris les Allemands ; & le Général Washington paſſoit our en avoir plus de vingt mille : il mena-

çoit journellement d'habiller les Anglois *à la Burgoyne.*

Le Chevalier George Collier commandoit à New-York la Marine, dont toute la force consiste dans le vaisseau le *Rainbow* de 44 canons, & deux sloups de guerre qui sont à Sandy-Hook. Il est tems qu'Arbuthnot y arrive. Le nombre d'hommes qu'il y porte est de sept mille. Il en reste deux mille à y faire passer. Aujourd'hui c'est une question ?

VOICI un résumé d'un état très-exact des forces Angloises dans la Grande-Bretagne & l'Irlande, suivant les plus nouvelles répartitions.

## ANGLETERRE.

### (*a*) *Partie du Sud.*

| | Complet. | Effectif. |
|---|---|---|
| Total de la Cavalerie..... | 2,120 | 1,514 |
| Ditto de l'Infanterie..... | 12,455 | 11,594 |
| Ditto de la Milice..... | 8,772 | 8,772 |
| *Total dans le Sud..* | 23,347 | 21,880 |

(*a*) Par le Sud, on entend Londres & les Comtés de Kent & de Surry : par l'Ouest, tout le reste des côtes jusqu'au Land'send : par l'Est, les Comtés de Suffolk, de Norfolk & d'Essex, à l'Est de Londres : par le Nord, les Comtés de Lancastre, d'York, &c.

## *Partie du Milieu.*

| | Complet. | Effectif. |
|---|---|---|
| Total de la Milice..... | 920 | 920 |

(*N. B.* Il n'y a point d'autres troupes.)

## *Partie de l'Eſt.*

| | | |
|---|---|---|
| Total de la Cavalerie..... | 2,643 | 1,708 |
| Ditto de l'Infanterie..... | 2,930 | 2,490 |
| Ditto de la Milice..... | 7,814 | 7,814 |
| *Total dans l'Eſt*..... | 13,387 | 12,012 |

## *Partie de l'Oueſt.*

| | | |
|---|---|---|
| Total de la Cavalerie..... | 1,483 | 1,071 |
| Ditto de l'Infanterie ..... | 4,318 | 4,012 |
| Ditto de la Milice..... | 8,674 | 8,674 |
| *Total dans l'Oueſt*... | 14,475 | 13.757 |

## *Partie du Nord.*

| | | |
|---|---|---|
| Total de l'Infanterie..... | 2,120 | 1,984 |
| Ditto de la Milice ..... | 4,120 | 4,120 |
| *Total dans le Nord*... | 6,240 | 6,104 |

## *Pays de Galles.*

| | | |
|---|---|---|
| Total en Milice..... | 160 | 160 |

| | Complet. | Effectif. |
|---|---|---|
| Total de la Cavalerie en Angleterre & au pays de Galles..... | 6,246 | 4,293 |
| Total de l'Infanterie en Angleterre & au pays de Galles..... | 21,823 | 20,080 |
| Total de la Milice en Angleterre & au pays de Galles..... | 30,460 | 30,460 |

## ECOSSE.

| | | |
|---|---|---|
| Total de la Cavalerie..... | 666 | 488 |
| Ditto de l'Infanterie ..... | 8,757 | 7,187 |
| *Total en Ecoſſe....* | 9,423 | 7,675 |

| | | |
|---|---|---|
| Total des Troupes reglées en Angleterre, dans le pays de Galles & en Ecoſſe ..... | 37,492 | 32,048 |
| Total général en comptant la Milice..... | 67,952 | 62,508 |

## IRLANDE.

| | | |
|---|---|---|
| Total de la Cavalerie..... | 2,136 | 1,947 |
| Ditto de l'Infanterie..... | 9,416 | 8,430 |
| *Total en Irlande....* | 11,552 | 10,377 |

On leva la Milice en Irlande en 1762. Elle ſe monta à 14,700 hommes. Aujourd'hui il y a dans ce Royaume douze mille hommes armés, qui n'ont point été levés par le Gouvernement. Il eſt probable que s'il s'agiſſoit d'y lever la Milice aujourd'hui, on s'appercevroit de quelque différence.

*N. B.* Il a été ordonné le 15 Décembre 1778, une augmentation dans les vieux corps d'Infanterie, à compter du ſecond bataillon du premier Régiment juſqu'au 70 inclusivement (excepté les huit Régimens priſonniers de l'armée de Burgoyne, & les 41 & 42 Régimens) qui portera chacun de ces corps formant 63 bataillons à mille hommes. Mais juſqu'à préſent cette augmentation ne s'eſt point effectuée. Leur effectif eſt encore beaucoup au-deſſous de 810, leur ancien complet.

La même augmentation n'aura lieu pour les huit Régimens priſonniers que quand ils auront été remis en liberté.

Le complet de tous ces vieux corps d'Infanterie doit être de..... 63,000 hommes.
L'effectif eſt de..... 40,343 hommes.

Il leur manque..... 22,657 hommes.

LE Lord North a déclaré nettement dans la Chambre des Communes, le 11, que le Gouvernement ne feroit plus de démarches pour amener les Américains à un accommodement; que c'étoit à préſent à l'Amérique à faire ſes propoſitions à la Grande-Bretagne. Quelqu'un lui a obſervé, qu'elle en feroit auſſi, mais que ce ſeroit par la bouche du canon de la France & de l'Eſpagne, plus véridique que les Commiſſaires Anglois, quoiqu'un peu moins maniéré & moins muſqué.

IL ſembleroit, (c'eſt au moins l'opinion de quelques-uns de nos Politiques,) que les Miniſtres Anglois cherchent à renouer une négociation avec l'Ambaſſadeur d'Eſpagne; mais celui ci, ajoute-t'on, a l'air de ne s'en point douter, & les laiſſe venir. Ils ne ſe feront pas attendre long-tems; car s'il eſt de leur intérêt de faire proroger le Parlement, il faut que cela ſe faſſe par un Diſcours de clôture, & que dans ce Diſcours il ſoit dit ſur quel pied on croit être avec l'Eſpagne.

IL vous a été dit, Monſieur, par des gens qui *courent* plus vîte que moi, que la cargaiſon du Vaiſſeau de la Compagnie Angloiſe *l'Oſterley*, eſtimé trois cent mille livres ſterling, étoit en majeure partie aſſurée au Caffé de Lloyd à 15 pour cent ſeulement, pour l'aller & le retour. Sur ce pied, la Compagnie Angloiſe qui fait ici *Regnum in Regno*, & à ce titre un ennemi de plus pour la France & pour ſon commerce, & celui des deux qui juſqu'ici lui a fait le plus de mal, ne ſouffriroit qu'un préjudice fort léger de l'importante priſe qui lui a été faite, préciſément par deux des Frégates Françoiſes qui revenoient de Pondichéry. Suivant cet expoſé, la perte preſque entiere ſeroit tombée ſur une Compagnie d'honnêtes Aſſureurs à qui on n'a d'autres reproche à faire que de chercher leur intérêt dans l'adouciſſément qu'ils procurent au ſort des infortunés, dans

induſtrie avec laquelle ils amortiſſent les oups du Dieu farouche dont le bras ren- erſe les Villes, & de celui qui ébranle la erre de ſon trident. Mais jouiſſez à votre iſe d'une vengeance bien légitime. C'eſt la Compagnie qui ſupporte toute la perte des ept millions, au moment où Mylord North a lui en extorquer quelques autres, malgré hartres & priviléges. Il n'eſt point dans les ſages de la Compagnie d'aſſurer ſes Vaiſ- eaux. C'eſt au Gouvernement à les faire ſcorter; & ce ſera un grief de plus contre les Miniſtres, quand il s'agira de les *pendre*. Il y voit cependant, (car je veux être exact, uiſque j'en prends le tems,) il y avoit une artie de vingt mille livres ſterling d'aſſurée; ais c'étoit la pacotille des Officiers.

Les fonds ſont baiſſés de trois pour cent epuis qu'on eſt certain de la ſortie de l'eſ- adre de Breſt. Les bruits qui courent que Eſcadre Angloiſe ne ſera pas de pluſieurs emaines en état d'aller la chercher, aident eaucoup à ce diſcrédit. On eſt inquiet auſſi our l'Eſcadre de Byron, dont cinq vaiſ- eaux, dit-on, ſe ſont détachés, pour reve- ir en Europe avec un convoi, parce qu'il e leur étoit plus poſſible de faire campa- ne en eſcadre, tant ils étoient en mauvais at. Les huit vaiſſeaux deſtinés pour l'Inde e partiront plus de Spithead que dans trois emaines. Il y a apparence qu'ils ſortiront

avec l'Eſcadre dont il ſe détachera quelques vaiſſeaux pour les eſcorter. Le *Namur* eſt un de ceux qui ſont déſignés pour cette campagne. On eſt fort inquiet pour les trois ou quatre vaiſſeaux de l'Inde qui doivent être partis en Mai de l'Iſle Sainte-Hélene pour l'Europe, ſous le convoi du *Belle-Iſle* de 64 canons, & du *Warwick* de 50. On imagine que le Commodore Hughes, qui eſt parti de Madere le 15 Avril, leur aura donné un renfort de quelques-uns de ſes ſix ou ſept vaiſſeaux. On attend auſſi de l'ardeur & de l'intelligence de ce Commodore, qu'il enlevera l'*Oſterley* de l'Iſle de France.

*P. S. du Samedi 19 Juin.*

QUELQUES jours, Monſieur, ſe ſont à peine écoulés depuis qu'on a entendu Milord *North* aſſurer dans la Chambre des Communes que s'il étoit vrai que les négociations avec l'Eſpagne pour une médiation fûſſent ceſſées, cela ne changeroit rien aux ſentimens d'*amitié* du Roi d'Eſpagne pour le Roi & la nation Angloiſe; & voilà que tout-à-coup le Jeudi 17 éclate de la part de l'Eſpagne une des plus fieres & des plus vigoureuſes ruptures dont l'Hiſtoire faſſe mention.

Vous allez juger, Monſieur, s'il étoit poſſible que l'Eſpagne eût inculpé la France, comme vous l'avez lû dans le Courier de l'Europe

Europe, N.° XXXV, d'une *perfidie ſans exemple* à l'égard de l'Angleterre : s'il étoit croyable que Milord Stormont ſe fût permis une calomnie auſſi atroce & auſſi baſſe contre l'Eſpagne, à la face de ſon Ambaſſadeur, & ſi je n'ai pas eu raiſon de vous faire entendre (voyez ci-devant page clv & ſuivantes) que le Traducteur qui ſert le Courier de l'Europe, s'étoit prêté aux mauvais & perfides deſſeins du Miniſtere Anglois pour fabriquer cette calomnie, utile peut-être pour quelques inſtans à ſes vues, dans certaines cours étrangeres, où on eſt loin d'imaginer combien peu il importe à la France que le Courier de l'Europe ſoit ou ne ſoit pas au nombre des petits moyens qu'il convient au Miniſtere Anglois d'employer à ſa fauſſe & louche politique.

*TRADUCTION* (d'après une des traductions Angloiſes) *du Manifeſte du Roi d'Eſpagne.*

Tout l'Univers peut atteſter la noble impartialité du Roi, relativement aux différens de la Cour de Londres avec ſes Colonies Américaines & avec la France. De plus encore, Sa Majeſté ayant appris que l'on déſiroit ſa puiſſante médiation, elle en a fait l'offre généreuſe, qui fut acceptée par les Puiſſances en guerre; & pour ce ſeul motif, un vaiſſeau de guerre fut envoyé de la part

de Sa Majeſté Britannique dans un des ports d'Eſpagne. Le Roi s'eſt donné les ſoins les plus énergiques, tous ceux qui ſembloient promettre les plus heureux effets, pour amener ces Puiſſances à un accomodement également honorabie aux deux Parties, propoſant à cet effet des expédiens raiſonnables, propres à applanir toutes difficultés, & à prévenir le progrès des calamités de la guerre. Mais quoique les propoſitions de l'Eſpagne & particulierement celles de ſon *ultimatum*, aient été parfaitement conformes à celles que dans d'autres tems la Cour de Londres elle-même avoit paru juger propres à un accomodement, & qui auſſi n'étoient pas moins moderées, elles ont été rejettées d'une maniere qui prouve pleinement combien peu le Cabinet Britannique déſire de voir la paix de l'Europe ſe rétablir & de conſerver l'amitié du Roi. En effet la conduite de ce Cabinet envers le Roi, pendant tout le cours de cette négociation, n'a eu pour objet que de la prolonger pendant plus de huit mois, par de vains prétextes ou par des réponſes qui ne pouvoient pas être moins concluantes; tandis que dans cet intervalle les inſultes faites au pavillon Eſpagnol, & la violation du territoire du Roi ſe pouſſoient juſqu'à un excès incroyable: tandis que l'on faiſoit des priſes ſur les Eſpagnols, que l'on fouilloit & pilloit leurs vaiſſeaux: tandis qu'on tiroit ſur d'autres, & cela eſt arrivé à un grand nombre,

i ont été obligés de ſe défendre: tandis
fin qu'on ouvroit leurs livres, qu'on les
chiroit & qu'on enlevoit juſqu'aux paquets
la Cour, qu'il n'étoit pas difficile de
uver ſur les paquebots du Roi.

Les Etats de la Couronne en Amérique
t été menacés: ont été même, & l'idée
le en eſt effrayante, juſqu'à exciter les
tions Sauvages, appellées *Chatcas*, *Che-*
*uies* & *Chicaſſas*, contre les innocents Ha-
ans de la Louiſiane, qui auroient été les
times de la férocité de ces barbares, ſi
*Chatcas* eux-mêmes n'eûſſent pas été tou-
és de remords & n'eûſſent pas recelé toute
trame de la ſéduction Angloiſe. La ſou-
aineté de Sa Majeſté dans la province
Darie & ſur la côte de Saint Blas, a été
rpée; le Gouverneur de la Jamaïque
nt donné à un Sauvage rebelle la com-
ſion de Capitaine général de ces Pro-
ces.

Enfin on a violé récemment le territoire
a baye de Honduras en y exerçant des
s d'hoſtilités & d'autres excès contre les
agnols qui ont été empriſonnés & dont
maiſons ont été envahies. De plus, la
r de Londres a négligé juſqu'ici d'exé-
r ce que le ſeizieme article du dernier
té de paix de Paris ſtipule par rapport
tte côte.

Des griefs ſi nombreux, de ſi grand poids
récents, ont été, en différens tems,

l'objet des plaintes faites au nom du Roi
& déduites dans les mémoires qui ont été
ou remis aux Miniſtres Anglois à Londres
ou envoyés à ces Miniſtres par le canal de
l'Ambaſſadeur Anglois à Madrid ; mais quoi
que les réponſes qui ont été reçues aient été
amicales, Sa Majeſté n'a encore obtenu d'autre
ſatisfaction que de voir ſe renouveller des
inſultes, dont le nombre ſe montoit der
nierement à une centaine.

Le Roi, fidele à cette ſincérité & à cette
candeur qui caractériſent Sa Majeſté, a dé
claré formellement à la Cour de Londres
dès le commencement de ſes conteſtation
avec la France, que la conduite de l'An
gleterre ſeroit la regle ſur laquelle ſe dirige
roient les Conſeils de l'Eſpagne.

Sa Majeſté a encore déclaré à cette Cour
que lorſque ſes différends avec la Franc
pourroient s'arranger, il ſeroit néceſſaire d
regler ceux qui ſe ſont elevés ou pourroien
s'elever avec l'Eſpagne ; & dans le plan d
médiation envoyé au ſouſſigné Ambaſſadeu
le 28 Septembre dernier, & qui fut par lu
remis au Miniſtere Anglois dans les pre
miers jours d'Octobre, plan dont le Lor
Grantham étoit informé & avoit reçu un
copie, Sa Majeſté a déclaré, en termes po
ſitifs, aux Puiſſances belligérentes, qu'e
conſidération des inſultes que ſes ſujets
ſes Etats avoient ſouffertes, & auſſi des a

teintes portées à ſes droits, elle ſeroit dans la néceſſité de prendre un parti décidé ; dans le cas où la négociation, au lieu d'être continuée avec ſincérité, ſeroit rompue, ou ne produiroit point d'effet.

Les cauſes des plaintes dont la Cour de Londres a donné ſujet, n'ayant point ceſſé, & cette Cour ne ſe montrant point diſpoſée à en faire aucune réparation, le Roi a réſolu, & il ordonne à ſon Ambaſſadeur de déclarer que l'honnenr de ſa Couronne, la protection qu'il doit à ſes Sujets, & ſa propre dignité perſonnelle, ne lui permettent point de ſouffrir que ces inſultes continuent & d'attendre plus long-tems la réparation de celles qu'il a déjà reçues ; & que dans cette vue, nonobſtant les diſpoſitions pacifiques de Sa Majeſté, & même l'inclination particuliere qu'elle a toujours eue & exprimée pour cultiver l'amitié de Sa Majeſté Britannique, Sa Majeſté ſe voit dans la déſagréable néceſſité de faire uſage de tous les moyens que le Tout-puiſſant lui a confiés, pour obtenir une juſtice qu'il a ſollicitée de tant de manieres ſans pouvoir l'obtenir. Sa Majeſté, pleine de confiance dans la juſtice de ſa cauſe, eſpere que les conſéquences de cette réſolution ne lui ſeront point imputées devant Dieu ni devant les hommes, & que les autres Nations ſe formeront une idée convenable de cette réſolution, en la comparant à la conduite

qu'elles-mêmes ont éprouvée de la part du Miniſtere Britannique.

*Signé*, le Marquis d'Almodovar.

A Londres, le 16 Juin 1779.

CE Manifeſte que le Lord *Weymouth* avoit reçu le 16 de l'Ambaſſadeur d'Eſpagne a été porté le 17 à la Chambre des Pairs par ce même Lord, avec le Meſſage ſuivant de Sa Majeſté Britannique. — Les mêmes notifications, *mutatis mutandis*, ſe ſont faites dans la Chambre des Communes, par Mylord North.

*Meſſage du Roi.*

GEORGE, ROI.

» L'Ambaſſadeur du Roi d'Eſpagne ayant remis un Ecrit au Lord Vicomte Weymouth & ayant ſignifié qu'il a reçu ordre de ſa Cour de ſe retirer ſur le champ de ce pays, Sa Majeſté a jugé néceſſaire d'ordonner qu'une copie de cet Ecrit ſoit miſe devant la Chambre des Communes, comme étant une affaire de la plus grande importance pour la Couronne & pour la Nation; & Sa Majeſté informe en même tems la Chambre qu'en conſéquence de cette déclaration hoſtile, Elle s'eſt vue obligée de rappeler de Madrid ſon Ambaſſadeur. «

» Sa Majeſté déclare de la maniere la plus

ſolemnelle, que ſon déſir de maintenir & de cultiver la paix & la bonne harmonie avec la Cour d'Eſpagne, a toujours été uniforme & ſincere, & que ſa conduite envers cette Puiſſance n'a eu d'autres motifs ou principes que ceux de la bonne foi, de l'honneur & de la juſtice. Sa Majeſté voit auſſi avec d'autant plus de ſurpriſe les prétextes ſur leſquels cette déclaration eſt fondée, que quelques-uns des griefs rapportés dans cet Ecrit ne ſont jamais venus à la connoiſſance de Sa Majeſté, ni par aucunes repréſentations de la part du Roi Catholique, ni par aucun autre avis quelconque; & que dans tous les cas où on a reçu des plaintes, le ſujet en a été examiné avec la plus grande attention, & mis dans un cours réglé de recherche & de redreſſement. «

» Sa Majeſté eſt dans la plus ferme confiance que ſes fideles Communes, déployant tout ce zèle & tout cet amour du bien public, qu'elle a ſi ſouvent éprouvés de leur part, ſoutiendront Sa Majeſté dans la réſolution ou elle eſt de mettre en œuvre tout le pouvoir & toutes les reſſources de la Nation, pour réſiſter aux efforts de l'Eſpagne, repouſſer toutes ſes entrepriſes hoſtiles, que par les bénédictions que le Très-haut répandra ſur la droiture de ſes intentions & ſur l'équité de ſa cauſe, Sa Majeſté ſera en état de faire avorter les injuſtes & dangereux deſſeins de ſes ennemis, contre l'hon-

neur de ſa Couronne, ainſi que contre le commerce, les droits & les intérêts communs de ſes Sujets. «

CHEZ les Lords, deux motions ſuccomberent ſucceſſivement, l'une du Lord *Abingdon* pour le renvoi des Miniſtres, par une pluralité de 38, ſavoir 60 contre 22; l'autre du Duc de *Richmond*, pour prier le Roi de changer ſon ſyſtême actuel de politique, par une pluralité de 34, ſavoir 66 contre 32. — La motion du Lord *Weymouth*, pour aſſurer le Roi que chacun des Lords étoit prêt à ſacrifier ſa vie & ſes biens pour la défenſe de la perſonne & du Gouvernement de Sa Majeſté paſſa ſans qu'on fût obligé de lever les voix.

Chez les Communes, le Lord John *Cawendish* appuya une motion pareille, propoſée par le Lord North, qui fut ſuivie du même ſuccès.

Le Lord John *Cawendlsh* en fit une particuliere qui ne laiſſa point d'embarraſſer les Miniſtres, parce qu'elle impliquoit le rappel de toutes les forces britanniques de terre & de mer actuellement en Amérique, pour les oppoſer en corps aux forces réunies de la Maiſon de Bourbon. Cette queſtion amena encore les éternelles diſcuſſions ſur la conduite de la guerre en Amérique; & à la fin les Miniſtres craignant autant de voir paſſer

ette motion que de la voir rejetter, propo-
erent par l'organe de M. Jenkinſon, Secré-
aire de la guerre, que la Chambre s'ajour-
eroit pour en délibérer ultérieurement : plu-
alité 76, ſavoir 156 contre 80.

Vous me diſpenſerez, Monſieur, de vous
aire ici le tableau du déluge de reproches,
e défit & d'inſultes, dont furent inondés les
Miniſtres dans les deux Chambres, le 16 &
e 17, à l'occaſion de cette rupture qui jette
out ce peuple-ci dans un déſordre & une
onſternation inexprimables, quoique depuis
ong-tems il y fût préparé. — Les Miniſtres,
ui prévoyoient le coup que cet événement
lloit leur porter, ont fait ſortir l'Eſcadre
elle qu'elle ſe trouvoit, au nombre de vingt-
uit vaiſſeaux. Les bâtimens pour l'Inde &
n grand nombre d'autres qui venoient de
artir ont été heureuſement repouſſés par
n coup de vent ſur Spithead, & y ſont ar-
ivés à tems pour fournir quinze cents Mate-
ots à l'Eſcadre. Le *Canada*, de 74 canons,
ſt arrivé de la Tamiſe à Portſmouth : il doit
oindre l'Amiral Hardy avec les vaiſſeaux le
*Thunderer* & l'*Intrépide*, lorſqu'ils auront reçu
ne complette réparation, & alors l'Eſcadre
era de 31 vaiſſeaux de ligne ; mais vous ne
levez point oublier que de ce nombre il faut
u'il en ſoit détaché quelques-uns pour eſ-
orter les ſept vaiſſeaux pour l'Inde, qui ont
ppareillé de nouveau avec l'Eſcadre. — Il a

été fait des propoſitions dans la Chambre des Communes d'envoyer ſans délai une puiſſante Eſcadre contre les Colonies Eſpagnoles ; mais où la prendra-t-on ? ce ne ſera sûrement point celle de Byron, dont les vaiſſeaux pourront à peine ſoutenir la campagne de leur retour en Angleterre. Quant à celle de Hardy, dans laquelle conſiſte tout ce qui reſte de forces aux Anglois en Europe, vous jugez sûrement qu'elle y trouvera aſſez d'occupations pour ne point en aller chercher ſous une autre hémiſphère.

A propos d'une autre hémiſphère, il ſe répand ici une nouvelle bien plaiſante, c'eſt que l'Iſle de Sainte-Lucie, dont la Gazette de la Cour a fait ſonner ſi haut la priſe, eſt abandonnée par l'armée Angloiſe, comme une terre qui dévore ſes habitans. Des cinq mille hommes qui y avoient été débarqués, il en eſt parti à peine la moitié pour la Nouvelle York, où ils vont peupler les hôpitaux de leurs cadavres. C'eſt la ſixième ou la ſeptième conquête Angloiſe, depuis cette guerre Américaine, qui finit par une *évacuation.* L'Angleterre ne guérira de cette maladie qu'en avalant la pilule de l'*Indépendance.*

Au moment où l'eſcadre Angloiſe alloit appareiller, le Chevalier Charles Hardy a fait venir à bord de la *Victoire* tous les Officiers à pavillon & Capitaines, & lorſqu'ils

ont tous été raſſemblés dans la Salle du Conſeil, il leur a adreſſé le diſcours ſuivant.

MESSIEURS,

» Il eſt vrai qu'on m'a tiré des Invalides pour me donner ce commandement, & que depuis ſeize ou dix-ſept années que je ſuis, comme on dit, ſous la remiſe, j'ai eu le tems d'oublier mon métier ; mais j'ai heureuſement bonne mémoire, & mon ancienne théorie me ſuffira pour bien remplir mes devoirs envers mon Roi & mon pays, les jours que je n'aurai pas la goutte. Je ne doute point que chacun des Officiers de mon eſcadre ne s'évertue à me ſoutenir conſtamment, non ſeulement devant l'ennemi, mais auſſi devant un Conſeil de guerre. C'eſt pourquoi il ne peut pas être hors de propos de vous obſerver que ſi j'étois aſſez malheureux pour qu'on n'obéiſſe point à mes ſignaux, même quand on auroit été abymé par le feu de l'ennemi, je n'attendrai pas cinq ou ſix mois pour caſſer l'Officier qui m'aura manqué, quel qu'il puiſſe être, fut-il lord de l'Amirauté, aimant mieux qu'on me caſſe ſes vîtres à Londres & la tête à Portſmouth, qu'à moi, & cela, pour le plus grand bien du ſervice dans lequel nous voilà tous embarqués «.

Le 17, jour que le Manifeſte du Roi d'Eſpagne a été lu dans les deux Chambres, quelqu'un s'eſt aviſé d'enlever une des affi-

ches de la Comédie, & après y avoir fait un seul petit changement, de l'appliquer à la porte du Parlement. Voici une copie exacte de ce Placard.

La Troupe du Roi donnera ici aujourd'hui une Représentation du

BARBIER ESPAGNOL,

ou *La Précaution inutile*;

avec la nouvelle ouverture

*du* FANDANGO,

& suivi de la Farce

de MIDAS.

C'étoit exactement l'affiche du jour pour la Salle de Spectacle de *Haymarket*.

FIN.

# LETTRE

## D'un Banquier de Londres, à M. *** à Anvers.

De Londres le 22 Juin 1779.

J'E VOUS ai fait voir, Monſieur, une eſ-uiſſe légere de l'embarras toujours croiſſant e la finance angloiſe; il eſt juſte que vous oyez de même initié dans le ſecret de celle es Etats-Unis. Vous ſerez content de la ageſſe avec laquelle eſt raiſonné un nou-el écrit qui en traite; & la connoiſſance ue vous en tirerez de la réalité des plus eſſen-elles conjectures de l'Auteur, vous préſen-era la poſition des Etats-Unis ſous cet agréa-le point de vue où j'ai toujours oſé aſſurer u'elle ſeroit amenée par les circonſtances. A la ſuite de cet écrit, vous trouverez verſes facéties du journal patriotique, qui ous offriront un tableau aſſez piquant de l'état es affaires de l'Angleterre en général. Vous remarquerez quelques rubriques un peu iviales & peu faites pour flatter la délica-ſſe du goût François. C'étoit d'abord mon nvie de les ſupprimer; mais j'ai conſideré ue même en France, quand on fait venir n mets étranger, on ſouffre volontiers qu'il

ait l'assaisonnement du pays. Il auroit fallu d'ailleurs remplacer; & cela n'est pas toujours aussi aisé que de retrancher. La variété & même la bigarrure, vous aideront à supporter cette lecture, utile au fonds, par une multitude de vérités ftappantes qu'on voit journellement éclore des nouvelles circonstances.

### *Finances des Etats-Unis.*

De Philadelphie le 15 Février 1779.

LA quantité d'argent nécessaire, comme moyen de commerce, dans les Etats-unis, est d'environ trente millions de *Dollars* (piastres gourdes dont la valeur est 4 shil. $\frac{1}{2}$. d'Angleterre & 5 liv. de France). Cette somme s'est trouvée balancer tous les besoins de commerce; & chaque émission qui se fait au-delà, doit nécessairement être suivie d'une baisse proportionelle.

Le crédit & la valeur de l'argent sont deux choses distinctes. Son crédit dépend de la bonne foi & de la solidité du gouvernement & des ressources probables qu'il a pour les remboursemens. Sa valeur dépend de sa quantité. La valeur & le crédit de l'argent ont à quelques égards une influence réciproque l'un sur l'autre. Alors chaque nouvelle qui affecte le crédit, affecte à un certain degré la valeur de l'argent. — Il est généralement reconnu que l'alliance de la France

a fait hauſſer l'argent de quelques centaines pour cent dans l'eſpace d'une ſeule ſemaine. La hauſſe a été en quelque ſorte artificielle; de là eſt bientôt réſulté cette baiſſe qui étoit naturelle, vu la quantité.

Celle du papier monnoye (y compris les émiſſions d'Etat) actuellement en circulation ſur le Continent, ſe monte à environ cent trente millions de *Dollars*, ce qui forme près de quatre fois autant que ce qui eſt néceſſaire pour un moyen de commerce; mais la baiſſe de l'argent n'a pas marché d'un pas égal avec cette quantité: au lieu de ſe tenir à 400 pour cent, ſa valeur a baiſſé ſur certains objets de trois mille, ſur d'autres de deux mille, & ſur quelques articles (excepté les maiſons & les terres) elle a été de moins de 5,000 pour cent.

Les cauſes de cette baiſſe ſurnaturelle peuvent ſe réduire, je penſe, à ces trois principes.

1.° La rareté de pluſieurs articles, particulierement de toutes les marchandiſes d'Europe.

2.° Le monopole de pluſieurs articles, particulierement de marchandiſes des Iſles, ce qui occaſionne, de la même maniere, une diſette.

3.° Le manque de confiance dans le crédit du papier, qui engage le peuple à demander ou à donner une plus forte ſomme pour les articles que ce qu'ils valent.

L'or & l'argent ſont des marques trompeuſes de la valeur de notre papier monnoye. Ils ſont ſujets au monopole & forment des articles de commerce. Leur valeur hauſſe & baiſſe avec le crédit du papier monnoye. Les demi-Joſeph qui ſe ſont vendus en Lancaſtre au mois de Janvier 1778, 30 liv. en papier du Continent, ont été vendus 9 & 12 liv. au mois de Juin ſuivant. Cette hauſſe ſubite du papier monnoye a été occaſionnée par les nouvelles de l'alliance avec la France.

Les proviſions ſont pareillement des marques trompeuſes de la valeur de notre papier monnoye. Pluſieurs d'entr'elles ſont plus rares qu'anciennement; & il y en a quelques-unes qui ſont ſujettes au monopole. Le manque de bras pour cultiver la terre a ſans doute contribué en grande partie à faire hauſſer le prix des proviſions au-deſſus du taux de la baiſſe du papier. La rareté des marchandiſes d'Europe & le monopole de celles des Iſles, a pareillement contribué à faire hauſſer le prix des proviſions. Le fermier doit affecter le prix extraordinaire des toiles de coton, du thé, du ſucre, du café, &c. ſur le produit de la ferme, ſans quoi il ſera dupe de ſon travail.

La terre eſt le ſeul véritable barometre d'après lequel nous puiſſions apprécier la valeur de notre papier monnoye. Elle n'eſt point rare; & il n'eſt point aiſé d'en faire le monopole. En partant de là, nous trouvons

ons qu'elle a été vendue dans quelques en-
roits plus de trois ou quatre fois au-deſ-
s de ſon ancien prix nominal.

La hauſſe de notre papier monnoye ne
eut s'effectuer que par les moyens ſuivans.

1.° Par une réduction de la quantité, c'eſt
e qu'opereront des taxes & une découverte
es contrefaçons. Le Congrès a prudem-
ent pris des meſures pour ces fins dans
s réſolutions du 2 Janvier 1779.

2.° En arrêtant les futures émiſſions. Les
mprunts qui ont ſuivi l'abſtraction des émiſ-
ons pour anéantir les faux papiers, des
0 Mai 1777 & 11 Avril 1778, & les
xes pour l'année courante, préviendront
robablement la néceſſité de faire ſortir
avantage de papier. Outre les prêts que
ous a procuré la ſuſdite réſolution du Con-
rès, il y a lieu de compter encore ſur d'au-
es prêts conſidérables de la part des Fran-
ois, des Hollandois, des Danois & même
es Iſles Angloiſes. Je publie comme un fait
ue pluſieurs riches particuliers de la Jamaïque
nt fait paſſer ſecretement leurs fonds ſur
Continent, par le moyen d'un port neutre
qu'ils ont ordonné qu'on en plaçât le mon-
nt dans les fonds des Etats-Unis.

3.° La réduction du nombre de nos trou-
es de terre & le ſyſtême d'économie qu'on
t ſur le point d'introduire dans tous les
épartemens de l'armée, auront néceſſaire-
ent un effet immédiat dans la hauſſe de

notre papier. La Grande Bretagne a connu ſon erreur, & elle n'entreprendra pas de nouveau la conquête de l'Amérique. Si elle perſevere à ſe (*a*) maintenir dans la poſſeſſion de nos ports de mer, quelques milliers d'hommes ſuffiront pour empêcher ſes garniſons de faire des incurſions dans notre pays.

4.° Un commerce libre & abſolument néceſſaire pour faire hauſſer notre papier monnoye. Quelques cargaiſons de marchandiſes d'Europe le feront monter ſur le champ à 4 ou 500 pour cent. Je ne puis m'empêcher de faire appercevoir la détreſſe & la ruine qui menacent tous nos monopoleurs & accapareurs. Je ſouhaite que nos loix les laiſſent tranquilles juſqu'à ce qu'ils ayent rempli la meſure de leurs iniquités. Je me rappelle très-bien le chagrin cuiſant qu'ils ont reſſenti lorſque nous avons reçu la nouvelle que la France avoit reconnu notre indépendance. Le long voyage du Comte d'Eſtaing & les dommages que lui a cauſés une tempête après ſon arrivée ſur notre côte, ont reculé le terme de leur deſtruction ; mais par égard pour l'innocent qui ſeroit la victime du coupable, je vais mettre ces harpies dans le ſecret. Il y a actuellement en route pour ce Continent de grandes quantités de

(*a*) C'eſt exactement le plan actuel de l'Angleterre. Il a été prévu par le Congrès; ainſi tout doit, ſuivant l'état des choſes, être au plus grand avantage de l'Amérique.

chandiſes ſous un convoi reſpectable. Il é ouvert un nouveau canal de commerce ous avons aſſez de confiance dans la force ans la vigilance de notre grand Allié, r nous flatter que ce canal ne ſera pas pé par les alleges & les cutters Anglois. .° Si l'Eſpagne reconnoit notre indépen- ce & qu'elle ſe joigne à la France, la ba- e des forces navales penchera ſur le champ aveur de la Maiſon de Bourbon. Il en tera que toutes les craintes que l'on a ar rapport au crédit de notre papier nt diſſipées. Les Whigs tiedes & les opi- es Torys ceſſeront alors de meſurer la ur de nos facultés ſur l'or & l'argent. repentiront d'avoir conſacré des ſommes mes à l'acquiſition de biens fonds; & ils lonneront joyeuſement pour la moitié e qu'ils leur ont coûté, ne trouvant rien lus profitable que de l'argent placé à ntérêt de ſix pour cent.

Amérique a fait les efforts les plus pé- s pour ſoutenir ſa querelle: elle s'eſt e ſeule pendant trois ans contre une lus puiſſantes nations du monde: le choc ſi violent qu'il l'a jettée dans un état ulſif. Elle reſſemble aujourd'hui à un homme dont les forces ſont épuiſées ne attaque de nerfs; mais ſa ſubſtance s eſprits vitaux ne ſont point affoiblis. eu de répit lui rendra ſon ancienne & ſa premiere vigueur; & l'Amérique

deviendra le pays le plus fortuné qu'il y a
ſur la ſurface de la terre.

WALSINGHAM.

## EXTRAITS DU JOURNAL PATRIOTIQUE.

N.° I. *Appercu des affaires politiques au 5 Jui*

Dans la maſſe des nouvelles actuelleme
en circulation, il eſt bien difficile de diſce
ner le vrai d'avec le faux. Chez tous les ge
de parti c'eſt un uſage conſtant de port
juſqu'à l'exagération la plus révoltante, l
événemens qui deviennent favorables à leu
vues reſpectives. L'honnête homme, l'homm
ſimple ne ſait plus où il en eſt; l'homm
factieux ſe livre à la fureur qui le tranſport
& tout le monde eſt trompé. Pour nou
notre tâche doit être de ſéparer le bon gra
du mauvais, & de rendre au Public un comp
clair & fidelle des choſes qui ſont dérob
à ſa vue par l'aveugle préjugé dans une G
zette, par l'intérêt ſordide dans une autr
& par la vile dépendance dans une troiſien

L'Oppoſition a hautement aſſuré que l'
pagne s'étoit déclarée pour la France,
qu'elle avoit annoncé ſes diſpoſitions h
tiles envers la Grande-Bretagne. L'Oppo
tion n'avoit pas tort; mais nous croyo
encore avoir droit de (*a*) douter du fait.
médiation de l'Eſpagne entre la France
l'Angleterre eſt certainement rompue; m

(*a*) Remarquez que cetre excellente piece a p
le 5 Juin & que la Déclaration de l'Eſpagne
éclaté que le 16.

ıs demanderons ſi une rupture de média-
n eſt une déclaration de guerre. Il n'ap-
tient pas au vulgaire des Politiques de
oudre cette queſtion. Nous avons peine à
ire qu'on puiſſe dire en politique : *celui*
*n'eſt pas notre ami doit être néceſſairement*
*e ennemi.* Eſt-ce qu'il n'y a pas un être
ermédiaire, qui, dit-on, s'appelle Hol-
lois ? Quoiqu'il en ſoit, le fait, même tel
l eſt avoué par le Miniſtre, eſt de la
ſérieuſe nature. L'Eſpagne ſuivoit de-
pluſieurs mois l'affaire d'une médiation ;
ues là elle nous avoit donné de l'in-
étude par ſes grands armemens. La mé-
ion n'a point fait diſcontinuer ſes pré-
atifs de guerre ; nous ſommes toujours
s les mêmes appréhenſions. Depuis quinze
rs que la médiation eſt rompue, il eſt
c bien naturel que les mêmes défiances
les mêmes craintes ſubſiſtent de notre
é, ſi même elles ne s'accroiſſent pas.
ıs avions des doutes ſur l'Eſpagne avant
lle eût cherché à nous réconcilier avec
rance : ſes efforts ont été inéfficaces ; on
donc en conclure qu'elle eſt plus mal
oſée à notre égard que jamais. Avant peu
ſaura ce qui en eſt ; mais nous reſpectons
nos Lecteurs pour leur annoncer des
nemens dont nous n'avons aucune con-
ſance. Néanmoins il peut n'être pas trop
s de propos d'examiner ce qui doit natu-
ment réſulter de cette jonction, & c'eſt

ce que nous pouvons faire ſans être doué
d'un eſprit prophétique. Il n'eſt que tro
évident que dans l'état actuel des choſes
notre marine, diviſée & déchirée comm
elle l'eſt par les mécontentemens & les ani
moſités particulieres, n'eſt tout au plus qu'é
gale en forces à la flotte Françoiſe. Il fau
donc conclure de la jonction de l'Eſpagn
à la France que la balance tournera contr
nous par le poids de la flotte formidable d
l'Eſpagne qui eſt bien équipée & toute prêt
à appareiller, ſi elle vient augmenter le poid
déja preſqu'égale de la flotte de France :
le nouveau dégré de danger qui en réſulter
pouvoit calmer nos diviſions internes, rap
peller & réunir le courage de chaque indi
vidu, en étouffant les haines particulieres ſou
le pouvoir de l'animoſité : ſi ces efforts s'u
niſſant & agiſſant dans un même centre d
viteſſe & de pouvoir, raſſembloient ſur l
même point toutes les forces de l'Empir
Britannique : ſi notre Marine devenoit en
core une fois le boulevard de la grandeu
nationale, d'où partiroit tous nos traits contr
nos inſolens ennemis ; alors nous aurions tou
ſujet de nous applaudir de la jonction d
l'Eſpagne avec la France, & de la perfidi
qui auroit produit un effet ſi déſirable. Eſ
pérons du moins que l'eſprit de la Natio
n'eſt pas éteint & qu'il exiſte encore dans l
Royaume, un fond de bon ſens capable d
diriger notre force & de la conduire au bu
convenable.

Les bruits d'un ſoulévement en Irlande diminuent de plus en plus. Les nouvelles étoient ſi exagérées que dans chaque parti on commence à douter du fait. Il eſt certain qu'il y a dans ce Royaume beaucoup d'hommes qui ont pris les armes depuis quelque temps ; mais ce n'a été que pour défendre leur propre pays, & ils ne manifeſtent aucune mauvaiſe diſpoſition à notre égard. Ils ont beaucoup à ſe plaindre & ils ſont vraiment bien miſérables. Ils ont raiſon de nous montrer de la défiance & même d'être très-irrités ; & s'ils ſe livrent au déſeſpoir on ne peut gueres prévoir quelles en ſeront les ſuites. Mais ne prononçons point ſur l'événement avant qu'il ait lieu. Pourquoi mourir une heure plus tôt ? Les Irlandois ont pour nous un attachement qui les portera à ſouffrir long-temps avant d'en venir aux extrémités. Perſuadons-nous auſſi que le malheur doit nous apprendre à avoir égard aux réclamations de la Juſtice, & que la bonne-foi nationale plaide en leur faveur.

L'état des affaires étrangeres eſt le même. La flotte de l'Amiral Arbuthnot eſt à la fin ſortie ; mais l'on dit aujourd'hui que dans cette campagne nous continuerons la guerre en Amérique avec moins de troupes (comme l'a obſervé M. Fox au Parlement) que lorſque nous n'en n'avions pas aſſez pour battre l'ennemi.

A Londres, on a été très-allarmé des bruits de la rupture avec l'Eſpagne & de la rébellion en Irlande. Les fonds ont baiſſé en conſéquence des nouvelles, mais actuellement les craintes paroiſſent ſe diſſiper ; & l'hémiſphere politique retombe dans ſon engourdiſſement ordinaire.

II. *Affaire de la réunion de l'Irlande.*

« L'INDIFFÉRENCE des Miniſtres relativement à l'Irlande eſt non-ſeulement inexcuſable, mais incompréhenſible, quand on penſe aux ſuites affreuſes dont elle peut être ſuivie. Ce Royaume renferme 2,300,000 habitans dont 2,000,000 ont un culte différent de celui qui eſt établi en Angleterre. On connoit la force de l'enthouſiaſme ſur l'eſprit des hommes ; & l'expérience a démontré plus d'une fois combien ils déſirent que la Religion qu'ils profeſſent ſoit la dominante de leur Pays. Tel eſt le cas où ſe trouve l'Irlande. En ſe ſoumettant à la France ou à l'Eſpagne, les trois quarts au moins des Habitans de ce Royaume auroient la ſatisfaction de voir la doctrine de l'Egliſe Romaine non-ſeulement tolérée, mais dominante dans l'Iſle. Voilà certainement un appât pour la défection : il en exiſte un autre, & ce dernier eſt preſque toujours irréſiſtible, c'eſt l'extrême beſoin. »

« Le Gouvernement d'une Nation compoſée de 2,300,000 individus n'a pas actuellement aſſez de crédit pour trouver

100,000 livres ſterlings. Quel doit être l'état des membres quand le cœur lui-même ſe trouve épuiſé de ſang ? »

« Non-ſeulement ce Peuple eſt invité à la révolte par les tentations les plus puiſſantes, mais encore il a montré qu'il y étoit diſpoſé. Autrement pourquoi verroit-t-on en Irlande une armée de 12 à 14,000 hommes qui a été levée ſans le conſentement de la Grande-Bretagne & qui n'eſt point à ſa ſolde ? Que ſignifieroient les reſtrictions que les Irlandois ont miſes à leur commerce avec l'Angleterre ? Quel ſeroit l'objet de leurs pétitions & de leurs remontrances ? Cette marche eſt exactement celle qu'a ſuivie l'Amérique. Chacun ſait qu'il n'eſt point de ſageſſe plus ſûre que celle qu'on a acquiſe à ſes dépens. Il eſt bien étonnant que nos Miniſtres n'aient pas mieux profité d'une leçon auſſi inſtructive. Il parlent de terminer tous nos différens avec l'Irlande en la réuniſſant avec la Grande-Bretagne ; & c'eſt à la ſeſſion prochaine du Parlement, que l'exécution de ce grand projet eſt renvoyée. Mais n'ont-ils pas lieu d'appréhender qu'avant ce temps là l'Irlande n'ait opéré ſa réunion avec d'autres à l'exemple de l'Amérique, qu'elle eſt ſi diſpoſée à ſuivre ? »

Les troubles ont commencé en Irlande comme en Amérique & leur accroiſſement fait les mêmes progrès. Les plaintes des Irlandois ont été rejettées, leur miſére continue, ils forment de petites aſſociations, le

malheur les réunit, l'eſprit d'inquiétude ſe communique de Paroiſſe en Paroiſſe, de Comté en Comté: le déſeſpoir fait naître chez eux le mécontentement; & le mécontentement les portera à ſe faire juſtice eux-mêmes, peut-être encore à ſe venger. Ce qui a fomenté l'incendie dans un des Comtés Septentrionaux, c'eſt qu'environ 1200 hommes après avoir pris les armes, non pas pour obtenir le redreſſement de leurs griefs, mais pour la défenſe de leur Pays, ont demandé au Gouvernement de leur nommer des Officiers. Comme on n'a point eu d'égard à leur requête, ce refus leur a donné l'alarme, & l'alarme s'eſt répandue de tous les côtés. Dieu ſait comment tout cela finira.

## III. *Mal ſur mal n'eſt pas ſanté.*

La ſituation actuelle des affaires exige les conſeils & l'aſſiſtance de tout ami de la nation. Au lieu de s'amuſer à tenir des Conſeils de guerre & à prendre des informations ſur la conduite des Miniſtres & des Généraux relativement à la perte de treize Colonies, tous nos efforts auroient dû tendre à conſerver ce qui nous reſtoit de l'Empire Britannique. Les Marchands & le Public en général ſavent à leurs dépens que les Colonies ſont perdues: n'importe par qui, ſoit par les Miniſtres, ſoit par les Généraux, elles ſont perdues; & leur perte a

donné un coup mortel au commerce de la nation. L'Irlande, dans une assemblée publique de ses principaux Marchands, est convenue de n'importer aucun article des Manufactures ou productions de ce Royaume, & de ne se servir que de ses propres manufactures. Elle a demandé des soulagemens qui lui ont été refusés. Les Colonies ont fait précisément tout ce que fait aujourd'hui l'Irlande: il faut esperer cependant que les suites n'en seront pas les mêmes; mais si on n'a point d'égard à ses demandes, nous aurons tout lieu de trembler. L'Ecosse est aussi en rumeur depuis les tentatives qu'on a faites pour briser les entraves des Catholiques Romains dans ce Royaume: & l'enthousiasme de la Religion en Ecosse peut y allumer un feu qu'il ne seroit pas aisé d'éteindre s'il prenoit une certaine consistance. Sous le regne de Charles I. il y eut de pareilles tentatives pour des affaires de Religion: tout le monde sait ce qui en est résulté. A qui faut-il attribuer les calamités qui affligent l'Empire Britannique, si ce n'est à une clique de Ministres qui deshonoreroient tous les siecles & tous les pays? Pour comble de disgrace & pour couronner leurs bévues, n'est-il point à craindre que l'Espagne ne profite de nos divisions intestines & ne se joigne à nos ennemis pour accélerer & completer la ruine de l'Angleterre?

## IV. *Prophéties de Merlin pour l'année* 1779 *& ſuivantes.*

Avant le mois de Juillet, l'Eſpagne reconnoîtra l'indépendance de l'Amérique. Vers le mois de Septembre, la Cour de Vienne fera une pareille déclaration.

Avant la fin de l'année pluſieurs Etats d'Italie ſuivront cet exemple, tandis que les Hollandois éviteront autant qu'il leur ſera poſſible d'en venir à une déclaration ouverte pour ſe tenir hors de la preſſe & conſerver par là le privilege aſſez lucratif d'être les voituriers de toute l'Europe.

Les Iſles Angloiſes de l'Amérique ne regarderont point l'Amérique Septentrionale comme une ennemie qui a juré leur perte ; & de leur côté les Américains ne ſeront point jaloux des habitans de ces Iſles. Leurs Colons, ainſi que ceux des Iſles Françoiſes, Hollandoiſes, Danoiſes, établiront avec les Américains une correſpondance de commerce également avantageuſe à toutes ces nations.

En 1790 les Créoles commenceront à envoyer leurs enfans aux différens Colléges de Philadelphie, de New-York, du Jerſey & de la Nouvelle Anglererre. La Grande Bretagne, où juſqu'à préſent tous les enfans des Colons venoient recevoir leur éducation, n'entendra plus parler d'eux.

Dans le commencement du dix-neuvieme

ſiecle, Philadelphie ſera l'Oxford de l'Amérique ; & l'Univerſité de Cambridge, dans la Nouvelle-Angleterre, fera oublier qu'il y en a eu une autre du même nom dans la Grande-Bretagne.

## V. *Nouvelles voitures pour les Officiers Anglois.*

Dans les tems où une véritable grandeur juſtifioit l'orgueil de la nation, nous ne nous ſerions pas abbaiſſés à ramper comme de miſérables eſclaves aux pieds des Puiſſances étrangeres pour mendier la permiſſion de nous rendre par terre à nos propres domaines, parce que nous n'étions pas maîtres de la mer ou en état d'y naviguer dans des bâtimens Britanniques ? Quelqu'étrange que paroiſſe une telle baſſeſſe, c'eſt cependant ce que nous faiſons aujourd'hui ; & nos Miniſtres ne rougiſſent point de ſe ſoumettre à une humiliation auſſi révoltante, tandis que, dans le Parlement, ils affectent un langage altier & arrogant qui conviendroit à peine aux maîtres du monde. On vouloit envoyer trois Ingénieurs à Minorque. *Nous n'avons pas oſé les y faire paſſer par la grande route de mer.* Nous avons eſſayé de les cacher comme des effets de contrebande, à bord d'un bâtiment Venitien, peut-être dans des pipes d'eau de-vie. Mais *les François qui étoient maîtres de la Méditerranée*, ont été inſtruits de notre petite fineſſe & ils ſe ſont emparés du vaiſſeau. Il

eſt queſtion d'envoyer à Minorque le Chevalier William Draper, le Conquérant de Manille, & pour qu'il puiſſe y arriver ſans méſaventure, nous ſupplions *humblement* la Cour de Madrid de vouloir bien lui permettre de ſe rendre par l'Eſpagne à Majorque pour prendre de là quelque barque de Pêcheur ou autre qui le conduiſe à ſa deſtination.

Telle eſt la ſituation à laquelle nous ſommes réduits. Telle eſt la puſillanimité de ces hommes qui, après nous avoir fait perdre l'empire de l'Océan, ne rougiſſent pas de dire d'eux-mêmes qu'ils ſont de grands Miniſtres! *Trouveroit-on dans les annales de la Grande Brctagne une ſeule époque où nous nous ſoyons avilis au point de demander qu'on nous faſſe paſſer en ſûreté à aucune place où la mer pouvoit nous conduire?*

## VI. *Météore Miniſtériel*

Le Mardi 25 Mai à midi, & non pas auparavant (tant il y a d'aveuglement chez certaines gens & d'induſtrie chez d'autres) on vit s'évanouir totalement l'aſſertion du Vendredi, du Samedi, du Dimanche & du Lundi, par rapport à la défaite de d'Eſtaing. Les Gazetiers même qui avoient donné des détails circonſtanciés de l'affaire, ſont tout honteux d'avoir été pris pour dupes; & aujourd'hui ils ſe retranchent derriere des doutes & des conjectures pour parler de cette dé-

faire ſi vantée. Le fait eſt que le menſonge Miniſtériel, tout oppoſé au cours journalier du Soleil, s'eſt levé à l'Oueſt Vendredi 21 Mai, qu'à midi il a dardé tous ſes feux ſur la Ville où il a trouvé un nouvel aliment chez tout ce qu'il y a de gens ſerviles, intéreſſés & crédules, & qu'hier 25 à midi, il s'eſt trouvé éclipſé totalement par la préſence de la vérité & du ſens-commun.

Rien n'étoit plus curieux que d'obſerver la conduite du Miniſtere pendant tout le tems que ces nouvelles ont circulé. D'après le bruit général, chacun couroit dans les Bureaux & ſur-tout dans ceux de l'Amirauté pour ſavoir la vérité, & par tout on leur répondoit: » Nous n'avons pas *encore* de relation officielle «, Les Miniſtres vouloient par là donner à entendre au Public qu'ils attendoient à tout moment cette relation.

Aujourd'hui qu'il eſt notoire que ce rapport eſt deſtitué de tout fondement, le public demande pourquoi l'Amiral *Arbuthnot* reſté ſi long-tems à Torbay avec ſa flotte ombreuſe de bâtimens de tranſports, ſurtout dans un tems où la détention de cette otte coûtoit par heure une dépenſe ſi énorue à la nation.

D'ici à quelques ſemaines les courans ſeront forts dans les parages des Iſles Antilles, ue vu l'état déplorable où ſont les vaiſſeaux e l'Amiral Byron, ils ſeront infailliblement

mis en pieces. On n'a pris aucune des précautions néceſſaires pour les préſerver du danger dont ils ſont menacés : il y avoit deux ans qu'ils n'avoient eu aucune réparation quand le Lord Sandwich a jugé à propos de les envoyer en Amérique. C'eſt une faute d'autant plus inexcuſable que, ſelon la regle de la marine, les vaiſſeaux doivent être nettoyés tous les ſix mois. Pluſieurs de ceux qui compoſent l'eſcadre de l'Amiral Byron ſont en mer depuis trois ans & demi.

## VII. *Le fin mot.*

On a fait beaucoup de raiſonnemens en l'air ſur les motifs qui nous empêchent de nous réconcilier avec l'Amérique & de reconnoître ſon indépendance. Il n'y en a qu'un & le voici. C'eſt que le Miniſtere perdroit l'influence que lui donne dans les deux Chambres du Parlement, la poſſeſſion où il eſt de nommer aux emplois civils & militaires dans cette partie du monde. Or il eſt bon de ſavoir qu'il n'y en avoit pas moins de deux mille. Chacun peut juger combien de mouvemens il peut ſe faire chaque année dans ce nombre de places, par les morts, les deſtitutions, &c. & de-là il eſt aiſé de voir où réſide l'opiniâtreté, & à quelle cauſe il faut l'attribuer.

Je ſoutiens que ſi l'on faiſoit un calcul exact de la ſurcharge que la guerre d'Amérique

rique a occasionnée à la dette nationale fondée & non fondée, on verroit qu'elle ne monte pas à moins de cinquante millions.

Les Ministres nous font encore plus de mal que ne nous en a fait le Chevalier Hughes d'alliser, car ils nous font voir de faux feux pour nous égarer. L'un d'entr'eux disoit l'autre jour : « certainement il faut s'occuper » du sort des Irlandois, mais cela demande » *du temps*, du papier, &c. &c. » J'ose dire u Lord North qui tenoit ce discours, qu'il n'a aucune envie de donner des secours à l'Irlande, & qu'il n'est ni en son pouvoir, ni u pouvoir de la Nation de procurer aucun vantage au commerce de l'Irlande, sans rui- er le commerce de l'Angleterre. Les deux Nations sont comme la mule & l'âne, l'un & l'autre chargés outre mesure & succom- bant sous le faix. Supposons que l'âne priât a mule, comme l'animal le plus fort, de e soulager un peu en prenant une partie e ce qui est dans ses paniers, la mule ne eroit-elle pas fondée à lui dire : « Il est vrai que ma force est supérieure à la vôtre, mais ma charge l'est aussi. »

Tel est l'état des choses entre l'Angle- erre & l'Irlande. Je soutiens ( & le temps rouvera la vérité de mon assertion ) que es Irlandois se trompent, s'ils s'attendent obtenir quelqu'avantage réel de ce Royau- ne. Le Lord *Nugent* & M. *Burke* ont beau rononcer d'éloquens discours en leur fa-

veur, toutes ces harangues, tous ces plaidoyers peuvent les amuſer, mais à coup ſûr ils ne leur procureront aucune amélioration dans leur ſort. La main-d'œuvre étant à beaucoup meilleur marché en Irlande qu'en Angleterre, les Habitans de ce Royaume ne feroient-ils pas tomber par ce moyen toutes les Manufactures des Anglois s'ils obtenoient les mêmes priviléges. Peuvent-ils croire que le Lord North, ou tout autre premier Miniſtre d'Angleterre, chargera davantage la mule pour épargner un peu le dos de l'âne? La vérité eſt que l'Angleterre ne peut ni ne veut ſoulager l'Irlande à ſes propres dépens. L'unique, mais bien triſte plaiſir qui puiſſe reſter aux Irlandois, c'eſt de s'appliquer la conſidération par laquelle nos Miniſtres prétendent nous conſoler, de tous les tréſors qu'ils ont prodigués en Amérique, ſavoir que les Américains ſont enfin dans une ſituation déplorable. Or, *il eſt certain que l'Angleterre eſt dans une ſituation déplorable, il eſt certain que l'Irlande eſt dans une ſituation déplorable, & l'on dit que l'Amérique eſt auſſi dans une ſituation déplorable.* Tel eſt en peu de mots le tableau fidele de l'Empire Britannique.

Quel eſt celui de la France? Son commerce a beaucoup ſouffert; mais elle n'a jamais eu une Marine auſſi floriſſante.

Jettons actuellement les yeux ſur l'Eſpagne. Avec des richeſſes immenſes & des

lottes formidables il ne tient qu'à elle, en ſe joignant à la France, d'opérer parmi nous une révolution dont il n'y aura point eu d'exemple. Il eſt vrai que ſi les choſes continuent ſur le même pied, cette révolution ſera l'événement le plus indifférent pour la moitié du Royaume. En effet, je ne crains pas d'aſſurer que ſi l'on faiſoit un relevé exact de tous les droits & terres impoſés ſur la conſommation, il ſe trouveroit que le conſommateur ne paye gueres moins de 4 shillings par livre de 20 shillings : en France il ne paye pas un cinquieme par liv. Cependant les François ſont ſoumis, dit-on, un Gouvernement deſpotique, & nous ommes un Peuple libre. J'ai fait près de mille lieues en France dans ſes diverſes Provinces ; & pendant un ſi long voyage, tous es droits pour bateaux, ponts & portes 'ont pas été au-delà de 3 shillings 6 pences environ 5 livres Tournois). En Angleerre ſi je veux ſeulement m'aller promener ors de Londres, un dimanche, il m'en oûtera à peu près ce que je donnerai en rance à mon hôte pour un excellent ſouer & un bon lit. Dans le vrai, j'aimerois ieux que notre Souverain fût un *Monarque bſolu*, que de lui voir à ſa ſolde un *Miniſtre bſolu*, qui peut au premier jour acquérir ſſez d'influence ſur les deux Chambres du arlement, pour leur ordonner de faire ce ue le Monarque le plus deſpotique n'oſe-

roit jamais ſe permettre, parce qu'il arrive ſouvent aux *Corps politiques* de faire des choſes dont l'idée ſeule eût fait frémir chacun de ſes Membres s'il en eût répondu individuellement.

## VIII. *Le bon moment.*

L'ANNÉE derniere 1777-8 nos Miniſtres n'entretinrent la Nation Angloiſe, pendant tout l'hiver, que des diſpoſitions pacifiques & amicales de la France. Survint enſuite la fameuſe déclaration du Marquis de Noailles: alors ils paſſerent tout de ſuite d'une extrémité à l'autre, ils crierent contre la perfidie des François (bien moins perfides que nos Miniſtres) ils n'eurent plus à la bouche que le mot *invaſion! invaſion!* Ils aſſemblerent la Milice, & ils énerverent le courage du bon Peuple d'Angleterre en lui donnant des appréhenſions pour une deſcente, que peu de jours auparavant ils traitoient avec le plus ſouverain mépris.

Depuis ce temps nos Miniſtres n'ont point ceſſé de nous dire que l'Eſpagne étoit très-favorablement diſpoſée en notre faveur: ils nous ont vanté continuellement la bonne-foi Eſpagnole, en nous aſſurant que la Cour de Madrid ne prendroit jamais parti contre l'Angleterre. Au milieu de toutes ces modeſtes aſſurances, voilà qu'on vient nous épouvanter aujourd'hui du projet d'une dou-

le invaſion de la part des Puiſſances com-
inées de France & d'Eſpagne, & des efforts
u'elles vont faire de concert pour détruire
e fond en comble la Grande-Bretagne. Voici
n autre échantillon merveilleux de l'adreſſe
ans exemple & de la ſaine politique de nos
ommes d'Etat. Cette allarme qu'ils nous don-
ent eſt fondée ou ne l'eſt pas. Suppoſons ce qui
aut le mieux, c'eſt-à-dire qu'elle n'a point de
ondement : l'objet de ce faux bruit eſt de
ire prendre le change au Peuple, pour le
iſtraire de l'attention qu'il doit à l'affaire
a plus intéreſſante pour lui, la pourſuite
es auteurs de nos pertes, de nos humilia-
ons, enfin de tous nos malheurs & de tous
os déſaſtres juſqu'à ce qu'ils expirent ſous
e glaive de la Juſtice & de la vengeance
Nationale.

D'un autre côté, s'il y a quelque réalité
ans les terreurs que les Miniſtres nous inſ-
iroient, & s'il eſt vrai que nos implacables
nnemis, de concert avec nos *amis de profil*
les Eſpagnols ), méditent quelque deſſein
ui puiſſe opérer la ruine totale de l'Em-
ire Britannique, eſt-ce une raiſon qui nous
blige à placer aujourd'hui notre confiance
ans des Miniſtres *pervers* qui de tout temps
nt trompé leur Maître & la Nation, dans
es *imbeciles* qui de leur aveu ſe ſont trom-
és eux-mêmes, dans des *fourbes* qui en im-
oſent continuellement à la crédulité du

Public, qui ferment les yeux pour ne point voir les écueils dont nous ſommes entourés, qui enfin ne ſe juſtifient jamais qu'en alléguant qu'ils ont été trompés ? hé bien ! s'ils ſe ſont laiſſé tromper, voilà leur crime ; & il faut les en punir.

*Errare humanum eſt.* On peut être trompé quelquefois, c'eſt le lot de la nature humaine ; mais que des Miniſtres qui ſont continuellement trompés par les plus méchans & les plus vils des humains, par des gens intéreſſés à les tromper, par des traîtres & des menteurs de profeſſion : que de pareils Miniſtres, dis-je, prennent ſur eux de diriger les affaires d'une grande nation, & qu'après une infinité de fautes, de bévues & de méprises connues de tout le monde, & avouées par eux-mêmes, ils s'obſtinent à reſter en place & à vouloir gouverner cette même nation ruinée par leur folie & leur incapacité, c'eſt un de ces malheurs qui ne pouvoit arriver qu'à un peuple dont le Ciel a juré la deſtruction.

Ainſi quelque ſoit le danger, par rapport à une invaſion des François en Angleterre, & quelques ſoient les ſuites qui en peuvent réſulter, la premiere, la meilleure & la plus ſure démarche qu'il y ait à faire pour le ſalut du Peuple Anglois dès qu'on verra que le projet eſt ſérieux, doit être de renvoyer à l'inſtant, totalement & définitivement ces

*neptes* Miniſtres, depuis le premier juſqu'au dernier.

### IX. *Il ne faut pas remontrer à ſon maître.*

Nous pouvons aſſurer le public qu'il n'y a pas le moindre fondement dans le bruit qui a couru que le Chevalier Hugh Palliſer auroit le commandement en ſecond de la grande flotte. Rien n'eſt plus abſurde, plus ridicule. Dans un tems où les diviſions dans la marine ſont montées à un tel point que les jeunes gens, les Lieutenans & les *Midshipmans* refuſent d'agir avec unanimité lors même qu'il s'agit de leur devoir, il n'eſt pas poſſible que l'Adminiſtration puiſſe avoir l'idée d'augmenter & de fomenter ces diviſions. Dieu ſait qu'il n'eſt pas néceſſaire de montrer à nos Miniſtres comment ils peuvent faire le mal, ils ſont trop induſtrieux de ce côté là pour avoir beſoin de maîtres.

### X. *La force de l'exemple.*

Il regne dans la Marine un eſprit de mutinerie qui de jour en jour fait de plus grands progrès & qui depuis peu s'eſt elevé à un tel degré d'arrogance & d'inſolence qu'il s'attirera enfin l'indignation de Sa Majeſté. Pluſieurs de nos Commandans de Marine qui dans un tems de paix ou dans un tems où ils n'avoient preſque aucun riſque à courir,

ont joui, pendant un grand nombre d'années, des premiers honneurs militaires & des appointemens les plus conſidérables, abandonnent leurs ſtations dans un moment de criſe, uniquement parce qu'on ne leur permet pas d'empiéter ſur la prérogative royale & de dicter à leur Souverain le choix de ſes Miniſtres & Officiers. Le Lord Howe a accepté bien volontiers un commandement lucratif & honorable lorſqu'il a cru qu'une marine Angloiſe, croiſant ſur la côte d'Amérique, oppoſeroit l'expérience à la foibleſſe; mais appellé pour combattre contre les nombreuſes & formidables eſcadres de la France, notre perfide ennemie, il refuſe de ſervir ſous prétexte que ſes Officiers ne ſont pas de ſon goût, & cependant c'eſt avec ces mêmes Officiers qu'il ſervoit de bien bon cœur depuis pluſieurs années, lorſqu'il s'enrichiſſoit lui & ſa famille en dépouillant de leurs propriétés les malheureux Américains ſes compatriotes. L'Amiral Harland, qui le 30 Décembre 1778, manifeſtoit un vif déſir » de vouer toutes les actions de ſa vie & ſa vie même au ſervice de Sa Majeſté «, a donné ſa démiſſion il y a quelques mois, ſans l'ombre d'un honnête prétexte. L'Amiral Keppel laiſſe échapper l'occaſion de venger ſon honneur, qui, le 27 Juillet dernier, a été au moins compromis; & qui auroit été recouvré bien plus completement par une bonne conduite que

par la déciſion de cent Conſeils de guerre. Si le ſimple Soldat eſt puni de mort pour déſerter le ſervice, même en tems de paix, quelle doit être la punition de ceux qui placés dans les premiers poſtes d'honneur & de confiance, quittent lâchement le ſervice en tems de guerre? Et aujourd'hui peut-on s'attendre que l'eſprit de déſertion & de mutinerie ne s'emparera pas des dernieres claſſes de la marine, tandis qu'il regne avec impunité parmi ſes Chefs?

## XI. *Tout vient avec le tems.*

Tout ce que nous voyons aujourd'hui nous porte à croire que la campagne des François ſera une des plus chaudes qu'ils aient jamais faite. Ils commencent de très-bonne heure leurs attaques, & puiſqu'ils ont pû tenter de débarquer quelques troupes dans une Iſle qui eſt poſitivement ſous nos yeux, tandis qu'aucune de nos flottes deſtinées pour le ſervice du Canal n'étoit prête à mettre à la mer, cela nous prouve la vigueur qu'ils mettent dans leurs préparatifs, & nous donne un échantillon de ce que nous devons attendre relativement à des entrepriſes plus éloignées. Les François ſont déterminés à tout hazarder cette campagne pour débarquer une armée en Angleterre ou en Irlande. L'adminiſtration ſait, à n'en pouvoir douter, que ſur la côte ils ont une grande armée ave c

cinq autres, qui toutes ſont prêtes à s'embarquer au premier ordre. Cet Eté nous ſerons abſolument à la merci des vents & des marées. Les François n'ont point d'autre guerre, d'autre objet, d'autre querelle qui épuiſe leurs finances. Toute leur attention eſt concentrée dans une guerre de mer contre la Grande-Bretagne, de concert avec l'Amérique ſon alliée. Nous n'avons point d'amis, & ſi dans cette ſituation l'Eſpagne, armée comme elle l'eſt actuellement, ſe joignoit à la France, rien ne pourroit nous arriver de plus funeſte. Le Gouvernement n'ignore pas qu'il ne peut faire face aux Marines Françoiſe & Eſpagnole en leur oppoſant des vaiſſeaux Ruſſes. Et que feroit le ſecours de quatorze vaiſſeaux Ruſſes mis dans la balance avec quarante que nous aurions contre nous? Nous pouvons prendre bien des arrangemens, mais quelque choſe que nous faſſions, nous ne trouverons de ſûreté que dans la paix; & nous ne pourrons faire cette paix qu'en reconnoiſſant l'indépendance de l'Amérique. Nos anciennes Colonies ne peuvent plus ſervir à la Grande-Bretagne qu'à épuiſer ſes tréſors; ainſi il eſt plus ſage de les abandonner avant que nous ſoyons ruinés & battus & de ne pas ſuivre l'exemple de Philippe II à l'égard de la Hollande.

XII. *Les jours ſe ſuivent, mais ils ne ſe reſſemblent point.*

Nous touchons au moment qui va nous apprendre que les Cours de France & d'Eſpagne ont déja arrêté le plan des opérations de la guerre pour la campagne prochaine, & que leurs forces doivent agir de concert contre nous. Il paroît certain que le Comte d'Almodovar n'attend pour quitter ce Royaume, que le retour du Courier qu'il a expédié pour Madrid, avec la nouvelle que la négociation pour la médiation a été rompue le 17 Mai.

C'eſt là une épreuve par laquelle la Grande-Bretagne n'avoit pas encore paſſé. Dans toutes les querelles précédentes nous avons trouvé les armées navales de la Maiſon de Bourbon dans un état de foibleſſe, de déunion & d'indiſcipline qui nous donnoit ſur elle la ſupériorité la plus complette. Lors de la guerre derniere les forces de la France étoient anéanties avant que l'Eſpagne fût venue à ſon ſecours. Mais aujourd'hui nous allons avoir ces deux Puiſſances ſur les bras dans un moment où l'une d'elles ſeule n'eſt déja que trop forte contre nous : nous allons nous trouver dans le plus brillant état de vigueur, d'union & d'habileté.

Telle eſt la guerre que nos Miniſtres oſent croire en état de conduire, vraiſembla-

blement d'après ce principe ſi conforme à leur logique : » Nous n'avons pas été capables de faire une petite guerre : elle a totalement échoué entre nos mains ; il eſt donc clair que nous ſommes les hommes les plus propres à diriger les opérations d'une grande guerre : ſon ſuccès eſt aſſuré ſi nous la dirigeons «. Infortunés Anglois ! Vous voilà donc condamnés à ramper ſous le joug d'une clique d'homme pervers, ſans courage & ſans capacité & qui, agiſſant toujours en raiſon contraire du ſens commun, ne s'obſtinent à garder le timon des affaires que parce qu'ils n'ont pas ſu le manier, & ſont d'autant plus inſolens dans leurs propos qu'ils ſont lâches & bas dans leur conduite.

XIII. *Il y a un tems pour jetter des pierres, & un tems pour les ramaſſer.*

Comme l'eſprit de la Grande-Bretagne eſt changé dans un aſſez court eſpace de tems ! Lorſque le feu Comte de Chatham ( alors M. Pitt ) étoit à la tête des affaires, le Comte de Fuentes, Ambaſſadeur d'Eſpagne, fit à ce Miniſtre une demande qu'il jugea à peine digne d'une réponſe. Cependant le Comte l'ayant trouvé un jour au lever du Roi, il le preſſa de nouveau à ce ſujet. Alors M. Pitt, avec toute la gravité d'un bon plaiſant & la fermeté d'un Sénateur Britannique, le conduiſit à une des fenêtres du Palais, &

montrant à cet Ambaſſadeur la Tour de Londres, il lui dit, lorſque le Roi votre maître ſera en poſſeſſion de cette forteresſe, je vous donne ma parole d'honneur que j'acquieſcerai à votre demande, mais juſques-là je vous aſſure qu'il n'en ſera rien «.

## XIV. *La Pantoufle.*

Dans le tems où l'on commençoit à ſe douter que l'Eſpagne prendroit le parti décidé qu'elle vient d'annoncer par ſon manifeſte, & où le Miniſtere Anglois s'occupoit déja de faire répandre dans le public qu'une rupture avec l'Eſpagne ſeroit plus avantageuſe que préjudiciable à la nation Angloiſe, un très-petit événement amuſa toute la ville de Londres. La Marquiſe d'Almodovar ſe promenant au Rénelah & apparamment un peu ſerrée par la foule, en cherchant à s'en retirer perdit une de ſes pantoufles. Toutes les gazettes du lendemain matin annoncerent, ſuivant l'uſage, la diſgrace arrivée à l'Ambaſſadrice. L'article étant lu dans un certain Caffé où ſe mêlent avec les Anglois des étrangers de tous les pays. » Si je me connois en augures, ſe mit à dire gravement un Chevalier Roſbiff, ceci nous préſage un démembrement de la Monarchie Eſpagnole. Point du tout, reprit vivement un Officier Caſtillan, c'eſt que l'Eſpagne aura un pied en Angleterre «.

## XV. *La reſſource du parti de l'Oppoſition.*

» On dit que les François vont faire une deſcente formidable ſur nos côtes, & que le Roi en perſonne ira à leur rencontre. Sûrement ſes Miniſtres l'aiment trop pour ne pas le ſuivre; il ſeroit abominable qu'ils ne ſe montraſſent pas mieux à la tête des troupes que dans le Conſeil. Ce ſera un beau moment pour la Providence, ſi à la fin elle nous prend aſſez en pitié pour nous en débaraſſer. Quelques bales feront ce que toute notre éloquence n'a pû obtenir «.

## XVI. *A Fortiori pour l'année* 1779.

Nous ne ſommes nullement en état de lutter contre les deux grandes Puiſſances de la Maiſon de Bourbon, ni même contre une ſeule. C'eſt ce qu'il ſeroit aiſé de démontrer par une foule de preuves; mais en voici une qui peut ſuffire. Ce n'eſt rien moins qu'une lettre *miniſtérielle* du Secrétaire d'Etat au département de l'Amérique, datée du mois de Mai 1777, & adreſſée au Chevalier Howe. Voici ce qu'on y lit: » Je ſouhaite que vous n'ayiez pas beſoin de plus d'artillerie que je ne vous en envoye, car il n'y a pas actuellement *un ſeul Canonier de reſte en Angleterre.*

## XVII. *Bonne parole.*

Lorſque le Chevalier James Wallace reſolut d'attaquer les François près de Saint Malo, les matelots étoient tranſportés de oie & ſe faiſoient une fête de cette expédiion. Dès qu'ils approcherent de la baye de Cancale ils montrerent la plus vive impatience de combattre; mais le Commandant ne voulut leur permettre de tirer que quand ils eroient plus près de terre. A la fin les François commencerent à faire feu, & quelques boulets donnerent preſque ſur nos vaiſeaux. Ne voyez-vous pas, Capitaine, s'écrierent nos braves matelots, comme ils iſent bien? Avancez plus près, mes enfans, épondit le Chevalier James, & ils ne tireront as juſte.

## XVIII. *Bonne idée.*

Le Chevalier John Lockhart Roſſe, Vice-miral de l'eſcadre bleue, a amené d'Ecoſſe es deux fils avec leur Précepteur, & il les fait monter ſur ſon vaiſſeau le *Royal George*, e 100 canons. Mon fils aîné, a dit ce brave omme, fera ſon theme & ſes verſions à ord auſſi bien qu'à terre: à l'égard de mon adet, comme il doit être marin, il ne peut as commencer trop tôt à apprendre ſon étier ».

On lui fait l'honneur d'un mot déja connu de l'Amiral *Drake*. Quelqu'un le voyant embarquer pour aller combattre la flotte Françoiſe, lui demanda s'il ſavoit parler françois? » Non, répondit-il, mais mon canon le parle «.

[Aucun François ne s'offenſera de ce trait, quoiqu'un peu fanfaron, de Monſieur Roſſe; mais s'il eſt battu, il méritera bien un petit accent ſur l'*é*.]

## XIX. *Bonne leçon.*

Il y a quelques années qu'un Couſin germain de la Reine Anne eſt mort à Londres à la Charité de ſa Paroiſſe. Le Roi Théodore de Corſe, après avoir vécu long-tems priſonnier pour dettes, eſt mort ſans laiſſer de quoi lui acheter une bierre. Il exiſte actuellement ſur le rôle des Pauvres d'Iſlington près de Londres, un Frere naturel de George II. Charles I^er^. a perdu la tête ſur l'échafaud pour avoir *déſobéi* à ſes ſujets : que ceux qui ont des oreilles entendent. [Cet article eſt traduit mot pour mot du *Général advertiſer*, dont l'Editeur, le ſieur William Parker, eſt actuellement dans une priſon par ordre de la Chambre des Pairs, pour avoir publiée un écrit contre la réputation de Milord Sandwich.]

XX

## XX. *Projet de finances envoyé à Milord North.*

Un plaiſant un peu ſombre, un *Young* ui s'égaye, a adreſſé à Milord North un rojet de finances. » Vous paroiſſez fort mbarraſſé, lui dit-il, & vous ne ſavez plus r quel article de néceſſité ou de luxe lever es impôts. Les Financiers qui jugent à mer- eille qu'il ne vous reſte plus aucun moyen aſſeoir les hypoteques & les intérêts des nprunts, ne veulent plus vous prêter. Il en eſt pendant un & peut-être eſt-ce auſſi l'unique i reſte, mais dont vous tireriez grand parti. ſuis trop bon citoyen pour ne pas vous faire l'ouverture. Il porte ſur un objet conſommation de néceſſité indiſpenſable par conſéquent univerſel. Ce ſont les bierres ur enterrer. Il y en a de toutes les di- enſions, de longues, de courtes, de groſſes, troites, de ſimples, de riches par la qua- é du bois ou du métal, par les étoffes, les ux dorés, les plaques d'argent ou de cuivre, inſcriptions plus ou moins longues, plus moins élégantes, plus ou moins véridi- es. Je vois dans tout cela une carriere nenſe où l'eſprit financier peut ſe déve- per & ſe retourner de mille manieres, en enant de grands produits & dont la ré- tition pourra ſe faire encore avec l'équité plus ſcrupuleuſe, Mais il s'y trouve de s cet avantage bien peu commun, c'eſt

que la charge n'en ſeroit nullement ſenti par le conſommateur «.

## XXI. *L'Illumination.*

Le 4 Juin, anniverſaire de la naiſſance du Roi, a été célebré dans toute la ville de Londres avec les plus vives démonſtrations de joie. Le ſoir toutes les maiſons brilloient d'une quantité innombrable de lampions de toutes couleurs. Celles des Miniſtres étrangers fixoient ſur-tout l'admiration des curieux, & dans ce nombre il n'y en avoit point qui approchât de la ſplendeur de celle de l'Ambaſſadeur d'Eſpagne. Il s'étoit amaſſé devant ſon palais une prodigieuſe affluence de peuple, & la rue ne déſempliſſoit point. Dans cette multitude d'Anglois aſſemblés, on ſe figure aiſément qu'il ſe trouvoit beaucoup de politiques. Un groupe de ceux-ci s'amuſoit à diſſerter ſur les doutes que certains Membres de l'Oppoſition ont oſé former hautement dans le Parlement relativement à l'Eſpagne. Eſt-ce que l'Ambaſſadeur de cette Cour, ſe mit à dire l'un d'entr'eux, ſignaleroit aujourd'hui avec cet éclat l'eſtime qu'il fait de notre nation & de notre Souverain, ſi ſa Cour avoit quelque mauvais deſſein contre la nôtre. Voyez ſon illumination : peut-on imaginer rien d'auſſi beau, d'auſſi flatteur & d'auſſi obligeant pour la nation Angloiſe?... Eh oui

s'écria d'un ton chagrin quelque Lieutenant de la légion du Colonel Barré, oui ſans doute cette illumination eſt belle; elle eſt même ſi belle qu'elle vous aveugle.

## XXII. *Le tems jadis.*

La Reine Eliſabeth avoit pour ennemis la Cour de Rome, Philippe II, le Duc d'Albe, le Roi de France, Catherine de Médicis, le Duc de Guiſe, le Cardinal de Loraine, Marie Reine d'Ecoſſe, le Clergé Romain & une Compagnie puiſſante dans l'opinion de tous les peuples. Au milieu de toutes les atteintes qui lui étoient ſans ceſſe portées de tant d'endroits pour la renverſer de deſſus ſon trône, elle ſût s'y maintenir. Ce fut en ſe faiſant aimer de ſes peuples, en économiſant bien ſes tréſors, & en diviſant ſes voiſins. Notre Gouvernement actuel eſt dans une poſition bien différente. Il n'eſt point aimé, il diſſipe tout & tous ſes voiſins ont juré ſa perte.

## XXIII. *Le Rire Sardonique.*

Lorſque le Lord North ſe préſenta le 17 de ce mois à la Chambre des Communes avec le manifeſte de l'Eſpagne, il avoit l'air riant & ſatisfait. Toute la Chambre le remarqua; & le parti contraire, ſoulevé & conſterné de cette rupture dont il l'accuſa

d'être la cauſe, lui fit les reproches les plus amers de ce qu'il paroiſſoit rire en l'annonçant. « Eh, Meſſieurs, s'écria quelqu'un de l'aſſemblée, pourquoi vous formaliſez-vous de ce qu'un homme ſe montre content & joyeux quand il vous apporte ſon ouvrage? ».

## P. S. *du 29 Juin.*

### *Sur la déclaration de l'Eſpagne.*

J'AI plaint, Monſieur, le Courier de l'Europe de s'être vu obligé de donner en françois la Déclaration de l'Eſpagne, d'après une Traduction angloiſe. Rien n'étoit plus périlleux; & je ne m'étois décidé qu'en tremblant à faire la même choſe, peut être avec ce danger de plus que j'avois quatre ou cinq Traductions angloiſes ſous les yeux, toutes eſſentiellement différentes. C'eſt ce qui m'a fait prendre le parti de vous annoncer, dans le titre de cette piece importante, que je ne la donnois que d'après une des Traductions angloiſes. Quoique le Courier de l'Europe n'eût pas pris cette précaution, j'ai vû aiſément qu'il ne lui avoit point été ouvert d'autre ſource; & je me ſerois gardé de faire la moindre obſervation ſur ſa Traduction. Il me falloit, pour le juger & pour me juger moi-même, le texte original. Un heureux haſard me l'a procuré. Si j'ai ſenti le plus vif déplaiſir de ce qu'il m'arrivoit trop tard, pour vérifier la Traduction que je vous avois envoyée, je vous laiſſe à juger la ſatisfaction

dont j'ai joui, en reconnoiſſant que le bonheur m'avoit fait choiſir dans les Traductions angloiſes la moins inexacte, & que par conſéquent vous aviez une copie aſſez reſſemblante de la Déclaration. Il n'en étoit pas de même du Courier de l'Europe : la ſienne, comparée avec l'Eſpagnol, s'eſt trouvée défectueuſe en pluſieurs points eſſentiels ; mais il eût été odieux de lui imputer des fautes qui ne provenoient point de ſon fait. En conſéquence, ce n'étoit point mon projet de vous en parler ; & les choſes en ſeroient reſtées là, puiſque ma Traduction étant aſſez fidele, un diſcernement ordinaire devoit conduire à la préférer, & qu'on pouvoit s'appuyer encore du ſuffrage des Eſpagnols. Mais je me vois obligé de changer de réſolution par une ratification que le Courier de l'Europe met à ſon ouvrage dans ſon N°. L. où il ſe dit *certain* de ce qui eſt dans l'Original eſpagnol; & flétrit de ſa cenſure le Traducteur François de Madrid. Il a donc vu cet original ou bien il lui eſt garanti par d'autres. Cette garantie doit s'étendre ſur la totalité de la Traduction, car on ne ſe ſera pas contenté de collationner ſur le texte une ſeule phraſe ; & s'il n'y en a qu'une ſur laquelle le Rédacteur du Courier ſe ſoit crû obligé de revenir, il en réſulte qu'il répond de l'exactitude de tout le reſte, & qu'il n'a vû lieu à y faire aucun changement. Or, c'eſt ce dont on va juger.—Permettez-moi de vous obſerver, Monſieur, que ce n'eſt point ici

une de ces querelles de mots qui ont juſtement décrié l'obſcur & pénible métier des Commentateurs. Il ne s'agit point de ſavoir ſi telle leçon d'un ancien Auteur eſt préférable à telle autre, ni même de décider ſur les points ſubtils qui diviſoient le Portique & le Lycée. De pareils doutes n'ont influé ſur le ſort des Empires que quand ils ont ſervi d'inſtrument au fanatiſme. Mais une fauſſe interprétation donnée à un traité ou à un manifeſte, tend directement à troubler la paix de l'Univers. C'eſt l'extrême conſéquence de toute erreur en ce genre, qui aſſigne aux interprêtes néceſſaires à la politique le premier rang parmi les Traducteurs. C'eſt elle qui fait de leurs fonctions un miniſtere ſacré. L'intérêt de la vérité leur interdit toute partialité comme toute précipitation, pour qu'ils ne s'expoſent point à la ſouillure du menſonge. Demande-t-on la lettre d'un acte public, ils en ſont les gardiens fideles. Eſt-ce l'eſprit ſur-tout qu'il importe d'avoir, ils ne peuvent le rendre s'ils ne ſont inſpirés. La ſageſſe alors conduit leur plume : cette même ſageſſe qui ſous l'emblême de Minerve fonda la premiere les archives où ſe gardoient les ſermens & actes ſolemnels de la Grèce, & en donna la direction à Théſée ſi fameux par l'adreſſe avec laquelle il ſe tira des détours du labyrinthe & rendit le repos à ſa patrie. Voilà quels ſont, Monſieur les devoirs des Interprétes

de la politique à qui il doit paroître ſingulier que le Courier de l'Europe s'aviſe de les redreſſer. A-t-il miſſion pour cela ? Nous allons en juger par ſon œuvre, par une traduction de la plus haute importance qui eſt ſortie de ſes mains & dont il atteſte l'exactitude, même en accuſant le Traducteur François de Madrid de n'avoir pas entendu l'Eſpagnol. C'eſt une imputation calomnieuſe dont il eſt eſſentiel de laver le Traducteur de Madrid; mais procédons avec ordre. Avant d'entrer en matiere, il eſt juſte, il eſt dans l'ordre, que je produiſe mes autorités. Je vous ai annoncé que le hazard m'avoit procuré une copie de l'original eſpagnol de la déclaration. Cette copie, c'eſt la Gazette de Madrid même, celle du 25 de Juin. La déclaration y eſt donnée en ſon entier dans une Cédule royale de Sa Majeſté Catholique & des Seigneurs de ſon Conſeil, par laquelle, conformément à l'ordre qui y eſt inféré, Sa Majeſté ordonne que toute communication, correſpondance & commerce, ſoient interrompus entre ſes Peuples & les Sujets du Roi Britannique. Voici l'énoncé de cette Cédule.

» DON CARLOS, par la grace de Dieu, Roi de Caſtille, &c.

» Aux Perſonnes qui compoſent mon Conſeil, aux Préſident & Auditeurs de mes Audiences & Chancelleries; aux Alcaldes & Alguazils de ma Maiſon & de ma Cour, & aux Corrégidors, Aſſiſtant, Gouverneur, Alcal-

des majeurs & ordinaires, tant ceux dits de *Realengo* (Royal), que de *Senorio* (Domanial), *Abadengo* (Abbatial) & ordres; & à toutes les autres perſonnes, de quelque état, qualité & condition qu'elles ſoient, des Villes, Bourgs & Villages de ces miens Royaumes & Domaines. «

» SACHEZ que le 21 de ce mois, j'ai jugé à propos d'adreſſer à mon Conſeil un ordre ſigné de ma main royale, qui porte ce qui ſuit. » Malgré l'ardent déſir que j'ai toujours eu de conſerver à mes fideles & chers ſujets le bien inappréciable de la paix; & malgré auſſi les efforts extraordinaires que j'ai faits dans tous les tems, & ſurtout dans les circonſtances critiques actuelles, pour obtenir un objet auſſi important, après avoir porté à un point extrême ma modération & ma patience, je me ſuis vu enfin dans la dure néceſſité de faire retirer de la Cour de Londres mon Ambaſſadeur le Marquis d'Almodovar, lequel a ordre de laiſſer à ce Miniſtere une Déclaration de la teneur de la copie que mon premier Secrétaire d'Etat remet au Conſeil, ayant conſidéré que ma propre dignité & l'honneur de ma Couronne l'exigeoient ainſi; & en même tems j'ai ordonné qu'on écrivît à mes Ambaſſadeurs & Miniſtres dans les autres Cours, la Lettre dont copie a été envoyée reillement au ſuſdit Tribunal: ce qui ſera entendu dans le Conſeil, pour qu'il ſoit fait expédition des ordres & des avis convenables, afin que cette réſolution royale ſoit connue de tous mes Peuples, & que toute

mmunication, correſpondance & com-
rce, ſoient interrompus entre eux & les
ets du Roi Britannique. A Aranjuès, le 21
n 1779. « Au Gouverneur du Conſeil.
s copies de la Déclaration & Lettres men-
nnés dans l'ordre ci-deſſus, ſont de la te-
ur ſuivante.
Ici eſt inſérée la Déclaration remiſe par le
rquis d'Almodovar au Miniſtere Anglois,
lont la traduction, telle qu'elle a été faite
Iadrid, ſe trouvera ci-après. Enſuite vient
copie de la Lettre aux Ambaſſadeurs &
niſtres du Roi dans différentes Cours.
PAR la copie ci-jointe de la Déclaration que
Marquis d'Almodovar, Ambaſſadeur du
près Sa Majeſté Britannique, doit re-
ttre au Miniſtere Anglois en ſe retirant de
e Cour, vous ſerez informé des motifs
graves qui déterminent Sa Majeſté à pren-
cette réſolution, Sa Majeſté étant fatiguée
oir ſouffert juſqu'ici un *auſſi grand nombre*
*trages* divers de la part du Cabinet Bri-
nique & de la Marine Angloiſe, (*a*) *que celui*
*eſt indiqué* dans la Déclaration. Vous pou-
faire de cet avis, dans la Cour où vous êtes,
ge que vous jugerez convenable; & j'y
terai trois circonſtances qui ſerviront de
veau témoignage à la juſtice & à la néceſſité
ſpenſable qui déterminent la conduite de
Iajeſté en cette occaſion. La premiere, c'eſt
dans le tems même où la Cour de Lon-
cherchoit à endormir l'Eſpagne, en diffé-
& en refuſant enfin d'accepter les propoſi-

(a) Mots eſſentiels à remarquer.

tions équitables & honorables que Sa Majes
avoit faites en qualité de médiateur pour l'
rangement de la paix entre la France, l'Ang
terre & les Colonies Américaines, le Cabi
Britannique s'occupoit ſourdement, par le m
yen d'émiſſaires ſecrets, de certaines offr
conformes pour le fonds, avec les propoſitio
de Sa Majeſté. La ſeconde, que ſes offres
s'addreſſoient point à des perſonnes étrange
ou indifférentes; mais directement & imm
diatement au Miniſtre des Provinces Amé
caines, qui réſide à Paris. La troiſieme, q
pendant ce tems là le Miniſtere Anglois
négligeoit pas non plus de chercher par be
coup d'autres moyens de ſuſciter de nouvea
ennemis à Sa Majeſté, avec l'eſpoir ſans dou
de diviſer ſes ſollicitudes royales & les fo
qui l'occupoient. Que Dieu vous garde, &
*Suivent les ordres de publication & d'exécutio*
*& les ſignatures.*

Vous voyez, Monſieur, quelle ſancti
donne le Roi d'Eſpagne à ſa Déclaratio
& combien elle eſt ſérieuſe dans tous ſes poi
comme dans toutes ſes conſéquences. Exam
nons à préſent ſi le Traducteur de Madrid
repréhenſible dans la maniere dont il l'a re
due. Tout le monde ſera forcé de conveni
& le Courier de l'Europe lui-même, que
Traducteur entendoit ſon affaire, mais que
Courier ne l'entendoit point. C'eſt ce qui
que dans le ſecond *Alinéa*, il s'eſt conten
de faire dire par le Roi d'Eſpagne, qu'il av
» pris les meſures les plus efficaces pour amen
les puiſſances déſunies à un accommo

Une inadvertence a fait laiſſer dans le N°. LXXIII des *Affaires de l'Angleterre*, quatre pages de la feuille *r*, que l'Auteur avoit demandé qu'on ſupprimât. Vous êtes ſupplié de vous prêter au remplacement. Il n'eſt ſorti, en cet état, que très-peu d'Exemplaires.

de la politique à qui il doit paroître ſingulier que le Courier de l'Europe s'aviſe de les redreſſer. A-t-il miſſion pour cela ? Nous allons en juger par ſon œuvre, par une traduction de la plus haute importance qui eſt ſortie de ſes mains & dont il atteſte l'exactitude, même en accuſant le Traducteur François de Madrid de n'avoir pas entendu l'Eſpagnol. C'eſt une imputation calomnieuſe dont il eſt eſſentiel de laver le Traducteur de Madrid ; mais procédons avec ordre. Je ſuivrai les *alinéa* du Courier ; voyez ſon N°. XLIX.

*Premier alinéa.* — » Au milieu des diſputes élevées entre la Cour de Londres, ſes Colonies Américaines & la France. « — Voilà une énumération bien diſtincte de trois parties dont ſe ſeroit occupé également le Roi d'Eſpagne. Cependant elles ne figurent point ſur la même ligne aux yeux de ce Monarque. Il n'en a que deux principalement en vue ; ſavoir, la Cour de Londres & la France. C'eſt ce qu'il explique avec la plus grande préciſion dans ſa déclaration, *en las diſcordias de la Corte de Londres con ſus Colonias Americanas y con la Francia ;* ce qui a été rendu par le Traducteur de Madrid & par moi, » au milieu des démêlés de la Cour de Londres *avec* ſes Colonies Américaines, & *avec* la France. « La prépoſition *avec*, ainſi répétée, maintient entre ces parties l'ordre naturel qui n'en préſente que deux ;

elle place la France à côté de la Cour de Londres & laiſſe derriere celle-ci ſes Colonies Américaines; au-lieu que la traduction du Courier les met toutes trois ſur le devant du Tableau. S'il eſt néceſſaire de prouver d'une autre maniere que le Courier nous induit à compter trois Parties, je citerai une de ſes inexactitudes ſubſéquentes. Il dit dans les premieres lignes du ſecond *alinéa*. » Le Roi a pris les meſures les plus efficaces pour amener les Puiſſances déſunies à un accommodement également honorable pour *toutes* les parties. « Ce mot *toutes* eſt hors de place, s'il ne s'agit que de deux Puiſſances. Il n'eſt applicable qu'à un nombre ſupérieur à deux. Auſſi eſt-il conſéquent à la maniere de compter du Courier qui vous a préſenté trois Parties diſtinctes, & ſous le même point de vue; mais il n'a point été employé par l'Eſpagne, qui n'en voyoit & ne pouvoit en voir que deux principales. Le Traducteur de Madrid avec lequel j'ai eu le bonheur de me rapporter, a dit, » un accommodement également honorable pour les *deux* parties; « ce qui a parfaitement rendu cette période eſpagnole, *para reducirlas à un acomodamiento reciprocamente honroſo*. Je demande à préſent ſi ceux qui ont lu la déclaration de l'Eſpagne dans le Courier de l'Europe, n'ont pas été fondés à croire que l'Eſpagne avoit fait un uſage *direct* de ſes bons offices, *également* pour la Cour de Londres, pour ſes Colonies Amé-

ricaines & pour la France : que la médiation de l'Eſpagne avoit été ſollicitée par l'Angleterre, pour qu'elle eût ſon effet *direct* relativement à ſes Colonies, comme relativement à la France ; & enfin, que les Colonies Américaines avoient comme la France & l'Angleterre, *directement* & en leur nom, demandé & accepté la médiation du Roi d'Eſpagne. Cet expoſé éleve néceſſairement es Colonies Angloiſes du rang ſecondaire, qui ſeul a pû juſqu'ici leur convenir vis à-vis du Roi d'Eſpagne, & qu'il leur aſſigne lui-même, u rang principal qu'occupent dans ſes vues onciliatrices la France & l'Angleterre ; tandis que le Roi d'Eſpagne a parlé des Colonies, ſeulement comme d'un objet acceſſoire ont il ne ſe mêle que pour donner la paix l'Europe. Une autre preuve que le Roi 'Eſpagne n'a eu principalement & *directement* en vue que l'Angleterre & la France, eſt le déſir qu'il exprime d'amener les Puiſnces déſunies à un accommodement *honorable*. n'en eſt point qui puiſſe être ainſi qualifié our les Colonies Américaines, s'il ne mene établir leur indépendance dans le ſens le us étendu. Par conſéquent aucune médian ne peut avoir lieu *directement* par rapt à elles ; au-lieu qu'il exiſte beaucoup de oyens de ſauver l'honneur de l'Angleterre la décidant à un accommodement avec France, même quand il méneroit à éta- l'indépendance américaine dans le ſens

le plus étendu. Par exemple, l'Angleterre peut ſe faire garantir par la France, pour prix du ſacrifice de ſes anciennes Colonies, & du repos où elle les laiſſera, la ſomme annuelle de cent mille livres ſterling que lui payeroient pendant un ſiecle les Etats-Unis, & que fut ſur le point de lui offrir, il y a quatre ans, le Congrès, pour obtenir la liberté du commerce. Elle peut de plus ſe réſerver une ou deux places ſur les côtes de l'Amérique, & le droit de les fortifier, comme Gibraltar en Eſpagne. On ne pourroit pas dire que ce ne fût point là un accommodement *honorable*. Or, comme rien de moins que l'indépendance ne le ſeroit pour les Etats-Unis dans leur ſituation actuelle, il eſt clair que le Roi d'Eſpagne n'enviſageoit dans ce plan que l'Angleterre & la France. Le Courier de l'Europe, en corrigeant ſa traduction pour un certain paſſage, d'après ce qu'il ſavoit, dit-il, avec certitude du texte eſpagnol, devoit donc étendre cette correction juſques ſur les mots *toutes les parties* qu'il a mal-à-propos ajoutés au texte, en parlant des deux que l'Eſpagne déclare qu'elle a cherché à réconcilier. Le Traducteur de Madrid entendoit ſon affaire; & le Courier de l'Europe ne l'entendoit point. C'eſt ce qui fait qu'il s'eſt contenté de faire dire par le Roi d'Eſpagne, qu'il avoit » pris les meſures les plus efficaces pour amener les puiſſances déſunies à un accommode

ment, « & qu'il a laiſſé de côté, ces mots » les plus énergiques « (vigoroſos), qui ont bien leur mérite; qu'il a ſubſtitué le mot *meſures* à celui de *démarches*, qui porte un tout autre ſens, & ici le ſeul raiſonnable: qu'au lieu de dire, comme le texte eſpagnol, » que les propoſitions.... ont été rejettées d'une maniere qui prouve bien (*que prueva bien*) le peu d'inclination que ſent le Cabinet Britannique à rendre la paix à l'Europe. « il a affoibli cette expreſſion, en mettant *qui indique*; & aſſurément ce mot eſt loin de rendre l'idée de *preuve*.

Je n'ai point encore quitté le ſecond alinéa. Le Roi d'Eſpagne y parle de » *violations de ſes territoires*. « Le Courier de l'Europe les qualifie *d'excès commis* ſur les territoires du Roi. Suivant le Roi d'Eſpagne, on *s'eſt porté* à l'extrémité horrible de ſoulever les Nations Indiennes, &c. « Le Courier nous dit, dans ſon ſtile nerveux: » On *eu recours* à l'extrémité effrayante, &c. «

Paſſons à l'*alinéa* III. — « Les droits de Sa Majeſté ont été récemment violés dans la Baye de Honduras. « Il falloit: » On a récemment violé *le territoire* du Roi. « Je pourſuis, » où les Anglois ont commis des actes d'hoſtilité contre les Eſpagnols, dont on a empriſonné les perſonnes, & ſaiſi *la propriété*. « Qu'entend le Courier par cette propriété ſaiſie? Seroit-ce les choux des Eſpagnols, leurs bœufs, leurs ânes? Voilà le

doute où il nous laiſſe. Le texte eſpagnol n'y donne point lieu. (*apoderandoſe de ſus caſas.*) « On a envahi les Maiſons. » Je me ſuis ſervi des mêmes termes dans ma traduction. Je me fais gloire de ſa reſſemblance avec celle du Traducteur de Madrid. Le Courier de l'Europe dira qu'il traduiſoit ſur une verſion angloiſe faite d'après la traduction françoiſe de Madrid. Je n'étois pas mieux partagé que lui ; mais j'ai médité, peſé & je n'aifait aucune de ces bévues. Au ſurplus, je le répète, ſon unique tort eſt de les avoir ratifiées, lorſque depuis il a avancé qu'il parloit avec certitude du contenu du texte eſpagnol & qu'il s'eſt permis de taxer le Traducteur de Madrid de ne l'avoir pas rendu par les expreſſions françoiſes convenables.

Nous voici au quatrieme *alinea* de la traduction du Courier, & à l'article pour lequel il mérite le plus d'être relevé par une verte cenſure. C'eſt un ſoin que ne prendroit point l'Eſpagne : il eſt au-deſſous d'elle de s'occuper du ſens qu'un Gazetier Anglois entre mille a pu donner à l'expoſé de ſes juſtes griefs : elle s'arrêtera encore moins à la maniere dont le Courier de l'Europe a oſé les expliquer. Mais je me charge pour l'intérêt de l'hiſtoire, de fouiller juſqu'au fond de la valiſe ce ce Courier. Je ne la crois pas de cuir dont Apollon avoit garni le trépied de Delphes & qui garantiſſoit la certitude ſes oracles. La doublure m'en eſt ſuſpecte

ſſayons de la retourner. Je ſuis bien trompé
i le deſſous ne recele pas quelques mon-
noyes de bas alloi que peu-à-peu il veut
âcher dans le commerce. — Il prétexte que
es Lecteurs ont faim & ſoif de ſa politique:
u'ils veulent ſavoir tout ce qu'on dit, comme
out ce qu'on fait; & après qu'il s'eſt forgé
e motif égalemen faux & frivole, le voilà
onſtitué pour nous apprendre qu'on lit par-
out, que par-tout on entend dire des gauſ-
eries ſur le Manifeſte de l'Eſpagne : le voilà
utoriſé à divulguer contre l'Eſpagne de plats
obſcurs quolibets, comme le ſentiment
énéral de toute l'Angleterre. Mais croit-il
u'il n'y ait que lui de qui cette Nation ſoit
onnue? Ses écrits m'entourent, & je nie
ue le Manifeſte de l'Eſpagne y ait fourni
atiere à plaiſanter & encore moins au point
ù il l'avance, qu'il oſe dire inconcevable. Je
ie que le compte rond de cent tout juſte
u'il trouve ſi fâcheux que le Traducteur de
adrid ait aſſigné aux griefs de l'Eſpagne,
t ſi fort égayé les Anglois. Ma négative ſera
rouvée par le meſſage même du Roi d'Angle-
rre qui a parlé de ce compte rond très-ſérieu-
ment La vérité eſt que le Parti Miniſtériel,
ont le Courier de l'Europe eſt la trompette,
fecte de s'en égayer; & quand j'ai vu
e Mylord North étoit entré en riant
ns la Chambre des Communes, lorſ-
'il y a apporté la Déclaration de l'Eſ-
gne, j'aurois gagé que le Courier met-
oit quelque machine en œuvre, pour

préſenter cette Déclaration à l'Europe ſous une face riſible. Le don de l'invention lui a été ſi largement départi, ainſi qu'il l'a prouvé par ſon diſcours de Milord Stormont, que j'étois bien sûr qu'il ne manqueroit pas de moyens. » Très-à-propos un Gazetier Anglois, ſoufflé par le Miniſtere même, s'aviſe de dire qu'à ce compte-là, de cent, on eût donc pu offenſer l'Eſpagne impunément quatre-vingt-dix-neuf fois «. Sans le Courier de l'Europe, ce ſot propos eût été enſeveli dès le jour même dans les ténebres où il étoit né; mais graces au zêle & à la diligence du Courier, le voilà devenu un trait de lumiere, un phénomene qui parcourt l'hémiſphere en un clin-d'œil, faiſant lire ſur ſes aîles qu'on dit généralement en Angleterre, » que la défaite de l'Eſpagne eſt puérile: que ſes prétextes ſont mal colorés: que la plûpart des griefs qu'on y trouve énoncés, ſont de vieille date: que s'ils euſſent été de nature à indiſpoſer, le reſſentiment de la Cour de Madrid eût dû éclater il y a plus d'un an: qu'il eſt ſingulier que cette Puiſſance ait attendu pour ſe plaindre que les outrages qu'elle a reçus formaſſent préciſément le compte rond de cent; « enfin, toutes les calomnies & platitudes qu'il importe au Miniſtere Anglois de faire circuler contre l'Epagne &que les gens ſenſés ſe garderont bien de croire. L'intéret du Miniſtere Anglois, & celui du Courier de l'Europe, mar-

chant ſi bien enſemble, je ſuis aſſez fondé, je penſe, à étendre ſur ce nouveau trait la preuve de mauvaiſe foi dont je l'ai convaincu à l'occaſion du diſcours de Mylord Stormont.

J'ai traité l'acceſſoire, touchons le fond. Des deux leçons du paſſage en queſtion du Manifeſte Eſpagnol, laquelle eſt la plus vraie, laquelle eſt la plus raiſonnable? J'examinerai ce dernier point d'abord. Le Roi d'Eſpagne devoit il dire, » qu'il n'avoit encore obtenu d'autre ſatisfaction, que de voir réitérer des inſultes *dont on pourroit citer cent exemples*; « ou bien » des inſultes qui *déjà dernierement s'approchoient du nombre de cent?* «

Pour lever ce doute par le ſeul ſecours de la réflexion: pour prendre, dis-je, un parti, il faut choiſir d'après quelles convenances on veut ſe décider. Celles du Miniſtere Anglois s'accommodent à merveilie de la premiere leçon: elle lui eſt même d'une néceſſité indiſpenſable. Le vague, l'indéfini de cette expreſſion, *des inſultes dont on citeroit cent exemples*, met tout ce parti infiniment à ſon aiſe. Que l'Oppoſition dans les deux Chambres preſſe ces Miniſtres de mettre ſous les yeux de leur Nation, les griefs du Roi d'Eſpagne ſur leſquels il n'a point été fait droit, rien ne leur ſera plus facile que de ſouſtraire les plus importans, & de produire ce qu'il leur conviendra & pour le nombre & pour l'eſpece. Ils feront entendre au Parlement, qui encore auroit tort de les chica-

ner, que c'eſt une figure de diſcours employée par le Roi d'Eſpagne, figure très-ordinaire : que quand ils apportent une ſoixantaine de ces Mémoires, on peut bien juger que c'eſt le tout ; que le Roi d'Eſpagne n'a point porté plus loin ſon idée, en parlant *d'inſultes dont on pourroit citer cent exemples*, ou en diſant *qu'il a été inſulté en cent occaſions*.

Voulons nous conſulter l'intérêt du Roi Catholique : il s'en faudra bien qu'il trouve ſon compte dans ce texte. On s'écriera dans toute l'Eſpagne : » nous ſommes trompés : l'amour paternel de notre Maître pour ſes Etats & pour ſes ſujets, le ſentiment qu'il a de ſa dignité perſonnelle & de celle de ſa couronne, ne ſe ſont point évaporés dans le vuide d'une figure. Sa loyauté, ſa candeur, ont dû fixer un nombre à ſes réclamations «. Mais quel recours aura-t-on ? Le Parlement Anglois ſera ſéparé : l'Europe ſera prévenue : il faudra que l'Eſpagne dévore ſon dépit ſous le faix du ridicule dont le Miniſtere Anglois a cherché à la couvrir. Aſſurément c'eſt un coup de maître qu'ont ſû faire là ces Miniſtres Anglois ! Je crois les entendre. » Ah le Roi d'Eſpagne s'aviſe de nous attaquer perſonnellement : il diſtingue dans ſon eſtime le Roi Britannique d'avec ſon Miniſtere : il ſuſcite dans les autres Nations le reſſentiment des outrages qu'elles-mêmes en ont eſſuyés ! Cela lui plait à dire. Il n'y

n'y a qu'à l'en croire, & notre Parlement exigera des copies de ſes griefs juſqu'au nombre fixe de cent, ou au moins de quatre-vingt-quinze. Nous avons fait déclarer par notre Roi dans ſon meſſage, que ſeulement *quelques uns* des griefs *énumérés* dans le papier du Roi d'Eſpagne, n'étoient jamais venus à ſa connoiſſance. Ces mots de *quelques-uns & d'énumérés* nous contrarient fort. A peine pourrons nous en receler trois ou quatre. Il faut nous tirer de cet embarras au plutôt. Comment faire? Eh! n'avons nous pas notre Courier de l'Europe, ſi obligeament ſoudoyé chez nous par les amateurs de politique ſur le continent? Aucun Courier ne fait la fraude auſſi ſubtilement. Avec l'air de peſer ſur nos malheurs, il ſait les atténuer; & par ſes doutes mêmes, exagerer ceux de notre ennemi. Faut-il propager nos ſuccès, il s'en acquitte avec la célérité des vents. Dans les pays d'où il n'eſt point proſcrit, il ne reſte plus à cet égard d'autres prérogatives aux Cabinets ſur les Caffés, que leur diſcrétion & leurs ſollicitudes. S'il nous importe de ſemer au loin, même par de fauſſes allarmes, le découragement & le deuil, en un inſtant il aura couvert de ſes cyprès la moitié du globe. Deux jours après, le preſtige ſe diſſipera; mais nous aurons regné ces deux jours-là ſur l'opinion. C'eſt la portion la plus réelle de la ſouveraineté: ſi peu qu'on nous en laiſſe, il faut en profiter: opérons «. Voilà comme auront raiſonné

les Miniſtres Anglois dans l'intervalle du 28 Juin, jour où le Courier de l'Europe nous a donné le meſſage dans lequel le Roi d'Angleterre parle des griefs *énuméres* du Roi d'Eſpagne, au 22 Juin où le même Courier apprend & atteſte à toute l'Europe, qu'il n'eſt pas vrai que ces griefs aient été *énumérés*. Il nous l'apprend comme une découverte qu'il eſt de ſon devoir de publier. Suivant lui, Milord Weymouth n'a point eu connoiſſance de l'original Eſpagnol de la déclaration. Il n'eſt parvenu à ce Secrétaire d'Etat que la traduction qui en a été faite en François à Madrid, & qui a ſervi au Traducteur Anglois, d'après lequel on eſt parti pour articuler le mot *énumérés*. Si on peut dire que le Traducteur François de Madrid n'a point entendu le texte Eſpagnol, voilà les Miniſtres Anglois ſoulagés de l'*énumération* & du danger de ſuccomber à la motion pour la production des griefs. Pour cela, il faut avoir, ſur le texte Eſpagnol, une certitude que Milord Weymouth n'avoit point eue. Eh bien on prétendra l'avoir: on juſtifiera le Traducteur Anglois de Londres: on calomniera le Traducteur François de Madrid: on ira juſqu'à donner un démenti au Roi d'Eſpagne, juſqu'à lui tracer ce qu'il a dû dire pour n'être point (*a*) *ridicule*; & par la même occaſion on fera rire le monde à ſes dé-

(*a*) On remarque ſans doute que nous employons ici les termes du Courier de l'Europe.

pens. » Nous ſommes certains, dira le Courier de l'Europe, après avoir plaiſanté ſur la centaine de griefs, » que dans l'original Eſpagnol il eſt dit *des inſultes dont on pourroit citer cent exemples ; ou plus littéralement, a été inſulté en cent occaſions.* «. Douterez-vous, Monſieur, que le Courier eſt ſûr de ce qu'il affirme, qu'il a lû le texte Eſpagnol, quand vous le voyez ſe reprendre pour vous en donner le ſens littéral ? - Eh bien, il n'en eſt rien. Le texte Eſpagnol porte, en parlant de ces inſultes, *los quales ſe acercan ya à ciento en eſtos ultimos tiempos ;* » leſquelles dernierement s'approchoient déja du nombre de cent «, ou ainſi que j'ai traduit, » dont le nombre ſe montoit dernierement à une centaine «, & ce mauvais Traducteur de Madrid, » qui depuis ces derniers tems ſont déja portés juſqu'au nombre de cent. Voilà comme le Roi d'Eſpagne a parlé : voilà comme il devoit parler pour prouver à l'Europe qu'il connoiſſoit la mauvaiſe foi du Cabinet Britannique, & pour mettre ce Cabinet entre ſon Roi & ſa nation dans l'impoſſibilité de tergiverſer, impoſſibilité ſi habilement tiſſue par le Roi d'Eſpagne, que ce Miniſtere n'a pu s'en tirer qu'en faiſant faire par le Courier de l'Europe un plat menſonge.

Voilà enfin comme auroit parlé la France elle-même dès les commencemens de l'année 1777, lorſqu'elle avoit fait le compte des déni de juſtice qu'elle avoit éprouvés de la

part de l'Angleterre, & que ce compte ſe montoit à la ſomme ronde ou quarrée de trente-ſix. J'ai ſu ce détail dans le tems d'un Secrétaire de M. le Marquis de Noailles. Le Courier de l'Europe n'auroit pas manqué de nous apprendre alors qu'on s'égayoit prodigieuſement à Londres ſur nos trente-ſix infortunes. C'eſt parce que nous n'avons pas affronté ce petit riſque, qu'une année de plus d'impunité a encouragé le Miniſtere Anglois, à plus que tripler le nombre de nos griefs. Il n'a plus été poſſible de les compter.

Achevons, car il ſeroit inutile de rapporter ici cent autres preuves que les Miniſtres Anglois nous ont données de leur peu de délicateſſe dans le choix de leurs moyens, & tous les menſonges qu'ils ont faits avec la plus riſible impudence, même à leur nation aſſemblée en Parlement.

Je ne m'arrête point à des omiſſions & négligences qui fourmillent dans les *alinéa* ſuivans ; mais le pénultieme m'offre une bévuë ſinguliere : il y eſt dit : » le Roi a réſolu & ordonné *à ſes Ambaſſadeurs* de déclarer que l'honneur de ſa couronne &c. » Je voudrois bien ſavoir combien le Courier de l'Europe connoiſſoit d'Ambaſſadeurs d'Eſpagne à Londres? Pour moi, je n'ai jamais ſu qu'il y en eût plus d'un à la fois. Dans quelle vue le Marquis d'Almodovar a-t-il été pluraliſé par le Courier de l'Europe ? Madame la Marquiſe d'Almodovar étoit-ell

revêtue du même caractère & des mêmes pleins pouvoirs que ſon mari? La politique en fournit plus d'un (*a*) exemple; & à en juger par les ſuffrages que la nation Angloiſe a donnés au mérite de cette Ambaſſadrice, une pareille diſtinction dans ſa perſonne n'eût point paru étrange. Mais le fait n'eſt pas; car le texte Eſpagnol porte *ſon Ambaſſadeur*. Il faut croire que c'eſt une inadvertence, mais elle eſt dodue.

Enfin, me voici au dernier *alinéa*. Le Roi d'Eſpagne après avoir proteſté de la tranquilité où eſt ſon ame ſur les motifs de ſa réſolution, déclare qu'il eſpére que les nations étrangères s'en formeront une idée convenable, & pour cet effet il leur ſuggere une comparaiſon. Suivant le Courier de l'Europe, ce doit être » en comparant le traitement que Sa Majeſté a reçu du Miniſtere Britannique avec celui qu'elles ont éprouvé elles-mêmes lorſqu'elles ont eu affaire à ce même Miniſtere. » Faiſons raiſonner d'après cette phraſe les nations étrangères. Voici ce qu'elles ſe diront. « Le Miniſtere Anglois a bien pu tromper le Roi d'Eſpagne, puiſqu'il nous trompe auſſi. Il lui a donné tous les mécontentements & lui a fait tous les outrages poſſibles, ainſi qu'à ſes ſujets & Etats; cela eſt très vraiſemblable, puiſque

(a) On ſe contentera de citer celui de la Marquiſe de Braſſac, chargée des pleins pouvoirs de Louis XIII, à Rome.

nous éprouvons ſouvent les mêmes traitemens de la part de cette Puiſſance. » Or, je demande à quoi aboutira cette comparaiſon, ſi ce n'eſt à faire dire par ces nations qu'elles croyent le Miniſtere Anglois capable de tous ces excès & que le Roi d'Eſpagne leur dit la vérité? Mais eſt-ce qu'il a pu venir à l'idée de Charles III. qu'on le ſoupçonneroit d'en impoſer? A-t-il cru néceſſaire d'appeller qui que ce ſoit à l'appui de ce qu'il avance? Cela n'eſt pas vraiſemblable, car c'eût été une démarche ſuperflue & puérile. Auſſi le Roi d'Eſpagne a-t il eu une toute autre idée, une idée conſéquente au témoignage que lui rendoit ſa propre conſcience. Il demande que les nations étrangères » comparent ſa *réſolution* avec la conduite qu'elles mêmes ont éprouvée de la part du Miniſtere Britannique. » C'eſt à dire, que chaque nation ſe rendant compte à elle-même de ce qu'elle a éprouvé d'injuſtices & d'outrages de la part des Miniſtres Anglois, dont le caractère ne ſauroit ſe démentir, elle rende un hommage d'autant plus ſincère à la modération & à la patience de l'Eſpagne & ſe promette de ne lui point imputer les ſuites d'une réſolution dont chacune d'elles ſent fermenter le germe dans ſon propre cœur. Voilà ce que le Courier de l'Europe n'a point ſaiſi, & ce qui ne lui ſeroit point échappé, s'il eût été plus diſpoſé à rendre juſtice au caractère loyal & généreux de la fierté Eſpagnole.

Je vous ai tenu longtems, Monſieur, ſur cette diſcuſſion ; mais me citerez vous, dans le cours d'un ſiécle, beaucoup de morceaux qui méritent autant que cette déclaration du Roi d'Eſpagne d'être préſentés aux nations dans leur plus exacte vérité ? Comment ! Ces nations auxquelles le Roi d'Eſpagne s'adreſſe, dont il invoque le ſuffrage dans une démarche calculée ſuivant toute la pureté & la nobleſſe de ſon cœur, elles ne ſauront pas ce qu'il leur demande. ! Non ſeulement la vérité de ſes réclamations leur ſera déguiſée ; mais on eſſayera d'étouffer au milieu des ſarcaſmes une voix qu'il n'éleve que pour le ſalut de l'humanité !.....Je m'arrête : tout ce que je ſens d'indignation m'emporteroit trop loin du remede que j'ai à propoſer. Je m'adreſſe à tous les Journaliſtes & Gazetiers qui ont à cœur que leurs écrits ſoient reſpectés de la poſtérité, tant à ceux dont la bonne foi à pu être ſurpriſe par le Courier de l'Europe & qui par (*a*) inadvertence auront copié ſa fauſſe & inſidieuſe traduction de la déclaration du Roi d'Eſpagne, qu'à ceux qui ſont encore à donner cette traduction. Je les rends reſponſables devant tous les gens honnêtes, préſens & à venir, dont ils déſirent de mériter les ſuffrages, s'ils ne tranſcrivent point mot à mot

(*a*) Le zele qui les a engag's dans cette erreur eſt excuſable : ils ne pouvoient point avoir le texte Eſpagnol.

dans leurs feuilles la traduction françoiſe faite à Madrid de cette déclaration, & qui a été ſi mal à propos injuriée par le Courier de l'Europe. Je ne demande point cette diſtinction pour la mienne, quoiqu'elle ne ſoit gueres moins exacte, ainſi qu'on pourra s'en aſſûrer. Mais je la demande pour le traducteur François de Madrid, comme une réparation qui lui eſt duë; & quel eſt l'Ecrivain honnête qui pourra s'y refuſer, quand il conſiderera qu'en même tems il ſatisfera au devoir que lui font ſes ſentimens de concourir au but des vues généreuſes de l'Eſpagne pour la pacification de l'Europe? Après cela ceux qui déſormais voudront copier le Courier en ſont les maîtres.

*Déclaration faite à Londres par le Marquis d'Almodovar, & envoyée à cet Ambaſſadeur par un Courier Eſpagnol expédié le 28 Mai 1779.*

TRADUCTION FRANÇOISE FAITE A MADRID.

Tout le monde a été témoin de la noble impartialité du Roi, au milieu des démêlés de la Cour de Londres avec ſes Colonies Américaines & avec la France. Outre cela Sa Majeſté ayant appris qu'on déſiroit ſa puiſſante médiation, en fit généreuſement l'offre, qui fut acceptée par les Puiſſances belligérentes; & pour ce ſeul motif, un bâtiment de guerre, expédié de la part de Sa Majeſté Britannique, vint aborder dans les

ports d'Eſpagne. Le Roi a fait les démarches les plus énergiques & celles qui devoient produire le plus d'effet pour amener ces Puiſſances à un accomodement également honorable pour les deux Parties, relativement aux troubles actuels, propoſant à cette fin de ſages tempéramens propres à applanir les difficultés, & à prévenir les calamités de la guerre. Mais quoique les propoſitions de Sa Majeſté & particulierement celles de ſon *ultimatum*, aient été conformes à celles qu'en d'autres tems la Cour de Londres elle-même avoit paru juger convenables à un accomodement, & qu'elles aient été tout auſſi modérées, elles viennent d'être rejettées d'une maniere qui prouve bien le peu de deſir qu'a le Cabinet Britannique de rendre la paix à l'Europe, & de conſerver l'amitié du Roi. En effet, la conduite de ce Cabinet à l'égard de Sa Majeſté, pendant tout le cours de la négociation, a eu pour but de la prolonger durant plus de huit mois, ſoit par de vains prétextes, ſoit par des réponſes on ne ſauroit moins concluantes; tandis que pendant cet intervalle, on continuoit à pouſſer à un excès incroyable les inſultes contre le Pavillon Eſpagnol, & la violation des territoires du Roi: on a fait des priſes: on a viſité & pillé des bâtimens: on a fait feu ſur un grand nombre qui ont été forcés de ſe défendre: on a ouvert & mis en pieces les Regiſtres & les paquets de la Cour même, trouvés à bord des couriers

paquebots de Sa Majeſté : on a menacé les domaines de Sa Majeſté en Amérique ; & on s'y eſt porté à l'extrémité horrible de ſoulever les Nations Indiennes appellées *Chatcas*, *Cheraquis* & *Chicachas*, contre les innocens Habitans de la Louiſiane, qui auroient été les victimes de ces Barbares, ſi les Chatcas eux-mêmes ne ſe fuſſent repentis, & n'euſſent révélé tout ce qu'avoit tramé la ſéduction des Anglois : on a uſurpé la ſouveraineté de Sa Majeſté dans la Province de Darien & ſur la Côte de San Blas, le Gouverneur de la Jamaïque ayant accordé à un Indien rébelle la Patente de Capitaine général de ces Provinces ; enfin on a récemment violé le territoire de la Baye d'Honduras, en y exerçant des actes d'hoſtilité & autres excès contre des Eſpagnols qu'on a empriſonnés, & dont on a envahi les maiſons, outre que la Cour de Londres avoit juſqu'ici négligé d'accomplir ce que ſtipule relativement à cette côte, l'art. 16 du dernier traité de Paris.

Des griefs auſſi nombreux, auſſi graves & auſſi récens, ont été, à diverſes repriſes, l'objet des plaintes portées au nom du Roi & conſignées dans des Mémoires détaillés qui ont été remis aux Miniſtres Britanniques, tant à Londres qu'à Madrid ; & quoique les réponſes qu'on a reçues aient été amicales, Sa Majeſté n'a obtenu juſqu'à préſent d'autre ſatisfaction que de voir réitérer les inſultes de toute eſpece qui dans ces der-

iers tems ſont déjà portées preſque au nom-
re de cent.

Le Roi procédant avec la franchiſe & la
oyauté qui le caractériſent, a déclaré for-
nellement à la ſuſdite Cour de Londres,
ès le commencement de ſes démêlés avec
France, que la conduite de l'Angleterre
roit la regle de celle que l'Eſpagne auroit
tenir.

Sa Majeſté déclara également à cette
our, qu'en méme tems que ſes différends
ec celle de Paris s'accommoderoient, il ſe-
it abſolument néceſſaire de régler ceux qui
ſeroient élevés ou qui pourroient encore
lever avec l'Eſpagne; & dans le plan de
édiation qui fut envoyé à l'Ambaſſadeur
ſſigné le 28 Septembre dernier, & remis
r lui au Miniſtere Britannique au commen-
ment d'Octobre, (plan, dont fut auſſitôt
truit le Lord Grantham, à qui on en
nna copie à Madrid,) Sa Majeſté annon-
en termes poſitifs aux Puiſſances belligé-
tes, que conſidérant les inſultes qu'éprou-
ent ſes ſujets, ſes domaines & ſes droits,
ſe verroit dans la néceſſité de prendre
parti, au cas où la négociation, au lieu
ſe ſuivre avec ſincérité, ſe romproit ou
roduiroit aucun effet.

es griefs donnés par la Cour de Lon-
n'ayant point ceſſé, & cette Cour ne
ant appercevoir aucune diſpoſition à les
rer, le Roi a réſolu & ordonné à ſon

Ambaſſadeur, de déclarer, que l'honneur de ſa couronne, la protection qu'il doit à ſes ſujets, & ſa dignité perſonnelle, ne lui permettent plus de laiſſer continuer les inſultes, & de négliger plus long-tems la réparation de celles qui ont déjà été reçues; & que, dans cette vue, malgré les diſpoſitions pacifiques de Sa Majeſté, & même le penchant particulier qu'elle a toujours eu & témoigné de cultiver l'amitié de Sa Majeſté Britannique, elle ſe voit dans la fâcheuſe néceſſité d'employer tous les moyens que lui a confié le Tout puiſſant, pour ſe faire rendre la juſtice qu'elle a ſollicitée par tant de voies ſans pouvoir l'obtenir.

Se repoſant ſur la juſtice de ſa cauſe, Sa Majeſté eſpere que les ſuites de cette réſolution ne lui ſeront imputées ni devant Dieu ni devant les hommes, & que les autres Nations ſe formeront une idée convenable de ladite réſolution, en la comparant avec la conduite qu'elles-mêmes ont éprouvée de la part du Miniſtere Britannique.

A Londres le 16 Juin 1779.

ON aſſure, Monſieur, que cette Déclaration a frappé d'un tel ſaiſiſſement le Roi d'Angleterre, que pluſieurs heures ſe ſont paſſées ſans qu'on ait pu tirer de lui aucune parole. Sans doute, il n'y trouvoit pas le mot pour rire. Les ſéances ſubſéquentes d

'arlement montrent que ce Corps n'en eſt
as moins affecté; & le Peuple de cette
rande Capitale, la premiere du monde
ommerçant, eſt dans la même agitation
u'un troupeau au milieu duquel ſe ſeroit
ètté un loup raviſſeur. Le 23 à minuit,
ans une longueur de plus de quinze lieues
out ce qui s'eſt trouvé de vaiſſeaux & de
haloupes ſur la Tamiſe, exempts ou non
xempts de la preſſe, a été fouillé ſoudain;
t on a arraché une multitude de malheureux
e leurs lits, où ils repoſoient ſur la foi des
ctes du Parlement paſſés pour aſſurer leur
anchiſe. Pendant ce tems-là, je dis à mi-
uit, M. Wedderburne, Avocat général,
aiſoit agréer par la Chambre des Communes
n Bill pour ſuſpendre l'effet des loix les
lus ſagement combinées pour la ſubſiſtance
t la sûreté d'un million d'habitans. Dans la
éance du 26, le Bill a été lu chez les Pairs.
'ainement on a demandé de ne point l'éten-
re juſqu'au ſervice intérieur de la Ville de
ondres, juſqu'aux Pompiers enfin. De ſi
ſtes repréſentations ont été ſans effet. My-
ord Sandwich a prié les Lords de prendre ſa
tuation en pitié. Il a été juſquà dire que
'il ſe voyoit abandonné, il ne ſavoit pas s'il
emettroit jamais le pied dans la Chambre.
n conſéquence, puiſque des hommes auſſi
éceſſaires que les Pompiers ne ſont pas
pargnés, on juge bien que tous les Mate-
ots des Corſaires vont leur être enlevés. My-

lord Sandwich s'en eſt expliqué clairement, parce qu'il faut faire partir ſans délai pluſieurs vaiſſeaux à qui il ne manque que des hommes. » Qui croira, diſoit le Duc de Bolton chez les Pairs, le 25, que ce ſoit dans de pareilles circonſtances que la Compagnie des Indes offre de lever ſix mille hommes pour le ſervice du Gouvernement? Ce Seigneur s'eſt pareillement mocqué de l'arrêté de cette Compagnie pour fournir à l'Etat trois vaiſſeaux de ligne qui à peine pourroient être finis dans un an. Il a auſſi aſſuré la Chambre que l'Armée navale Galliſpane alloit être forte de cinquante vaiſſeaux de ligne au moins, tous prêts à protéger la plus terrible invaſion qui ait jamais été tentée en Angleterre, ſans parler du riſque où reſtoient expoſées toutes les autres poſſeſſions de ce Royaume. Le Lord Sandwich, qui ne dit plus que la Marine d'Angleterre eſt plus forte que les Marines réunies de France & d'Eſpagne, mais qui ſe retranche à ſoutenir qu'avant la fin de l'année elle ſera auſſi forte qu'elle ait jamais été, s'eſt encore attiré pour cette aſſertion l'animadverſion du Lord Briſtol & du Duc de Bolton. Ils lui ont ſoutenu qu'indépendament des Matelots, il n'avoit pas plus de ſoixante-cinq vaiſſeaux en état de ſervir actuellement, & que ſes plus grands efforts ne porteroient pas ce nombre au-deſſus de 80 ou de 81; ſavoir, 30 ou 31, ſous le Chevalier Hardy: 30 en Amé-

ique & aux Iſles : 8 ou 9 dans l'Inde : 6 qui attendent des Matelots ; & 5 qui ſeront ientôt prêts. — Le Lord Effingham, déclarant Mylord Sandwich convaincu de n'avoir point tenu ce qu'il a promis, le ſomma d'aller ſur le champ remettre ſa place au Roi, comme indigne de la confiance de Sa Majeſté & de celle du Royaume. Mais il n'en a rien fait ; tant il eſt perſuadé, ainſi que Mylord North, Mylord Germaine, &c. que le Roi ne pourroit pas ſe paſſer de leurs conſeils. On a remarqué qu'ils ſuppoſoient que le Roi ſe paſſeroit plus aiſément de leur argent ; car il n'y en a pas un de cette clique, qui ait offert au Roi un ſeul shilling, pour le tirer de l'affreux embarras où ils ont précipité, quoiqu'il y ait de répandu annuellement dans ce parti plus de huit cents mille livres ſterling en bienfaits du Roi. Auſſi le Conſeil commun de Londres vient-il d'arrêter aujourd'hui 29, dans ſon aſſemblée tenue ſur ajournement à Guildhall, & par une pluralité de 94 contre 69, *qu'il ne ſeroit prêté aucune aſſiſtance au Miniſtre actuel en hommes ou en argent.*

Il a été queſtion auſſi dans le Parlement, de la prochaine arrivée du Prince Ferdinand de Brunſwick, pour commander les armées angloiſes. Ce choix eſt regardé comme l'outrage le plus ſanglant qui puiſſe être fait à la nation par ſon Souverain & ſes Miniſtres. D'auſſi fâcheux effets lui ſont annoncés, ſi

on exécute, ſans le modifier, l'acte pour le doublement des Milices: on aſſure que partout ſa rigueur excitera le peuple à la ſédition & aux révoltes. On peut juger de ce que doit ſouffrir le crédit, au milieu de toutes ces allarmes, trop bien fondées. Depuis quelqnes jours, toutes les denrées des Iſles ont hauſſé de prix, parce qu'on n'eſpere plus que la flotte arrive avec la même facilité que ci-devant, quoiqu'on ſache qu'elle ſera eſcortée par l'Amiral Byron, qui s'étant brouilié avec l'Amiral Barrington, a pris le parti de revenir en Angleterre, ſi l'Eſcadre Françoiſe veut bien le lui permettre.

Il y a d'hier au ſoir un embargo général ſur tous les bâtimens prêts à ſortir des ports. Le Paquebot de Douvres pourroit bien n'en être pas excepté.

Il eſt fortement queſtion de rappeller les troupes Angloiſes qui ſont en Amérique. Le Miniſtere s'en défend le plus qu'il peut dans le Parlement; mais il eſt viſible qu'il y ſera forcé par l'extrême diſette d'hommes.

Pluſieurs Gazetiers annonçent, d'après une lettre autentique de Gorée, que le vaiſſeau de ligne Anglois le *Warwick* a été pris, après un combat opiniâtre, par deux vaiſſeaux de force ſupérieure. Tout ce que je puis garantir de cette nouvelle, c'eſt que le *Warwick* étoit effectivement dans les mers d'Afrique.

FIN.

# SUPPLÉMENT AU N°. LXXIII.

## *P. S. du 30 Juin.*

ON m'assure, Monsieur, que la malle ne passera plus par Douvres. Je vais profiter de quelques heures que me laisse l'expédition du Courier d'Ostende pour vous entretenir de nouveaux détails sur les affaires publiques. — La presse des matelots se continue toujours avec une vigueur ou plutôt une barbarie dont vous ne pouvez point vous faire d'idée. Mais les hommes ainsi enrollés ne se font aucun scrupule de s'évader. Il s'en est sauvé hier quarante par le toit d'une maison. Ces événemens vérifient l'aveu que fit Milord Sandwich chez les Pairs le 28 de ce mois, que sur six cents hommes pressés de la sorte, on n'avoit pû en garder que cinquante. Il paroît que le dernier enlevement sur la Tamise a été d'environ quinze cents; & Milord Sandwich a déclaré que les Corsaires en fourniſſoient trois mille; mais c'est encore loin de dix-sept mille qui sont nécessaires pour compléter les armemens seulement des quatre-vingt-un vaisseaux de ligne. Il n'est pas possible de trouver tout ce monde, en faisant agir à la fois la presse de mer, le doublement de la mi-

lice, les enrollemens volontaires, &c. Chacun de ces efforts nuit aux autres; il faudroit, pour ſatisfaire les divers beſoins, trouver juſqu'à ſoixante mille hommes. Il y a cinq ans que l'on auroit pû s'en flatter, mais aujourd'hui l'Angleterre eſt épuiſée de toutes les manieres par ſa guerre d'Amérique.

Dans la ſéance des Communes du 23, Milord North a déclaré bien poſitivement que tout ceci ne finiroit point qu'il n'eût demandé & obtenu d'être jugé par ſa nation, ne pouvant ſoutenir l'imputation qui venoit de lui être faite par M. *Fox*, que l'Angleterre n'avoit d'ennemis que la France, l'Eſpagne & lui. A cette occaſion il a eſſayé de ſe juſtifier ſur ce que l'Angleterre ne ſe trouve avoir aujourd'hui aucun allié parmi les nations étrangeres. Je compte faire un vrai plaiſir à vos Lecteurs ſur le Continent, de rapporter cette partie de ſon diſcours. Des applaudiſſemens vont s'élever de toutes parts; mais ce n'eſt point vers l'Angleterre qu'ils ſe dirigeront. » Il ne m'a point paru d'abord, a dit ce Miniſtre, que détachés comme nous le ſommes du reſte du Continent, aucune autre alliance que celle de la Ruſſie pût nous être néceſſaire en Europe; Et ſi les affaires n'eûſſent pas *tout-à-coup* pris une *tournure* inattendue, il eſt probable que l'Angleterre eût pû faire cette alliance. Voici ce qui s'eſt paſſé. La Ruſſie & la Porte étoient convenues d'une armiſtice ou d'une treve.

Tant que l'arrangement définitif des prétenſions reſpectives de ces deux Puiſſances pouvoient manquer, il étoit de l'*intérêt* de la Ruſſie de ſe *ménager* l'amitié de la Grande-Bretagne, qui pouvoit la protéger & la ſoutenir dans la Méditerranée Dans cet état des choſes, le Miniſtre de France à Conſtantinople a été choiſi pour médiateur *commun* entre ces Puiſſances. Il eſt réſulté de cette médiation, que la Porte & la Cour de Peterſbourg ont conclu leur Traité de paix, par lequel tous leurs différends ſont terminés. La Cour de Peterſbourg n'ayant plus d'affaires qui l'intereſſent dans la Méditerranée, aucun motif ne la preſſe plus de contracter une alliance avec notre Cour; & peut être bien, y a-t-il des engagemens ſecrets entre la France & la Porte, qui feroient craindre à la Ruſſie de s'attirer une nouvelle guerre avec la Porte ſi elle faiſoit avec nous cette alliance «.

Je ne veux point finir cette longue lettre par un article ſi ſérieux. Voici une hiſtoriette qui vous interreſſera moins, mais qui vous amuſera d'avantage.

Le bruit s'étant répandu dans toute la ville de Londres que Milord North avoit demandé que ſon procès lui fût fait, des gens habiles à profiter de tout, ſe ſont aviſés de faire courir le bruit qu'on menoit ce Miniſtre à la Tour avec trois autres Lords. Auſſitôt une foule immenſe s'eſt portée vers

la partie de Londres où eſt la Tour & en a rempli toutes les avenues. C'étoit une ruſe des Enrolleurs, qui, dit-on, ont fait dans cette occaſion un de leurs meilleurs coups de filet. Malgré la conſternation où tout le monde ici eſt plongé, on a encore trouvé la force de rire de l'invention.

J'allois fermer mon paquet ; mais je ne puis me décider à garder pour l'Ordinaire prochain, une nouvelle qui vous ſatisfera beaucoup. Je la tiens d'un Matelot Anglois tout arrivant de la côte d'Afrique. Ne me demandez point par quel Vaiſſeau : je n'ai pas ſongé à lui faire cette queſtion. Je crois être le premier dans Londres, à qui il ait donné les détails que vous allez voir, & qui me paroiſſent certains.

Deux Frégates Françoiſes, que je juge d'après le rapport de cet homme, avoir été laiſſées par M. de Vaudreuil ſur la côte d'Afrique, y ont dévaſté tous les riches Comptoirs Anglois de la riviere de *Sierra-Leone*. Elles y ont trouvé pluſieurs bâtimens chargés de Negres, qu'une d'elles a pris ſous ſon eſcorte pour Saint Domingue. Tous les magaſins ont été vuidés, & leurs effets tranſportés à bord des Bâtimens Anglois pris par ces mêmes Frégates, & l'autre les conduit en France. Entre autres richeſſes, il y a une prodigieuſe quantité de dents d'éléphant. Quant aux fortifications, qui ont coûté immenſement au Parlement d'Angleterre, il n'en eſt pa

reſté pierre ſur pierre: le Matelot m'aſſure que ce qui en reſte eſt calciné.

Il m'a bien fait rire par la maniere dont il m'a peint la deſtruction du fort de l'iſle James dans la riviere Gambie. Cette iſle étoit, pour ainſi dire, une création de l'induſtrie angloiſe, qui l'avoit conquiſe ſur la riviere, en retenant les ſables par le moyen de paliſſades ou de pilotis. Tous ces bois ayant été arrachés & enlevés par les François, il prétend qu'ils ont emporté l'iſle. Il eſtime, & je le crois, à plus de huit millions ſterling, la perte que les Anglois ſouffriront par la deſtruction de *Sierra-Leone*, & il paroît perſuadé qu'elle leur ſera infiniment plus ſenſible que celle du Sénégal. Je lui ai demandé s'il croyoit que le Vaiſſeau de ligne la *Vengeance*, de 74 canons, détaché par l'Amiral Hughes avec de fortes frégates, parviendroient à chaſſer les François de ce poſte. Il m'a répondu, que dans l'état où l'a laiſſé M. le Duc de Lauſun, il ſeroit difficile, même à quatre mille hommes, d'y réuſſir. Il n'a point entendu parler de la priſe du Vaiſſeau *le Warwick*.

FIN.

# LETTRE

*d'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 10 Juillet 1779.

VOICI le moment, Monſieur, où chan voudra voir & étudier les cartes de la lanche, qui va devenir le théâtre d'un enre de guerre preſque nouveau pour nous, uoiqu'il ait été beaucoup plus familier à os peres. Il me paroît que dans une telle rconſtance, vous me ſaurez quelque gré d'enchir la Géographie des connoiſſances de Hiſtoire, pour donner de la couleur aux ées qui vous ſeront ſuggerées par le ſimple pect des côtes reſpectives. J'ai fait jadis, ſur et objet, des recherches dont l'application eut aujourd'hui être aſſez fructueuſe; je me is un devoir de les mettre ſous vos yeux. Je rai précéder un morceau qui m'a été fourni ar des papiers Anglois aſſez récens & qui ompletera mon tableau. Ce ſont les inſtrucons données par la Reine Eliſabeth pour défenſe de ſes côtes, menacées d'une doutable invaſion.

*Ecrit ſur les deſcentes en Angleterre*
*tiré d'une Gazette Angloiſe du 31 Ma*
*1778.*

» Tous les détails relatifs à une invaſio
ne pouvant être que très intéreſſans au mo
ment où nous nous trouvons, peut-être n
ſera t-on pas fâché de ſavoir quel a été
plan propoſé à la Reine Eliſabeth en 158
dans une circonſtance ſemblable, par le
Officiers qui compoſoient ſon Conſeil
plan que cette grande Princeſſe & ſes M
niſtres ont trouvé ſi ſage, qu'ils n'y ont fa
aucun changement. Voici une copie exac
des diſpoſitions adoptées par le Gouver
nement, comme les plus propres à fai
échouer les deſſeins de l'Eſpagne. La ma
niere de faire la guerre eſt actuellemen
beaucoup plus perfectionnée qu'elle ne l'éto
alors ; mais la ſituation naturelle de nos côte
étant toujours la même, on n'en verra pa
moins la ſageſſe du Conſeil & du Gouver
nement dans les diſpoſitions qu'ils ont priſe
à ce ſujet «.

## *CONSEIL DE GUERRE*

Tenu le 25 Novembre 1587.

*MEMBRES.*

Le Lord Grey.
Le Chevalier Francis Knowles

Le Chevalier Thomas Laken.
Le Chevalier Walter Raleigh.
Le Chevalier Richard Granville.
Le Chevalier John Norris.
Le Chevalier Richard Bingham.
Le Chevalier Roger Williams.
Le ſieur Ralph Lane.

## PROPOSITIONS.

*oyens que l'on regarde comme les plus propres à mettre les forces de ce Royaume en état de repouſſer une invaſion ; & déſignation des endroits où il eſt le plus probable que l'ennemi a deſſein d'effectuer une deſcente.*

Milford, Helford, Falmouth, Plymouth, orbay, Portland, Portſmouth, l'Iſle de ight. — Ce ſont là les lieux les plus proes au débarquement pour l'armée d'Eſgne.

Quant à l'armée de Flandres, voici les droits qu'elle peut menacer. Neſſ en Suſx, les Dunes, Margate dans le Comté Kent, la Tamiſe, Harwich, Yarmouth, ull & l'Ecoſſe.

## PREMIERE PROPOSITION.

*uelles ſont celles d'entre ces places qui peuvent être miſes en état de défenſe pour s'oppoſer au débarquement ?*

Milford dans la Principauté de Galles,

Plymouth pour l'Oueſt, Portland pour l
milieu des parties Occidentales, l'Iſle d
Wight, Portſmouth & la Tamiſe.

*Milford.*

Ce pays eſt ſi mauvais qu'on n'a guer
lieu de ſuppoſer que l'ennemi veuille s'
établir: cependant comme le havre de Mil
ford eſt très-bon & que cette circonſtanc
pourroit tenter l'ennemi, nous croyons qu'
eſt néceſſaire d'avoir en cet endroit un corp
de deux mille hommes d'infanterie, ſouten
par cinq cents chevaux.

*Plymouth.*

La raiſon qui fait regarder Plymout
comme une des places les plus menacées
c'eſt qu'il n'eſt pas probable que le Ro
d'Eſpagne engage ſa flotte trop avant dan
la Manche avant de s'être aſſuré d'un bo
port.

*Portland.*

On regarde auſſi Portland comme un en
droit expoſé à une deſcente, parce qu'il
a un grand port où les vaiſſeaux ſont à leu
aiſe & une greve très-commode pour le dé
barquement des troupes. L'ennemi une foi
maître de l'Iſle, il y trouvera une retrait
aſſurée; & les environs étant un pays d
plaines ils lui offrent toutes ſortes de faci
lités pour y marcher avec une grande armée

## DEUXIEME PROPOSITION.

*Des meſures que l'on doit prendre pour combattre l'ennemi s'il parvient à effectuer ſon débarquement.*

On doit laiſſer à la diſcrétion du Général le choix des moyens qu'il croira les plus convenables pour combattre l'ennemi. Nous nous bornerons à lui recommander de s'oppoſer à la deſcente de l'ennemi, s'il croit pouvoir le faire avec avantage, & s'ils veulent s'avancer dans le pays, de le ruiner tellement qu'ils ne puiſſent y trouver d'autres ſubſiſtances que celles qu'ils porteront avec eux, & qui ſeront par cette raiſon en petite quantité : il faudra qu'il les tienne dans des allarmes continuelles, mais que dans aucun cas il ne hazarde de bataille avant que les divers Lieutenans aient eu le tems de raſſembler leurs troupes pour former une forte armée, à moins qu'il ne ſe préſente quelqu'occaſion ſi favorable qu'il ne croie pas devoir la laiſſer échaper.

## TROISIEME PROPOSITION.

*Quel nombre d'hommes on doit tenir prêt pour remplir cet objet ?*

Dans le cas où l'ennemi débarqueroit à Plymouth par exemple, alors en ſuppoſant que Devon & Cornwal fourniſſent ſix mille

hommes, il eſt aiſé de concevoir que les contingens de Wiltshire, de Dorſet & de Sommerſet joints aux ſix mille hommes de l'Oueſt, feront une armée ſuffiſante, ſur-tout avec le renfort des Gentilshommes & autres Poſſeſſeurs de terre. S'il arrive que l'ennemi débarque à Portland ſoit par choix ou par l'effet des vents contraires : alors les Milices de l'Oueſt ſe rendront de ce côté là : & ſi l'invaſion ſe fait dans le Comté de Kent ou à l'Oueſt de la Tamiſe, les forces des Comtés du milieu, deſtinés à ſe porter à l'Oueſt, pourront longer les côtes pour gagner l'Eſt.

Si l'ennemi entre dans la Tamiſe, le même ordre ſera ſuivi par les Comtés circonvoiſins, ſavoir, Suffolk, Norfolk, Eſſex & la ville de Londres.

Attendu que dans le cas d'une invaſion ſoudaine, il ſeroit alors trop tard pour ſe procurer les moyens de défenſe néceſſaires, on croit qu'il eſt à propos de préparer d'avance un train d'artillerie avec toutes les munitions de guerre & de bouche & tous les uſtenſiles convenables, & le tout ſera reparti dans les places ci deſſus, leſquelles ſeront garnies de ces troupes.

Et attendu qu'il faut ſur-tout donner une attention particuliere à la perſonne de Sa Majeſté, nous croyons qu'il eſt d'une néceſſité indiſpenſable de lever à cet effet une armée, laquelle ſera compoſée des forces

des Comtés nommés & destinés pour ce service. Cette armée sera jointe par les Milices de la ville de Londres & de toutes les autres Villes, que l'on pourra armer des Arsenaux de Sa Majesté.

Nous croyons aussi qu'il convient de donner les ordres & de faire les dispositions nécessaires pour que l'ennemi ne s'empare point des vaisseaux de Sa Majesté à Rochester (dans la Tamise).

## *PRÉCIS historique des différentes descentes que l'on a tenté de faire en Angleterre ou qui y ont été exécutées depuis celle de Guillaume le Conquérant.*

*Premiere, heureuse.*

GUILLAUME, Duc de Normandie, quitta les côtes de cette Province avec une flotte de neuf cents voiles, & mit ses troupes à terre près de Pansey dans le Comté de Sussex le 29 Septembre 1066. On ne s'opposa point à cette descente, & quoique Guillaume n'eût en Angleterre aucun parti qui pût le joindre, une seule bataille gagnée près d'Hasting le rendit maître du Royaume.

*Seconde, heureuse.*

*Robert*, fils aîné de *Guillaume* & son suc-

ceſſeur au Duché de Normandie, vint en Angleterre en 1101 & exécuta, ſans aucune difficulté, ſa deſcente à Portſmouth. Il avoit dans le Royaume une faction toute prête à le ſoutenir, & une partie de la Marine Angloiſe étoit dans ſes intérêts. Mais l'Archevêque *Anſelme* harangua l'armée avec une éloquence ſi perſuaſive, qu'il la fit incliner pour *Henri I*, frere de *Robert*. La paix fut conclue entre ces deux freres; & Robert, après deux mois de ſéjour à la Cour de Henri, retourna dans ſon Duché de Normandie.

*Troiſieme, heureuſe.*

*Mathilde*, fille de *Henri*, veuve de l'Empereur *Henri V*, executa une deſcente en Angleterre en 1139, avec cent quarante hommes ſeulement. Bientôt un parti nombreux & les Barons mécontens ſe joignirent à cette Princeſſe. Il s'éleva à cette occaſion une guerre civile qui remplit l'Angleterre de meurtres & de déſolation. Cette guerre dura ſept ans. Les deux Partis triompherent alternativement l'un de l'autre. Enfin, celui de Mathilde ſuccomba; & cette Princeſſe fut obligée de repaſſer en Normandie en 1146.

*Quatrieme, heureuſe.*

En 1216, *Louis*, fils de Philippe Auguſte, appellé en Angleterre par les Barons, y fit une deſcente avec ſix ou ſept cents vaiſſeaux.

Il débarqua à Sandwich où le Roi *Jean* n'osa point le venir attaquer. Toute la province de Kent lui est bientôt soumise, à l'exception cependant du seul Château de Douvres. Il est couronné à Londres. Il réduit encore plusieurs provinces sous son obéissance, & il défait le Roi *Jean*. La mort de ce Prince éteignit le ressentiment des Anglois qui se déclarerent contre *Louis*, pour *Henri III*, fils du Roi défunt.

*Cinquieme, heureuse.*

*Louis* s'absente de l'Angleterre. Pendant ce tems-là il s'y forme contre lui un puissant parti dans lequel s'enrôlent plusieurs de ses meilleurs amis. Il revient avec une flotte; mais il en trouve une que les cinq ports avoient armée pour s'opposer à son retour. Il soutint un combat, & quoiqu'il y eût perdu plusieurs vaisseaux, cela ne l'empêcha point de débarquer à Sandwich; il brule cette Ville, comme étant une des cinq qui avoient osé armer contre lui. Son armée, forte de vingt mille hommes, penetre très-avant en Angleterre. Dans leur marche, les troupes Françoises, dit Thoiras, commirent de si horribles ravages, que les Historiens assûrent que c'étoit plutôt une armée de démons qu'une armée d'hommes. Il éprouva des revers. *Philippe Auguste* voulut lui faire passer un renfort, mais la flotte des cinq ports défait celle des François. Enfin, Louis fut

aſſiégé dans Londres, & les Anglois le forcerent à ſortir de l'Angleterre.

*Sixieme, heureuſe.*

*Iſabelle*, femme d'*Edouard II*, deſcendit à Harwich en 1326 le 28 Septembre, avec une armée levée dans le Hainault & en Allemagne. Le mécontentement qu'avoient donné les *Spenſers*, lui forma un parti nombreux. Elle fit ſon mari priſonnier & l'obligea de réſigner la Couronne à ſon fils le 22 Janvier 1327.

*Septieme, huitieme, neuvieme, dixieme, onzieme & douzieme, heureuſes.*

En 1377, la treve qu'*Edouard* avoit faite avec la France étant expirée, *Charles V* qui, à la mort de ce Prince, s'étoit trouvé en état de mettre cinq armées en campagne contre les Anglois, équipa une flotte formidable pour déſoler les côtes de l'Angleterre. Ses troupes y exécuterent pluſieurs débarquemens ſucceſſifs; elles brulerent Haſtings, Portſmouth, Dartmouth, Plymouth, & defirent un corps de troupes envoyées pour les repouſſer. Elles eûrent du deſſous à Winchester; enſuite elles ſe retirerent dans l'Iſle de Wight, y pillerent les habitans & retournerent en France avec un butin conſidérable.

En 1383, l'Angleterre ſouffrit beaucoup, dit Thoiras, des fréquentes deſcentes des

François. Cette guerre avec l'Angleterre
rendit la Marine de France plus considéra-
ple par les soins de son Amiral, *Jean de Vienne*,
Seigneur de Rollans. Cet Amiral disoit que
*es Anglois n'étoient jamais plus foibles que chez*
*ux.*

*Treizieme, heureuse.*

Pendant l'enfance de Richard II les Fran-
ois firent une descente en Sussex, & ils
nleverent prisonnier le Prieur de l'Abbaye
e Lewes. L'Abbé du Monastere de Battel
ssembla une sorte d'arriere-ban, courut se
etter dans la ville de Winchelsea, s'y for-
fia & obligea les François d'en abandonner
e siege.

*Quatorzieme, heureuse.*

Le Duc de *Lancastre* s'étant laissé persua-
er de revenir en Angleterre pendant l'ab-
nce de Richard II qui étoit alors en Ir-
nde, partit avec trois vaisseaux & quatre-
ngt hommes seulement, descendit en Juil-
t 1399 à Ravenspur dans le Comté d'York
ù il fut joint par un parti très-considérable.
e Roi, de retour, n'ayant pas assez de
rces pour lui résister, fut contraint de
i céder la couronne, le 30 Septembre de
même année.

*Premiere, malheureuse.*

En 1406, les François se présenterent

devant la côte du Pays de Galles avec une flotte de trente-huit vaiſſeaux. Une tempête violente qui les diſperſa, les empêcha d'y débarquer. Suivant Thoiras, la Cour de France avoit eu avis de quelque conſpiration formée en Angleterre par les partiſans de Richard II, qui avoit été dépoſé par le Duc de Lancaſtre ſon couſin germain, proclamé Roi ſous le nom de Henri IV; ſon projet étoit de ſoutenir le parti de Richard, en envoyant une armée Françoiſe dans le Pays de Galles.

*Quinzieme, heureuſe.*

Sous le regne de Henri IV, les François deſcendirent à Stoke Fleming près de Darmouth.

*Deuxieme, malheureuſe.*

*Marguerite*, femme de Henri VI, partit des côtes de France en 1462, avec quelques vaiſſeaux & 500 hommes de débarquement. Elle voulut deſcendre à l'embouchure de la Thyne; mais un corps de troupes Angloiſes la força de ſe retirer. Elle perdit la plus grande partie de ſon monde.

*Seizieme, heureuſe.*

L'échec que reçut *Marguerite* à l'embouchure de la Thyne, ne lui fit point abandonner ſon projet. Elle exécuta ſa deſcente à Barwick. Les Ecoſſois ſe joignirent à cette

Princeſſe & entrerent en Angleterre. Ils furent défaits à Hexham dans le Comté de Northumberland; & la Reine ſe vit obligée de fuir en Ecoſſe avec ſon mari. *Edouard IV* fit une treve avec les Ecoſſois. *Marguerite* ſe réfugia en Flandres, & *Henri*, qui étoit paſſé ſecretement en Angleterre, y fut arrêté & enfermé dans la Tour de Londres en 1463.

*Dix-ſeptieme, heureuſe.*

Le Comte de *Warwick* paſſa de France en Angleterre avec une flotte & une armée, pendant l'Eté de l'année 1470. La flotte du Duc de *Bourgogne* qui croiſoit à l'embouchure de la Seine à deſſein d'attaquer *Warwick*, avoit été diſperſée par une tempête la veille même du jour que celui-ci mit à la voile. Il prit terre à Darmouth, fut joint par un puiſſant parti, chaſſa *Edouard IV* de l'Angleterre, délivra *Henri VI*, le remit ſur le trône, & *Edouard IV* fut déclaré traître & uſurpateur le 26 Novembre de la même année. Dartmouth fut brûlé deux fois par les François.

*Troiſieme, malheureuſe.*

En 1471, Edouard IV partit des côtes de Flandre avec dix-huit vuiſſeaux & deux mille hommes de débarquement. Il tenta inutilement de deſcendre à Norfolk, cette côte étant trop bien gardée.

*Dix-huitieme, heureuſe.*

*Edouard IV* fit voile vers la riviere d'Humber, deſcendit à Ravenſpur, & devint maître du Royaume par le gain de la bataille donnée à Barnetfield.

*Dix-neuvieme, heureuſe.*

Dans la même année, *Marguerite*, femme de *Henri VI*, entreprit une ſeconde invaſion en Angleterre, ſur des vaiſſeaux & avec des troupes que la France lui avoit donnés. Elle aborda à Weymouth; mais étant inſtruite de la défaite de Warwick, elle ſe retira dans une Abbaye. Ses amis l'ayant excitée à faire une nouvelle tentative, ſes troupes furent encore défaites à Tewkeſbury.

*Quatrieme, malheureuſe.*

Le Comte de *Richemont* partit de Bretagne en 1484, avec quarante vaiſſeaux & ſix cents hommes de débarquement. Sa flotte fut diſperſée par une tempête, & le vaiſſeau qu'il montoit fut jetté ſur les côtes de Dorſetshire, mais il eut le bonheur de ne point périr dans ce naufrage.

*Vingtieme, heureuſe.*

Le même Comte revint l'année ſuivante avec une poignée de monde, & débarqua

le 6 Août à Milford Haven dans le Pays de Galles. *Richard III* avoit fait alors rentrer sa flotte dans ses ports. Il reçut un renfort très-considérable, marcha à Londres par Shrewsbury, rencontra le Roi à Bosworthfield, lui livra bataille & gagna la couronne. Il n'y avoit pas plus de six jours qu'il étoit débarqué.

*Vingt-unieme, heureuse.*

On faisoit passer *Lambert Samuel* pour un des héritiers de la Maison d'York, & prétendant à la Couronne sous le nom de Comte de Warwick. Il fut envoyé en Irlande en 1486, & il y fut reçu & traité en Roi. La Duchesse de Bourgogne lui envoya une flotte avec deux mille hommes. Il descendit en 1487 à Fowdray dans le Comté de Lancastre. Son parti n'étoit point assez considérable en Angleterre, & il fut défait à la bataille de Stoke près de Newark, & fait prisonnier.

*Cinquieme, malheureuse.*

*Perkin Warbeck* prétendoit être le Duc d'York, fils d'*Edouard IV*. Le Duc de Bourgogne, plusieurs Irlandois & le Roi de France le traiterent comme tel. Il tenta en 1495 de descendre sur les côtes de Kent; mais il fut contraint de se retirer sans avoir pu débarquer. Il passa ensuite en Ecosse où

le Roi Jacques le reçut en 1496. Ce Prince l'accompagna juſqu'en Angleterre avec une armée; mais aucun Anglois ne s'étant déclaré pour ce prétendu Duc d'York, il commit quelques dévaſtations dans la Province de Northumberland & ſe retira.

*Vingt-deuxieme, heureuſe.*

*Perkin* obligé de quitter l'Ecoſſe, paſſa en Irlande. En 1497, les mécontens d'Angleterre l'inviterent à venir ſe mettre à leur tête. Il partit avec quatre petites barques & cent quarante hommes, deſcendit ſur les côtes de Cornouailles au mois de Septembre, entreprit inutilement le ſiege d'Exeter & vit toute la Nobleſſe de cette Province ſe ſoulever contre lui. Il quitta ſon armée qui étoit alors forte d'environ ſept mille hommes & alla ſe réfugier au Monaſtere de Bowley. Peu de tems après il ſe rendit au Roi, fut expoſé aux railleries du peuple, jetté dans les fers & pendu à Tyburn en 1499.

*Vingt-troiſieme, vingt-quatrieme vingt-cinquieme & vingt-ſixieme, heureuſes.*

En 1545, le 18 Juillet, l'Amiral d'*Annebaut*, qui commandoit une eſcadre que *François I.* avoit deſtinée à bloquer Boulogne, arriva devant Portſmouth, défia au combat l'eſcadre Angloiſe qui étoit de ſoi-

xante vaiſſeaux, débarqua en trois différens endroits dans l'Iſle de Wight, ſans que les Anglois oſaſſent l'en empêcher. Il y brula & fit piller pluſieurs villages. Le Conſeil de d'Annebaut ayant décidé qu'il n'étoit pas poſſible de s'établir dans l'Iſle, il ſe porta ſur a côte de Suſſex pour attirer de ce côté là es forces des Anglois, en quoi il ne put éuſſir, les Anglois, dit Thoiras, reſtant oujours cachés derriere les ſables dans le anal de Portſmouth. Enfin, après avoir xecuté trois nouveaux débarquemens ſur la ôte de Suſſex, il revint mouiller à l'Iſle de Wight & retourna en France ſans autre diminution dans ſes forces que celle que la maadie pouvoit y avoir faite.

*Vingt-ſeptieme, heureuſe.*

Sous Henri VIII les François brulerent e port de Martijon dans la baye de Corouailles. Il y a dans Martijon un rocher très-aut qui ſert de marque de mer.

*Sixieme, malheureuſe.*

Philippe II, Roi d'Eſpagne; arma en 588 une flotte formidable compoſée de ent trente quatre voiles; montée de deux ille ſix cents trente gros canons & vingt ille hommes de débarquement, auxquels Duc de Parme devoit en joindre cinquante ille. Il avoit formé le projet de conqué-

rir l'Angleterre. La flotte principale de la Reine Eliſabeth étoit à Plymouth, & une autre croiſoit ſur les côtes de Flandre pour s'oppoſer au Duc de *Parme*. Les forces de terre de cette Princeſſe conſiſtoient en vingt mille hommes qui gardoient les côtes, vingt-trois mille qui campoient à Tilbury, & trente-ſix mille qui gardoient la perſonne de la Reine. Après avoir beaucoup ſouffert de la tempête, la flotte Eſpagnole approcha de la côte d'Angleterre, & l'Amiral Howard la combattit pendant trois jours avec avantage. Elle ſe retira vers Calais. Howard & Seymour la ſuivirent avec quatorze vaiſſeaux, l'attaquerent avec leurs brulots d'invention nouvelle, & la mirent en fuite. L'eſcadre Eſpagnole eſſuya encore pluſieurs tempêtes, & il n'en rentra qu'environ un tiers dans les ports d'Eſpagne.

*Vingt-huitieme & vingt-neuvieme, heureuſes.*

Deux deſcentes heureuſes des Eſpagnols en Cornouailles dans l'année 1595. Ils ſurprirent la baye de *Mounts* qui eſt à la pointe de l'Angleterre. Ils brulerent auſſi *Penzance* & pluſieurs villages & fermes des environs.

A peu près dans le même tems ils firent une deſcente à *Penwyn* à l'entrée du havre de *Pendennys*. Mais celle-ci n'eut point de ſuites.

*Trentieme, heureuſe.*

Charles II partit des côtes de Flandre avec une petite flotte le 12 Juin 1650, paſſa ſans être vu entre les vaiſſeaux poſtés pour l'obſerver, & deſcendit le 23 du même mois au Nord de l'Ecoſſe.

Ce Royaume ſe déclara unanimement pour lui, & lui fournit une armée d'environ deux mille hommes. *Cromwel* revint d'Irlande, fut fait Général des troupes du Parlement & marcha en Ecoſſe à leur tête. Il força les Ecoſſois dans leur camp à Dumbar le 3 Septembre, & ſe rendit maître d'une grande partie de l'Ecoſſe. Charles réſolut de tenter fortune en Angleterre, décampa de ſterling le 31 Juin 1651, & entra dans ce Royaume le 6 Août de la même année. Il y fut ſuivi de près par *Cromwel*, qui ayant une armée ſupérieure, remporta ſur lui une victoire complette. *Charles* prit la fuite, & après avoir échappé à mille dangers, il s'embarqua à Shoreham le 15 Octobre & arriva le même jour ſur la côte de Normandie.

*Trente-unieme, heureuſe.*

Le Duc de *Montmouth* ſortit du Texel le 4 Mai 1685 avec un vaiſſeau de guerre de trente-deux canons, deux barques & quatre-vingt deux hommes. Il paſſa ſans être apperçu au milieu de tous les vaiſſeaux qui

croiſoient pour l'arrêter, & deſcendit le 11 Juin à Lime dans le Comté de Dorſet. Il y fut joint par quelque populace. A ſon arrivée à Taunton, ayant appris que ſon ami le Comte d'Argyle venoit d'être défait en Ecoſſe & que l'armée du Roi marchoit à lui, il l'attaqua le 6 Juillet à Sedgmore; il fut défait & pris, & le 15 du même mois il eut la tête tranchée.

*Trente-deuxieme, heureuſe.*

Le Prince d'Orange appareilla de la Brille le 15 Octobre 1688 avec cinquante vaiſſeaux de guerre, vingt-cinq frégates, vingt-cinq brulots, environ quatre cents vaiſſeaux de tranſports & d'autres bâtimens qui portoient quatre mille hommes de Cavalerie & dix mille Fantaſſins. Une tempête repouſſa & diſperſa cette flotte. Elle ſe raſſembla à Helvoetſluis & remit en mer le premier Novembre. On fut longtems à ſe décider ſi l'on feroit voile vers le Nord ou l'Oueſt; & l'on choiſit enfin cette derniere route. Mais le vent ayant changé, on fut contraint de prendre l'autre. Le Prince d'Orange avec toute ſa flotte paſſa tout près des Dunes où étoit l'armée navale des Anglois que commandoit le Lord Dartmouth, & qui étoit de ſoixante un vaiſſeaux. Comme le jour étoit fort obſcur. cette flotte qui étoit ſur une ligne & occupoit environ ſept lieues, em-

ployа ſix heures à ſon paſſage ſans être apperçue de celle du Roi. Le Prince qui avoit deſſein de débarquer à Dartmouth ou à Torbay fut porté au-deſſous de ces deux endroits, mais le vent tournant tout à coup le ramena ſur Torbay & empêcha en même tems la flotte Angloiſe de l'attaquer. Il débarqua le 4 Novembre ſans être inquiété dans ſa deſcente. Bientôt un parti nombreux de l'armée même de Jacques II vint le joindre, & ſans courir ſeulement les hazards d'une bataille, il devint maître du Royaume.

*Septieme, malheureuſe.*

*Jacques II*, ſortit de Breſt avec un ſecours de troupes Françoiſes, quatorze vaiſſeaux de guerre, ſix frégates & trois brulots. Il deſcendit à Kingſale en Irlande le 12 Mars 1689: il y fut joint par ſes amis & par un renfort conſidérable de troupes Françoiſes. Il perdit beaucoup de tems aux ſieges de Londonderry & d'Iniskilling. On envoya contre lui une armée très-inférieure à la ſienne, aux ordres du Duc de Schomberg qui devoit ſeulement l'obſerver pendant cette année. L'année ſuivante, Guillaume III alla lui-même en Irlande à la tête d'une ſeconde armée, marcha au camp de Liſburn qu'occupoit le Duc de Schomberg, & le premier Juillet défit entierement les troupes de *Jacques II* à la bataille de Boyne. Jacques

ſe refugia à Dublin, & peu de jours après paſſa en France.

*Huitieme, malheureuſe.*

Jacques II ſe rendit à la Hogue où il étoit attendu par une armée d'environ vingt mille hommes, trois cents bâtimens de tranſport & une forte eſcadre prête à faire voile pour exécuter une deſcente en Angleterre. Les vents contraires retinrent cette flotte pendant près d'un mois, & elle fut attaquée & détruite en partie par l'Amiral *Ruſſel* qui commandoit les eſcadres combinées de la Hollande & de l'Angleterre.

*Neuvieme, malheureuſe.*

Le Prétendant ſortit du port de Dunkerque & fit voile vers l'Ecoſſe le 17 Mars 1708 avec vingt-ſix vaiſſeaux François & ſix mille hommes de débarquement. Il fut pourſuivi par l'Armiral George Byng qui l'attendoit ſur les côtes de Flandre avec quarante vaiſſeaux de guerre. Comme il prit un plus long circuit, cet Amiral gagna le premier le détroit d'Edimbourg. Les vaiſſeaux François arrivés à la vue de ce détroit, apperçurent la flotte Angloiſe & s'en éloignerent. L'Amiral Byng en atteignit quelques-uns & prit le *Saliſbury*. Le reſte de l'Eſcadre Françoiſe fit voile pour Inverneſſ, mais n'ayant pu

y arriver à cauſe des vents contraires, elle rentra à Dunkerque.

*Dixieme, malheureuſe.*

Pendant l'Automne de 1715, le Comte de *Mar* alla en Ecoſſe pour y exciter une rébellion. Le Prétendant y fut proclamé Roi ainſi que dans pluſieurs endroits au Nord de l'Angleterre. Les Ecoſſois commandés par le Comte de *Mar* furent battus par le Duc d'*Argyle* à Dublin le 3 Novembre; & le 14, les Anglois Rebelles du Nord ſe rendirent au Général *Carpenter* à Preſton. Le Prétendant paſſa ſecretement en Ecoſſe ſur un petit bâtiment, accompagné ſeulement de ſix Gentilshommes, deſcendit à Peterhead le 22 Décembre; & le 9 Janvier 1716 il entra dans Perth. Mais ſur la nouvelle de l'approche de l'armée commandée par le Duc d'*Argyle*, il quitta cette Ville & s'embarqua ſur un vaiſſeau François qui le ramena en France au commencement de Février.

*Onzieme, malheureuſe.*

Le fils aîné du Prétendant partit le 14 Juillet 1745 des côtes de Bretagne ſur un vaiſſeau de dix-huit canons, & fut joint enſuite par un vaiſſeau de guerre de ſoixante-ſix. Il fut rencontré & attaqué par le Capitaine *Brett*. Le Prétendant gagna

l'Ecoſſe. Son parti s'étant accru peu-à-peu; il entra dans Perth le 14 Septembre & dans Edimbourg le 17. Le 21, il défit M. *Cope* à Preſtonpans, aſſiégea le Château d'Edimbourg le premier Octobre, & en leva le ſiege le 5 du même mois, dont il perdit tout le reſte. Il ſe mit en marche pour l'Angleterre, paſſa la Twede le 6 Novembre, prit Carliſle & pénétra juſqu'à Derby, où il arriva le 4 Décembre; mais peu d'Anglois l'ayant joint, & l'armée qui marchoit à lui ſous les ordres du Duc de *Cumberland* & du Général *Wade* étant fort ſupérieure à la ſienne, il quitta Derby le 6 & ſe retira vers l'Ecoſſe. Il fut joint dans ſa retraite par un grand nombre d'Ecoſſois, prit Sterling le 8 Janvier 1746, en aſſiégea le Château & gagna le 17 la bataille de Falkirk. Le Duc de Cumberland partit de Londres le 25 Janvier, arriva le 30 au Camp de l'armée Angloiſe qui étoit alors en Ecoſſe, marcha dès le lendemain à l'ennemi, dont l'armée étoit en déroute, & entra dans Sterling le 2 Février. Les Ecoſſois regagnerent leurs montagnes. Le Prétendant fit inutilement le ſiege du Fort Guillaume & fut défait le 16 Avril à la bataille de Culloden.

*Douzieme, malheureuſe.*

Le grand armement de la France & la défaite de l'eſcadre Françoiſe par l'Amiral Hawke

Hawke le 20 Novembre 1759, eſt la douieme & derniere des entrepriſes de cette nature, qui ont eu un mauvais ſuccès.

D'après ce précis hiſtorique, il y a eu dans la Grande-Bretagne quarante-quatre tentatives de deſcente & de conquête, dont trente-deux ont réuſſi & douze ſeulement ont manqué de ſuccès. Encore dans ces douze compte-t-on les foibles efforts que fit à pluſieurs repriſes le Prétendant pour ſe remettre en poſſeſſion du trône.

## *NOTICES ſur les petits Ports de toute la partie des côtes d'Angleterre qui fait face aux côtes de France.*

### *Dans le Comté de Cornwall.*

*Mounts-Bay.* — Abri très-ſûr contre les vents du Sud & du Sud-Eſt.

*Helſton.* — Sur la riviere Cober. — Un peu au-deſſous de la Ville il y a un petit port aſſez bon.

*Falmouth.* — Port très-commode où les plus gros vaiſſeaux peuvent mouiller. Il y a des abris excellens dans les criques qui s'y jettent, & où toute la Marine d'Angleterre auroit un ſûr mouillage par tous les vents. C'eſt la meilleure rade d'Angleterre après *Milford haven* dans le Pays de Galles.

*Fowey.* — Port très-commode qui avoit autrefois une Marine Corſaire.

*Dans le Comté de Devon.*

*King's bridge.* — Port pour de petits bâtimens.

*Dartmouth.* — Il peut mouiller juſqu'à cinq cents bâtimens dans ce port. Il eſt défendu par trois Châteaux, ſans compter les fortins, &c. & ſon entrée peut ſe fermer avec une chaîne.

*Torbay.* — Baye dans laquelle les eſcadres Angloiſes mouilloient pendant la guerre de Guillaume III avec la France. Ce Prince y avoit pris terre en 1688. — Un vent du Sud ou du Sud-Eſt en chaſſe quelquefois les vaiſſeaux & les pouſſe en pleine mer, ou bien les force à ſe réfugier dans Dartmouth. On y eſt à l'abri des vents d'Oueſt & Sud-Oueſt.

*Exmouth.* — Petit port barré, mais excellent pour une deſcente : on arriveroit en deux heures à Exeter, ville grande & riche.

*Sidmouth.* — Anciennement port très-fréquenté, mais barré au-jourd'hui : aucun bâtiment un peu gros, & tirant beaucoup d'eau, ne peut y entrer.

*Dans le Comté de Dorſet.*

*Lime.* — Port excellent dans le lieu appellé *Cobb*, à un quart de mille de la ville.

es vaiſſeaux y ſont abrités par un gros
ur qui ſe prolonge très-avant dans la mer,
ſur lequel on a elevé des Douanes, &c.
côte y eſt très-commode pour établir
s batteries : il y en a quelques-unes.
*Brtdport.* — Petit port autrefois très-bon,
ais où l'on ne peut plus raſſembler qu'une
arantaine de petits bâtimens : il eſt ſur
riviere Bur.
*Weymouth.* — Marguerite, femme de Henri
I., aſſiſtée de la France, débarqua dans
port en 1471.
*Wareham.* — La Mer s'en eſt retirée.
*Pool.* — Port Marchand ordinaire.

*Dans le Comté de Hampshire.*

Iſle de Wight, Portſmouth, &c.

*Dans le Comté de Suſſex.*

*Chicheſter.* — Port qui n'eſt pas aſſez creux
qui eſt formé par la riviere Lavant, ſujette
ndant l'Eté à de grands débordemens,
oiqu'elle ſoit très-baſſe l'Hyver.
*Arundel.* — Autrefois aſſez bon port où il
troit des vaiſſeaux de cent tonneaux. Il
eſt barré depuis. Il a été paſſé un acte du
rlement en 1733 pour le réparer.
*Shoreham.* — Sur la riviere Adur. Le port
çoit des vaiſſeaux aſſez gros, & il eſt bon.
*Brighthelmſton.* — Petite baye & port avec
bon mouillage.

*New-Haven.* — Aſſez bon port, mais petit & qui ne recevroit pas des vaiſſeaux au-deſſus de cinquante à ſoixante tonneaux, étant plein de ſable. Un acte paſſé en 1731 a ordonné d'y remédier.

*Haſtings.* — Port peu ſûr contre les coups de mer, & où cependant on a dépenſé des ſommes immenſes.

*Winchelſea.*- Anciennement c'étoit un aſſez bon port que la mer a abandonné.

*Rye.* — Autrefois excellent port; mais barré aujourd'hui: à peine les barques peuvent elles y entrer.

*Folkſtone.* — Port pour des Pêcheurs, mais autrefois aſſez bon. La mer y a fait des progrès ſur les terres. Depuis ce port juſqu'à Douvres, la côte eſt garnie de rochers de craye, ſous l'eau, & que l'on croit s'être un peu enfoncés depuis environ un ſiecle.

*Douvres.* — Petit port où il ne peut entrer que des petits vaiſſeaux en haute mer.

*Walmer.* — C'eſt entre ce petit port & Deal qu'on prétend que Céſar a exécuté ſon débarquement.

*Sandwich.* — Autrefois très-bon port au fond de la baye de ce nom. Les ſables y ont formé une barre qui en rend l'entrée impoſſible aux gros bâtimens. Son canal eſt coupé auſſi par les reſtes d'un gros vaiſſeau du Pape Paul IV qui y fut coulé bas. — Louis, fils de Philippe Auguſte, y exécuta

eux deſcentes avec des flottes de ſix ou
pt cents voiles.

*Margate.* — Les gros vaiſſeaux n'y entrent
oint ; mais c'eſt un lieu qui pourroit être
ès-propre à un débarquement. Il eſt ſur la
rtie Septentrionale de l'Iſle Thanet.

*N. B.* En général tous les ports de cette
rtie de côte qui aujourd'hui ſont barrés,
nt très-propres pour y tenter une deſ-
nte avec des bateaux ſous l'eſcorte des fré-
tes qui approcheroient beaucoup plus de
barre que ne pourroient le faire de gros
iſſeaux. On peut remarquer que le nom-
e de ces ports barrés eſt conſidérable. Ce
nt autant d'endroits d'où ne peuvent ap-
ocher les gros vaiſſeaux Anglois qui pour-
ient les défendre, & ils ſont acceſſibles
des barques chargées de troupes de dé-
rquement.

J'AJOUTERAI à ce tableau quelques
ecdotes qui ne vous laiſſeront aucun doute
la poſſibilité de mettre à exécution un
ojet ſi grand & ſi utile pour rendre prompte-
ent la paix à l'Europe.

Tout le monde ſait que dans le commen-
nent de la guerre de 1756, le Miniſtere
itannique propoſa à un Conſeil d'Amiraux
queſtion de ſavoir : ſi une deſcente en An-
eterre étoit praticable ? Les Amiraux dé-
rerent alors expreſſément *que jamais ils*

*ne répondroient d'empêcher une deſcente ſur les côtes d'Angleterre même quand ils auroient deux fois plus de forces navales à oppoſer à l'ennemi.* Ce fait eſt averé. La même conſultation & la même réponſe ont été renouvellées en 1770. Le Duc d'Argyle (ayeul du Duc actuel) le Chevalier Wager & le Chevallier Norris, tous Officiers célebres chez les Anglois, ont repeté nombre de fois en plein Parlement, *qu'il peut ſe rencontrer fréquemment à la mer des poſitions & des conjonctures qui donnent à une armée ennemie tous les moyens imaginables de débarquer en Angleterre, ſans que les vaiſſeaux Anglois, fuſſent ils tous raſſemblés, puſſent garantir les côtes & empêcher la deſcente.*

Ces avantages d'un ennemi, & particulierement des François, pour l'exécution d'une pareille entrepriſe, conſiſtent dans les vents, dans les calmes, dans les marées, dens les brumes & dans l'obſcurité des nuits.

Les vents d'Oueſt, de Sud & de Sud-Oueſt pouſſent ſur l'Angleterre toutes les voile de France, & ils empêchent toutes celle d'Angleterre de ſortir des ports: c'eſt ce qui ſe vérifie tous les jours. C'eſt ce que ſavent les enfans mêmes des Mariniers. En vingt occaſions, ces mêmes vents ont arrêté des expéditions de la plus grande importance. Des flottes ennemies ſe fuſſent préſentées

u'il eût été impoſſible aux vaiſſeaux An-
lois de ſortir.

Les quatre vaiſſeaux de ligne partis pour
Corke en Novembre 1770, & qui devoient
rendre des troupes en Irlande, furent re-
enus par le vent du Sud pendant plus de
uinze jours à Portſmouth, & enſuite à ſes
eux rades de Spithead & de Sainte Helene.
nfin ils furent repouſſés ſur Spithead en ſi
auvais état, qu'il fallut les remettre ſur
chantier.

Un calme parfait qui ſurviendroit au mi-
eu ou à la fin de la traverſée d'une armée
nnemie, mettroit également en défaut tout
art des Commandans Anglois & tout le
ele de leurs équipages. De gros vaiſſeaux
eront-ils uſage des rames pour atteindre des
ateaux ? & que feroient les chaloupes des
aiſſeaux de guerre contre une flotte de ba-
eaux de tranſport, dont le nombre leur
roit infiniment ſupérieur ?

Les momens de la marée, s'ils ſont heu-
uſement choiſis, procurent encore une
rande facilité aux aſſaillans & les favoriſent
ontre les forces défenſives de la côte.

Enfin il y a vingt exemples de flottes
onſidérables qui, à la faveur de la nuit ou
une brume épaiſſe ont paſſé au milieu
eſcadres ennemies ſans être apperçues. Vous
ez dû diſtinguer dans le nombre celui du
rince d'Orange, dont la flotte paſſa le dé-
oit de Calais & mit ſix heures à ce paſ-

ſage, ſans que l'armée navale du Roi Jacques II qui étoit aux Dunes, en eût connoiſſance. Quand le Comte de Darmouth, qui commandoit celle de Jacques, en fut inſtruit, il ſuivit le Prince; mais le vent du Sud l'empêcha de troubler ſa deſcente, qu'il effectua très-heureuſement à Torbay & qui lui a donné la Couronne d'Angleterre. Dans ce ſiecle-ci, l'Amiral Anſon, de retour de ſon grand voyage, apprit à ſon arrivée en Angleterre qu'il avoit paſſé au milieu de l'eſcadre Françoiſe qui croiſoit devant Breſt.

Il n'en eſt pas de l'Angleterre comme de la France où l'on ne peut percer qu'en forçant une triple barriere de places, qui ſont des chefs-d'œuvres de l'art. Les Anglois mettent leur principale confiance dans leurs citadelles flottantes; mais quand cette eſpece de fortification n'eſt plus que défenſive, ce ſont des murailles qu'un ſouffle fait diſparoître; & le pays eſt ouvert.

Quels ſecours puiſſans, quelles ſommes d'argent la Reine Eliſabeth n'envoyoit-elle pas aux Hollandois & au Roi de France pour empêcher, c'eſt ainſi qu'elle s'exprime, *ſon ennemi le Roi d'Eſpagne de devenir maître des côtes de la Hollande, de la Flandre & de la France, d'où il lui auroit été ſi facile d'envahir ſes Etats.* Son Garde du Sceau privé alla même juſqu'à dire dans ſa harangue du 9 Avril 1593, que *depuis que le Roi d'Eſpagne s'étoit mis en poſſeſſion des côtes de la*

*Bretagne, & qu'il avoit fait conſtruire de petits bateaux tels que ceux dont ſe ſervoient les Anglois, les Flamands & les François, il voyoit l'Angleterre plus expoſée que jamais au danger d'une invaſion.*

Il eſt de fait qu'on ne pourroit pas compter les exemples des terreurs paniques que les menaces de deſcentes ont cauſées aux Anglois dans toutes leurs guerres.

En voici un bien frappant.

Dans l'année 1761, quoique nous ne fiſſions aucuns préparatifs de ce genre, quoique l'affreuſe défaite du 20 Novembre 1759 eût fait avorter tous nos projets offenſifs ſur l'Angleterre, l'impreſſion de la frayeur qu'ils lui avoient donnée y étoit encore ſi forte, que l'Amiral Boſcawen lui-même qui ſe trouvoit à Douvres jetta l'allarme dans Londres & à la Cour & que tout le monde y fut en rumeur, au grand préjudice des fonds publics, ſur la ſeule apparition d'une flotte de cinquante voiles qui ſe trouvoit être partie des Marchands Hollandois, partie des Charbonniers Anglois du Nord. C'eſt un fait récent que toute l'Angleterre peut atteſter. En voici un de l'année derniere 1778. Les Comtés Septentrionaux de l'Angleterre, ſur la ſeule nouvelle des camps que la France alloit former, prirent les armes, & tous les grands propriétaires y accoururent pour défendre le pays.

Pour que les Anglois vouluſſent ou qu'ils

pûſſent ſe défendre, il faudroit qu'on vît regner parmi eux une harmonie d'intérêts & de ſentimens que ne produira jamais cette bigarrure d'opinions qui conſtitue leur eſſence nationale & qui fait la baſe de leurs plus chers privileges. Les cauſes morales ſe joignent contre eux aux cauſes phyſiques; & voilà pourquoi des invaſions ou tentatives ſérieuſes de deſcentes ſur les côtes d'Angleterre, au nombre de près de trente-deux ſe ſont effectuées avec ſuccès. Encore n'en compte-t-on pas une infinité qui ont été faites à la dérobée tant en Angleterre qu'en Irlande (*a*), par un ou deux vaiſſeaux & un petit nombre d'hommes. L'Anglois eſt de tous les peuples celui qui ſe laiſſe le plutôt abbattre par la mauvaiſe fortune, comme il eſt celui qui s'abandonne le plus à l'yvreſſe des ſuccès. Il n'y en a point ſur qui agiſſent plus fortement les effets de la conſternation & de la terreur panique, ni qui ſe laiſſe entraîner plus facilement dans les factions & dans les ſoulevemens.

En 1745 : la nation n'étant pas à beaucoup près auſſi diviſée & auſſi mécontente qu'actuellement, ni plus dépourvue de troupes, ſix ou ſept mille Montagnards, malgré l'antipatie naturelle de la nation pour

(*a*) Par exemple celle de Thurot à Carrikfergus : celle du Capitaine Paul *Jones* l'année derniere à Whitehaven, &c.

eux, malgré leur deſſein bien connu de placer ſur le trône un Prince élevé dans des principes de Religion & de politique également abhorrés, pénétrerent, quoique mal armés & n'ayant point d'artillerie, juſques dans le cœur du Royaume, même après que la nation eût eû le tems de revenir de ſa premiere frayeur, car le Prétendant étoit débarqué depuis pluſieurs mois.

Comme je l'ai déja remarqué, il eſt aiſé de diſtinguer les deſcentes qui ont été tentées ſérieuſement : & toutes celles-là au nombre de trente deux, ont eu les ſuccès déſirés. La mer & les côtes ſont les mêmes : les eſprits ſont les mêmes : s'il y a plus de vaiſſeaux qu'autre fois, les vents peuvent les rendre nuls, comme s'ils n'y en avoit point. Il ſeroit donc vrai de dire que cette marine Britannique ſi puiſſante, & juſqu'au regne de Louis XVI, ſi inévitable par tout, c'eſt en Angleterre ſeulement qu'on peut eſperer de ne la point trouver : d'où je conclus, appuyé du ſuffrage des Amiraux Anglois donnné en 1756 & réiteré en 1770, qu'une deſcente en Angleterre n'eſt point impraticable.

Le Roi d'Angleterre annonce lui-même à toute la terre, par les ordres qu'il vient de donner, qu'il eſt très-perſuadé qu'un pareil deſſein peut s'exécuter. Voici une traduction littérale de cet ordre.

## DE PAR LE ROI.

*Proclamation.*

## GEORGE, ROI.

D'AUTANT que nous avons reçu avis, (*par des factieux dans le Parlement*) que nos ennemis ſe préparent à envahir ce Royaume, à nous appartenant, (& *à nous tranſmis par un eſprit de liberté dont nous avons juré la déſtruction*,) la ſureté & la défenſe, duquel exigent les plus grands ſoins de notre part, ce en quoi, Dieu aidant, nous ſommes réſolu à ne rien négliger, (*ſi ce n'eſt les voyes de conciliation*) & afin que dans le cas où ils débarqueroient, ils ne puiſſent point accroître leurs forces, en ſe ſaiſiſſant des chevaux, des bœufs & des beſtiaux de nos ſujets, leſquels pourroient ſervir à porter ou à traîner, (*leſdits ennemis*) & pour qu'ils ne puiſſent point aiſément trouver des proviſions (*dans un pays qui en regorge.*) Nous avons en conſéquence jugé à propos & par cette préſente, notre proclamation Royale, de l'avis de notre Conſeil Privé, ordonnons & commandons expréſſément au Gardien des cinq ports, (*notre cher Milord North*) ſes Lieutenans, ſon repréſentant, & à tous & chacun les Lieutenants & Vice-Lieutenants de nos Comtés, & à tous Sheriffs, Juges de paix, Maires, Baillis & tous & chacun les autres Officiers &

Ordonnateurs civils & Militaires, reſpectivement, dans leurs Comtés, Villes, Bourgs & diviſions, d'ordonner que bonne & ſûre garde ſoit faite ſur les côtes, & à la premiere approche de l'ennemi, de faire auſſi-tôt enmener tous les chevaux, bœufs & beſtiaux qui peuvent ſervir à porter ou à traîner, & non actuellement employés à notre ſervice ou à la défenſe du pays, & auſſi, autant que cela ſera praticable, tous autres beſtiaux & proviſions, & les faire conduire ou tranſporter en quelque lieu de ſûreté; (*s'ils en connoiſſent*) ou à une telle diſtance du lieu où l'ennemi aura tenté ou paroîtra avoir intention de débarquer, pour que leſdits beſtiaux & proviſions ne tombent point au pouvoir ou entre les mains d'aucuns de nos ennemis (*& que les ſoldats François ne puiſſent point avoir leur café à la* (a) *crême*,) quoique cependant à cet égard ce ſoit notre volonté & notre plaiſir que les propriétaires reſpectifs ne ſouffrent de dommages, de pertes ou d'inconvénients, que ce qui ſera indiſpenſable pour l'intérêt de la ſûreté publique, & par la préſente nous ordonnons & enjoi-

(a) Ce trait rappelle un fait connu de toute l'armée Françoiſe qui a fait la derniere guerre en Allemagne. Les troupes du Roi ayant pris la ville de Meppen en Weſtphalie ſur les Hanovriens, la premiere choſe que demanderent les Soldats François en entrant dans la ville l'épée à la main, ce fut où ils pourroient avoir du café à la crême.

gnons expreſſément à tous nos ſujets d'aider & aſſiſter pour l'exécution de ce préſent notre commandement royal.

Donné à notre Cour de Saint James le neuvieme jour de Juillet 1779, dans la dix-neuvieme année de notre regne, (*en Europe*). *Dieu ſauve le Roi.*

Les plaiſanteries appliquées ſur le tiſſu de cette proclamation, ne ſont point, Monſieur, dénuées de fondement. Où le Roi d'Angleterre entend-il que ſes ſujets pourront ſauver leurs bœufs, leurs chevaux, leurs proviſions, &c. pour que l'ennemi ne puiſſe point en profiter ou s'en ſervir? Un pareil ordre ſeroit excellent en Flandre, en France, en Allemagne, tous pays où on ne fait point un pas ſans trouver une fortereſſe. Mais dans tout l'intérieur de l'Angleterre il n'y en a pas une. Pour obéir à ſes ordres, il faudra que ſes ſujets deſcendent leurs beſtiaux dans leurs mines ou dans leurs puits. Il parle auſſi de diſtances purement idéales, car il y a une infinité d'endroits ou on peut exécuter une deſcente, & d'où les beſtiaux ne pouroient pas être chaſſés à ſix ou ſept lieues ſans ſe précipiter dans la mer, comme certains troupeaux de porcs endiablés dans le lac de Tibériade. Cet ordre là ſeroit raiſonnable pour le grand Empire d'Amérique,

où on peut s'enfoncer à la diſtance de pluſieurs centaines de lieues ; mais helas, nous ne l'avons plus !

Je me permets une derniere réflexion, Monſieur, ſur le grand projet dont la France paroit s'occuper : c'eſt que ſi elle y échoue, après l'avoir tenté ſérieuſement, ce ſera ſans doute un affreux malheur ; mais la France ne ceſſera pas d'être pour cela une grande & redoutable nation : elle ne ceſſera pas d'avoir des amis & des reſſources ; au lieu que ſi elle réuſſit, même ne fût-ce qu'en partie, l'Angleterre eſt perdue & entierement à la merci des vainqueurs, qui heureuſement pour elle ſont auſſi éclairés & auſſi généreux, qu'ils ſe montrent ardens à la pourſuite de leurs juſtes droits.

*Obſervations tirées de la Gazette de Madrid ſur le Meſſage du Roi d'Angleterre & ſur l'expoſé ſommaire fait en Parlement des griefs de l'Eſpagne.*

Je ne doute point, Monſieur, que vous ne connoiſſiez déja les obſervations faites par le Miniſtere de Madrid, ſur l'artifice avec lequel les Miniſtres Anglois ont tenté d'affoiblir dans l'idée de leur nation & du reſte de l'Europe, l'impreſſion des juſtes griefs de l'Eſpagne. Cette Cour juſtifie, de la maniere la plus flatteuſe pour moi, le zele dont vous m'avez vu embraſé lorſqu'il s'eſt agi de

défendre la déclaration du Roi Catholique contre les atteintes qu'on s'efforçoit de lui porter. Je revendique pour votre Recueil un morceau en lui-même ſi intéreſſant, & qui d'ailleurs vous eſt ſi prétieux, par le crédit qu'il doit lui faire acquérir. Quoiqu'il ait pû déja paroître dans d'autres écrits publics, on ſera bien aiſe de le lire encore une fois pour profiter de l'avantage attaché, en pareille matiere, à une traduction parfaitement littérale, & préſentée ſous la forme que le Miniſtere de Madrid a crû devoir lui donner, pour que le remede atteigne de plus près le poiſon dont il veut faire avorter l'effet.

*Supplément de la Gazette de Madrid du 2 Juillet 1779.*

LE 16 Juin, le Lord Weymouth informa la Chambre des Lords qu'il avoit reçu ordre du Roi de la prévenir, que le lendemain Sa Majeſté enverroit un meſſage relativement au départ de l'Ambaſſadeur d'Eſpagne, & en conſéquence les Pairs furent requis d'y aſſiſter.

Le

Le Lord North dé-
clara la même chose à
la Chambre des Com-
munes. En conséquen-
ce le 17 ledit Lord
Weymouth se rendit
à la Chambre des Pairs
par l'ordre de Sa Ma-
esté; & il y remit une
opie de la déclaration
el'Ambassadeur d'Es-
pagne (1) qui contient
n substance : *qu'après*
*uit mois de négociation*
*nfructueuse* (2) *pour ar-*
*anger les différends en-*
*re la France & l'Angle-*
*erre : qu'après que les*
*Anglois ont menacé ou*
*ttaqué les domaines Es-*
*agnols d'Amérique :*
*u'après que le pavillon*
*Espagnol a été insulté* (a)
N CENT OCCASIONS,
*& que l'Angleterre n'a-*
*ant pas rempli l'article*
*6 du dernier Traité de*
*Paris, l'Espagne se voit*

(1) Il est essentiel de remarquer combien cet extrait est tronqué & qu'elles peines on a prises pour y atténuer les justes plaintes de l'Espagne. Que l'on compare cet extrait avec la Déclaration publiée dans la cédule insérée dans notre Gazette ( de Madrid ) du 25 Juin dernier.

[Pour les Lecteurs François, on ne peut renvoyer qu'à la traduction faite à Madrid, qui jusqu'ici ne se trouve encore que dans le N° LXXIII des *Affaires de l'Angleterre.*]

(2) Non seulement la négociation a été infructueuse, mais elle a été rompue par la derniere réponse du Ministere Anglois contenant des expressions & des termes qui ne conviennent nullement à la

(a) La Cour de Madrid met cette expression au
ombre de celles par lesquelles elle se plaint que le
Ministere Anglois a cherché à tronquer & à atténuer
ès justes griefs.

*enfin obligée* (3) *d'uſer de tous les moyens que la Providence lui a confiés pour ſe procurer la juſtice qu'Elle a ſollicitée en vain juſqu'à préſent.* Le Meſſage du Roi, que le Vicomte de Weymouth remit, étoit conçu en ces termes.

*George, Roi.*

» L'Ambaſſadeur d'Eſpagne ayant remis un papier au Lord Weymouth & lui ayant ſignifié qu'il avoit reçu ordre de ſa Cour de quitter auſſi-tôt l'Angleterre : Sa Majeſté a cru néceſſaire d'ordonner qu'une copie de ce papier fût miſe ſous les yeux de ſon Parlement, comme étant un objet de la plus haute importance pour ſa couronne & pour ſon peuple. Sa Majeſté lui fait ſavoir en même tems qu'en conſéquence de cette dé-

haute dignité du Médiateur, ainſi que la ſuſdite déclaration le donne clairement à entendre. Il n'eſt pas croyable qu'on déſire de conſerver l'amitié d'un Souverain qu'on provoque & qu'on traite mal. De plus, la derniere réponſe a été tout auſſi peu conforme, & même tout auſſi oppoſée à une réponſe antérieure du Miniſtere Anglois, qu'à la conduite que ce Miniſtere avoit tenue juſqu'au moment où cetre négociation fut entamée, ainſi qu'il eſt énoncé dans la déclaration de l'Eſpagne. Nous eſpérons que le public verra ces réponſes & qu'il pourra juger impartialement la queſtion.

(3) Le Rédacteur de l'extrait a grand ſoin d'omettre cette circonſtance, ſavoir, que l'Eſpagne avant ces démarches, avoit, dès le commencement, ſignifié au Miniſtere Anglois la néceſſité ou elle ſeroit de prendre un parti pour prévenir & réparer les inſultes, ſi la négociation ne ſe continuoit pas & ne ſe ſuivoit pas avec ſincérité & efficacité.

claration hoſtile, Elle s'eſt vue obligée de rappeller de Madrid ſon Ambaſſadeur. Sa Majeſté en même tems déclare de la maniere la plus ſolemnelle, que ſon déſir de maintenir & de cultiver la paix & une correſpondance amicale avec la Cour d'Eſpagne a été uniforme & ſincere, que ſa conduite envers cette Puiſſance n'a eu d'autre principes & motifs que ceux de la bonne-foi, de l'honneur & de la juſtice (4). Sa Majeſté voit aujourd'hui avec d'autant plus de ſurpriſe les prétextes (5) qui ſervent de fondement à cette déclararion, que pluſieurs des griefs qui y ſont énumérés, ne ſont jamais venus à ſa connoiſſance (6), ni par aucunes repréſentations de la part de Sa Majeſté Catholique,

(4) Toutes ces proteſtations avoient ſans doute leur exiſtence dans l'intention de Sa Majeſté Britannique ; mais les effets n'y ont point répondu, non plus qu'à celles du Miniſtere Anglois : au contraire, les inſultes n'ont fait que s'accumuler ſans aucune réparation.

(5) C'eſt à tort que le Rédacteur de ce meſſage met le mot *prétexte* dans la bouche d'un ſi grand Roi. On ne peut nier que dès le commencement de la négociation l'Eſpagne n'ait exigé qu'on travaillât à accommoder avec elle ſes démêlés particuliers en même tems qu'on arrangeroit ceux de la France. Le Miniſtere Britannique y acquieſça, bien informé des plaintes portées ſur des offenſes réelles faites au pavillon Eſpagnol, ainſi que ſur des uſurpations & violations de territoire. Eſt-ce que l'on ſeroit convenu de faire un traité ou un accord ſur des prétextes futurs?

(6) Ce meſſage ne nie point que les plaintes ne ſoient vraies. Il dit ſeulement que pluſieurs de ces plaintes, ſans ſpécifier leſ-

ni par d'autres voies. Et dans tous les cas ou il a été porté des plaintes, elles ont été traitées avec toute l'attention néceſſaire & miſes dans un cours reglé d'examen & de redreſſement (7) Sa Majeſté eſt dans la ferme confiance que cette Chambre la ſoutiendra avec le zele & l'ardeur dont elle lui a donné tant de preuves, dans la réſolution que Sa Majeſté a priſe de développer tous les efforts & toutes les reſſources de la nation pour réſiſter aux entrepriſes hoſtiles de la Cour d'Eſpagne & les repouſſer. Elle ſe flatte que par les bénédictions qu'il plaira à Dieu de répandre ſur la droiture de ſes intentions & la juſtice de ſa cauſe, elle ſera en état de faire avorter les entrepriſes dan-

quelles, ne ſont pas venues à la connoiſſance du Roi de la Grande-Bretagne; & nous le croyons bien, car, c'eſt ainſi que les choſes ſe paſſent ordinairement. Ce qu'il y a de certain, c'eſt qu'elles ont toutes été portées & à pluſieurs repriſes, de vive voix, ou par écrit, ou des deux manieres, au Miniſtere Britannnique ſoit à Madrid, ſoit à Londres, ainſi qu'il eſt dit dans la déclaration. Nous eſperons auſſi donner au Public, quand il en ſera tems, des Mémoires qui l'inſtruiront des plaintes préſentées au Miniſtere Anglois, juſqu'à ces derniers tems ou les offenſes les plus graves ont eu lieu.

(7) La force de la vérité eſt telle que le Rédacteur du meſſage n'oſe pas avancer qu'on ait donne la moindre ſatisfaction aux plaintes portées. Il ſe contente d'affirmer qu'elles ont été miſes dans un cours reglé d'examen & de redreſſement; & il affecte d'ignorer que des années ſe ſont paſſées ſans qu'on ait aucun effet de l'attention donnée par le Miniſtere Britannique à la

gereuſes que ſes ennemis pourroient tenter contre l'honneur de ſa Couronne, le commerce de ſon Royaume, les droits & les intérêts communs de tous ſes ſujets «.

plupart de ces plaintes. Il paroît incroyable qu'on ait traité avec tant de lenteur & de froideur les plaintes d'un grand Souverain offenſé & armé. C'eſt préciſément convenir qu'après bien des chicaneries on n'a cherché qu'à amuſer le Miniſtere Eſpagnol par de vaines paroles, en laiſſant ſubſiſter un motif de provocation & de rupture pour le tems où la politique du Cabinet Britannique voudroit en faire ſon profit.

APPUYÉ d'une autorité auſſi impoſante que celle de la Cour même de Madrid, qui a repouſſé en même tems que moi & par les mêmes armes, la méchanceté des ſarcaſmes Anglois ſur ſa déclaration, je crois n'avoir beſoin d'aucun autre ſoutien auprès des gens raiſonnables, qui pour prix du tems qu'ils donnent aux affaires politiques, n'accepteroient rien au-deſſous de la vérité. Il me paroit cependant, que ſans affoiblir l'avantage qui réſulte pour moi de ces obſervations du Miniſtere Eſpagnol, je puis faire uſage d'une confirmation ſurabondante de mes aſſertions, qui m'eſt fournie par ces mêmes papiers Anglois où on nous a appris que la déclaration de l'Eſpagne étoit ſi prodigieuſement tympaniſée. Elle l'a été ſans doute, mais par qui? Par

les Miniſtres Anglois & par leurs amis, ainſi que j'ai eu l'honneur de vous l'aſſurer. Je vais vous raporter en preuve un article du *Général Advertiſer*, du 29 Juin, N°. 705.

» C'eſt aujourd'hui la derniere reſſource de nos Miniſtres & de *leurs amis*, de déclamer contre la perfidie de l'Eſpagne, de critiquer le ſtyle de ſon manifeſte, que tous d'une commune voix ils diſent être une pitoyable production. Nous ne demandons pas mieux que d'en porter le même jugement; mais nous ſommes fâchés d'obſerver en même tems (de peur que notre obſervation ne ſe réaliſe dans le cas actuel) que bien des gens qui ne ſeroient pas capables d'écrire deux mots, croient en ſavoir aſſez pour corriger les autres «.

Entre ces amis du Miniſtere Anglois, qui l'aidoient à décrier le Manifeſte Eſpagnol, en eſt-il un ſeul qui ait ſervi ſon animoſité contre le Roi Catholique auſſi chaudement, auſſi efficacement, auſſi promptement que l'a fait le Courier de l'Europe, qui en moins de huit jours a diſtribué dans tous les pays le venin préparé par le Miniſtere Anglois contre l'Eſpagne. En diſant tous les pays, j'excepte ceux de la Maiſon d'Autriche, où le cher Courier ne peut paſſer qu'emmuſelé, parce qu'il y eſt rayé d'entre ces êtres innocens & utiles pour qui il a été écrit *non alligabis os bovi trituranti*. Mais j'ai réſolu de ne plus

fatiguer le public de l'humeur qu'il m'a donnée; il faut finir.

*Premiere, derniere & assez courte réponse du Banquier de Londres au Rédacteur du Courier de l'Europe, sur une note de son numéro premier, volume VI, du Vendredi 2 Juillet 1779.*

Vous ne pouvez donc point, Monsieur, vous procurer le N.° LXXII de mon Journal. A peine vos Libraires de Londres ont-ils entendu parler de cet ouvrage: & ils n'en ont, dites vous, jamais vendu un seul numéro. En vérité cela ne me surprend ni me fâche. Je ne me pique point d'être *vendu* aux Anglois, comme vous. Mais je suis fâché & surpris de deux choses: fâché de ce qu'il ne reste plus au Libraire d'exemplaire du N.° LXXII, l'édition de ce numéro & du suivant ayant été épuisée sans doute par vos souscripteurs: surpris de ce qu'en désirant qu'il vous soit envoyé par Ostende, vous vous rappelliez que les Pays-Bas sont au nombre des grands Etats d'où vous êtes proscrit, comme jouissant d'une *certaine réputation*. Il est juste cependant de vous aider à vous disculper, puisque vous en avez la bonne volonté. Vous le ferez quant au N°. LXXII, en nous démontrant qu'un homme sensé pouvoit croire qu'un François pouvoit, impri-

mer que l'Eſpagne, par l'organe de Milord Stormont, accuſoit la France d'une *perfidie ſans exemple*. Il ſuffira pour le N.° LXXIII que vous produiſiez le texte Eſpagnol de la déclaration du Marquis d'Almodovar, dont vous avez parlé avec tant de certitude, & d'après lequel vous avez oſé cenſurer, dans des expreſſions ſi flatteuſes pour l'Eſpagne, la traduction Françoiſe faite à Madrid. Satisfaites ſur ces deux points le public, à qui il importe peu de ſavoir à quel degré mon exiſtence vous eſt connue, ou quel cas vous en faites. C'eſt comme nuiſible que j'ai attaqué la vôtre. J'ai fait voir mes motifs & mes autorités : mon objet eſt rempli : je m'impoſe à votre égard la loi du ſilence pour l'avenir, quelque nouvelle incartade que vous puiſſiez vous permettre. Le public eſt averti : il ne manquera pas de vous obſerver.

*Le Banquier de Londres.*

P. S. *du* 17 *Juillet.*

LES vaiſſeaux *le Rommey* de 50 canons, *le Couvert* de 32, *l'Ambuſcade* de 32, *le Creſcent* de 28, *le Squirrel* de 20, & deux cutters, ſavoir *le Rattleſnake* & *le Kite* ſont partis le 9 de Plymouth, pour croiſer dans la Manche : ils ſont commandés par le Commodore Johnſtone.

Il paſſe pour conſtant que l'Eſcadre de Hardy étoit rentrée à Torbay, ſur la con-

noiſſance que cet Amiral avoit eue, que les Eſcadres conbinées étoient plus fortes que lui de pluſieurs vaiſſeaux de ligne.

Cette Eſcadre a remis en mer le Mercredi 14, renforcée des vaiſſeaux *le Culloden*, *la Réſolution* & *le Terrible*, chacun de 74 canons; ce qui en porte le nombre à 34 vaiſſeaux: on dit qu'en paſſant devant Plimouth, elle en prendra deux autres; & alors elle ſera forte de 36. — Mais il n'y en a que cinq en tout à Plymouth, ſavoir l'*Océan* & le *Cambridge* de 80, le *Torbay* & le *Dublin* de 74, & le *Chicheſter* de 70. Aucun de ces vaiſſeaux ne paſſe pour être en état de mettre à la mer. On preſſe les armemens des meilleurs qui reſtent à Portſmouth.

On ne croit ici aucune des nouvelles débitées ſur l'Eſcadre du Comte d'Eſtaing, — ni ſur la priſe de Charles-Town dans la Caroline.

Il va ſe former deux nouveaux camps, l'un à Plymouth, qui ſera de 12,000 hommes; l'autre à Harrings, dont la force n'eſt pas encore déterminée. Le nombre des camps ſera de ſept; ſavoir, Coxheath, Brompton, Hartings, dans la partie du ſud; Warley en Eſſex, Saliſbury, Soutbſca Commou & Plymouth dans l'oueſt. Le total pourra être de 45 mille hommes. Les fonds publics ne ſe relevent point.

*P. S. du 23 Juillet.*

VOICI, Monſieur, quelques nouvelles très-fraîches de la grande Eſcadre Angloiſe. Elle a paſſé devant Plymouth le 16, comme je vous l'ai mandé. Il ne s'en étoit détaché aucun vaiſſeau pour la joindre, de ſorte qu'elle n'étoit toujours que de 34 vaiſſeaux, par la réunion du *Culloden*, de la *Réſolution* & du *Terrible*. Ceux qui la portent à 35, ne peuvent le faire qu'en ſuppoſant qu'elle a recueilli le *Lénox* de 74 canons, parti le 29 Mai pour Corke, d'où il devoit aller en Amérique. Voilà l'état où étoient les choſes, lorſqu'au grand étonnement de tout le monde, on a appris que le Chevalier Hardy étoit rentré à Plymouth le 18, avec toute ſon Eſcadre. On ne dit plus aujourd'hui que c'eſt pour venir chercher de la petite bierre. Ses motifs ſont plus ſérieux. Il a vu une armée navale de cinquante-deux vaiſſeaux de ligne, qui boucle la Manche. Quel autre parti prendre, avec 34 ou 35 vaiſſeaux, que de rentrer au plus vîte ? c'eſt ce qu'il a fait, & ce qui répand ici la conſternation & les allarmes. — Il n'y a que le *Formidable* de 90 canons, qui ſoit en état. Trois ou quatre autres, qui devoient porter l'Eſcadre à 40 ou 41, ne peuvent être prêts que vers le 20 Août ; encore faut-il que les bons Matelots attendus par les flottes des Iſles &

de la Jamaïque ſoient arrivés. Mais com-
ment pénétreront-ils, ſi la Manche eſt bou-
clée? Le Miniſtere eſt dans une perplexité
extrême. Les hommes que la preſſe la plus
vigoureuſe & la plus continue a pu fournir
n'ont pas paſſé le nombre de ſept mille, dont
l a fallu en réformer deux mille ſur le champ.
l s'eſt ſauvé un tiers du reſte, & comme de
aiſon les plus alertes. L'Amiral Hardy a mis
terre neuf cents malades, que ne vaudront
oint ceux qui les auront remplacés, ſans
ompter que s'il reſte dans le port quelque
ems, il en déſertera beaucoup. Les inquié-
ades redoublent journellement pour huit vaiſ-
aux de l'Inde attendus d'un jour à l'autre. La
roclamation du Roi, qui preſcrit les meſures
prendre pour arrêter l'ennemi dans un pays
ui n'eſt point fortifié, acheve de renverſer
s têtes, & on craint qu'elle ne faſſe beau-
up plus de mal que de bien. Il a paru
ſarre que les Miniſtres, en avouant que
ondres étoit menacé, euſſent l'air de ſe fé
irer de la prochaine reddition de Charles-
own. Pendant ce tems là, le Commodore
*inſtone* qui a ſoutenu dans le Parlement,
e deux frégates pouvoient prendre un
ſſeau de ligne, ſe promene autour de l'iſle
Gerſey, avec ſa flotille, forte aujour-
ui de douze voiles, dont les principales
t *le Romney* de 50 canons, *le Phénix* de
, *le Quebec* & *l'Ambuſcade* de 32. Garre
vaiſſeaux de ligne françois, s'il en ſort

des ports de Saint-Brieux ou de Granville, pendant que M. *Johnſtone* croiſe dans ces parages. Rien de nouveau de l'Amiral Byron. Les dernieres lettres ſont du 23 Mai, & ne confirment aucun des bruits qui s'étoient répandus.

FIN.

# LETTRE

## *D'un Banquier de Londres, à M.*** *à Anvers.*

De Londres le 24 Juillet 1779.

CE ſeroit, Monſieur, manquer entierement le but d'un Journal Anglois que de n'y point donner place aux rumeurs populaires ſuſcitées par les événemens, ſur-tout quand ils ſont d'une auſſi grande importance que ceux qui occupent aujourd'hui la ſcène politique. Voici ce que j'ai recueilli de plus intéreſſant en ce genre dans l'eſpace de la premiere quinzaine qui s'eſt écoulée après la déclaration de l'Eſpagne.

### *Extraits du Journal patriotique, du 20 Juin au 10 Juillet.*

ENFIN l'Eſpagne s'eſt déclarée : ce moment qu'on attendoit ou plutôt qu'on craignoit depuis long-tems, eſt arrivé : & nous voilà engagés dans une guerre contre trois grandes Puiſſances réunies. La ſplendeur de cette petite Iſle, qui n'eſt due qu'à ſon eſprit d'unanimité & de liberté, a été une ſource conſtante de jalouſies & de craintes

pour nos ambitieux voiſins : l'accroiſſement de notre proſpérité a multiplié & tenu en haleine leurs appréhenſions ; toute leur politique a moins tendu à s'agrandir qu'à nous abaiſſer. Oſerai-je dire qu'à la fin ils ont trouvé l'heureux moyen d'effectuer ce qu'aucun effort de courage & de vigueur n'auroit pu précédemment exécuter. Ils ont ſu nous diviſer, armer le pere contre le fils & lui mettre un couteau à la main pour l'égorger..... Quoiqu'il en ſoit, montrons nous ſupérieurs à nos calamités : déchirons le voile qui nous aveugloit : ſachons penſer & agir comme de vrais Bretons. Le ſeul & véritable moyen de regagner l'Amérique, eſt d'humilier la Maiſon de Bourbon. C'eſt contre elle que nous devons préſentement diriger toutes nos forces. La prudence & la politique l'exigent abſolument. Ne voyons nous pas que la Maiſon de Bourbon a abandonné ſon ancien ſyſtême des Colonies, ſyſtême ruineux qui dans la derniere guerre l'a extrêmement affoiblie en diviſant ſes forces de terre, & l'a tout à fait épuiſée lorſqu'elle les a employées, ſyſtême qui l'a empêchée d'agir offenſivement & l'avoit forcée de ſe réduire à des entrepriſes non pas contre le cœur de la nation Britannique, mais contre ſes parties les plus reculées ? Ne ſavons nous pas que la Maiſon de Bourbon a cultivé le commerce en Europe, que par ce moyen elle a formé les plus utiles pépi-

nieres pour ſes matelots, non pas dans des canaux inconnus auparavant, mais dans des canaux d'où elle nous a chaſſé nous mêmes?

N'eſt-il pas notoire que la Maiſon de Bourbon a fait les plus grands progrès dans l'étude de la marine: qu'elle a recueilli & adopté avec ardeur les moyens par leſquels nous avons appris à vaincre; & qu'elle a tourné contre nous des armes qui tant de fois lui avoient été fatales? Ignorons nous que la Maiſon de Bourbon a réduit ſes énormes dépenſes de paix, que par conſéquent elle n'a point uſé le nerf de ſes reſſources, & qu'elle s'eſt réſervée la faculté de les étendre pour une exécution rigoureuſe? Enfin la Maiſon de Bourbon, pour couronner & raſſembler tous ſes autres avantages, n'a-t-elle pas réuni ſes forces au commencement de la querelle, dans un moment où aucune de ſes branches n'avoit reçu d'echec, & où aucune, priſe ſéparément, ne nous étoit inférieure? Nous ſavons toutes ces choſes, & c'eſt au milieu de ces orages terribles que nous nous livrons aux diſputes & aux diviſions! » Inſenſé (dit Mercure dans la nue au Charretier) mets la main à la roue, & ſi avec toutes tes forces tu ne peux parvenir à tirer ta voiture du bourbier, alors tu m'appelleras à ton ſecours & non pas auparavant «. Inſenſés! dirai-je à mes Compatriotes, réuniſſons-nous pour la cauſe commune de notre pays; & laiſſons nos diſputes pour un tems plus convenable.

NOUS ſavons, à n'en pas douter, que la flotte Eſpagnole a mis à la voile. Cette flotte eſt compoſée de vingt vaiſſeaux de ligne, ſans compter les frégates. On ſent bien qu'elle n'eſt ſortie que pour ſe joindre au plutôt à celle de la France, & que cette jonction mettant la nôtre dans la néceſſité indiſpenſable de rentrer dans le port, l'ennemi ſe trouvera maître paiſible des mers.

Le ſloop de guerre le *Cameleon*, de dix-huit canons, a été expedié aux Commandans Anglois dans les Iſles de l'Amérique, pour les informer de cette rupture. On a choiſi le *Cameleon*, parce que de tous les vaiſſeaux de la Marine Royale, c'eſt celui qui eſt le moins propre à ce ſervice. Un cutter eût fait cette route trop vite, une frégate trop ſûrement: un ſloop eſt juſtement ce qu'il nous faut. Il ſera auſſi lent que nos Miniſtres peuvent le déſirer; & ils ont même tout lieu de ſe flatter qu'il ſera pris dans ſa traverſée.

Le public pourroit témoigner quelque ſurpriſe d'une pareille politique: cependant il auroit tort. Nos Miniſtres ſavent qu'il eſt impoſſible de ſauver nos Iſles, quelque bien avertis que puiſſent être les Gouverneurs & Amiraux qui y commandent. Ils ſavent que Byron eſt auſſi complettement bloqué à Sainte Lucie que d'Eſtaing à la Martinique. Ils ſavent que le Chevalier Peter Parker n'a à la Jamaïque qu'un vaiſſeau de ligne & trois

u quatre frégates. Ils ſavent que l'ennemi raſſemblé à Saint Domingue quinze à vingt ille hommes, & que la premiere expédi- ion de ces troupes aura pour objet la con- uéte de la Jamaïque. Il eſt même très-pro- able que cette opération ſera terminée avant arrivée du *Cameleon*, ce qui fournira à nos Miniſtres un prétexte plauſible de dire que e mal étoit fait avant que l'Amiral & le Gouverneur euſſent eu le tems de ſe mettre ur leurs gardes.

On ne ſe régalera point de tortues cette nnée, au moins en Angleterre. Les Amé- icains y ont mis bon ordre. Ils ont fait une xpédition aux grandes & aux petites *Ca- anies*, vulgairement appellées *Calmandes* ou es Iſles des *Tortues*, & ils y ont entiere- ent détruit les filets & autres uſtenſiles pour a pêche des tortues. Ils ont emporté ou dé- ruit tout ce qui s'y trouvoit de tortues deſ- inées pour la vente: auſſi n'en eſt-il pas rrivé une ſeule ſur aucun des vaiſſeaux des ſles; & il n'en viendra point de l'année.

On diſoit le 6 Juillet que les flottes Françoiſes & Eſpagnoles avoient été vues la hauteur d'Oueſſant. Cette nouvelle, por- oit les forces combinées à ſoixante & deux aiſſeaux de ligne & trente fregates. Le Che- alier Hardy eſt revenu avec ſa flotte à Tor- ay où il a attendu un renfort. Notre flotte, oute petite qu'elle eſt, manquoit au moins

de quatre mille matelots lorſqu'elle a mis pour la deuxieme fois à la voile. C'eſt une gaſconade puérile & pitoyable de l'avoir fait partir dans un tems où elle n'avoit gueres que la moitié de ſes équipages. Mais il s'agiſſoit de ſoutenir le crédit des Lords Sandwich & Mansfield dans le Conſeil, & l'on ſent bien que de pareilles conſidérations doivent l'emporter ſur tout.

Tant que le Roi continuera de mettre ſa confiance en des hommes que la notoriété publique & l'expérience journaliere ont montrés ſi peu dignes des places qu'ils occupent, à des hommes dont les opérations & les talens ſont auſſi généralement que juſtement décriés: tant que Sa Majeſté perſeverera dans une conduite auſſi étrange contre le vœu unanime de tous ſes peuples, il ne faut pas *ſe flatter d'avoir aucun ſuccès.*

Que les Ecrivains aux gages des Miniſtres ne ceſſent de remplir le *Morning-poſt* & les autres papiers publics de libelles contre les perſonnages les plus célebres & les mieux méritans de la nation! Qu'ils ſoient payés de l'argent public pour ces œuvres d'iniquité! Des hommes tels que les ſieurs Bate & Linde ſont dignes de leurs Commettans. L'objet de ces diffamations journalieres eſt de diminuer la confiance dont le peuple honore ces perſonnages vertueux qui ont donné tant de fois les preuves les plus convaincantes, que s'ils n'eûſſent eu en vue, comme on le

eur reproche, que des places & des émo-
umens, il y a long-tems qu'ils auroient eu
es moyens de satisfaire leur ambition &
eur cupidité. Tout le monde sait que le
Gouvernement leur a offert des places :
que ces propositions ont été faites non pas
*ne fois ni deux seulement*, mais à différentes
eprises, & qu'ils les ont toujours refusées
arce que la *cabale Ecossoise* qui com-
ose le Conseil *particulier* du Roi devoit
ontinuer de diriger les affaires. C'est
our expier le crime de ces refus, crime
rrémissible aux yeux des favoris, que les
lus grands personnages de la nation n'ont
as cessé d'être en bute à un torrent d'in-
ectives & de calomnies depuis le commen-
ement de la malheureuse guerre d'Améri-
ue jusqu'au moment actuel.

Nous savons de très-bonne part que cette
nnée on ne se propose point de chercher
s escadres Françoises. Le choix des *Hardy*,
es *Darby* & des *Digby* est un sûr garant de
e que nous avançons. Il y a plus d'un an
ue nous dormons & que nos ennemis veillent
eur force s'accroît de jour en jour : ils
rent parti de notre assoupissement. Du prin-
ms de leurs espérances ils s'élevent à l'été
e leur orgueil, tandis que nous tombons
e l'automne de notre maturité dans l'hyver
e notre décrépitude.

SUIVANT une lettre d'un Officier à bord du *Victory*, ce vaiſſeau eſt en ſi mauvais éta qu'il ſera obligé d'être remis ſur les Chan tiers à Plymouth. Ce vaiſſeau fait quatre pouces d'eau par heure, c'eſt-à-dire ſeize tonneaux.

L'OPPOSITION a juré de chercher tou jours noiſe à nos malheureux Miniſtres. A tort ou à travers il faut qu'elle rempliſſe ſa tâche. Elle les maltraite ſur-tout au ſujet des forces envoyées avec le Chevalier Charles Hardy contre les François & les Eſpagnols. A l'entendre non ſeulement ils ont des Cor reſpondants fort peu inſtruits, mais eux même ſavent très-peu calculer. Non ſeule ment ils ne connoiſſent point les forces de l'ennemi; mais ils ne font pas une addition avec aſſez de ſûreté pour comprendre que trente vaiſſeaux ſont en plus petit nombre que quarante, & que parconſéquent la partie eſt trop inégale, ſur-tout quand le ſort de l'empire dépend de celui du combat. Un exa men plus réfléchi convaincra les têtes chau des de l'Oppoſition que nos Miniſtres ſont très-bien ſervis par leurs Correſpondans & qu'ils peuvent citer pour preuve de leur habileté dans les calculs, cette expédition même de Hardy, ſi témérairement décriée. En effet, quoique les eſcadres Françoiſe & Eſpagnole réunies, ſoient compoſées de cinquante vaiſſeaux de lignes & qu'elles

aient des équipages proportionnés à leurs forces, cette prétendue ſupériorité ſe réduit à rien, ſi on compare exactement les vaiſſeaux des trois Puiſſances dans toutes leurs dimenſions. D'abord on trouvera que les Anglois ſont d'une taille plus haute que les François ou les Eſpagnols dans la proportion de dix-huit à vingt, & plus gros dans la proportion de douze à dix : que le bœuf & le porc ſalé à bord de la flotte Angloiſe ſont ſi ſupérieurs aux proviſions des autres, qu'ils donneront à nos matelots ſur les leurs un avantage de corpulence & de force phyſique dans la proportion de treize & demi à onze trois quarts, indépendament de l'effet que doit produire la ſupériorité du rum ou eſprit Britannique ſur le brandvin françois malgré ſa réputation. Toutes ces circonſtances donnent à nos Miniſtres le droit de dire que leurs trente vaiſſeaux ſont plus forts en hommes que ceux des François & des Eſpagnols réunis. Nous ſommes dans le même cas relativement aux vaiſſeaux eux-mêmes. Car quoique l'ennemi en ait cinquante contre nous trente-quatre, cependant le nombre & le calibre de notre artillerie réduit le tiers à un ſeptieme. On a calculé auſſi que la qualité de notre poudre à canon nous donnoit un avantage d'un huitieme. Nos flèches ſont certainement ſupérieures à celles de l'ennemi d'un demi huitieme ; & d'après cette proportion appliquée à notre mitraille,

à nos grenades, &c. &c. &c. on peut prononcer en toute assurance que nos trente-quatre vaisseaux valent bien les cinquante de l'ennemi. Or tout le monde sait que lorsqu'un Amiral Anglois combat à forces égales une flotte Françoise & Espagnole, il ne peut pas y avoir le moindre doute sur celui des deux partis qui remportera la victoire.

LE prix des terres dans les Isles Angloises de l'Amérique est tombé à un point incroyable. Une très-belle habitation qu'on a offert de vendre pour une somme équivalente à onze années de son produit, n'a pu encore trouver d'acquéreurs.

LA perte de la Dominique a pour nous des conséquences plus sérieuses qu'on n'auroit pu l'imaginer, en ce que les flottes Françoises qui arrivent d'Europe, trouvent le moyen d'éviter nos vaisseaux de guerre en serrant cette Isle le plus près qu'il leur est possible.

LA flotte de l'Amiral Byron a tant de vaisseaux hors d'état de manœuvrer, que quatre à cinq vaisseaux du nombre de ceux qui la composent reviennent actuellement avec la flotte des Isles. Quels reproches ne mérite pas le Ministre qui a envoyé de tels vaisseaux pour une expédition aussi importante? C'est cependant lui qui a déclaré dans

a Chambre des Lords qu'il méritoit de per-
dre la tête s'il ne fourniſſoit pas une flotte
capable de faire face aux flottes combinées
de France & d'Eſpagne. Et ce même Mi-
niſtre n'a pas pu envoyer pour répondre aux
douze vaiſſeaux de guerre de l'eſcadre Fran-
çoiſe, douze vaiſſeaux Anglois, ſans que
dans le nombre il s'en ſoit trouvé qui étoient
depuis deux ans hors du baſſin, ſans avoir
été viſités. La nation ne devoit-elle pas le
rendre au mot?

L'INACTION de l'Amiral Byron, quoiqu'in-
olontaire de ſa part & même forcée par les
ages meſures du Comte d'Eſtaing, finira
ar être plus deſtructive pour notre flotte que
combat le plus ſanglant. Le ſcorbut ra-
agera nos équipages & les vaiſſeaux ſeront
angés de vers. Il eſt vrai que la flotte
rançoiſe peut être expoſée aux mêmes ac-
dens; mais elle tirera des Eſpagnols & des
méricains des ſecours qui nous manquent.
ne force inactive eſt un membre mort dans
Etat. La guerre défenſive eſt comme
conſomption. Elle annonce une deſtruc-
on lente mais inévitable. Il n'y a que la
erre offenſive qui puiſſe rétablir la paix
ſauver un Empire.

ON s'attend que les premieres dépêches
s Iſles nous apporteront la nouvelle de
priſe de la Jamaïque. On médite une ſé-

rieuſe entrepriſe contre cette Iſle ; & à la honte de nos Miniſtres, il n'y a dans cette importante ſtation qu'un vaiſſeau de 60 canons (le *Ruby*), trois ou quatre trégates & ſloops commandés par des enfans de dix ſept ans, ſous les ordres du Chevalier Peter Parker.

Nous avons reçu de la Jamaïque des nouvelles certaines du brigandage d'un certain Amiral (Parker). Nous en ferons part au public en tems & lieu. Il eſt bien étrange que dans tous les emplois publics il ne ſe trouve peut-être pas un ſeul homme qui ne ſacrifiât le bien de ſon pays à ſes vues particulieres.

Il eſt honteux pour la Marine Britannique que des enfans de ſeize à dix-ſept ans aient le commandement de nos vaiſſeaux de guerre. Le fils du Chevalier Peter Parker & ſon futur gendre, tous deux dans la dix-ſeptieme année de leur âge ſont nommés contre-maîtres & Commandans, & ils ont actuellement deux ſloops. Ce n'eſt pas ſeulement notre foibleſſe dans ces mers & dans cette Iſle qui nous fait craindre qu'elle ne nous ſoit enlevée ; mais c'eſt la diſſention qui y regne entre l'Amiral Commandant & les habitans. Ils ne s'entendent ſur rien ; & de part & d'autre on ne ceſſe de ſe nuire & de s'injurier. Voilà l'état dans lequel ſe trouvera cette Iſle, la

plus précieuſe de nos poſſeſſions, lorſque nos ennemis ſe préſenteront pour l'attaquer.

RIEN ne peut être plus favorable aux Eſpagnols & aux François que l'obſtination de nos Miniſtres à reſter en place. On ne doute pas que ceux qui ſe ſont ſi bien comportés dans de petites affaires ne ſoient capables de faire de grandes choſes dans la criſe intéreſſante où nous nous trouvons. Voici la ſanté que ſe portent actuellement nos ennemis : vivent long-tems North, Germaine & Sandwich, les vainqueurs de l'Amérique «.

LE parti de Bedford a donné tant de déſagrément au Lord North relativement à ſon Bill pour la Milice, que celui-ci eſt diſpoſé à donner ſa démiſſion ; & l'on ne doute point qu'en effet il ne ſe retire avant peu. On doit s'attendre que ſa retraite en entraînera pluſieurs autres. Le Lord Gower, en démontrant publiquement l'impoſſibilité de l'exécution du Bill pour la Milice, tel qu'il venoit de la Chambre des Communes, a fait une inſulte perſonnelle au Lord North auteur de ce Bill. Auſſi le Lord North en a-t-il été vivement affecté, & a-t-il dit hautement : » qu'il étoit fâché de voir le défaut d'unanimité par rapport à ce Bill dans la Chambre des Lords «. Ainſi par cette ſciſſion dans le Cabinet, le public peut du moins eſ-

perer d'obtenir un peu plus de juſtice que par le paſſé ; car comme dit le proverbe: quand les coquins ſe querellent enſemble, les honnêtes gens font leurs affaires.

On ſait bien poſitivement que le Lord North a rencontré beaucoup d'oppoſition dans le dernier Conſeil, & que la vacance de la place de Secrétaire d'Etat en a été la cauſe. Le parti de Bedford inſiſtoit vivement pour qu'elle fût donnée au Lord Carliſle. Le parti du Roi y nommoit le Lord Stormont & le parti Miniſtériel y appelloit M. Wedderburne. La diſpute a été très-chaude; & l'on dit que le Lord North l'a emporté parce qu'il a menacé de donner ſa démiſſion s'il n'étoit pas ſecondé par M. Wedderburne. Quoiqu'il en ſoit, il va ſe trouver dans une ſituation trop critique pour qu'on imagine qu'il puiſſe reſter en place. Le parti de Bedford eſt trop puiſſant pour avoir le deſſous. Depuis la guerre préſente il a deux fois déconcerté les meſures du Lord North & a eu la pluralité pour lui. Il faut convenir auſſi que s'il y a une certaine portion de ſageſſe & de prudence dans l'adminiſtration, elle ne ſe trouve que dans le parti de Bedford.

On ſera peut-être bien aiſe de connoître les divers partis du Gouvernement rangés ſous leurs différends chefs. Au commencement d'une guerre il eſt bon de ſavoir ſi

les perſonnages qui doivent la diriger ſont unis ou diviſés entr'eux.

*Parti du Roi.*

Bute.
Mansfield.
Talbot.
Nugent.
Marchmont.
Jenkinſon.
Ellis.
Stanley.
Mackenſie,

*Parti de Bedford.*

Gower.
Thurlow.
Sandwich.
Weymouth.
Rigby.
Carliſle.

*Parti Miniſtériel.*

North
Germaine.
Rochford.
Dartmouth.
Cornwall.
Buller.

*Subalternes.*

Johnſtone.
Eden.
D'Oyley.
Frazer.
Strachey.
Chamier.
Knox.
Liſburne.
Powel.

PLUS de vingt des Miniſtres actuels tirent de leurs places depuis dix juſqu'à trente

mille livres ſterling par an, pas un d'eux n'avoit offert un shelling le 10 Juillet.

PLUS de ſoixante Lords & Membres de la Chambre des Communes ont des penſions depuis mille juſqu'à cinq mille livres ſterling, & pas un d'eux n'a offert un shelling.

PLUS de quatre cents mille livres ſterling ſont diſtribués tous les ans parmi les Membres des deux Chambres du Parlement qui votent avec les Miniſtres, en ſalaires, penſions, *récompenſes particulieres*, & pas un d'eux n'a offert de lever un homme ou de donner un shelling.

ON ſait que le Lord North a retiré l'impôt qu'il avoit mis ſur les batiſtes. Cette inconſéquence apparente tient à des cauſes dont le détail pourroit être curieux. Voici en attendant ce qui ſe débite à ce ſujet. La révocation de l'acte ſur les batiſtes ayant été arrêtée dans un Comité des Chefs de la faction Ecoſſoiſe, il a été envoyé en conſéquence une députation au Lord North. Mais ce Miniſtre ne voulut point revenir ſur ſes pas & il le ſignifia nettement au Négociateur. Ce refus ne découragea pas la faction. Il ſe tint un nouveau conciliabule, dont le réſultat fut qu'on enverroit à cette occaſion un autre Ambaſſadeur à l'Avocat

Général. Celui-ci plus complaisant que le Ministre se chargea de l'affaire. Il en parla le même jour au Lord North, qui lui dit que cela ne se pouvoit pas. — Il me semble, répliqua M. Wedderburne, que si vous le vouliez, rien ne vous seroit plus facile. — Expliquez-vous donc, reprit le Lord North; mais l'Avocat Général, avec son sang froid ordinaire, lui tourna les talons. Après le lever, le Lord North eut une audience du Roi dans laquelle il reçut des ordres positifs qui opererent la révocation du droit sur les batistes. — Cet exemple est une nouvelle preuve du pouvoir sans bornes dont jouit la faction Ecossoise.

Sous le regne de Richard Second, le Juge Tresilian, favori du Roi, fut pendu: le fils d'un Forgeron fut fait Chancelier: une capitation causa une rébellion: les Amiraux qui battoient les ennemis étoient disgraciés; Les Parlemens étoient obligés de voter comme il leur étoit ordonné: le Roi dictoit les Sentences des Juges: le peuple murmuroit. Plusieurs grands Seigneurs & les Communes présenterent requête pour que le favori & d'autres Officiers de l'Etat fûssent éloignés de la Cour. Richard répondit qu'il étoit Roi & que sur leur demande il ne déplaceroit pas un marmiton. Après tant d'opiniâtreté, il fut chassé du trône, dépose par le peuple, renfermé à la Tour, & à la fin tué par Exton.

Telle fut la fin d'un tyran trop obſtiné. Charles I.er, Prince hypocrite, diſſimulé, perfide, perdit la tête ſur l'échafaud. Son fils Jacques perdit le trône, qui a paſſé à la famille regnante. De trop hautes idées ſur la prérogative, ou des querelles avec le peuple, tourneront toujours dans ce pays-ci, à la ruine du Souverain.

D'APRES des états autentiques, il paroît que ſi d'ici à cinquante ans le décroiſſement de la population eſt auſſi conſidérable qu'il l'a été depuis le même laps de tems, le nombre des habitans de la Grande Bretagne ſera diminué d'un neuvieme. Cette circonſtance mérite la plus ſérieuſe attention.

RIEN ne rend plus condamnables les Miniſtres actuels, que les vues qui les ont portés à entreprendre la conquête de l'Amérique, la ſouveraineté ſeule ayant toujours été leur unique objet, ſans réfléchir une ſeule fois qu'il valoit mieux pour la Grande-Bretagne terminer la guerre, en lui aſſurant par une alliance réciproque le commerce de l'Amérique, qui l'a élevé au point où elle ſe trouve aujourd'hui, & qui peut ſeul lui rendre ſon ancienne ſplendeur.

NOTRE refus de reconnoître l'indépendance de l'Amérique eſt une preuve certaine que le Miniſtere ne fait point la guerre pour

le peuple d'Angleterre; puiſque nous n'avons en vue que le commerce & non pas la Souveraineté qui eſt une pure chimere.

SUPPOSER que les peuples d'Angleterre voient de mauvais œil l'indépendance de l'Amérique, malgré leur attachement pour le Roi, ce ſeroit les regarder comme de vrais idiots. Ils ont encore aſſez de ſens commun pour ſe dire qu'il n'eſt point de l'intérêt de leur pays de combattre avec l'Amérique & de la forcer à reconnoître la puiſſance royale. Quand la folle ambition d'un Monarque ſeroit pleinement ſatisfaite à l'égard des Américains, quel avantage en retirerions nous ? Le Miniſtere avoue franchement que cela ne nous procurera jamais un revenu qui mérite la peine d'en parler. Or ſi la dépendance de l'Amérique ne peut pas nous rendre ſon commerce, que reſte-t-il à déſirer à la nation Angloiſe ?

IL y a eu ces jours derniers quelques conteſtations dans le Cabinet relativement au projet de retirer nos troupes de l'Amérique. Mais tout a été pacifié par l interpoſition du Roi, qui a déclaré qu'il falloit conquérir l'Amérique.

DANS un moment où nous ſommes engagés dans une guerre avec la France, l'Eſpagne & l'Amérique, la Marine perd les

Amiraux Keppel, Harland & Howe; & les Généraux Howe & Grey ſe retirent du ſervice de terre On peut citer cet exemple entre mille de l'attention extrême avec laquelle le gouvernement veille aux intérets de la nation.

L'ENQUETE ſur la conduite des Généraux qui ont commandé nos armées en Amérique, donne à toute l'Europe une preuve complete de l'aviliſſement le plus déplorable dans lequel une nation puiſſe tomber, c'eſt à-dire une preuve que nous manquons de tout ce qui conſtitue des Commandans militaires. Il eſt bien étonnant que l'adminiſtration ait permis de divulguer le ſecret d'une pareille découverte. Quel mépris n'auront point conçu les Puiſſances étrangeres pour le Parlement Britannique quand elles auront vû qu'un Amiral (Keppel) a été remercié pour avoir pris la fuite, & qu'un Général (Burgoyne) ſollicite des applaudiſſemens pour avoir ſacrifié une armée? Quelle opinion doivent-elles avoir de la ſageſſe d'un Cabinet qui ſouffre qu'une faction connue & avouée publie nos beſoins, nos fautes, notre foibleſſe, l'état de nos forces, enfin tous les avis quelconques, de quelque nature qu'ils ſoient, & dans le ſecret deſquels conſiſte en grande partie l'art de faire la guerre?

Un homme de bon ſens a obſervé que ſi les

s Eſpagnols ont commencé les hoſtilités
ıvers la Grande-Bretagne, cela ne peut
rovenir que du profond mépris qu'ils ont
our ceux, qui dirigent nos affaires. Au mi-
eu d'une guerre malheureuſe, dans un
oment où nous devrions recueillir l'avis
e tout citoyen ſenſé & raſſembler les for-
es de chaque individu, le Parlement au
eu de délibérer ſur les moyens de ſauver
état, s'eſt amuſé dans une Chambre à pren-
re de longues & ennuyantes informations
r la longueur des chemiſes de l'hôpital de
reenwich, & dans l'autre, il a diſputé ſur
es victoires navales qui n'ont jamais été
agnées, & ſur le ſuccès qu'auroient eu pro-
ablement en Amérique certaines batailles
ı'on a oublié de donner: le tout, pour
ccomplir les vœux patriotiques d'une fac-
on dont les vues ne ſont que trop no-
ires.

Le Gouvernement a reçu des avis allar-
ans de Virginie.

Le Chevalier Henri Clinton déſaprouve
ans une lettre particuliere le ſéjour qu'on
fait à Portſmouth, & le Gouvernement
t de ſon avis. Les troupes qui étoient
nies ſous le Chevalier Howe, & qui même
ors étoient inſuffiſantes pour faire quelque
noſe d'eſſentiel, depuis qu'on en a tiré un
étachement de cinq mille hommes pour
es Iſles d'Amérique, ſont partagées en trois

parties ; ſavoir, à New-York, en Virginie & en Géorgie. Ainſi dans le cas où Washington les attaqueroit avec toutes ſes forces, il les tailleroit en pieces.

S'IL eſt des gens qui voient tout en noir, il y en a auſſi dont l'imagination toujours riante aime à ſe repaître de belles chimeres. La guerre avec l'Eſpagne n'a pas manqué de donner carriere aux ſpéculations de ces deux claſſes de politiques. On ne peut cependant s'empêcher d'obſerver à ceux qui preferent de voir les choſes du côté favorable, que malheureuſement cette guerre ne reſſemble en rien à toutes celles que nous avons eues juſqu'à préſent. En 1761, lorſque l'Eſpagne ſe joignit à la France, cette derniere Puiſſance étoit réduite au plus bas degré de foibleſſe & d'épuiſement, tandis qu'une ſuite continuelle de triomphes nous avoit elevés au comble de la gloire & de la proſpérité. D'ailleurs nous avions alors l'Amérique pour alliée & pour amie. Quelle différence de ce tableau à la perſpective que nous avons actuellement devant les yeux! La France & l'Eſpagne ſont dans la plénitude de leurs forces, & jamais leur Marine n'a été auſſi formidable. Par les funeſtes effets de notre politique moderne, les Américains, ci-devant nos freres, ſont devenus les amis de la maiſon de Bourbon & les ennemis de la Grande-Bretagne. L'Amérique

ule à triomphé des armes Britanniques.
uel ſera donc notre ſort lorſqu'elle ſera
inte à ſes nouveaux Alliés.

DANS la derniere guerre, nous avons com-
ttu la France & l'Eſpagne, & nous avons
les avantages les plus ſignalés ſur ces
eux Puiſſances dans les Iſles de l'Amérique.
ais c'eſt principalement aux Américains
e nous étions redevables de toutes ces
ctoires ; & on ne doit pas oublier ſur tout
e c'étoient eux qui approviſionnoient nos
es, de farine, de bétail, de merrein, &c.
ns un tems où nos ennemis ne pouvoient
er tous ces articles que d'Europe. La
ance a bien tourné. Actuellement c'eſt à
us à envoyer d'Angleterre & d'Irlande
ut ce qui eſt néceſſaire à notre flotte & à
tre armée dans les Iſles, qui n'a pas d'au-
débouché pour ſe procurer ces ſecours
e nos ennemis tireront d'Amérique.

NOUS ſavons avec certitude que la Hol-
de ſe plaint de divers griefs reçus de notre
t, & que la Ruſſie a réſolu de garder
neutralité la plus ſtricte. Rien ne manque
s à notre malheur !

C'eſt chez une nation Chrétienne, re-
mmée par la ſageſſe de ſes loix & par ſon
manité, c'eſt enfin à Londres qu'on a vu
jours-ci plus de douze cadavres à Tower

Hill, placés en cet endroit pour y être reconnus par leurs familles. C'étoient des jeunes gens qui avoient été preſſés, & mis à bord de l'*Aigle* où ils avoient été ſuffoqués. S'il faut aujourd'hui que les citoyens ſoient enlevés à leurs maiſons & à leurs familles, on devroit du moins les mettre dans un lieu où ils pûſſent reſpirer, au lieu de les enfermer en ſi grand nombre ſur une allege.

Les enrollemens forcés n'ont pû avoir lieu ni parmi les ouvriers des mines de charbon dans le Comté d'York, ni parmi ceux des mines d'étain dans le Comté de Cornouailles. Ils ont repouſſé les Compagnies d'Enrôleurs, qui ont eu beaucoup d'hommes tués.

QUE devons-nous penſer de la ſituation de notre pays & quelle crainte ne devons nous pas avoir de l'ennemi, lorſque dans un tems où nous avons dans l'Iſle ſoixante-trois mille hommes armés, nous ne nous croyons pas en ſureté contre une invaſion, & qu'il nous faut doubler notre milice, ce qui encore ne pourra s'exécuter que par des enrollemens volontaires?

ON recommence à craindre une invaſion en Irlande. Les Régimens de volontaires ſont campés, & ils font le ſervice des Soldats ordinaires. Le fait eſt que ce qu'il y a de troupes reglées dans toute l'étendue du Royaume peut à peine mériter le nom d'ar-

née, & que ſa principale défenſe conſiſte dans un certain nombre d'hommes *qui ſe ont armés d'eux-mêmes ſans recevoir de paye u agir ſous une autorité légale.* Cet eſprit public fait ſans doute le plus grand honneur ux Irlandois ; mais ils devroient auſſi aver- r les Miniſtres, qui mépriſent un peu trop ette nation, que la circonſtance n'eſt pas vorable pour lever trop haut ſur eux la erge de l'oppreſſion.

*xtrait d'une lettre de Dublin, datée du 30 Juin 1779.*

A l'égard de la ſituation de ce Royaume lativement à ſon commerce, à ſes manu- ctures ou à ſon opulence, je puis vous urer en général qu'il n'y a pas de nation us à plaindre aujourd'hui ſur la ſurface globe. Il y a peu de propriétaires de res qui aient vingt shellings en poche. A xception d'un très-petit nombre de Mar- ands de Dublin, de Corke, de Belfaſt de deux ou trois autres Villes, tous les tres ne ſont rien. Les Artiſans, les Ou- iers, &c. ſont plus gueux que des rats gliſe. La plupart de ceux qui ont le nom Marchands dans ce Royaume ne ſont que s Facteurs. S'ils avoient des capitaux ſuf- ns pour faire le commerce, nous pour- ns profiter des dernieres douceurs que nous procuré la légiſlation Angloiſe en nous

accordant la libre exportation d'un petit nombre d'articles. Malgré les aſſociations, pour ne plus prendre de marchandiſes Angloiſes, & les encouragemens donnés en dernier lieu à nos manufactures, la populace s'eſt attroupée deux fois depuis quelques jours pour détruire les Manufactures Angloiſes, & a commis beaucoup de déſordre. Elle ſe ſeroit portée à des excès plus violens ſi les Volontaires de Dublin (corps très-utile & très-bien compoſé) n'eûſſent point arrêté les plus mutins & conduit quelques-uns d'eux à la priſon de Newgate. Quelques ſéditieux cherchent toujours à engager leurs camarades dans une rébellion ouverte. Pluſieurs de nos Ouvriers refuſent de travailler, à moins qu'on n'augmente leur ſalaire: ils courent les rues & extorquent de l'argent publiquement.

SI l'on eût mis ſous les yeux des Miniſtres le calcul qui ſuit & qui nous montre ce que nous coute la guerre Américaine, il faut croire qu'ils n'eûſſent jamais engagé la nation dans une guerre ſi diſpendieuſe.

*Livres ſterling.*

| | |
|---|---|
| 30,000,000 | en eſpeces ſonnantes en cinq années, & dont la nation paye des intérêts. |
| 20,000,000 | de déficit de douanes & de denrées d'acciſe Américaines à quatre millions par an. |

| | |
|---|---|
| 1,500,000 | pour la valeur de cinquante mille têtes, en les mettant ſeulement à 30 livres chacune, eſtimation d'un Brunſwikois, qui, ſelon l'apparence, ne valoit ni la poudre ni le plomb. |
| 3,000,000 | accordés aux Américains incendiaires & réfugiés, ſur le pied de 60,000 liv. par an. |
| 54,500,000 | |

Et outre cette énorme dépenſe de près de oixante millions, par leſquels on n'a rien agné, nos Miniſtres nous engagent aujourd'hui dans une nouvelle guerre encore plus uineuſe avec toute la Maiſon de Bourbon.

*Divers écrits ſur la deſcente dont l'Angleterre ſe croit menacée.*

L'étude, Monſieur, que vous avec pû ire ſur la carte de la Manche, par le moyen u précis hiſtorique de toutes les invaſions ites en Angleterre, vous fera lire avec laiſir divers écrits nouveaux où cette maere eſt très-diſertement diſcutée, & ſurout ceux qui ont pour titre l'*allarme*, où ous trouverez la critique la plus ingénieuſe la plus juſte de la proclamation du 17 uillet, par laquelle le Roi d'Angleterre a nnoncé à ſes peuples qu'ils ont ſujet de

s'allarmer du projet qu'il ſuppoſe à ſes ennemis..

*Obſervations d'un Voyageur Anglois ſur l'état actuel de certaines parties des côtes.*

JE viens de faire un tour le long des côtes du Comté de Kent, & je n'ai pas été médiocrement ſurpris de voir la plus grande partie de ces côtes abſolument ſans défenſe, quoiqu'elles ſoient ſi proches de celles de l'ennemi. J'avoue que cette négligence, ou ſi l'on veut, cette ſécurité m'a paru un peu forte dans une circonſtance où l'on ne parle que d'invaſion & des moyens de la repouſſer. Mais ce qui m'a le plus étonné, c'eſt le mauvais état de trois places qui avoient été certainement conſtruites pour la protection de cette côte, mais que depuis on a laiſſé tomber en ruines. Je veux parler de *Deal*, de *Walmer*, & de *Sandown-Caſtle*, qui ne pourroient pas réſiſter à une Compagnie de Milices de Londres. Toute l'Iſle de *Thanet* eſt également ſans défenſe, & la côte depuis *Douvres* juſqu'à *Winchelſea* en Suſſex n'eſt pas en meilleur état. Je conviens avec tout le monde que nos vaiſſeaux ſont les meilleurs remparts de ce Royaume, mais comme il eſt poſſible que le vent, le gros tems ou une ſupériorité irréſiſtible de la part de l'ennemi, portent à notre marine un coup qui en ſuſpende pendant quelque tems l'action,

on ne devroit point négliger de tenir en bon état les forts qui garniſſent ou doivent garnir les côtes. Si les François ſe fûſſent aviſés d'attaquer l'Amiral Hardy lorſqu'il étoit avec toute ſa flotte à Torbay, il n'y avoit pas ſur la côte un ſeul canon pour la défendre.

Suivant le rapport fait à Sa Majeſté par le Lord Amherſt, les fortifications de Plymouth ſont dans le meilleur état poſſible; mais on a reconnu que le rivage oppoſé, où eſt la maiſon du Lord Edgecombe, commandoit celui de Plymouth, & que par conſéquent les fortifications de ce port devenoient peu néceſſaires & même inutiles: outre qu'on peut effectuer un débarquement dans une baye voiſine, hors de la portée du canon de tous les forts.

*Diſtribution qu'il convient de faire de nos forces maritimes pour le ſervice de la Manche ou pour la défenſe de nos côtes (8 Juillet 1779).*

Lorſque les vents ſouflent de l'Oueſt, la ſtation convenable pour la flotte Britannique eſt à huit ou dix lieues à l'Oueſt d'Oueſſant, tant que l'ennemi reſte dans ſes ports.

Si l'ennemi eſt à la mer & qu'il nous évite, ce qui eſt aſſez ordinaire, notre flotte doit être de quarante à ſoixante lieues à l'Oueſt de Breſt en pleine mer.

Lorſqu'on attend des flottes marchandes

en Angleterre & que l'on préſume que l'ennemi eſt ſur le point de ſortir, il faut envoyer au-devant de ces flottes une petite eſcadre de trois ou quatre vaiſſeaux de ligne & de quelques frégates pour les eſcorter juſque dans nos eaux.

Lorſque l'ennemi eſt en mer avec toutes ſes forces & que nous attendons des flottes marchandes, la flotte Britannique pourvoiera aux deux objets en prolongeant ſa ligne & en faiſant croiſer de petits bâtimens depuis les côtes méridionales de l'Irlande juſqu'à Belle-Iſle. Mais l'Amiral aura toujours ſoin de ne pas ſéparer le gros de ſon armée.

Torbai eſt la ſtation la plus convenable lorſque les vents ſont à l'Oueſt ou qu'ils ſouflent fortement du Sud.

S'il doit ſe faire une réunion des flottes Françoiſe & Eſpagnole, qui pourroient rendre les forces de l'ennemi ſupérieures, il n'y a que deux moyens de l'empêcher. Il faut ou ſe tenir à dix lieues à la hauteur de Breſt, ou bien, ſi le vent & le gros tems s'y oppoſent, porter à une trentaine de lieues en pleine mer, ayant ſoin de faire croiſer des frégates, des corvettes & d'autres petits bâtimens vers les côtes de France, ces bâtimens formant un demi-cercle, dont la partie extérieure ſera au Sud-Oueſt. Par ce moyen, il ſera également impoſſible aux François de ſortir & aux Eſpagnols d'approcher ſans que l'Amiral en ſoit inſtruit;

mais cette manœuvre ne peut point s'exécuter ſans frégates.

Lorſqu'on attend des renforts, pour donner à la grande flotte un nombre de vaiſſeaux à peu-près égal à celui de l'ennemi, la croiſiere à huit ou dix lieues des Sorlingues eſt une très-bonne ſtation, pourvu que la mer ne ſoit pas trop agitée ni les marées trop fortes.

Quand la flotte eſt trop long-tems ſur les ſondes, les équipages ſont attaqués de différentes maladies telles que le ſcorbut, les fievres, &c. qui ſe manifeſtent principalement parmi les hommes les moins accoutumés à la mer. Pour éviter ce malheur, le pire de tous, il doit y avoir des bâtimens occupés à conduire aux hôpitaux établis ſur les côtes, les plus malades : les autres pourront être mis à bord de vaiſſeaux hôpitaux deſtinés pour cet objet; & les vivriers ſeront continuellement employés à fournir à la flotte des proviſions fraîches.

La flotte ne devroit jamais reſter longtems ſur les ſondes, pour deux raiſons : 1.° c'eſt que les gros vaiſſeaux (ceux du premier & du ſecond rang) y ſont expoſés à des dommages conſidérables s'ils ne ſont pas dans le meilleur état, très-aiſés à gouverner & fins voiliers : 2°. c'eſt qu'une longue croiſiere ſur les ſondes eſt toujours funeſte aux équipages, mais plus particulierement

aux matelots ordinaires, aux hommes de terre & aux ſoldats de marine.

Lorſque les vents ſont à l'Eſt & modérés, & que l'ennemi eſt dans le port, la meilleure ſtation eſt à dix ou douze lieues devant Breſt.

Avant que la réunion des flottes Françoiſe & Eſpagnole puiſſe s'effectuer, nous aurons quarante-un vaiſſeaux de ligne à la mer, & ces forces ſeront ſuffiſantes pour faire échouer toutes les entrepriſes que l'ennemi pourroit tenter pendant le reſte de la campagne.

Enfin ſi l'Amiral Hardy eſt actuellement à Torbay & que le vent reſte au même point où il paroît fixé depuis quelques jours (Nord & Nord Eſt), il lui ſera facile, à moins que la mer ne devienne trop groſſe, d'aller ſur le champ établir ſa ſtation devant le port de Breſt. S'il ſurvient du mauvais tems, il pourra ſe retirer en pleine mer juſqu'à trente & même ſoixante lieues des côtes de France, & ſelon que le tems & le vent lui ſeront plus ou moins favorables, paſſer ainſi alternativement d'une poſition à l'autre, juſqu'au 15 ou 20 Août.

*Au Lord Sandwich.*

Le nombre des vaiſſeaux de ligne employés (à l'exception des vaiſſeaux de garde, des vaiſſeaux munitionaires & des vaiſſeaux

hôpitaux, qui ne peuvent jamais être mis en état de guerre) paſſe à peine ſoixante-dix voiles. Mais en comprenant dans ce compte les vaiſſeaux de ligne de toute eſpece aujourd'hui en commiſſion, leurs équipages ne compoſent pas quarante-trois mille hommes. Les vaiſſeaux de guerre de 50 canons à 20 (tous compris), ont moins de vingt mille hommes; & nous pouvons ajouter environ ſix mille hommes de plus pour les ſloops, les vaiſſeaux armés, les cutters, les yachts, &c. formant un total au moins de ſoixante mille hommes, tant matelots que ſoldats de marine, actuellement ſur les flottes Britanniques. Sans doute vous croyez comme dans les premieres années, charger la nation pour les milliers qui reſtent ſur votre liſte de la Chambre des Lords. Combien de ces matelots ſont dans l'autre monde! Combien ont déſerté, ou ſont à l'abri de vos recherches! Combien d'autres ſont employés..... Je n'entre pas dans les ſecrets de l'Amirauté. Mais, Milord, encore un mot ou deux ſur le ſuccès avec lequel vous équipez nos flottes, ſur le grand art avec lequel vous dirigez la marine & vous renforcez les diverſes eſcadres qui ſont actuellement ſur l'Océan. Depuis le mois de Janvier dernier, près de cinq cents bons matelots ont déſerté de nos vaiſſeaux de guerre. Les équipages de quelques-uns de nos vaiſſeaux de ligne, dernierement ar-

més, ſont ſi mauvais, que les Commandans ont menacé publiquement de faire ſur cet objet une proteſtation en forme à l'Amirauté : peut-être la choſe eſt-elle faite actuellement ; & cependant vous avez réduit la plupart des vaiſſeaux de guerre du troiſieme rang à un complet de cinquante hommes de moins que ce qui a été accoidé par ordre du Conſeil dans la derniere guerre, à la réquiſition des Amiraux Anſon, Hawke & Boſcawen. Depuis ſept années conſécutives vous avez, ſous différens prétextes, obtenu de l'argent du Parlement pour réparer des vaiſſeaux qui ne ſont pas encore en état de ſervir, & dont pluſieurs ne pourront jamais mettre à la mer. Au lieu de conſtruire des frégates de 32 & de 36 canons, vous en avez fait faire de 28 & de 24, quoique la différence du prix, relativement à leur conſtruction, ſoit un bien petit objet pour le public. D'ailleurs celles de 28 & de 24 ſont infiniment moins utiles contre les frégates Françoiſes & Eſpagnoles. Dans toute cette année on a lancé une ſeule frégate de 32, & on n'en a point lancé de 36. De ſoixante vaiſſeaux en ordinaire, il y en a au plus trois qui peuvent être mis en état de ſe battre entre les mois de Juillet & Décembre. A l'égard des cinquante-ſept reſtans, vous pouvez hardiment en déchirer une quarantaine & en vendre le bois pour en faire du feu dans les endroits où l'on manque de char-

bon. La quatrieme partie de la flotte de Hardy eſt en ſi mauvais état, que vous ferez bien de ne pas la laiſſer dans le Golfe de Gaſcogne ou au-delà du cap Lizard après l'équinoxe de Septembre.

## L'ALLARME.

## N°. Ier.

(*Que ceux là entendent, qui ont des oreilles.*)

Le Docteur *Johnſon* peut, s'il le juge à propos, ajouter aux ſervices qui lui ont valu ſa penſion, en appellant mon *allarme* une *fauſſe* allarme. Mais s'il ne nie point les faits, je ne m'inquieterai gueres de ſon opinion ſur leur qualité. Que l'allarme ſoit *vraie* ou *fauſſe*, il n'en eſt pas moins conſtant que c'eſt du Gouvernement lui-même qu'elle eſt émanée.

A minuit précis le Samedi 17 Juillet, on a vu s'élever de Whitehall le météore le plus ſurprenant qui ait jamais répandu l'allarme parmi les peuples d'Angleterre. Dans un moment de calme & d'inſouciance, tel que je ne me rappelle pas d'en avoir vû un ſemblable depuis pluſieurs années, à l'inſtant même où le repos du ſommeil alloit nous délaſſer des frivoles amuſemens de la journée, pour nous préparer aux frivoles dévotions du lendemain, (la nuit du Samedi au Dimanche) voilà que tout-à-coup, & ſans

daigner employer aucunes de ces gradations par leſquelles il eſt d'uſage de diſpoſer les eſprits à quelque nouvelle innattendue : voilà que la Gazette de la Cour nous déclare tranquillement & comme ſi c'étoit une choſe toute ſimple, que l'ennemi eſt ſur le point d'envahir *l'Empire Britannique, abſolument dénué de toute eſpece de défenſe*. Un événement auſſi effrayant nous eſt annoncé avec auſſi peu de cérémonie que la banqueroute d'un Marchand ou la récompenſe promiſe à ceux qui arrêteront un voleur de grand chemin.

Cependant, pour nous raſſurer & faire diverſion aux allarmes que pourroient nous cauſer les périls dont nous ſommes menacés de ſi près, l'officieuſe gazette nous donne en même tems *quelques copies de lettres* pour nous informer de la priſe d'une Iſle ſur les côtes de la Caroline & de quelques autres *petits* avantages. Telle eſt au moins l'épithete dont les honore le Général Clinton lui-même : & je l'ai trouvée trop précieuſe pour la changer. Ainſi tandis que d'un côté on nous attere par *l'aſſurance poſitive* du danger auquel la ville de Londres va être expoſée, on cherche de l'autre à nous conſoler par la *probabilité* qu'à douze ou quinze cents lieues de la Grande-Bretagne une Ville Américaine que l'on appelle *Charles-Town*, eſt peut-être pour quelques momens ſous la domination Britannique. Mais pour guérir radicalement

dicalement nos frayeurs, eſpece de maladie à laquelle nous ſommes fort ſujets depuis quelques années, on nous adminiſtre la doſe ordinaire de confortatifs dans nos défaillances, conſiſtante en deux ou trois adreſſes d'Edimbourg & de Glaſgow, où les Ecoſſois offrent au Roi leurs vies & leurs biens, comme ſi l'inſulte & la dériſion de leur part devoient toujours aggraver nos dangers & notre détreſſe.

Nous ſommes donc informés par l'autorité royale, dans la Gazette de la Cour, que nous devons nous attendre d'un moment à l'autre à une invaſion de la part des François. Examinons avec quelqu'attention les meſures qui ont été priſes pour nous défendre par ces mêmes Miniſtres à qui nous devons attribuer l'état critique où nous nous trouvons. Combien de fois le Lord Sandwich ne nous a-t-il pas aſſurés que notre Matine ſeroit toujours ſupérieure aux forces réunies de la France & de l'Eſpagne? Et cependant voilà que notre grande flotte, après avoir fait la parade, je ne ſai où, pendant une quinzaine de jours, eſt revenue à Torbay (*a*) où elle eſt encore ſaine & ſauve, au moins juſqu'à préſent, laiſſant les deux flottes de l'ennemi en pleine liberté de ſe joindre, d'entrer dans leurs ports, d'en ſortir, d'embarquer des troupes, de travailler à leurs pré-

(*a*) Du 5 Juillet juſqu'au 14.

paratifs d'invaſion, en un mot, de faire tout ce qu'ils jugeront à propos; car non ſeulement nous avons la complaiſance de ne gêner en rien les François ni les Eſpagnols dans leurs opérations, mais nous craignons même de les inquiéter par une curioſité indiſcrette.

On nous a dit que le Chevalier Hardy étoit revenu pour completter ſa proviſion de petite biere qui n'étoit pas ſuffiſante. Voilà ce qu'ont publié par tout les créatures de nos Miniſtres, eſpeces d'échos que l'on peut regarder comme des ſupplémens de la gazette, & par le moyen deſquels l'adminiſtration cherche à répandre & à accréditer dans le public des nouvelles & des opinions trop abſurdes pour que les plus intrépides de leurs Journaliſtes aient le courage de les imprimer.

Il eſt aſſûrément très-inutile de faire aucuns raiſonnemens ſur une ſolution auſſi ingénieuſe de notre paradoxe maritime. Je me contenterai d'obſerver, comme une choſe ſinguliere, que le Lord Sandwich ne ſe défend jamais ſur ſon innocence toutes les fois qu'on lui reproche de s'être mal conduit. Sa méthode, dans ces occaſions, eſt aſſez curieuſe pour être rapportée. En général il commence par s'avouer coupable; mais il ne veut pas convenir que ce ſoit du défaut dont on l'accuſe. Par exemple lorſque nous voyons la flotte Angloiſe chercher pour la ſeconde fois, le 17 Juillet, un azile contre

la ſupériorité de l'ennemi, les partiſans du Lord Sandwich publient hautement que cette infériorité de notre flotte (infériorité qui le rend coupable de trahiſon) n'eſt pas la cauſe qui a forcé Hardy d'abandonner ſa croiſiere, & qu'il n'eſt rentré que parce qu'il manquoit des approviſionnemens néceſſaires pour ſa flotte, ce qui prouve une négligence non moins criminelle de la part du Miniſtre de la Marine. Cette abſurdité me rappelle l'hiſtoire du Brigand qni prétendoit que ce n'étoit point pour maſſacrer les paſſans, mais pour les eſtropier, qu'il ſe tenoit en embuſcade ſur les grands chemins. Cette diſtinction ne l'empêcha pas d'être pendu. J'ignore quel avantage le Lord Sandwich ſe promet d'une plaiſanterie de cette eſpece. Tout ce que je ſais, & ce qui malheureuſemenr n'eſt que trop vrai, c'eſt que la flotte a quitté ſa ſtation, que l'ennemi eſt maître abſolu de la mer, & que la proclamation inſérée dans la Gazette de la Cour, annonce hautement une invaſion.

Tel eſt l'état de notre flotte dans ce moment de danger, dans ce moment d'allarme, oui d'allarme, de conſternation, d'autant plus juſte qu'elle nous eſt ordonnée *de par le Roi*. Ces flottes, qui après la protection de la Providence, avoient ſuffi juſqu'à préſent pour mettre à couvert de tout danger les Iſles Britanniques qu'elles environnoient

d'un rempart inexpugnable, ſe ſauvent dans nos ports pour y cacher leur foibleſſe & la honte qu'elles ont ſans doute de mandier pour elles-mêmes à nos rivages la ſûreté qu'elles devroient leur procurer. Tel eſt l'uſage que l'on fait de ces fortereſſes flotantes, ſeule défenſe de notre Empire. Telles ſont les armes que les Miniſtres du Roi oppoſent à l'ennemi.

Mais ſans doute, dira quelqu'un de leurs partiſans, qui ſont tous, comme de raiſon, des hommes très-déſintéreſſés, ſans doute les Miniſtres, inſtruits qu'il étoit impoſſible de compter ſur la Marine Angloiſe tant qu'elle ſeroit conduite par le Lord Sandwich, ont pris toutes les précautions néceſſaires & ſuffiſantes pour veiller d'une autre maniere à notre ſûreté «. A la bonne heure! — Il fut un tems cependant où nous ne ſerions pas entrés facilement en compoſition ſur la foibleſſe reconnue de notre flotte, & où il auroit été un peu dur pour nous de renoncer à la protection juſqu'alors ſi efficace de notre Marine & d'être obligé de rayer cet article eſſentiel de l'état *des voyes & moyens* de la défenſe nationale.

Mais par complaiſance pour le ſyſtême à la mode, il faut me faire violence, le cœur navré d'angoiſſes, retirer mes yeux & mes eſpérances d'une marine confiée aux ſoins d'un Lord Sandwich. Il faut bien, je le ſens, entendre enfin raiſon, & compter ab-

lument pour rien une force, qui ſous la
rection de ce grand homme, n'a eu d'effet
ue contre nos Commandans & n'a ſervi
'à priver l'Angleterre des ſervices d'un
eppel & d'un Howe. Je m'attacherai aux
oyens de défenſe qu'on a ſubſtitués pour
premiere fois à ceux qui juſqu'à préſent
nous avoient jamais manqué. En conſé-
ence ma prochaine *allarme* commencera
l'examen des meſures concertées par
Miniſtres, & des moyens qu'ils ont pris
ur chaſſer l'ennemi du Royaume dont,
vant leur propre aveu, ils ne peuvent lui
mer l'entrée. Puiſqu'ils ont renoncé à tou-
idées de défenſe maritime, apparemment
préparatifs qu'ils ont fait ſur terre peu-
nt y ſuppléer efficacement: c'eſt ce qu'il
dra voir.

*On eſt obligé de remettre au numéro prochain
numéros 2 & 3 de l'allarme.*]

*P. S. du 28 Juillet*

ON aſſure ici généralement que la pre-
re rentrée de l'Amiral Hardy à Torbay
5 Juillet, a eu pour motif la peur que
avoit faite la flotte de Saint Domingue
eſt arrivée quelques jours après à Breſt,
u'il avoit priſe pour l'eſcadre du Comte
rvilliers. On conçoit que cette décou-
e eſt délicieuſe pour les amis de l'Ami-
Keppel, & qu'ils n'ont point manqué

de rappeller à la nation que M. Keppel n'avoit pas héſité à ſe préſenter devant Breſt, quoiqu'il n'eût pas plus de vingt-deux vaiſſeaux de ligne, ce qui eſt bien éloigné de trente trois.

L'eſcadre de l'Amiral Hardy, qui avoit relâché, comme je vous l'ai annoncé dans ma derniere lettre, dans les eaux de Plymouth, non pas le 18 mais le 17, a paſſé devant Falmouth le 18 au ſoir avec un bon vent. On conjecture que ſa rentrée a été occaſionnée par la rencontre qu'elle a faite de la frégate le *Levant* qui arrivoit de la Méditerranée, & par laquelle on a appris que l'eſcadre Eſpagnole avoit paſſé le cap Lagos. Cette frégate a été arraiſonnée par les Eſpagnols qui ne l'ont point arrêtée, parce que le Commandant n'avoit pas encore atteint la hauteur où il devoit être arrivé avant d'ouvrir ſes ordres.

Lorſqu'on apprit à Londres le 21 que l'eſcadre de l'Amiral Hardy avoit reparu dans les eaux de Plymouth, les Miniſtres qui craignirent qu'on n'attribuât ce retour, comme cela eſt arrivé, à la connoiſſance que l'Amiral auroit eue de la jonction déja effectuée ou bien prochaine des flottes Françoiſe & Eſpagnole, firent répandre dans Londres que l'eſcadre revenoit pour faire de l'eau. Comme cette raiſon fut généralement trouvée abſurde, l'eſcadre n'ayant quitté Torbay que le 14. quelqu'un fit mettre dans

les gazettes que ce n'étoit point le manque d'eau qui la faiſoit rentrer, mais le manque de *bois*, & cela eſt très-vrai, car on a toutes les peines du monde à lui completter trente-cinq vaiſſeaux de ligne: peut-être même ne les a-t-elle pas encore, le *Formidable*, de 90 canons, qui eſt parti le 25, pouvant avoir été repouſſé par le vent.

La vraie raiſon, dit un Gazetier Anglois, pour laquelle l'Amiral Hardy n'a point trouvé les eſcadres Françoiſe & Eſpagnole, c'eſt qu'il ne les a point cherchées. Ses ordres ſont poſitifs de ne point s'écarter de l'entrée de la Manche qu'il n'ait été renforcé de ſix autres vaiſſeaux de ligne, que le premier Lord de l'Amirauté aſſure devoir être prêts vers le 15 Août au plus tard. C'eſt avec cette force qu'il ira ſe meſurer contre une armée d'un tiers ſupérieur à la ſienne.

On aſſure qu'il regne une grande méſintelligence entre les Officiers Commandans de l'eſcadre, & que notamment le Chevalier Hardy & le Lord Mulgrave, un des Commiſſaires de l'Amirauté, ſont très-mal enſemble: on en appréhende des ſuites fâcheuſes.

Il ne faut point attendre de ſi-tôt la nouvelle de quelqu'action entre l'Amiral Hardy & les Alliés. Nous ne pouvons point nous expoſer, diſent tous les Gazetiers Anglois, que nos flottes des Iſles & de la Jamaïque ne ſoient rentrées. La premiere doit

être de trois cents voiles, la ſeconde eſt auſſi très-conſidérable. Si elles ſont interceptées par l'ennemi, il conſervera une telle ſupériorité, que nous ſerons obligés d'éviter toute rencontre juſqu'à la fin de la campagne. Ceux qui ſe flattent que les cinq ou ſix vaiſſeaux de ligne de l'Amiral Byron qui reviendront avec ces flottes, pourroient augmenter nos forces, ignorent donc dans quel miſérable état ſe trouvent ces vaiſſeaux ainſi que leurs équipages.

Deux vaiſſeaux de l'Amiral Byron ont été déſarmés à Sainte Lucie faute d'hommes. Ils en ont perdu chacun trois cents. Il n'en reſte plus que cent ſur le *Raiſonnable*, de 64 canons, qui, d'après les dernieres nouvelles de New-York, étoit à Rhode-Iſland.

On prétend que le 21 l'Amiral Hardy étoit à neuf lieues au Nord d'Oueſſant.

Le 18 au ſoir on l'avoit vû à quinze lieues Sud-Oueſt des Sorlingues, portant au Nord.

Le 23 Juillet il eſt arrivé de Londres à Portſmouth un Exprès qui s'eſt embarqué auſſitôt pour porter de nouveaux ordres à l'Amiral Hardy.

Le *Chatham*, de 50 canons, qui ramenoit la flotte de la Méditerranée, a relâché à Liſbonne.

Il paroit que le *Chatham* marchoit à la queue de l'eſcadre Eſpagnole. Il eſt entré le 14 à Liſbonne. On a eu connoiſſance de cette eſcadre le 16 à quarante lieues du cap

Finiſtere. On aſſure qu'elle eſt de quarante-cinq voiles.

Le *Pélican*, frégate de 24 canons, eſt arrivée le 24 Juillet de Liſbonne à Portſmouth.

Le 21, étant par 47 de Latitude, il s'eſt battu pendant une heure & un quart avec une frégate Françoiſe, à laquelle il a eu le bonheur d'échapper à la faveur de la nuit. Elle lui a tué quatre hommes & en a bleſſé dix-neuf.

Le *Jupiter* de 50 canons & le *Thétis* de 32 ont auſſi cherché un azile dans Liſbonne.

Le *Pélican* eſt venu en toute diligence demander des ordres pour le *Chatham* & ſon convoi. On croit qu'on les fera venir par l'Irlande. Un Brigantin Portugais parti d'Oporto le 10 Juillet, a relâché le 24 à Briſtol. Il a rencontré le 15 par 43—30 de latitude l'eſcadre Françoiſe forte de vingt-huit Vaiſſeaux de ligne, dix Frégates, deux brulots, &c. & à douze lieues de terre une Eſcadre Eſpagnole de huit Vaiſſeaux de ligne, trois frégates, un brulot, &c. le Cap Finiſterre étant au S. S. E. Il a été arraiſonné par les deux Eſcadres à qui il a fait voir ſes papiers. Elles croiſoient à une lieue de diſtance l'une de l'autre. Le Capitaine a entendu dire ſur les Vaiſſeaux où il a monté, que les deux Eſcadres attendoient une jonction d'une troiſieme venant de Cadix.

On n'eſpere point ici que Gibraltar, blo-

qué auſſi ſérieuſement qu'il paroît l'être, puiſſe tenir long-temps. Cette fortereſſe n'eſt jugée imprenable que quand elle eſt ſoutenue d'une puiſſante armée navale pour la couvrir du côté de la mer.

Il y a dans Gibraltar vingt priſes très-riches ; dans ce nombre on en compte douze chargées de tabac, de ris & d'indigo, & quatre faites ſur les Eſpagnols qui ſont remplies d'argent, de cochenille & autres effets de l'Amérique.

Une certaine canonade du 11 Juillet qui paroît avoir également intrigué les deux bords oppoſés de la Manche étoit un ſimulacre de défenſe dans l'Iſle de Jerſey. Elle avoit fait croire dans l'Iſle de Guerneſey que celle de Jerſey étoit envahie par l'ennemi. Le Général Conway qui avoit ordonné cette fauſſe allarme, & qui en a conduit toute la manœuvre, a écrit au Miniſtere que ce n'étoit point l'Iſle de Jerſey qui étoit menacée d'une deſcente, & que les préparatifs de l'ennemi avoient un bien plus grand objet.

Il n'eſt point ſage, c'eſt la remarque de quelqu'un, de donner de fauſſes allarmes ſous le prétexte d'exercer les Peuples à ſe défendre. Ce fut ainſi que ce berger qui s'amuſoit à crier *au loup* ſans ſujet, n'eut point de ſecours lorſque le loup parut. Le Lord Macartney, Gouverneur de l'Iſle de Grenade, voulut il y a quelques mois jouer à ce jeu-là. Ses Colons accoururent, tout armés de tous

les quartiers de l'Iſle & dans les meilleures diſpoſitions pour repouſſer un envahiſſeur. Le Gouverneur les retint trois ou quatre ſemaines, leur faiſant faire journellement des marches, des contre-marches, des parades, &c. Ils en furent ſi ennuyés & ſi fatigués, qu'ils l'abandonnerent tous en jurant de ne pas revenir quelque choſe qu'il pût faire, & quelque ſujet qu'il eût pour les raſſembler de nouveau.

On aſſure que le Roi a dit qu'il aimeroit infiniment mieux mourir à la tête de ſes armées, en défendant ſon Pays d'une invaſion, que de donner ſa ſanction à l'indépendance Américaine dans le Parlement.

Une gazette du 24 Juin annonce qu'il regne depuis quelques jours dans le Comté de Kent une fiévre épidémique de la plus maligne eſpece : qu'en quelques heures elle emporte ceux qui en ſont attaqués, après leur avoir fait ſouffrir les tourmens les plus cruels, & qu'elle eſt fatale ſur-tout aux Etrangers. Celui qui débite cette nouvelle montre une vive appréhenſion que la contagion ne gagne le camp Anglois. Mais il y a des gens qui ſoupçonnent que c'eſt plutôt une ruſe pour jetter l'allarme dans l'armée Françoiſe, & déranger le plan d'invaſion. Il eſt cependant douteux que cela produiſît cet effet. Les François ſavent que le feu purifie l'air & ils portent avec eux dequoi en faire.

Juſqu'ici les corps de volontaires qui doi-

vent être levés en vertu du nouvel acte du Parlement, pour le doublement de la milice, ne ſe montent pas à dix mille hommes. C'eſt encore loin de trente mille !

Dans les ſeſſions de quartier tenues à Guilford en Surry le 14 Juillet, on a demandé qu'il fût délibéré ſur les ſecours à prêter au Gouvernement, & il a été arrêté que cela ne ſe feroit que par des contributions particulieres pour enrôler des Matelots, & que ces contributions ne ſeroient point laiſſées à la diſpoſition des Miniſtres. On s'eſt refuſé à la propoſition d'aſſembler le Comté, pour faire de cette collecte une affaire nationale. La même tentative a échoué pareillement à Reading & à Hereford.

Il y a quelque temps que les bâtimens de tranſport raſſemblés à Cork pour l'Amérique, y attendent le convoi de deux Vaiſſeaux de guerre. Ils ont à bord des proviſions pour l'armée Angloiſe pendant quatre mois. Cette armée doit ſouffrir en les attendant la plus grande détreſſe.

On a ici des Lettres très-ſûres de Philadelphie, qui détruiſent tons les bruits ſemés par les Miniſtres de prétendues diſſentions dans le Congrés. Au contraire ce corps eſt plus uni que jamais. La circulation de ſon papier-monnoye n'a ſouffert quelque difficulté paſſagere que dans l'armée. Il a toujours eu ſa valeur parmi les Marchands. Mais on eſt parvenu à ſurmonter tous les inconvéniens par les meſures vigoureuſes & ſages

du Congrès, qui eſt infatigable dans ſes travaux politiques, pour mettre ſur le meilleur pied les finances & le commerce des Etats-Unis.

On apprend par une gazette de Boſton du 26 Avril, que le Commandant Anglois à la Géorgie avoit demandé à celui de New-York des renforts, & que le 4 Mai l'armée Américaine dans la Caroline Méridionale, ſe renforçoit tous les jours, & montroit les plus vigoureuſes diſpoſitions. Il étoit dit dans les mêmes nouvelles du 4 Mai, que l'ennemi avoit tenté de faire bruler Charles-Town par des incendiaires; mais que le coup avoit manqué. On ſe réjouiſſoit à Boſton à l'occaſion du retour du Commodore Jean Hopkins, avec les ſept priſes importantes que ſa petite eſcadre a faites ſur la flotte Angloiſe de New-York pour la Géorgie. Parmi les effets, ſe ſont trouvés des uniformes & des armes pour un régiment de Cavalerie, & au nombre des paſſagers Anglois 24 Officiers de divers grades & un Colonel Campbell, qui aſſure que cette perte pour l'Angleterre balancera tous les avantages que ſes troupes pourront remporter de la Géorgie. Le *Jaſon*, vaiſſeau de guerre de 20 canons, & de 150 hommes d'équipages, n'eſt pas un des moindres articles de cette capture.

On commençoit à remarquer le 24 que le Gouvernement devroit avoir reçu des

nouvelles du Général Prévôt ; & qu'il eſt fort à craindre qu'il n'ait éprouvé devant Charles-Town le ſort du Général Burgoyne.

Il eſt arrivé le même jour au Lord George Germaine des lettres de Penſacola dans la Floride Occidentale, qui ont été apportées par le vaiſſeau armé le *Sylphe*, avec un petit convoi de trois bâtimens interlopes valant 50 mille livres ſterling. Elles n'apprennent rien ſur le ſort du Général Prévôt ou de Charles-Town.

Une lettre de New-York, dattée du 17 Juin & rapportée par une gazette du 26 Juillet, s'explique clairement ſur l'expédition du Général Prévôt. D'après ce qu'elle en dit, c'eſt une affaire manquée, comme elle le fut en 1776. Ce mauvais ſuccès eſt imputé à la jalouſie du Général Clinton, qui n'a pas voulu qu'une entrepriſe ſi importante pût réuſſir ſous la conduite d'un autre, après avoir échoué ſous la ſienne. En conſéquence il n'a envoyé aucuns renforts au Général Prévôt, quoique celui-ci n'ait ceſſé de lui en demander. Celui qui écrit cette lettre attribue au même principe le peu de parti qu'on a tiré de l'expédition de la Virginie. Il prétend que le Général a craint d'y envoyer des troupes, parce qu'elles auroient pû marcher contre Charles-Town & ſeconder le Général Prévôt. Il annonce que l'expédition tentée au commencement de Juin ſur la riviere d'Hudſon, ſervira de prétexte

au Général Clinton pour ſe juſtifier de n'avoir point envoyé ces renforts, & que c'eſt tout le profit qu'on tirera de cetre nouvelle tentative. Les troupes Angloiſes à New-York & à l'Iſle Staten, ſe montent à quinze mille hommes effectifs. — Il y a en outre treize régimens à Rhode-Iſland & neuf à Halifax. Si on réuſſit dans la tentative ſur la riviere de Hudſon de maniere à s'y établir, on tirera cinq régimens de Rhode-Iſland. La lettre finit ainſi: » un petit renfort envoyé au Général Prevôt auroit mis en notre poſſeſſion les deux Carolines «.

Il circule dans Londres un lettre écrite de Gorée le 23 Mai, par un Officier des troupes Angloiſes qui y ont été tranſplantées, voici en quels termes cet Officier s'exprime. » Le grand convoi de vaiſſeaux qui eſt venu ici d'Angleterre ſous l'eſcorte de la frégate la Hyene, ne trouve a ſe défaire d'aucune de ſes marchandiſes. Les vaiſſeaux de guerre nous quittent aujourd'hui pour aller chercher l'Iſle Gambie & le fort James qui n'y ont plus. Ils nous laiſſent ſur un affreux & déteſtable rocher, où il faut que nous périſſions par les maladies & la chaleur. Cette expédition eſt bien la plus indigne, la plus extravagante opération que nos Miniſtres aient à ſe reprocher. Un Capitaine B... qui commandé notre débarquement, ici a eté aſſez lâche pour y piller de la chandelle, des cadeaux & du vin. »

L'exposé des motifs de la conduite du Roi de France, relativement à l'Angleterre a fait fermenter la bile du parti Ministeriel dont les gazettes ont vomi un torrent d'injures contre cet ecrit. Une gazette de l'opposition s'est contentée de dire, » Nos Ministres sont préſentés, dans ce Manifeste François, comme des hommes rusés, artificieux & entreprenans; en vérité, on leur fait bien de l'honneur!»

Il y a eu une émute considérable à Hastings à l'occasion de la presse. C'est un port de la côte de Sussex, dans lequel on n'est pas plus rassuré qu'ailleurs contre les préparatifs qui se font en France pour une déscente.

*P. S. du 29.*

La grande escadre Angloise est encore rentrée! C'est pour la troisieme fois. Je ne puis vous peindre, Monsieur, tout le trouble que cause ici cette nouvelle. C'est absolument dans ces jours-ci que sont attendues les flottes de l'Inde, des Isles du Vent & de la Jamaïque. Celle des Isles du Vent, estimée quatre millions sterling, est partie le 16 Juin, Toute la Bourse est dans la désolation. Si les Ministres y paroissoient ils seroient lapidés. Leurs créatures s'efforcent de les justifier, en débitant que c'est un gros tems qui a forcé l'Amiral Hardy à revenir le

e 27 dans les eaux de Plymouth, & que
leux de ſes vaiſſeaux, le *Terrible* & le *Ber-*
*vick*, ont ſouffert des avaries conſidérables.
Toutes ces raiſons, fort peu conſolantes d'ail-
eurs, ne ſont qu'aigrir l'humeur des mé-
ontens. » Eſt-ce que les Amiraux *Hawke*
*Boſcawen*, qui paſſoient des hyvers en-
iers dans le Golfe de Biſcaye, auroient ra-
ené dans les ports toute une armée navale,
our un ou deux vaiſſeaux maltraités? N'eſt-ce
as une preuve frappante que l'eſcadre An-
loiſe eſt ſi prodigieuſement inférieure à
elle des ennemis, que l'abſence de deux
aiſſeaux eſt pour nous un déſavantage de
plus grande conſéquence, & que dans
et état notre Amiral n'a plus d'autre parti
prendre que de ſe ſauver, que de venir
oir ſi enfin il aura ces renforts que juſ-
'ici on lui a fait vainement eſpérer? « Il
conſtaté que l'Amiral Hardy, dans ſa
oiſiere du 18 au 27, n'a pas été plus loin
e le cap Lizard. Il y a été vû le 24 par
Stiles, Officier dépêché de Quebec, qui
arrivé à Londres le 26. Le *Terrible* a
ſon grand mât abbatu: il faut qu'il rentre
ns le port, où il aura beſoin d'une répa-
ion qui ne peut pas durer moins de dix
douze jours. Le *Berwick* eſt à peu près
ns le même état. Il eſt vraiſemblable que
autres vaiſſeaux auront auſſi ſouffert de
tourmente, & que les équipages en ſont
s-fatigués. Cela n'empêche point que les

Miniſtres ne faſſent débiter que l'ordre eſt parti hier 28 au ſoir pour que l'Amiral Hardy remette à la mer à tous riſques, & qu'il gagne l'Oueſt de l'Irlande pour aſſûrer le retour des flottes.

Un Capitaine Portugais arrivé à Portſmouth le 28, a déclaré qu'en paſſant la nuit à quinze lieues du cap Finiſtere, il a compté ſoixante fanaux & qu'au jour la flotte lui a paru être de cent cinquante voiles, dont environ ſoixante de ligne. Ce rapport n'a point de date; mais comme il faut bien huit jours pour venir du cap Finiſtere aux ports Anglois, ce peut être vers le 18 Juillet qu'il a eu cette connoiſſance.

Pluſieurs incendies ont éclaté à Plymouth dans la ſemaine derniere. Les ouvrages qu'on éleve à la hâte aux environs de cette Ville, font juger aux Habitans que la deſcente eſt attendue de leur côté: on n'imagine point dans quelles agitations ils vivent.

On dit que les nouvelles apportées de Québec ſont très inquiétantes. Il tranſpire que les Canadiens veulent ſe réunir au Congrès. Il ſe débite auſſi que le Général Prévôt a eu le ſort de Burgoyne, & qu'il s'eſt ſauvé, lui dix-ſeptiéme. Je ne puis cependant point garantir ces nouvelles; mais la défaite du Général Prévôt paſſe pour conſtante.

FIN.

# TABLE
## DES MATIERES.

Des six Lettres du Banquier de Londres, formant le Tome XIV des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

(N. B. *Ces Lettres se trouvent dans les N°. LXX, LXXI, LXXII, LXXIII, LXXIV, & LXXV.*

### A

*Afrique.* Destruction des Etablissemens Anglois à Sierra-Leone par deux Frégates Françoises, *p.* ccxcij. —— Triste situation des Anglois dans cette partie, *p.* cccxcix.

*Amérique.* Ecrit intéressant sur les Finances des Etats-Unis, *p.* ccxxij.

### C

*Courier de l'Europe.* Accusé d'avoir fabriqué un discours de Milord Stormont, *p.* clv. —— Accusé de faux dans les N°. LXXII & LXXIII de

cet Ouvrage, *p.* cccxliij. —— Lettre que lui écrit le Banquier de Londres, *ibid.*

## D

*DESCENTES EN ANGLETERRE.* Ecrit sur les descentes en Angleterre, tiré d'une Gazette Angloise du 31 Mai 1778, *p.* ccxcviij. —— Précis historique des différentes descentes que l'on a tenté de faire en Angleterre où qui ont été exécutées depuis celle de Guillaume le Conquérant, *p.* ccciij. — Notices sur les petits ports de toute la partie des côtes d'Angleterre qui fait face aux côtes de France, *p.* cccxxj. —— Anecdotes sur les descentes & sur l'opinion de leur possibilité, *p.* cccxxv. — Proclamation du Roi pour l'enlevement des bestiaux, des grains, &c. *p.* cccxxij. —— Divers écrits sur la descente dont l'Angleterre se croit menacée, *p.* cc.lxxv. —— Observations d'un Voyageur Anglois snr l'état actuel de certaines parties des côtes, *p.* ccclxxvj. —— Distribution qu'il convient de faire des forces maritimes pour le service de la Manche ou pour la défense des côtes (8 Juillet 1779) *p.* ccclxxvij. — Ecrit intitulé l'*Allarme*, sur le mauuais état de défense des côtes, *p.* ccclxxxiij.

## E

*ESPAGNE.* Déclaration de l'Espagne du 16 Juin 1779, *p.* ccix. —— Plaisante répartie d'un Officier Espagnol, *p.* ccliij. — Bon-mot sur une illumination de l'Hôtel du Marquis d'Almodovar, *p.* cclviij. —— Discussion sur des passages de sa déclaration, falsifiée en plusieurs points essentiels dans la traduction donnée par le Courier de l'Europe, *p.* cclx. —— Déclaration faite à Londres par le Marquis d'Almodovar, & envoyée à cet Ambas-

ſadeur par un Courier Eſpagnol expédié le 28 Mai 1779, *p.* cclxxx. —— Obſervations tirées de la Gazette de Madrid ſur le Meſſage du Roi d'Angleterre & ſur l'expoſé ſommaire fait en Parlement des griefs de l'Eſpagne, *p.* cccxxxvi

F

FACTIONS. Parti du Roi, — Parti de Bedford, — Parti Miniſtériels, — Subalternes, *p.* ccclxiij.

FINANCES. Troiſieme Budget de Milord North pour l'année 1779, *p.* cxv. —— Suite de l'affaire du Budget, *p.* clxxxj. —— Frais de la guerre actuelle, *p.* ccclxxiv.

FRANCE. Etat de l'eſcadre de M. le Comte d'Orvilliers, *p.* ccj.

I

INTERPRETES DE LA POLITIQUE. Leurs devoirs & importance de leurs fonctions, *p.* cclxij.

IRLANDE. Affaire de la réunion de l'Irlande, *p.* ccxxxij. —— Etat des affaires de ce Royaume, *p.* écxlj, — *p.* cclxxiij.

M

MARINE. Méſintelligence parmi les Officiers, *p.* cxiv. — Diviſion d'Arbuthnot allant en Amérique, *p.* cxxj. —— Diviſion de Darby, *ibid.* —— Grande eſcadre de Hardy, *ibid.* —— Extrait d'une lettre de Paris, ſur l'expédition des Anglois à Cancale, *p.* cxxij. —— Liſte des vaiſſeaux Anglois en état, ſuivant les informations communiquées le 14 Juin à la Chambre des Pairs par le Lord Effingham, *p.* cxcviij. —— Diſcours (pré-

tendu) du Chevalier Hardy à ſes Officiers, *p.* ccxix. — Divers écrits critiques ſur la Marine, *p.* ccxlvij. —— Preſſe générale : exemptions ſuſpendues avec effet rétroactif de l'arrêté du Parlement à ce ſujet, *p.* cclxxxv. — Lettre au Lord Sandwich, *p.* ccclxxx. —— Troiſieme rentrée de l'eſcadre de Hardy, *p.* ccccj.

*MINISTERE.* Meſſage du Roi, *p.* ccxiv.

## O

*OPPOSITION.* Evtrait de l'Englishman ſur l'état actuel des affaires, *p.* cx. —— Placard de l'affiche de la Comédie du 17 Juin, *p.* ccxx. —— Apperçu des affaires politiques au 5 Juin, *p.* ccxxviij. —— Extraits du Journal patriotique du 20 Juin au 10 Juillet, *p.* cccxlix.

## P

*PARLEMENT.* Suite des ſéances du Parlement depuis le 9 Février juſqu'aux vacations de Pâques, *p.* iij. —— Suite de la ſeſſion du Parlement depuis le 14 Avril juſqu'au 30, *p.* cxxix. —— Sur la prorogation & ſur la Marine, *p.* cxcij.

## T

*TROUPES.* Répartition des Troupes réglées & Milices dans la Grande-Bretagne & en Irlande, *p.* ccij.

FIN.

EC 776
A256a
v. 16

EC
A257d
v.14